

**Comité des obstacles techniques au commerce**

**COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU 13 AU 15 JUILLET 2022**

PRÉSIDENT: M. ANWAR HUSSAIN SHAIK

*Note du Secrétariat<sup>1</sup>*

<b>1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR.....</b>	<b>1</b>
<b>2 MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD .....</b>	<b>4</b>
2.1 Préoccupations commerciales spécifiques (PCS) .....	4
2.1.1 Notification des progrès concernant les PCS.....	4
2.1.2 Nouvelles préoccupations commerciales spécifiques .....	5
2.1.3 Préoccupations soulevées précédemment .....	17
2.2 Échange de données d'expérience.....	141
2.2.1 Transparence .....	141
2.2.2 Procédures d'évaluation de la conformité.....	144
2.2.3 Coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation (MPME) .....	146
2.2.4 COVID-19.....	147
2.2.5 Autres questions.....	148
<b>3 ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE.....</b>	<b>148</b>
<b>4 OBSERVATEURS .....</b>	<b>149</b>
4.1 Renseignements actualisés communiqués par les observateurs .....	149
4.2 Demandes en attente.....	149
<b>5 AUTRES QUESTIONS.....</b>	<b>150</b>
<b>6 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION .....</b>	<b>150</b>

**1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

1.1. Le Comité a adopté l'ordre du jour figurant dans le document [WTO/AIR/TBT/23](#).

1.2. Le représentant de l'Ukraine a exprimé la gratitude de sa délégation pour l'aide apportée par les Membres à son pays, pour leur direction éclairée et leur soutien indéfectible dans les moments les plus difficiles. En vertu du préambule de l'Accord de Marrakech, les Membres devraient travailler ensemble pour améliorer les conditions de vie des populations du monde entier, élever le niveau de vie, créer des emplois et améliorer l'existence des individus par "la conclusion d'accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce et à l'élimination des discriminations dans les relations

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

commerciales internationales" et la mise "en place [d']un système commercial multilatéral intégré, plus viable et durable". Ces objectifs et principes nobles qui orientaient les travaux à l'OMC avaient été – et continuaient d'être – affreusement bafoués par l'agression de la Russie.

1.3. L'Ukraine a souligné une fois de plus que l'invasion de son territoire par la Russie avait sapé les acquis du système commercial multilatéral, avait nui au développement et au bien-être des populations des pays en développement et pays les moins avancés, et avait entravé le bon fonctionnement des organisations internationales, en particulier de l'OMC. La guerre engagée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine avait causé d'immenses souffrances et entraîné des destructions de grande ampleur, et elle avait sérieusement touché le système national d'élaboration de la réglementation technique. De nombreux employés étaient contraints de travailler dans des circonstances extrêmement difficiles. Les experts des organes compétents de l'Ukraine dans le domaine de la réglementation technique avaient été redéployés pour exercer leurs fonctions officielles dans d'autres régions du pays.

1.4. Quatre-vingt-un (81) organismes d'évaluation de la conformité avaient été désignés en Ukraine pour garantir, en tant que tierce partie, les procédures d'évaluation de la conformité aux prescriptions des règlements techniques, avant l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie. Après l'entrée en vigueur de la loi martiale dans le pays, ces organismes s'étaient renseignés sur la possibilité de mener des procédures d'évaluation de la conformité aux règlements techniques, sous le régime de la loi martiale. Au 12 juillet 2022, seuls 44 des 81 organismes désignés, situés dans différentes régions d'Ukraine, s'étaient mis en rapport avec l'autorité nationale en matière d'obstacles techniques au commerce (OTC) pour confirmer leur capacité de continuer à mener pleinement à bien les procédures d'évaluation de la conformité à leur emplacement permanent. Aucun renseignement n'avait été reçu des 37 autres organismes situés dans des régions dont une partie du territoire était occupée à ce moment-là et constamment bombardée. Dans ce contexte, les organismes nationaux compétents continuaient de s'acquitter assidûment de leurs obligations professionnelles pour s'assurer que les règlements techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce.

1.5. S'agissant des exportations de produits ukrainiens, le représentant de l'Ukraine a remercié ses partenaires pour les mesures prises afin de rétablir la capacité du pays à produire et à exporter des marchandises. L'Ukraine a rappelé que l'OMC, ainsi que d'autres institutions internationales, avaient été créées pour promouvoir la coopération pacifique entre les gouvernements sur différentes questions. La Fédération de Russie, par son acte d'agression contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, a compromis cet objectif fondamental. À cet égard, le représentant de l'Ukraine a informé les Membres que son pays avait demandé à l'Organisation internationale de normalisation (ISO), au Bureau international des poids et mesures (BIPM), à la Commission électrotechnique internationale (CEI), à l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML) et à l'Institut européen des normes de télécommunication (ETSI) de condamner sans équivoque les actes d'agression de la Fédération de Russie, en notant qu'elles représentaient une violation manifeste de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et que ces actes étaient contraires aux principes consacrés par ces organisations.

1.6. La délégation du Canada a fermement condamné l'invasion injustifiable et non provoquée de l'Ukraine par la Russie. Ces attaques avaient des conséquences humanitaires considérables. Il ne s'agissait pas seulement d'une attaque contre l'Ukraine, mais aussi contre le droit international, notamment la Charte des Nations Unies, ainsi que contre la démocratie, la liberté et les droits de l'homme.

1.7. La délégation de l'Australie a condamné avec la plus grande fermeté l'attaque non provoquée et injustifiée de la Russie contre son voisin, l'Ukraine. L'invasion était une violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies. L'Australie a appelé la Russie à retirer ses forces du territoire ukrainien. Elle regrettait profondément le nombre déjà élevé de victimes, en particulier parmi les civils ukrainiens, tués jusqu'à présent dans le conflit.

1.8. La représentante des États-Unis a remercié le délégué de l'Ukraine pour sa déclaration et a réitéré le ferme soutien de son pays à l'Ukraine. Les États-Unis ont condamné l'attaque préméditée et non provoquée de la Russie contre l'Ukraine, ainsi que les actions du régime du Bélarus qui en était complice. Ils ont appelé la Russie à mettre immédiatement un terme à l'emploi de la force contre l'Ukraine et à s'abstenir de tout nouveau recours à la force contre tout État membre des Nations Unies. Les actions de la Russie étaient incompatibles avec le système fondé sur des règles

que la communauté internationale dans son ensemble avait édifié; l'agression de la Russie portait atteinte aux droits de l'Ukraine au sein de l'OMC et était fondamentalement incompatible avec les valeurs et les principes de l'Organisation.

1.9. La délégation de l'Union européenne a souligné, comme d'autres participants à la réunion, que l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie constituait une violation flagrante du droit international et de l'ordre international fondé sur des règles et que ses effets s'étendaient bien au-delà des frontières de l'Ukraine. L'UE exhortait la Russie à mettre fin à ses attaques indiscriminées contre des civils et des infrastructures civiles, et à retirer immédiatement et sans condition ses troupes et ses équipements militaires de l'ensemble du territoire de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. Comme il ressort de la Déclaration conjointe faite par l'UE et ses partenaires au Conseil général en mars, ainsi que du récent communiqué des dirigeants du G-7, l'UE et ses partenaires continuaient de soutenir pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Ils ont réaffirmé leur unité s'agissant des sanctions contre la Russie et de l'aide à la reconstruction à court et à long terme de l'Ukraine. L'UE se rangeait du côté l'Ukraine.

1.10. La délégation du Royaume-Uni a condamné la récente agression de la Russie contre l'Ukraine. Depuis février, la Russie avait poursuivi son agression illégale et non provoquée contre un État démocratique et Membre de cette Organisation. La Russie devait de toute urgence procéder à une désescalade, retirer ses troupes et cesser ses violations du droit international. Le Royaume-Uni continuerait à œuvrer avec ses partenaires du système multilatéral pour condamner les actions de la Russie et l'isoler sur la scène internationale.

1.11. La délégation de la Nouvelle-Zélande a condamné sans équivoque l'attaque non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine. Les actions du Président Poutine constituaient une grave violation des règles internationales; le recours à la force pour modifier les frontières était strictement interdit par le droit international, comme l'était le fait de cibler des civils. La Nouvelle-Zélande était stupéfaite par les renseignements faisant état d'attaques dévastatrices et indiscriminées de la part des troupes russes contre la population ukrainienne, y compris des preuves de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, ainsi que la destruction d'infrastructures civiles, notamment des hôpitaux, des écoles et des résidences. La Nouvelle-Zélande était favorable à ce que l'on oblige les responsables de cette agression à rendre compte de leurs actes, et ne ménagerait aucun effort en ce sens. Elle restait unie à la communauté internationale pour maintenir la pression sur la Russie et faire en sorte que les responsables de violations du droit humanitaire et du droit international rendent des comptes. Elle a demandé à plusieurs reprises au Président Poutine d'agir conformément aux obligations internationales, de mettre un terme à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de retirer ses troupes et de reprendre les négociations diplomatiques comme voie de résolution du conflit. Les pensées de la Nouvelle-Zélande étaient avec le peuple ukrainien et la communauté ukrainienne, en particulier compte tenu des renseignements alarmants faisant état d'atrocités commises contre des civils.

1.12. La délégation du Japon a déclaré que l'agression de la Russie contre l'Ukraine était une atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, qui constituait une violation manifeste du droit international; elle remettait en cause le fondement de l'ordre international. Le Japon n'avait aucune tolérance à cet égard. L'action de la Russie était un acte infâme qui perturbait les chaînes d'approvisionnement et suscitait des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire. Le Japon a condamné l'agression de la Russie avec la plus grande fermeté et a exhorté la Russie à cesser ses opérations militaires en Ukraine et à retirer ses forces immédiatement. Il continuait d'être solidaire de l'Ukraine et de son peuple et de coopérer avec les membres de la communauté internationale pour améliorer la situation.

1.13. La délégation de la République de Corée s'est dite préoccupée par l'incapacité de l'Ukraine à participer pleinement au Comité OTC de l'OMC et aux domaines connexes et s'est associée à d'autres délégations pour condamner fermement l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui constituait une violation des principes de la Charte des Nations Unies et du droit international. Le recours à la force qui faisait des victimes innocentes ne saurait être justifié en aucune circonstance. La souveraineté territoriale et l'indépendance politique de l'Ukraine devaient être respectées.

1.14. La délégation de la Suisse a condamné l'agression militaire russe contre l'Ukraine avec la plus grande fermeté. Il s'agissait d'une violation du droit international, de l'interdiction du recours à la force, et de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine. La Suisse a appelé la Russie à respecter ses obligations internationales et à revenir sur ses actions ainsi qu'à retirer ses troupes et

à contribuer à la désescalade. Elle a appelé tous les acteurs à respecter le droit international, y compris le droit international humanitaire.

1.15. La délégation du Costa Rica a exprimé sa solidarité avec le peuple ukrainien pour l'attaque injustifiée de la Russie. La tragédie humaine que subissaient des millions de familles était impensable pour un pays comme le Costa Rica, qui était de tradition démocratique et pacifique. Les effets sur le commerce mondial étaient évidents et c'était une question qui devait être traitée à l'OMC. La guerre avait des conséquences à court et à long terme; les sols avaient été contaminés, des vies humaines étaient touchées, et ceci se produisait alors que de nombreuses personnes souffraient déjà de la crise alimentaire. Le Costa Rica continuerait à être un ardent défenseur du multilatéralisme et de l'architecture internationale au service de la paix, de la sécurité, du développement durable et de la protection des droits de l'homme. Le Costa Rica a appelé au dialogue et au respect de l'État de droit.

1.16. La délégation de la Fédération de Russie a réitéré son point de vue, selon lequel l'examen des questions liées aux préoccupations relatives à la sécurité mondiale ou régionale, à la situation humanitaire, à la Charte des Nations Unies, au respect de celle-ci ou à la conformité à celle-ci, ne relevait pas du mandat du Comité OTC, ni de celui de l'OMC elle-même. La Russie était prête à examiner la situation en Ukraine dans les institutions et organes concernés des Nations Unies. Les mesures unilatérales de restriction des échanges adoptées par les Membres qui étaient intervenus sur la question concernant l'Ukraine relevaient du mandat de l'OMC, représentaient une violation des règles de l'Organisation et sapaient le système commercial multilatéral et l'ordre fondé sur des règles. Par ailleurs, la délégation de la Russie a rappelé que, conformément à la Règle 17 du Règlement intérieur des réunions du Conseil général, figurant dans le document [WT/L/161](#), il incombait au Président de la réunion, avec tout le respect qui lui était dû, de rappeler à l'ordre un orateur si les observations de ce dernier s'écart[ai]ent du point en discussion. De notre point de vue, les observations des délégations n'étaient pas pertinentes, non pas seulement pour ce Comité mais pour l'OMC elle-même.

## **2 MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD**

### **2.1 Préoccupations commerciales spécifiques (PCS)**

#### **2.1.1 Notification des progrès concernant les PCS**

2.1. La délégation de l'Union européenne a remercié le Royaume d'Arabie saoudite pour sa coopération efficace concernant les céramiques.<sup>2</sup> La question concernant la PCS n'avait pas été soulevée à la réunion de ce jour-là car une enquête était également en cours dans le cadre de l'examen des politiques commerciales. L'UE a noté que de nombreux progrès avaient été réalisés grâce à la coopération de l'Arabie saoudite, y compris par le biais de nombreuses réunions bilatérales. Bien que certains éléments doivent encore être mis en œuvre, des évolutions positives avaient été observées et l'UE espérait qu'elle n'aurait pas besoin de soulever cette préoccupation à l'avenir.

2.2. La délégation de l'Australie a remercié le Royaume-Uni pour son dialogue constructif, jusqu'alors, sur la question concernant la PCS 663.<sup>3</sup> Compte tenu des efforts de coopération déployés par le Royaume-Uni pour répondre à ses préoccupations concernant les prescriptions relatives à l'étiquetage du vin, l'Australie avait décidé de cesser de soulever cette PCS à ce stade-là et indiqué que les deux parties œuvraient à une résolution permanente de la question. L'Australie attendait avec intérêt de poursuivre le dialogue avec le Royaume-Uni pour assurer une résolution permanente en vue d'une mise en œuvre en temps utile.

---

<sup>2</sup> Royaume d'Arabie saoudite – Règlement technique relatif aux matériaux de construction – Partie IV: Briques, tuiles, produits en céramique, appareils sanitaires et produits connexes (publié au Journal officiel le 22 mars 2019) ([ID 698](#))

<sup>3</sup> Royaume-Uni – Prescriptions relatives à l'étiquetage du vin à la fin de la période de Brexit ([ID 663](#)).

## 2.1.2 Nouvelles préoccupations commerciales spécifiques

### 2.1.2.1 Chine – Points clés et principes de jugement de l'inspection des bonnes pratiques de fabrication pour les cosmétiques; Normes sanitaires et techniques pour les cosmétiques (2022); Directives techniques concernant les cosmétiques pour enfants, [G/TBT/N/CHN/1673](#), [G/TBT/N/CHN/1674](#) (ID 749<sup>4</sup>)

2.3. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis notent avec satisfaction que la Chine a notifié au Comité OTC deux nouveaux projets de mesures d'application du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR): les Points clés et principes de jugement de l'inspection des bonnes pratiques de fabrication pour les cosmétiques ([G/TBT/N/CHN/1673](#)), et les Normes sanitaires et techniques pour les cosmétiques ([G/TBT/N/CHN/1674](#)). Nous avons soumis, le 24 juin 2022, des observations à la Chine en réponse à ses notifications. Toutefois, nous nous posons des questions quant à la volonté de la Chine d'accorder toute l'attention voulue aux contributions des parties prenantes, compte tenu du délai ménagé pour la mise en œuvre et de l'absence d'explication sur les raisons pour lesquelles la Chine estime que les normes, recommandations, ou guides internationaux pertinents ne sont pas appropriés pour atteindre ses objectifs réglementaires. Premièrement, nous sommes préoccupés par le fait que, bien que la Chine ait ménagé une période de 60 jours pour la formulation d'observations concernant les points d'inspection relatifs aux bonnes pratiques de fabrication (BPF) ([G/TBT/N/CHN/1673](#)), la branche de production des États-Unis nous a informés que la mesure est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2022, soit 6 jours seulement après la clôture de la période impartie par l'OMC pour la formulation d'observations et trois mois seulement après qu'un projet de la mesure a été initialement notifié en Chine. Les points d'inspection relatifs aux BPF sont complexes et ajoutent de nombreuses prescriptions nouvelles pour les entreprises de fabrication de produits cosmétiques, qui ne figuraient pas dans la mesure connexe concernant les Bonnes pratiques de fabrication pour les produits cosmétiques ([G/TBT/N/CHN/1626](#)). Nous demandons à la Chine de retarder les délais qu'elle a fixés pour d'adoption et la mise en œuvre de cette nouvelle mesure afin de disposer de suffisamment de temps pour examiner les observations formulées par les parties prenantes, et pour notifier à nouveau la mesure en cas de mises à jour substantielles.

2.4. Deuxièmement, nous demandons à la Chine d'apporter des éclaircissements sur la question de savoir comment les points d'inspection relatifs aux BPF seront utilisés et s'il y aura des flexibilités dans la manière dont la Chine évalue la mise en conformité des entreprises. Par exemple, l'appendice 2 du projet de mesure comprend plusieurs points d'inspection à l'intention de l'entreprise à laquelle la production est confiée qui, dans de nombreuses cas, sont plutôt supervisés au sein du siège de l'entreprise ou par le biais de contrats avec des tierces parties. Troisièmement, nous sommes préoccupés par le fait que la Chine a informé les États-Unis qu'elle ne notifiera pas au Comité les Directives techniques concernant les cosmétiques pour enfants. Toutefois, ces directives semblent bien présenter de nouvelles prescriptions en matière d'utilisation des produits cosmétiques et de restriction des ingrédients, lesquelles ne figuraient pas dans les Dispositions concernant la surveillance et la gestion de produits cosmétiques pour enfants ([G/TBT/N/CHN/1615](#)). En raison de la nature obligatoire de ces deux directives techniques, nous demandons que la Chine notifie cette mesure au Comité OTC. En outre, nous demandons qu'une fois la mesure notifiée, avec une période raisonnable impartie pour la formulation d'observations et la prise en compte des contributions, la Chine accorde aux entreprises au moins deux ans pour adapter leurs produits ou leurs méthodes de production, et une année supplémentaire pour écouler les produits déjà présents sur le marché.

2.5. Quatrièmement, nous demandons à la Chine d'apporter des précisions concernant les délais qu'elle a fixés pour les consultations publiques, la mise au point définitive et l'application des mises à jour apportées aux Normes sanitaires et techniques pour les cosmétiques ([G/TBT/N/CHN/1674](#)). Bien que ces normes mettent à jour une mesure existante, la Chine y a apporté des modifications substantielles, y compris, selon ses propres dires, la modification de 15 méthodes d'essai. Cinquièmement, nous demandons que, chaque fois que la Chine propose la mise à jour d'une norme, d'un règlement technique ou d'une directive relative au CSAR, elle examine d'abord la question de savoir si la mise à jour est fondée sur des normes, recommandations, ou guides internationaux pertinents et, dans la négative, qu'elle explique pourquoi ces normes, recommandations, ou guides ne sont pas appropriés pour atteindre ses objectifs réglementaires. Nous remercions la Chine pour l'attention qu'elle portera au sujet et attendons avec intérêt les réponses à nos questions.

---

<sup>4</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 749](#).

2.6. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Étant donné que c'est la première fois qu'un Membre soulève cette préoccupation au sein de cette commission, la Chine est à l'écoute pour comprendre quels sont les préoccupations du Membre, puis elle contactera les autorités compétentes et lui communiquera la réponse.

**2.1.2.2 Union européenne – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la Directive 2014/53/UE relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques (COM/2021/547 final), [G/TBT/N/EU/859](#) (ID 750<sup>5</sup>)**

2.7. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions l'UE d'avoir notifié au Comité OTC de l'OMC sa proposition de modification de la Directive sur les équipements radioélectriques. Nous avons fourni des observations à vos notifications le 15 mars 2022. Si nous apprécions vivement votre réponse à nos observations du 5 mai 2022, nous demeurons préoccupés par la proposition telle qu'elle est rédigée ainsi que par l'accord provisoire signalé. Nous nous opposons à la décision de l'UE de prescrire le connecteur femelle USB Type-C dans le cadre du règlement plutôt que d'accorder une plus grande flexibilité aux fabricants de téléphones mobiles pour utiliser d'autres interfaces de connexion qui répondent aux normes internationales volontaires existantes. Nous restons également préoccupés par la question de savoir quels effets une norme prescrite pour les chargeurs de téléphones portables aura sur l'innovation. Les parties prenantes de notre branche de production nous ont fait part de leurs préoccupations quant au fait que les innovations futures en matière de chargeurs, notamment en ce qui concerne l'efficacité énergétique, seront découragées dans le cadre de cette proposition. Bien que l'UE ait donné l'assurance que le projet notifié prévoit un mécanisme permettant l'adoption rapide de nouvelles spécifications techniques pertinentes ou de mises à jour, nous encourageons l'UE à reconnaître d'autres normes internationales qui soutiennent l'innovation future concernant les chargeurs et fournissent des solutions actualisées et sûres sans l'obstacle supplémentaire de processus d'approbation normatifs pour adopter de nouvelles spécifications techniques.

2.8. Nous encourageons à nouveau l'UE à spécifier des réglementations techniques basées sur les exigences du produit en termes de performance plutôt que de conception ou de caractéristiques descriptives. Nous croyons également savoir que des modifications ont été apportées à la proposition initiale reproduite dans l'accord provisoire, qui étendent le champ d'application de la proposition, y compris à des dispositifs qui n'étaient pas envisagés dans l'analyse d'impact. Nous croyons savoir que cela a pris de nombreuses parties prenantes par surprise et laisse planer une incertitude quant aux effets de cette proposition sur le marché et aux obstacles au commerce. Enfin, nous demandons à l'UE de fournir tout renseignement actualisé qu'elle pourrait avoir sur les délais ménagés pour la mise au point définitive et la mise en œuvre de cette proposition.

2.9. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. S'agissant de l'opposition des États-Unis à la prescription de l'intégration du connecteur femelle USB Type-C pour certaines catégories ou classes d'équipements radioélectriques, l'UE tient à souligner que, depuis plus de dix ans, la Commission européenne est favorable à une approche volontaire. Bien qu'une telle approche ait permis de réduire de trente à seulement trois actuellement le nombre de solutions de recharge, elle s'est avérée inefficace pour résoudre le problème du manque d'interopérabilité entre les équipements radioélectriques et les chargeurs, qui continue de causer des désagréments aux consommateurs. Le connecteur femelle harmonisé (USB-C) est une technologie qui a été, et continue d'être, développée par un consortium comprenant les principaux fabricants du secteur des TIC. Leurs spécifications sont en accès libre et traduites en normes internationales (et européennes). En ce qui concerne les effets sur l'innovation, l'UE souhaiterait souligner que le texte comprend des dispositions permettant d'agir rapidement pour mettre à jour les prescriptions techniques. En outre, les mesures proposées n'empêchent pas les fabricants de continuer à développer leurs propres solutions, à condition qu'elles n'entravent pas le bon fonctionnement de la solution de recharge harmonisée (à la fois le connecteur femelle et les protocoles de communication). En outre, les évolutions les plus importantes à venir en matière de technologies de recharge sont attendus dans le domaine de la recharge sans fil. À cet effet, la directive actuelle n'impose pas une solution harmonisée mais ouvre la voie à l'adoption d'une solution efficace qui apparaîtra sur le marché.

---

<sup>5</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 750](#).

2.10. S'agissant de la notion de préciser les exigences techniques ayant trait aux caractéristiques de conception, c'est le seul moyen possible de parvenir à une interopérabilité totale entre les équipements radioélectriques et les chargeurs (commodité pour les consommateurs) et de réduire la prolifération de chargeurs non nécessaires (avantages environnementaux). La combinaison d'une solution de recharge harmonisée et du découplage de l'alimentation électrique externe ne donnera des résultats que si chaque catégorie de produits visée est équipée du même connecteur. En ce qui concerne les modifications apportées au champ d'application de la proposition, les liseuses, les oreillettes, les claviers, les souris, les systèmes de navigation portables et les ordinateurs portables ont été ajoutés afin de renforcer les avantages offerts par la proposition en termes de commodité pour le consommateur et d'avantages environnementaux. Les effets de l'inclusion des oreillettes et des liseuses ont été évalués dans l'étude 2021. Si l'inclusion d'autres catégories supplémentaires n'a pas fait l'objet d'une analyse d'impact, l'analyse technique a révélé qu'il n'y avait pas d'obstacles techniques à leur incorporation dans le champ d'application de la mesure. En outre, les avancées intervenues sur le marché confirment que le connecteur femelle USB Type-C est adapté et bien conçu sur le plan technique pour être appliqué à ces catégories de produits. En ce qui concerne les ordinateurs portables, une période de transition plus longue (40 mois contre 24 mois pour les autres catégories) est prévue afin de donner aux fabricants suffisamment de temps pour s'adapter à leur inclusion dans la proposition. Le processus d'adoption formelle par le Parlement européen et le Conseil aura lieu après l'été. Le texte entrera en vigueur après sa publication au Journal officiel de l'Union européenne.

#### **2.1.2.3 Chine – Mesures régissant l'administration de la sécurité des données dans les secteurs de l'industrie et des technologies de l'information (mise en œuvre à titre d'essai) (ID 751<sup>6</sup>)**

2.11. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon est préoccupé par les "Mesures régissant l'administration de la sécurité des données dans les secteurs de l'industrie et des technologies de l'information", notamment en ce qui concerne les relations peu claires entre plusieurs articles figurant dans les mesures et les dispositions connexes de la loi sur la cybersécurité. Le gouvernement japonais a déjà présenté des observations, y compris ce point, dans le cadre de la deuxième consultation publique tenue en février 2022. En outre, les définitions concernant les "données générales", les "données importantes" et les "données essentielles" ne fournissent pas de critères objectifs et spécifiques de classification. Par ailleurs, bien que l'article 7 des mesures dispose que le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information doit dresser un inventaire détaillé des "données importantes" et des "données essentielles", en fonction des spécificités de l'inventaire détaillé et des règlements s'y rapportant, il peut avoir une incidence significative sur les entreprises impliquées dans le domaine de l'information industrielle. Par conséquent, le Japon voudrait demander à la Chine d'utiliser des procédures transparentes pour l'élaboration de l'inventaire détaillé, afin que les opinions des parties prenantes, y compris les entreprises étrangères, puissent être largement entendues et prises en compte, et de veiller à ce qu'aucune charge induite ne soit imposée aux opérateurs commerciaux.

2.12. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Afin de promouvoir davantage la mise en œuvre de la "Loi sur la sécurité des données", la Chine a mis au point les "Mesures régissant l'administration de la sécurité des données dans les secteurs de l'industrie et des technologies de l'information (mise en œuvre à titre d'essai)". Sur la base des caractéristiques de l'industrie et des TIC, les mesures ont permis d'affiner les prescriptions pertinentes et de fournir de plus amples orientations opérationnelles aux sous-traitants de données de la branche de production et des TIC pour les aider à s'acquitter de leur obligation en matière de protection de la sécurité des données.

#### **2.1.2.4 Union européenne – Projet de règlement délégué de la Commission modifiant le Règlement (UE) 2019/2144 du Parlement européen et du Conseil afin de tenir compte des progrès technologiques et des évolutions réglementaires en ce qui concerne les modifications apportées au Règlement concernant les véhicules adopté dans le cadre de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, G/TBT/N/EU/882 (ID 752<sup>7</sup>)**

2.13. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. a. Dans le présent projet de notification, certains des règlements de l'ONU adoptés par l'UE ont été publiés moins de 15 mois

<sup>6</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 751](#).

<sup>7</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 752](#).



avant leur mise en œuvre. Pour les nouveaux modèles qui sont déjà en voie de mise au point, les délais ne permettent pas de procéder à des ajustements techniques avant le 6 juillet 2022, et une configuration supplémentaire est nécessaire, ce qui entraînera un allongement des délais de mise au point du modèle et un accroissement des coûts. Pour les modèles certifiés (en production), le délai est insuffisant pour mettre à niveau le certificat de la nouvelle version avant le 6 juillet 2022, ce qui bloquera les ventes de ces véhicules certifiés à l'origine après le 6 juillet 2022. La Chine propose à l'UE de préciser si le point 1) du règlement amélioré figurant en annexe peut s'appliquer à la période tampon des dispositions transitoires des règlements individuels de l'ONU, ou de modifier la date de mise en œuvre de l'annexe, point 2), afin de laisser aux entreprises un délai tampon supplémentaire.

2.14. *b.* Pour les véhicules faisant l'objet d'une homologation existante et les nouveaux types de véhicules, le délai de mise en œuvre de certains règlements techniques individuels figurant à l'Annexe II du document [G/TBT/N/EU/882](#) est antérieur au délai de mise en œuvre des règlements de l'ONU, et la période de transition ou la clause d'exemption adoptée ne sont pas expliquées en conséquence, ce qui a causé de grandes difficultés aux entreprises pour leur demande d'homologation européenne. Cette partie de la réglementation influence principalement les véhicules faisant l'objet d'une homologation existante (en production). Les entreprises d'exportation d'automobiles en Chine ont élaboré un plan de mise à niveau en fonction des exigences du règlement unique des Nations Unies. Si le Règlement (UE) 2019/2144 était mis en œuvre le 6 juillet 2022, la plupart des véhicules certifiés exportés vers l'UE ne répondraient pas aux exigences de mise à niveau, ce qui entraînerait des risques d'infraction et affecterait gravement le marché des ventes. La Chine propose à l'UE d'expliquer plus en détail la différence entre le délai de mise en œuvre de l'Annexe II du Règlement (UE) 2019/2144 et la période de transition des règlements améliorés de l'ONU adoptés à l'Annexe I, et la Chine espère que l'UE se conformera à l'Accord de 1958 administré par le Groupe de travail WP.29 de l'ONU. Par exemple, s'agissant de la série 01 du Règlement ONU n° 141 (UN R141-01), bien que le délai de mise en œuvre du règlement de l'ONU concernant les modèles certifiés (en production) soit également le 6 juillet 2022, l'article 12.6 du règlement dispose que les parties doivent continuer à accepter la réception de la série 00 si le véhicule ou le système du véhicule n'est pas concerné par la série 01. En vertu de cette condition, le certificat de la série 00 des modèles certifiés ne sera-t-il pas affecté par la série 01 et restera-t-il valide après le 6 juillet 2022?

2.15. *c.* L'alinéa D4 du point 2 j) de l'Annexe relatif à la "Protection du véhicule contre les cyberattaques" s'applique à l'entité technique distincte et au composant. La Commission européenne adopte le Règlement ONU n° 155 comme règlement d'application de cette prescription, et prévoit de l'appliquer aux modèles de classe M, de classe N et à l'entité technique distincte à partir du 6 juillet 2022. Toutefois, le Règlement ONU n° 155 ne s'applique qu'à la réception par type de véhicules, et l'entité technique distincte ne peut bénéficier de cette réception au titre de ce règlement. La Chine propose que l'alinéa D4 du point 2 j) de l'Annexe ne s'applique pas à l'entité technique distincte. *d.* L'alinéa E4 du point 2 n) de l'Annexe relatif au "Système de surveillance de la disponibilité du conducteur", l'alinéa E6 o) relatif au "Système de remplacement du contrôle par le conducteur", l'alinéa E7 relatif aux "Systèmes fournissant au véhicule des informations sur l'état du véhicule et la zone environnante", adopteront le Règlement ONU n° 157 comme règlement de réception par type pour ces projets. Le Règlement ONU n° 157 est un règlement de réception par type pour les systèmes ALKS, mais il n'est pas clair à quelles parties du Règlement n° 157 de l'ONU les alinéas E4/E6/E7 doivent se conformer, ce qui entraîne des malentendus. La Chine propose à l'UE d'apporter des éclaircissements sur les sections du Règlement ONU n° 157 qui doivent être mises en œuvre. Parallèlement, si le même type de règlement d'homologation est adopté pour plusieurs alinéas, veuillez expliquer plus en détail les procédures d'évaluation de la conformité des certificats de réception par type distincts pour ces alinéas.

2.16. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE tient à remercier la République populaire de Chine pour ses observations concernant la notification [G/TBT/N/EU/882](#), qu'elle a envoyées le 13 mai 2022. L'UE regrette que la Chine n'ait pas mis à disposition à temps sa déclaration sur cette préoccupation commerciale et ne peut donc pas répondre aux inquiétudes qui y figurent. Toutefois, l'UE peut fournir certains éléments de réponse aux préoccupations de la Chine telles qu'elles sont présentées dans les observations officielles sur les OTC. L'UE respectera ses obligations conformément aux règlements des Nations Unies et n'imposera pas l'application des derniers amendements en date apportés aux règlements des Nations Unies avant les dispositions transitoires convenues figurant dans ces amendements. Le tableau figurant dans l'annexe II du Règlement 2144/2019 énumère uniquement les règlements de l'ONU qui



s'appliquent à un sujet spécifique sans rendre obligatoire une version spécifique des règlements concernés.

2.17. L'Annexe I du Règlement n° 2144/2019 énumère les règlements de l'ONU qui sont applicables sur une base obligatoire et renvoie aux dernières versions des règlements de l'ONU publiées au Journal officiel de l'UE. Ceci est sans préjudice des dispositions transitoires énoncées dans les règlements des Nations Unies. En tant que norme, l'UE applique sur une base obligatoire les dispositions transitoires énoncées dans les amendements aux règlements de l'ONU, sauf si le sujet du Règlement n° 2144/2019 s'applique à partir d'une date ultérieure. Les notes insérées après le tableau de l'Annexe I l'illustrent. À titre d'exemple, les exigences les plus élevées en matière de systèmes avancés de freinage d'urgence (AEBS) pour les piétons et les cyclistes s'appliqueront à partir du 1<sup>er</sup> mai 2024 pour les nouveaux types de véhicules dans le Règlement ONU 152, mais les AEBS pour les piétons et les cyclistes ne seront exigés dans l'UE pour les nouveaux types de véhicules qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2024 (c'est-à-dire à une date ultérieure). L'UE est en train d'achever l'examen des observations formulées par la Chine et fournira prochainement une réponse officielle par le biais du point d'information.

#### **2.1.2.5 Canada – Projet de Règlement sur certaines substances toxiques interdites, 2022, G/TBT/N/CAN/673 (ID 753<sup>8</sup>)**

2.18. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon partage les préoccupations ci-après concernant les restrictions relatives au Décabromodiphényléthane (DBDPE) proposées dans le projet de règlement sur certaines substances toxiques interdites, 2022. Le DBDPE est largement utilisé dans les équipements électriques et électroniques, les automobiles, les avions, les équipements médicaux, les équipements industriels, les équipements d'infrastructure sociale, les machines agricoles, les machines industrielles, les machines de construction et les véhicules industriels. Le DBDPE est une solution de rechange au décaBDE, un retardateur de flamme bromé interdit dans le monde entier, et n'est pas limité par des conventions internationales ou dans d'autres juridictions. En outre, étant donné qu'il n'existe pas de retardateur de flamme équivalent pour de nombreuses applications qui puisse être utilisé comme substitut du DBDPE actuellement, nous sommes préoccupés par le fait qu'il y aura probablement des incidences importantes et sérieuses sur le commerce et la distribution des équipements susmentionnés au cas où l'utilisation du DBDPE serait interdite. En particulier, les équipements médicaux, les équipements industriels, les équipements d'infrastructure sociale, les machines agricoles, les machines industrielles, les machines de construction et les véhicules industriels sont d'importants instruments sur lesquels s'appuient les secteurs s'y rapportant et la vie des citoyens au Canada. Nous croyons comprendre que le gouvernement canadien examine minutieusement l'adoption de ce règlement. Cependant, il conviendrait que le Canada soit particulièrement prudent lorsqu'il envisage des solutions de rechange au DBDPE, y compris en ce qui concerne les évaluations en matière de sécurité sanitaire et l'établissement d'un délai de grâce pour la mise en œuvre, en tenant des audiences supplémentaires avec les parties prenantes. Il convient également de noter que le risque d'exposition pour les personnes et l'environnement est limité car ces dispositifs sont collectés sous strict contrôle après utilisation et sont recyclés ou éliminés comme il convient.

2.19. Le Canada a invoqué la protection des baleines et des bélugas menacés d'extinction comme principale raison de réglementer le DBDPE. Bien que nous comprenions les objectifs de cette politique, les branches de production du Japon signalent que le DBDPE contenu dans les produits présente un très faible risque d'effets néfastes sur les personnes et l'environnement, y compris sur les espèces menacées d'extinction susmentionnées. Par conséquent, afin de garantir que la restriction de DBDPE proposée n'est pas plus restricti[ve] pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser [son] objectif légitime, le Japon souhaite demander qu'une évaluation plus approfondie des risques pour les personnes et l'environnement soit menée sur les effets du DBDPE contenu dans les produits, tout en tenant compte de la cohérence avec les résultats de l'évaluation des risques réalisée dans d'autres pays et régions, et qu'une étude de faisabilité réaliste soit menée quant aux solutions de rechange.

2.20. En réponse, la délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada a notifié le projet de règlement sur certaines substances toxiques interdites, 2022 ([G/TBT/N/CAN/673](#)) au Comité OTC de l'OMC, le 18 mai 2022, en donnant aux Membres la possibilité d'examiner la mesure et de faire part de leurs observations avant le 28 juillet 2022. Bien que nous prenions note

---

<sup>8</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 753](#).

de l'intervention du Japon et du fait qu'il s'agit de la première occasion qui nous est donnée d'entendre les préoccupations de ce pays à l'égard de la règle proposée, le Canada encourage le Japon à faire part de ses observations par écrit via le point d'information du Canada avant la date limite du 28 juillet. Le Canada est également ouvert à un dialogue bilatéral avec le Japon pour discuter de ses vues et préoccupations concernant cette mesure.

#### **2.1.2.6 Afrique du Sud – Règlement relatif à l'étiquetage des boissons alcoolisées – révision, [G/TBT/N/ZAF/48/Rev.2/Add.1](#) (ID 754<sup>9</sup>)**

2.21. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE remercie l'Afrique du Sud d'avoir notifié le 12 décembre 2021 les modifications qu'elle propose d'apporter à son règlement relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des boissons alcooliques. L'UE a envoyé des observations écrites le 16 février 2022. Nos principales préoccupations portent sur les catégories sud-africaines suivantes: apéritifs à base de spiritueux, gin et description de l'eau-de-vie de distillation et de l'eau-de-vie millésimée. La catégorie des "apéritifs spiritueux", assortie des valeurs minimale et maximale du titre alcoométrique, ainsi que des teneurs minimales en alcool existantes fixées pour d'autres "catégories définies" en Afrique du Sud (par exemple le whisky), pourraient avoir pour conséquence que la commercialisation d'un certain nombre de boissons spiritueuses de l'UE ne soit plus autorisée en Afrique du Sud. Nous avons proposé que l'Afrique du Sud crée une nouvelle catégorie intitulée "boissons spiritueuses" pour les produits qui ne relèvent pas des catégories sud-africaines en raison de leur teneur en alcool. Sans la flexibilité que pourrait offrir une catégorie intitulée "boissons spiritueuses", de nombreux produits de l'UE ne pourront plus être exportés vers l'Afrique du Sud, en raison des modifications proposées. Nous serions reconnaissants à l'Afrique du Sud de bien vouloir prendre en compte ces préoccupations. Nous souhaiterions également recevoir une indication précise des délais probables d'adoption du texte révisé.

2.22. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis souhaitent à nouveau encourager l'Afrique du Sud à prendre en compte ses préoccupations concernant la classification des produits spiritueux aromatisés. Nous croyons savoir que la catégorie des apéritifs spiritueux en Afrique du Sud est sujette à une prescription de titre alcoométrique volumique (tav) maximal de 30%. En outre, la catégorie spécifique de l'Afrique du Sud pour le whisky aromatisé est sujette à une prescription de tav minimal de 43%. Aux États-Unis, certains whiskeys sont produits avec un tav supérieur à 30% mais inférieur à 43%. Les États-Unis craignent que la présente mesure ne restreigne, de manière non nécessaire, les importations de spiritueux aromatisés américains dont la prescription de tav se situe entre celle applicable à la catégorie des apéritifs spiritueux et celles d'autres catégories spécifiques. L'Afrique du Sud peut-elle confirmer quelle serait la classification appropriée pour ces produits? Dans sa réponse aux observations du gouvernement des États-Unis, l'Afrique du Sud a indiqué que la prescription de tav minimal de 43% pour le whisky était une prescription de longue date. L'Afrique du Sud envisagerait-elle de relever la prescription de tav maximal applicable à la catégorie des apéritifs spiritueux afin d'inclure les produits spiritueux aromatisés ayant un tav supérieur à 30% mais inférieur à 43%? Nous remercions l'Afrique du Sud pour l'attention prêtée à nos observations et à nos préoccupations et nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre le dialogue pour répondre à ces préoccupations et faire en sorte que le commerce des spiritueux aromatisés des États-Unis ne soit pas perturbé de manière non nécessaire.

2.23. La délégation du Mexique a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne cette préoccupation commerciale spécifique (PCS), nous croyons comprendre qu'il s'agit d'une préoccupation concernant la même mesure qui a été inscrite à l'ordre du jour de la réunion précédente du Comité et qui constitue à présent la PCS n° 80. Malgré ce double emploi, afin d'assurer la traçabilité des préoccupations, nous formulerons des déclarations au titre des deux points afin de les garder séparés. La délégation du Mexique renvoie à la déclaration qu'elle a faite à la précédente réunion de ce comité en mars 2022 au sujet du Règlement relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des vins et des spiritueux destinés à la vente en République sud-africaine, notifié aux Membres de ce comité le 20 décembre 2021 dans le document [G/TBT/N/ZAF/48/Rev.2/Add.1](#). Premièrement, nous remercions le gouvernement sud-africain d'avoir répondu aux observations communiquées durant la période de consultation publique, à laquelle tant la branche de production que le gouvernement du Mexique ont pris part pour partager leurs observations au sujet de ce qui, selon nous, pourrait avoir une incidence sur les exportateurs mexicains de Tequila et de Mezcal, ainsi que sur les exportateurs potentiels de Raicilla et de Bacanora. Toutefois, la délégation

---

<sup>9</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 754](#).

mexicaine tient à signaler que ces préoccupations demeurent, car la réponse de l'Afrique du Sud aux observations communiquées par le gouvernement du Mexique ne donne pas suite à chacune des remarques formulées dans la circulaire officielle n° 500/RVL/044/2022 du 11 février 2022.

2.24. À cet égard, nous faisons appel aux bons offices de la délégation de l'Afrique du Sud pour prendre en considération les observations ci-après concernant les préoccupations liées à l'absence d'inclusion dans le Règlement de définitions claires des boissons d'origine mexicaine: nous demandons que, indépendamment de la classe "100% agave", il y ait une classe clairement spécifique pour la tequila qui soit conforme à la réglementation mexicaine applicable, en tenant compte du fait que la tequila est enregistrée comme marque de certification en Afrique du Sud depuis 2004. Afin d'éviter toute confusion éventuelle parmi les consommateurs, nous demandons qu'aucune référence ne soit faite dans la classe "100% agave" à la tequila ou à ses classes ou catégories, même en espagnol. Nous voudrions également mettre l'accent sur notre demande de définitions uniformes pour les boissons emblématiques du Mexique, telles que le mezcal, la bacanora et la raicilla, qui ont leur propre origine, leurs spécifications physico-chimiques et leurs caractéristiques identitaires, telles qu'elles sont établies dans les normes officielles mexicaines respectives. Par ailleurs, dans le but de donner suite à nos préoccupations en temps voulu, nous serions reconnaissants à la délégation d'Afrique du Sud de bien vouloir nous indiquer un point de contact par l'intermédiaire duquel nous pourrions régulièrement suivre l'élaboration du règlement. La délégation du Mexique remercie la délégation de l'Afrique du Sud de prêter attention à cette déclaration.

2.25. En réponse, la délégation de [l'Afrique du Sud](#) a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions l'UE et les États-Unis pour l'intérêt qu'ils ont manifesté au sujet de la notification présentée par l'Afrique du Sud, et le Mexique pour les observations qu'il a précédemment communiquées au sujet du Règlement relatif à l'étiquetage des boissons alcoolisées dans le document [G/TBT/N/ZAF/48/Rev.2/Add.1](#). Nous reconnaissons qu'il y a eu une communication entre l'UE et l'Afrique du Sud et entre les États-Unis et l'Afrique du Sud. Cette communication n'a pas résolu les problèmes, mais de nouvelles questions ont été posées et davantage de points doivent faire l'objet d'éclaircissements. Nous avons fourni une réponse détaillée à ce sujet. Nous croyons que le fait d'aborder les problèmes dans le cadre d'une consultation avec les Membres concernés en vue de les résoudre, plutôt que de présenter des déclarations au Comité OTC, apportera des éclaircissements nécessaires et des réponses spécifiques aux questions soulevées. Nous sommes disposés à dialoguer de manière constructive pour résoudre toutes les préoccupations que l'UE, les États-Unis et le Mexique ont soulevées, et répondre à toutes les observations qu'ils ont formulées. La Mission permanente d'Afrique du Sud à Genève pourrait être contactée pour faciliter ce dialogue et nous espérons pouvoir annoncer à la prochaine réunion que la PCS a été résolue à l'amiable.

#### **2.1.2.7 États-Unis – Programme d'économie d'énergie: Normes d'économie d'énergie pour les climatiseurs individuels, [G/TBT/N/USA/305/Rev.1](#) (ID 755<sup>10</sup>)**

2.26. La délégation de la [Chine](#) a communiqué la déclaration suivante. La méthode de calcul des tests d'efficacité énergétique utilisée dans ce règlement s'écarte des normes internationales. a) Le Conseil des régulateurs européens de l'énergie (CEER) dispose de deux méthodes d'essai pour les appareils de climatisation individuels, pour les climatiseurs à fréquence fixe et pour les climatiseurs à conversion de fréquence. Il n'est pas raisonnable que deux méthodes de calcul servent à établir un seul indice (CEER), et que ces méthodes ne traduisent pas non plus l'écart réel entre les produits à fréquence fixe et les produits à conversion de fréquence. La Chine suggère donc aux États-Unis d'unifier les méthodes d'essai pour les produits à fréquence fixe et les produits à conversion de fréquence lors de la mise à niveau de l'efficacité énergétique. b) L'efficacité énergétique saisonnière permet d'évaluer la performance globale des produits. L'UE et d'autres Membres comme le Japon, la Corée du Sud et l'Australie adoptent tous une efficacité énergétique saisonnière. À l'heure actuelle, de nombreux Membres ont changé de méthode pour utiliser l'évaluation de l'efficacité énergétique saisonnière lors de la mise à niveau de leurs normes énergétiques. Cependant, la proposition des États-Unis en matière d'efficacité énergétique pour les appareils de climatisation individuels utilise toujours un point unique d'indice d'efficacité énergétique CEER pour l'évaluation des produits, ce qui diffère des normes internationales.

2.27. Par conséquent, la Chine suggère aux États-Unis d'utiliser la méthode d'essai en matière d'efficacité énergétique conforme à la norme internationale ISO 16358. La valeur de l'indice CEER

---

<sup>10</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 755](#).

figurant dans cette proposition augmente, par rapport à la réglementation en vigueur du Département de l'énergie en matière de consommation d'énergie et à l'indice Energy Star, et l'indice CEER d'économie d'énergie pour les climatiseurs individuels augmente considérablement. L'augmentation excessive de l'indice entraînera une hausse considérable des coûts de conception, de fabrication et de logistique pour les entreprises exportatrices. La Chine propose aux États-Unis d'accroître progressivement la valeur de l'indice sur la base de l'augmentation moyenne de l'indice dans les normes d'efficacité énergétique précédentes afin de garantir le développement sain de la branche de production.

2.28. En réponse, la délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis apprécient les observations présentées par la Chine le 2 juin 2022. Ils prendront en considération toutes les observations reçues durant de la période de consultation ouverte et répondront à chaque observation de fond lors de la prochaine procédure de publication de règlements concernant les normes relatives aux climatiseurs individuels.

**2.1.2.8 France – Arrêté précisant les substances contenues dans les huiles minérales dont l'utilisation est interdite sur les emballages et pour les impressions à destination du public, [G/TBT/N/FRA/216](#) (ID 756<sup>11</sup>)**

2.29. La délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. Le gouvernement coréen apprécie cette occasion qui lui est donnée de fournir des observations sur le texte final de l'Arrêté précisant les substances contenues dans les huiles minérales dont l'utilisation est interdite sur les emballages et pour les impressions à destination du public", qui a été publié le 3 mai 2022. La Corée respecte pleinement et soutient fermement les efforts de la France visant à adopter une réglementation interdisant l'utilisation d'huiles minérales sur les emballages et pour les impressions, dans le but d'améliorer le recyclage des déchets et de protéger la santé publique. Cependant, étant donné que nous n'avons encore reçu aucune réponse des autorités compétentes de la France concernant les observations que nous avons présentées à deux reprises, le 29 mars et le 6 mai 2022, par le biais du point d'information français, la Corée tient à faire part des préoccupations ci-après.

2.30. Premièrement, nous souhaitons demander à la France d'apporter des précisions sur le champ d'application du règlement. Il est difficile d'identifier les substances réglementées avec la seule référence faite aux hydrocarbures aromatiques d'huile minérale (MOAH) (1 à 7 cycles aromatiques) et aux hydrocarbures saturés d'huile minérale (MOSH) (atomes de carbone C16 à C35) figurant dans l'article 2 de l'arrêté publié. Il est donc nécessaire de fournir des renseignements plus précis sur les substances, tels que les numéros de la Chemical Abstracts Service (numéros CAS), etc. En outre, nous aimerions demander à la France de confirmer si la cible de l'interdiction est la teneur de l'encre en huile minérale ou la quantité résiduelle d'huile minérale dans les impressions. Si le Règlement vise la quantité résiduelle dans les matériaux imprimés et d'emballage, plutôt que dans l'encre, des substances interdites peuvent être détectées involontairement au cours du processus d'évaluation de la conformité, et nous demandons donc une confirmation claire à cet égard. De même, nous demandons à la France de confirmer si les étiquettes autocollantes attachées aux produits ou aux emballages entrent dans le champ d'application du règlement. Deuxièmement, nous demandons des renseignements concernant le type d'évaluation de la conformité (s'il s'agit d'un certificat de conformité ou d'une déclaration de conformité), les méthodes d'essai détaillées et la liste des laboratoires à utiliser pour l'évaluation de la conformité.

2.31. Si le Règlement prescrit une déclaration de conformité, la France pourrait-elle confirmer l'entité responsable de la délivrance de la déclaration et fournir des lignes directrices pour la vérification que les fabricants de produits finis peuvent utiliser? La France est le seul pays qui limite le MOAH et le MOSH dans les matériaux d'emballage des produits non alimentaires. Par conséquent, dans le cas où les fabricants d'encre d'autres pays n'émettent pas de déclaration, les entreprises fabriquant des produits finis auront besoin d'indications pour procéder à la vérification. Enfin, dans le texte définitif de l'arrêté, il est indiqué que le Règlement sera appliqué à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, et le délai de mise en conformité d'un produit régi dépend de sa date de fabrication ou d'importation. Nous demandons à la France de préciser la date que les fournisseurs doivent prendre en compte pour la mise en conformité en cas de différence entre la date de fabrication et la date d'importation. En outre, nous demandons à la France de confirmer si elle autorisera la distribution dans le

---

<sup>11</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 756](#).

commerce de produits conditionnés dans des matériaux d'emballage existants, jusqu'au 31 décembre 2023, date limite pour l'élimination des stocks restants.

2.32. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis apprécient la notification de cet arrêté par la France à l'OMC, le 3 février 2022, et remercient la France d'avoir accusé réception de leurs observations correspondantes, le 6 avril 2022. Si nous soutenons l'objectif de la France de lutter contre le gaspillage et de limiter l'utilisation de matériaux non recyclables, nous avons des interrogations sur les particularités du projet de règlement. Nous sommes préoccupés par la prolifération de lois divergentes en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage au sein de l'UE et de ses États membres. Nous encourageons la France à veiller à ce que ces réglementations n'aient pas pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Nous craignons que cet arrêté ne crée une charge indue pour les entreprises qui commercialisent des produits en France. Comme nous l'avons souligné dans les observations que nous avons communiquées au point d'information français, nous continuons à demander des éclaircissements sur la portée, le calendrier et les objectifs de cet arrêté. La France pourrait-elle fournir des renseignements actualisés sur la question de savoir quand nous pouvons espérer recevoir des réponses aux observations que nous avons formulées le 6 avril? Certains fabricants et exportateurs d'emballages et d'imprimés, y compris ceux fabriqués à partir de matériaux recyclés, nous ont fait part de leur crainte de ne pas pouvoir adapter leurs produits ou méthodes de production pour se conformer à l'arrêté avant la date de mise en œuvre du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Nous demandons à la France de prendre en compte les observations des parties prenantes concernant leur capacité à respecter les délais proposés et d'ajuster les dates de mise en œuvre afin de ménager un délai de transition raisonnable, comme l'exige l'Accord OTC de l'OMC.

2.33. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions les délégations de la Corée et des États-Unis pour l'intérêt qu'elles portent à l'"Arrêté précisant les substances contenues dans les huiles minérales dont l'utilisation est interdite sur les emballages et pour les impressions à destination du public", notifié par la France à l'OMC sous la cote [G/TBT/N/FRA/216](#). La France a reçu les observations de la Corée sur cette notification OTC. Une réponse est en cours de élaboration et sera communiquée à la Corée via le point d'information OTC de l'Union européenne. En ce qui concerne les éclaircissements sur le champ d'application du règlement et l'identification des substances concernées, l'arrêté s'appuie sur l'avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire et de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), qui ne permet pas une simple désignation par les numéros CAS ou une telle identification. S'agissant de la cible de l'interdiction, l'article premier de l'arrêté indique clairement que c'est la teneur en huile minérale de l'encre qui doit être prise en compte. Néanmoins, afin de donner une certaine flexibilité pour démontrer la conformité, l'évaluation pourrait être réalisée après l'impression (notamment en raison de la volatilité de certaines substances).

2.34. En outre, l'arrêté français ne prescrit pas de méthodes d'essai spécifiques pour démontrer la conformité. Selon l'article R.543-49 du Code de l'environnement, la démonstration doit s'appuyer sur la présentation d'une déclaration écrite et d'une documentation technique. Un groupe de travail sera mis en place afin d'identifier, avec les parties prenantes, les solutions disponibles, les difficultés et les besoins d'ici à l'échéance de 2025. Les solutions appropriées pour démontrer la conformité pourraient également être examinées. En ce qui concerne la déclaration de conformité, l'entité chargée de contrôler la conformité est la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF). Jusqu'à présent, aucune ligne directrice n'a été mise en place pour la réalisation des vérifications. Nous tenons à préciser que la date à prendre en compte pour la mise sur le marché d'un produit emballé importé est la date d'importation et non la date de fabrication. Par conséquent, si l'emballage a été fabriqué avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023 – date d'entrée en vigueur de l'Arrêté – mais que le produit lui-même ou son emballage est importé en France après cette date, l'interdiction s'appliquera.

#### **2.1.2.9 Inde – Alerte concernant la mise en œuvre du QR code pour les réfrigérateurs (ID 757<sup>12</sup>)**

2.35. La délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée respecte les efforts déployés par le gouvernement indien pour protéger les consommateurs. En outre, les entreprises coréennes s'efforcent de se conformer au règlement de l'Inde. Toutefois, la Corée tient à faire part des préoccupations des entreprises coréennes, car la branche de production

<sup>12</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 757](#).

connaît des difficultés concernant la "mise en œuvre du QR code pour les réfrigérateurs" annoncée le 31 mars 2022, sans la notification prescrite dans l'Accord OTC de l'OMC. Premièrement, selon le document publié le 31 mars 2022 par le Bureau de l'efficacité énergétique (BEE, selon le sigle en anglais) de l'Inde, l'obligation d'apposer un QR code au-dessous du label Star du BEE sur chaque unité de réfrigérateur prendra effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Toutefois, cette mesure va à l'encontre de l'article 2.9.2 de l'Accord OTC de l'OMC, qui prescrit de "notifier[ont] aux autres Membres, par l'intermédiaire du Secrétariat, les produits qui seront visés par le règlement technique projeté", et de l'article 2.9.4 de l'Accord, qui prescrit de "ménager[ont], ..., un délai raisonnable aux autres Membres pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit". Par conséquent, la Corée demande à l'Inde de ménager un délai aux Membres pour leur permettre de présenter leurs observations conformément à l'Accord OTC.

2.36. Comme il est prévu d'appliquer le Règlement sans aucune procédure de notification à l'OMC et sans délai pour la présentation d'observations par les Membres, il serait difficile pour les fabricants de satisfaire aux prescriptions réglementaires à la date d'application proposée. Les entreprises coréennes affirment qu'elles ont besoin d'au moins 12 mois pour se conformer au nouveau règlement. Par conséquent, la Corée demande à l'Inde de mener à bien les processus de notification et de présentation d'observations en bonne et due forme, puis de ménager un délai de transition de 12 mois à compter de la date de publication du texte définitif du règlement, afin que les entreprises puissent adapter leurs installations de production à l'étiquetage à l'aide du QR code. En outre, contrairement à d'autres pays tels que ceux de l'UE, le Royaume-Uni, la Türkiye, la Chine et l'Arabie saoudite, qui exigent que les QR codes soient attribués à chaque nom de modèle, l'Inde applique un système différent qui exige que les QR codes soient attribués à chaque numéro de série du produit. Dans ces conditions, la réglementation est excessive au point que les entreprises coréennes rencontrent des difficultés à s'y conformer. Par conséquent, la Corée demande à l'Inde d'améliorer le Règlement de manière que les étiquettes de QR code soient générées par nom de modèle plutôt que par numéro de série du réfrigérateur.

2.37. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les critères de performance énergétique (niveaux de classement par étoiles) dans le cadre du programme intitulé "Standards & Labelling (S&L)" (programme relatif aux normes et à l'étiquetage) sont mis en œuvre par le BEE, conformément à l'article 14 de la Loi sur les économies d'énergie, adoptée par le Parlement indien. Le mécanisme réglementaire du programme S&L comprend une disposition concernant le suivi et le contrôle, dans le cadre de laquelle le BEE a proposé d'appliquer l'apposition du QR code sécurisé avec le label Star sur l'appareil/l'équipement afin de permettre au consommateur d'authentifier/de valider lui-même les spécifications du classement par étoiles se rapportant au label. L'examen de l'application du QR Code sur les réfrigérateurs a été initiée au cours de l'année 2019. À cet égard, la première réunion des parties prenantes, y compris les fabricants de produits de divers pays, dont la Corée, a été tenue le 5 novembre 2019, occasion à laquelle le flux de travail et le délai effectif du 1<sup>er</sup> mars 2020 ont été annoncés et diffusés aux parties prenantes, y compris les fabricants coréens enregistrés auprès du BEE au titre du programme S&L. Toutefois, le délai de mise en œuvre du QR code a été retardé en raison de la situation relative à la pandémie de COVID-19. En outre, au cours de l'année 2021, le nouveau délai du 1<sup>er</sup> janvier 2023 a été communiqué à toutes les parties prenantes dans le cadre de réunions virtuelles. Le BEE a répondu, de temps à autre, aux différents observations et contributions reçues des fabricants concernant les travaux relatifs au QR code.

2.38. Par la suite, le BEE a émis une alerte formelle en mars 2022 concernant le délai obligatoire de mise en œuvre du QR code fixé à janvier 2023. Cette alerte a été émise pour donner suite à la demande reçue des fabricants, qui visait à faire publier une annonce officielle avant huit à neuf mois à compter de la date de publication de la notification au Journal officiel. Les critères de performance énergétique (niveaux de classement par étoiles) dans le cadre du programme intitulé "Standards & Labelling (S&L)" sont mis en œuvre par le BEE, conformément à l'article 14 de la Loi sur les économies d'énergie, adoptée par le Parlement indien. En tant que tel, aucune notification formelle par le biais d'une autre plate-forme n'est requise pour la mise en œuvre du QR code au titre du programme S&L. En outre, il convient de noter que peu de fabricants ont mené à bien le projet pilote au cours du mois de mai 2022. L'objectif de la mise en œuvre du QR code est d'authentifier/de valider les spécifications du classement par étoiles se rapportant au label afin de protéger les intérêts des consommateurs. Il convient de noter que l'établissement du QR code par nom de modèle plutôt que par numéro de série de chaque unité de réfrigérateur peut aller à l'encontre de l'objectif du BEE, qui est de valider la crédibilité du label Star apposé sur chaque unité/réfrigérateur acheté par le consommateur.



**2.1.2.10 France – Décret relatif à la proportion minimale d'emballages réemployés à mettre sur le marché annuellement, [G/TBT/N/FRA/223](#) (ID 758<sup>13</sup>)**

2.39. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis apprécient la notification de ce décret par la France à l'OMC, le 3 mars 2022, et remercient la France d'avoir accusé réception de leurs observations correspondantes, le 28 avril 2022. Même si nous soutenons l'objectif de la France d'accroître la disponibilité des emballages réemployables et de réduire la quantité de pollution causée par les déchets d'emballages dans l'environnement, nous continuons d'avoir des interrogations sur la voie proposée qui est décrite dans le projet de règlement. S'agissant de la présente mesure en particulier, nous notons que la France a ménagé un délai de 60 jours pour la présentation d'observations, avec une date d'adoption de 31 jours après la distribution de la notification. Comment la France a-t-elle pris en compte toutes les observations qu'elle a reçues des parties prenantes durant le délai ménagé à cet effet si l'adoption est intervenue avant l'expiration du délai prescrit pour la présentation d'observations? La France peut-elle confirmer que le Décret a été adopté le 3 avril 2022, comme indiqué dans la notification? La France peut-elle fournir des renseignements actualisés sur la date proposée pour la mise en œuvre? Nous demandons que la France continue à œuvrer avec ses partenaires commerciaux pour évaluer pleinement les effets de la mise en œuvre de cette mesure sur le commerce. Nous encourageons la France à répondre aux questions que nous avons présentées à son point d'information OTC et à s'assurer que les points de vue des Membres de l'OMC sont pleinement pris en compte avant la mise en œuvre la mesure.

2.40. La délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. Nous notons que la mesure a été notifiée dans le document [G/TBT/N/FRA/223](#) en mars de cette année. Le décret établit l'obligation de recycler un certain pourcentage de contenants et d'emballages, qui augmente au fil du temps, afin de réduire le gaspillage et de favoriser une transition vers une économie circulaire. En conséquence, il fixe à l'intention des acteurs de la chaîne d'approvisionnement des délais et des procédures afin qu'ils s'organisent pour se conformer à cette obligation. La définition de producteur comprend les importateurs, raison pour laquelle, bien que cela ne soit pas précisé, le Décret pourrait affecter l'exportation des vins vers la France. L'Argentine est donc préoccupée par cette mesure et tient à consulter la France sur la portée de ce décret en ce qui concerne les produits importés, la manière dont elle entend l'appliquer à ces produits, et la question de savoir si cela ne revient pas à une application extraterritoriale d'une disposition visant à réduire le gaspillage et à recycler afin de protéger l'environnement.

2.41. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE tient à remercier la délégation des États-Unis pour l'intérêt qu'elle porte au "Décret relatif à la proportion minimale d'emballages réemployés à mettre sur le marché annuellement", notifié par la France à l'OMC sous la cote [G/TBT/N/FRA/223](#). L'UE peut confirmer que ce décret a été publié au Journal officiel de la France en avril 2022. Le projet de décret a été modifié lors de son examen par le Conseil d'État, notamment pour tenir compte de certaines difficultés soulevées par les représentants des États-Unis ou par l'organisation compétente en matière de responsabilité du producteur, afin de faciliter leur mise en conformité avec les dispositions du décret. Il est essentiel d'accroître le réemploi des emballages pour parvenir à l'élimination progressive de tous les emballages plastiques à usage unique d'ici à 2040, comme le prescrit la loi française de février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage. C'est pourquoi une structure dédiée, l'Observatoire national du réemploi et de la réutilisation, hébergée par l'Agence de la transition écologique, a été mise en place pour assurer la collecte et la diffusion de renseignements et d'études concernant le réemploi. L'Observatoire pourra mener toute étude nécessaire pour évaluer la pertinence des solutions de réemploi et de recyclage d'un point de vue environnemental et économique. Elle pourra soutenir, de concert avec l'organisation compétente en matière de responsabilité du producteur, la mise en œuvre d'expérimentations et assurera la coordination des acteurs concernés par le réemploi.

**2.1.2.11 Viet Nam – Projet de règlement technique national sur les équipements d'utilisateur du service 5G – Accès radio; Projet de règlement technique national sur les équipements d'utilisateur du service 5G non autonome – Accès radio [G/TBT/N/VNM/188](#), [G/TBT/N/VNM/202](#) (ID 759<sup>14</sup>)**

2.42. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Les règlements vietnamiens QCVN 127:2021/BTTTT et QCVN 129:2021/BTTTT prescrivent qu'à partir du

<sup>13</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 758](#).

<sup>14</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 759](#).



1<sup>er</sup> juillet 2022, tous les certificats obtenus au titre de l'ancienne réglementation 5G soient mis à jour conformément à la nouvelle réglementation technique afin d'assurer un processus d'importation sans heurts. Le Viet Nam a publié une liste de laboratoires pour les nouvelles réglementations 5G, et comme il en ressort clairement, ces laboratoires sont tous situés dans des Membres qui ont signé des accords d'accréditation bilatéraux avec le Viet Nam. Étant donné que la Chine et le Viet Nam sont signataires d'un accord multilatéral de reconnaissance pour les organismes d'essais de la Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai (ILAC), la Chine propose au Viet Nam d'accepter le rapport CE/FCC 5G des laboratoires chinois concernés et d'apporter des précisions sur le mode de fonctionnement de la certification des produits 5G qui sont certifiés mais ne répondent pas aux prescriptions techniques du nouveau règlement 5G.

2.43. En réponse, la délégation du Viet Nam a communiqué la déclaration suivante. Le Viet Nam remercie la Chine pour l'intérêt qu'elle porte au projet de règlement technique national sur les équipements d'utilisateur du service 5G – Accès radio, et au projet de règlement technique national sur les équipements d'utilisateur du service 5G non autonome – Accès radio. Ces projets de règlements techniques nationaux ont été notifiés aux Membres de l'OMC sous les cotes [G/TBT/N/VNM/188](#) et [G/TBT/N/VNM/202](#) en 2021 en ménageant un délai de présentation d'observations de 60 jours à compter de la date de notification. Durant ce délai, le Viet Nam a reçu des observations de Membres de l'OMC, dont la Chine, lesquelles ont été examinées et prises en compte dans les mesures définitives reproduites dans les documents QCV127:2021/BTTTT et QCVN 129:2021/BTTTT. Le 17 juin 2022, le Viet Nam a publié le document n° 2361/BTTTT-KHCN appelé à guider la réalisation et la facilitation des essais au titre des règlements QCVN 127:2021/BTTTT et QCVN 129:2021/BTTTT, qui homologuent les résultats d'essais des laboratoires d'essais étrangers accrédités selon la norme ISO/CEI 17025, ou des fabricants, conformément aux normes internationales équivalentes à la norme 3GPP/ETSI de certification des équipements 5G. Les laboratoires chinois respectifs peuvent appliquer le document appelé à guider les essais 2361/BTTTT-KHCN et homologuer les résultats des essais. À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2022, tous les appareils 5G importés au Viet Nam doivent être testés conformément aux règlements QCVN ou aux normes internationales équivalentes, tel qu'il est indiqué dans le document appelé à guider les essais, et un dossier doit être présenté aux organismes de certification désignés par le Ministère de l'information et des communications afin d'obtenir un certificat de conformité.

**2.1.2.12 Inde – Modification de la Notification de l'essai et de la certification obligatoires pour les systèmes de télécommunication (MTCTE) – phases III et IV, [G/TBT/N/IND/229](#) (ID 760<sup>15</sup>)**

2.44. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. L'article 5, qui dispose que "Seuls les résultats/rapports d'essais émis par des laboratoires accrédités par des signataires de l'ILAC, qui sont établis dans des pays ne partageant pas une frontière seront acceptés", n'est pas conforme aux articles 2.1, 2.2, 5.1.2 et 6.1.1 de l'Accord OTC de l'OMC. La Chine propose que l'Inde modifie l'article 5 de la "Modification de la Notification de l'essai et de la certification obligatoires pour les systèmes de télécommunication (MTCTE) – Phase III et IV" afin d'accepter les résultats d'essais de tous les laboratoires approuvés par les signataires de la Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai (ILAC).

2.45. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les exigences en matière d'essai et de certification relatives au programme MTCTE ont été notifiées au moyen du document G/TBT/N/IND/66 portant sur les Règles de 2017 sur la télégraphie (modification) (notification OTC à l'OMC [G/TBT/N/IND/66](#)). Le programme MTCTE est mis en œuvre par phases et les produits de télécommunication sont introduits progressivement dans son champ d'application. Le document notifié est une modification de la Notification concernant les phases III et IV du MTCTE publiée sous la cote [G/TBT/N/IND/218](#) le 15 novembre 2021 et une modification sous la cote [G/TBT/N/IND/229](#) le 17 mars 2022.

---

<sup>15</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 760](#).

### **2.1.2.13 Chine – Projet de norme nationale chinoise recommandée (GB/T) pour les équipements de bureau (Technologie de sécurité de l'information – Spécification relative à la sécurité pour les équipements de bureau) (ID 761<sup>16</sup>)**

2.46. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon est préoccupé par la modification de la Norme nationale chinoise recommandée (GB/T) pour les équipements de bureau tels que les périphériques multifonctions et les imprimantes. Selon des renseignements qu'il a récemment obtenus, un projet de modification de la Norme nationale chinoise recommandée (GB/T) pour les équipements de bureau tels que les périphériques multifonctions et les imprimantes est en cours d'examen en Chine. Le Japon a appris que, en ce qui concerne les équipements susmentionnés, achetés par les exploitants d'infrastructures d'information essentielles, etc., le projet de modification de la norme nationale demande ce qui suit: i) Les équipements de bureau tels que les périphériques multifonctions et les imprimantes, y compris leurs composants, doivent impérativement être développés, conçus et produits en Chine; ii) les renseignements prouvant que les équipements de bureau et/ou leurs composants sont développés, conçus et produits en Chine doivent être divulgués.

2.47. Si la norme nationale comprenant de telles exigences est adoptée, dans la mesure où son application est recommandée par un gouvernement, il est fort probable qu'elle soit adoptée de manière générale. Il est à craindre qu'elle soit pratiquement appliquée comme étant obligatoire. Dans ce cas, les importations de produits finis tels que les périphériques multifonctions et les imprimantes ne seront pas autorisées. De même, l'utilisation de composants importés ne sera pas autorisée, et celle de composants fabriqués en Chine sera imposée. Ainsi, les produits étrangers, y compris ceux importés du Japon, seront inévitablement traités de manière discriminatoire par rapport aux produits nationaux. Cela serait incompatible avec l'article 2.1 et 2.2 de l'Accord OTC et l'article 3.4 du GATT. Par exemple, le Japon craint que l'application effective de la norme nationale n'impose dans les faits un transfert de technologie lorsque les producteurs étrangers n'ont pas d'autre choix que de fournir leur technologie à la Chine en vue d'une production locale. Cela serait incompatible avec l'article 7.3 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine. Au cas où cela serait utile, le Japon fait observer que selon les renseignements dont il dispose, bien que certaines obligations ne s'appliquent pas aux normes en matière d'achat de produits par le gouvernement au titre de l'article 1.4 de l'Accord OTC et de l'article 3.8 a) du GATT, la définition du champ d'application de la norme nationale modifiée n'est pas limitée à l'acquisition de produits par le gouvernement, et il considère donc qu'elle ne saurait être fondée sur les exceptions relatives à l'achat de produits par le gouvernement en vertu de l'Accord OTC et du GATT. Le Japon espère vivement que la modification de cette norme nationale et tous les systèmes et/ou directives y afférents, qui comprennent des éléments discriminatoires à l'égard des produits ou des producteurs étrangers et qui imposent le transfert de technologies, ne deviendront pas réalité. Le Japon rappelle également que la Chine est tenue de notifier au préalable à l'OMC, conformément aux obligations énoncées à l'article 2.9.2 de l'Accord OTC, les mesures projetées, qui seraient de fait obligatoires.

2.48. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE tient à apporter son soutien à cette PCS, en faisant observer par ailleurs qu'elle n'est pas favorable aux prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux dans les normes, et demande à la Chine de fournir des renseignements sur la présente mesure, de préférence en anglais, et de la notifier à l'OMC, selon qu'il conviendra.

2.49. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La préoccupation est nouvelle et c'est la première fois qu'elle est inscrite à l'ordre du jour. La Chine prend note des préoccupations soulevées par les Membres et fournira une réponse à une date ultérieure.

### **2.1.3 Préoccupations soulevées précédemment**

#### **2.1.3.1 Chine – Prescriptions applicables aux produits de sécurité de l'information, y compris, entre autres, le Règlement de 1999 sur les produits de cryptage commercial de l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) et sa révision en cours et le dispositif de protection à niveaux multiples (ID 294<sup>17</sup>)**

2.50. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS), l'UE voudrait rappeler les

<sup>16</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 761](#).

<sup>17</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 294](#).

observations qu'elle a formulées lors des précédentes réunions du Comité OTC, notamment les préoccupations soulevées concernant i) le manque de clarté de certaines définitions et ii) les restrictions importantes et injustifiées en matière d'accès aux marchés, y compris en exigeant que tous les réseaux de niveau supérieur à 3 soient soumis aux obligations légales qui étaient initialement destinées aux infrastructures d'information essentielles. L'UE demande d'améliorer la proportionnalité et la transparence dans la mise en œuvre du dispositif de protection à niveaux multiples en matière de cybersécurité.

2.51. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon reste préoccupé par le Règlement sur les produits de cryptage de la Chine et le dispositif de protection à niveaux multiples de la cybersécurité. Il renvoie à la déclaration qu'il a prononcée lors de la dernière réunion du Comité OTC de mars 2022. Le Japon souhaite continuer à demander à la Chine de fournir des informations pertinentes sur l'actuel processus de révision à la fois du Règlement sur les produits de cryptage commercial, qui faisait l'objet d'une consultation publique jusqu'au 19 septembre 2020, et le processus actuel de rédaction du Dispositif de protection à niveaux multiples de la cybersécurité, que la Chine a expliqué lors de la dernière réunion du Comité OTC, ainsi que de faire en sorte que ces règlements soient appliqués de manière transparente.

2.52. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne la gestion des produits de cryptage commerciaux, la Chine a, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, annulé l'approbation des variétés et des modèles de produits de cryptage commerciaux conformément à la loi, et établi un système de certification national unifié pour la cryptographie commerciale. Le système de gestion des produits de cryptage commercial respecte pleinement les principes de non-discrimination et de concurrence loyale. Il traite les produits ainsi que les entreprises nationaux et étrangers sur un pied d'égalité. La Chine met en place l'obligation de mener des essais et d'obtenir une certification pour les produits de cryptage commercial liés à la sécurité nationale, à l'économie nationale, aux sources de revenus de la population et à l'intérêt général, et établit des essais et une certification à titre volontaire pour les autres produits de cryptage commercial. En ce qui concerne le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) relatif à la sécurité de l'information, compte tenu du développement technologique et de la situation de plus en plus complexe dans le domaine de la cybersécurité, ce dispositif doit être amélioré. Sur la base de l'expérience acquise au cours des années précédentes et pour répondre à l'évolution récente, la Loi sur la cybersécurité dispose que la Chine mettra en œuvre le MLPS relatif à la cybersécurité, qui est fondé sur le MLPS relatif à la sécurité de l'information. Pour satisfaire aux exigences de la Loi sur la cybersécurité, le règlement sur le MLPS relatif à la cybersécurité est en cours d'élaboration. Il a été publié pour observations en juin 2018 et il remplacera les anciennes mesures administratives sur le MLPS relatif à la sécurité de l'information.

**2.1.3.2 Union européenne – Projet de règlement d'exécution portant modification du Règlement (CE) n° 607/2009 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole, [G/TBT/N/CEE/264](#), [G/TBT/N/CEE/264/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/44](#), [G/TBT/N/EU/570](#), [G/TBT/N/EU/571](#) (ID 345<sup>18</sup>)**

2.53. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Cette PCS est celle qui a été soulevée le plus longtemps de façon continue dans l'histoire du Comité OTC. Les États-Unis ont fait part du manque de transparence et d'accès au marché du vin depuis plus de 10 ans. Bien qu'ils aient sollicité des renseignements actualisés sur les demandes qu'ils ont faites en vue d'utiliser des mentions traditionnelles pour les exportations de vin vers l'Union européenne (UE,) tant au sein de cet organe qu'au niveau bilatéral, nos exportateurs ne s'attendent pas à ce que leurs demandes en attente soient un jour traitées, dans la mesure où elles ne donnent pas lieu à des réponses quant au fond. Les mentions traditionnelles de l'UE pour le régime vitivinicole restreignent l'utilisation par les exportateurs des mentions ci-après, sauf si l'UE leur accorde spécifiquement le droit de les utiliser: château, classic, clos, cream, crusted/crusting, fine, late bottled vintage, noble, ruby, superior, sur lie, tawny, vintage et vintage character. Bien que nous ne soyons pas d'accord pour que l'UE revendique l'usage exclusif de ces mentions communes, nos exportateurs se sont néanmoins efforcés de se conformer au régime. À ce jour, l'UE n'a approuvé que 2 (classic et cream)

<sup>18</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 345](#).

des 13 demandes que nous avons présentées en juin 2010, et n'a pas encore donné suite à nos demandes pour les 11 mentions restantes.

2.54. Il est extrêmement décevant que ce problème n'ait pas été résolu avec l'un de nos principaux partenaires commerciaux. L'absence persistante de dialogue constructif en vue d'une résolution nous laisse penser que l'UE n'a jamais eu l'intention d'agir de bonne foi en ce qui concerne les demandes en attente. De toute évidence, le fait de soulever cette question au sein de cet organe n'a pas porté ses fruits. C'est donc la dernière fois que les États-Unis entendent soulever cette question au Comité OTC. Comprendre le processus et le calendrier de l'UE concernant l'examen des demandes en attente de notre branche de production en vue de l'utilisation des mentions traditionnelles relatives aux vins demeure une priorité pour les États-Unis. Nous continuerons à dialoguer avec l'UE en dehors du Comité OTC sur ces questions.

2.55. La délégation de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. Nous renvoyons l'Union européenne à notre déclaration sur cette préoccupation commerciale à la réunion du Comité OTC de mars 2022 et à celles qui l'ont précédée. La Nouvelle-Zélande reconnaît que les Membres ont le droit de protéger leurs consommateurs contre les pratiques trompeuses, en se conformant à leurs obligations dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. Elle demande à l'Union européenne de prendre en considération les préoccupations des Membres concernant la portée de son système et son application sur les mentions traditionnelles, ainsi que la transparence, le processus et le calendrier relatifs aux demandes faites par les pays tiers désireux d'utiliser des mentions traditionnelles dans l'UE.

2.56. La délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. L'Argentine remercie les États-Unis d'avoir inscrit cette préoccupation commerciale spécifique à l'ordre du jour du Comité. Elle réaffirme les préoccupations exprimées lors des réunions précédentes du Comité au sujet de la discrimination subie par les vins nationaux, qui ne peuvent utiliser les mentions traditionnelles "Reserva" et "Gran Reserva" sur leurs étiquettes, bien que l'Argentine se soit dûment conformée à la procédure de fond prévue par la réglementation de l'UE pour l'enregistrement de ces mentions en mars 2012 conformément au droit européen. Nous exhortons une fois de plus l'UE à répondre à toutes les demandes d'enregistrement de mentions traditionnelles déposées par des pays tiers tels que l'Argentine, lesquelles sont au point mort sans aucune justification juridique, ce qui constitue un obstacle technique au commerce.

2.57. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE comprend que les États-Unis et la Nouvelle-Zélande continuent de s'intéresser à cette question. L'UE estime que sa législation interne offre un système constructif et transparent de protection des mentions traditionnelles utilisées sur les produits vinicoles provenant de ses pays membres ainsi que sur les produits de pays tiers. Elle a démontré qu'elle était à même de répondre aux préoccupations spécifiques des Membres dans ce domaine, que ce soit par le biais de sa législation interne ou d'accords bilatéraux. L'UE traite les demandes de protection des mentions traditionnelles émanant des États membres et des pays tiers comme le prévoit le Règlement 1308/2013<sup>19</sup> portant organisation commune des marchés des produits agricoles (le "règlement OCM"). Ces demandes concernant les mentions traditionnelles sont plutôt limitées. Le règlement OCM ne fixe pas de délai pour l'approbation ou le rejet. En ce qui concerne les questions spécifiques posées par les Membres lors de réunions antérieures du Comité OTC, l'UE renvoie au Règlement délégué (UE) 2019/33 de la Commission<sup>20</sup> en ce qui concerne les demandes de protection des appellations d'origine, des indications géographiques et des mentions traditionnelles dans le secteur vitivinicole, et, en particulier, à l'article 50 conjointement avec la partie B de l'annexe IV, qui contient la liste des variétés à raisins de cuve et de leurs synonymes qui peuvent figurer sur l'étiquette des vins, également pour les vins importés. Une définition du terme "générique" figure au paragraphe 3 de l'article 27 du Règlement délégué 2019/33 de la Commission. En ce qui concerne l'indication "vieilli en barrique", l'UE renvoie à l'annexe V du présent règlement.

---

<sup>19</sup> Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, J.O. L 347 du 20/12/2013, page 671.

<sup>20</sup> Règlement délégué (UE) 2019/33 de la Commission du 17 octobre 2018 complétant le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les demandes de protection des appellations d'origine, des indications géographiques et des mentions traditionnelles dans le secteur vitivinicole, la procédure d'opposition, les restrictions d'utilisation, les modifications du cahier des charges, l'annulation de la protection, l'étiquetage et la présentation, J.O. L 9 du 11/01/2019, page 2.

**2.1.3.3 Indonésie – Loi n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal et ses règlements d'application, [G/TBT/N/IDN/123](#), [G/TBT/N/IDN/131](#), [G/TBT/N/IDN/131/Add.1](#), [G/TBT/N/IDN/134](#), [G/TBT/N/IDN/139](#), [G/TBT/N/IDN/140](#) (ID 502<sup>21</sup>)**

2.58. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne réitère ses vives préoccupations concernant la Loi indonésienne n° 33 de septembre 2014 sur la garantie des produits halal et ses dispositions d'application qui prévoient une certification halal et un étiquetage obligatoires pour un très large éventail de produits afin qu'ils puissent être mis sur le marché indonésien, ce qui crée d'importants obstacles au commerce entre l'UE et l'Indonésie. Elle déplore que, contrairement à ce que prévoit l'article 2.9 de l'Accord OTC, l'Indonésie n'ait pas notifié au Comité OTC la Loi sur la garantie des produits halal. En ce qui concerne les récentes dispositions d'application, elle regrette que, le 6 janvier 2022, l'Indonésie n'ait pas attendu l'expiration de la période de 60 jours prévue pour la présentation d'observations au Comité OTC pour adopter le Règlement n° 2/2022 sur la coopération internationale en matière de garantie des produits halal ([G/TBT/N/IDN/139](#)), qui est entré en vigueur le même jour. De même, elle souligne que l'Indonésie a adopté le Décret n° 1360/2021 sur les matières qui ne sont pas soumises à l'obligation de certification halal ([G/TBT/N/IDN/140](#)) le 27 décembre 2021, avant même la notification au Comité OTC le 6 janvier 2022 et sans respecter la période de présentation d'observations.

2.59. L'Indonésie est tenue de notifier toutes les mesures techniques correspondantes lorsqu'elles sont encore à l'état de projet et de ménager un délai suffisant pour la formulation d'observations, conformément à l'article 2.9.4 de l'Accord OTC de l'OMC. De plus, l'Indonésie doit, en application de l'article 2.12 de cet accord, ménager un délai raisonnable d'au moins six mois entre la publication des règlements techniques et leur entrée en vigueur. L'UE prend acte des récentes notifications par l'Indonésie des textes définitifs du Règlement sur la coopération internationale et du Décret sur les matières qui ne sont pas soumises à l'obligation de certification halal, au moyen d'un addendum, respectivement le 27 avril et le 14 juin 2022. L'UE invite l'Indonésie à fournir une réponse écrite à ses observations du 12 mai 2020 sur le Règlement n° 31/2018 relatif à l'étiquetage des aliments transformés ([G/TBT/N/IDN/124](#)). Elle remercie l'Indonésie pour sa réponse générale écrite consolidée du 7 mars 2022 couvrant les observations de plusieurs Membres sur plusieurs mesures d'application de la Loi sur les produits halal.<sup>22</sup> Néanmoins, elle invite l'Indonésie à répondre par écrit aux observations spécifiques de l'UE pour chacune de ces mesures.

2.60. L'UE souligne l'effet restrictif excessif des mesures en question sur le commerce et invite l'Indonésie à envisager des solutions moins restrictives en matière de certification et d'étiquetage halal afin de réaliser l'objectif légitime consistant à garantir des renseignements fiables sans entraver indument les flux commerciaux. Ses principaux sujets de préoccupation vis-à-vis de la Loi halal et des mesures d'application sont, entre autres, la mention "non halal" requise pour les produits non halal ou l'extension des prescriptions halal à des produits autres que des produits alimentaires et des boissons. En outre, afin de garantir la viabilité du système pour les opérateurs étrangers, davantage de précisions sur les prescriptions applicables en vue de la reconnaissance par l'Indonésie des certificats halal étrangers ainsi qu'une approche pragmatique à ce sujet sont nécessaires. En particulier, nous considérons que la signature d'un accord de reconnaissance mutuelle de gouvernement à gouvernement comme condition préalable à la reconnaissance par l'Indonésie des certificats halal étrangers représente une charge excessive pour la branche de production et les opérateurs économiques et ne permet pas de relations commerciales harmonieuses. L'UE attend avec intérêt de pouvoir étudier avec l'Indonésie des options plus réalisables et plus souples.

2.61. L'UE encourage l'Indonésie à reconnaître l'Accord de partenariat et de coopération entre l'UE et l'Indonésie (APC UE-Indonésie) en tant qu'accord-cadre ou accord général permettant de satisfaire aux exigences d'un accord de gouvernement à gouvernement avec l'UE et ses États membres, compte tenu du fait que l'UE est un marché unique composé de ses 27 États membres. De même, elle encourage l'Indonésie à continuer de permettre aux organismes de certification halal

<sup>21</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 502](#).

<sup>22</sup> i) projet de Règlement gouvernemental n° 39/2021 concernant la mise en œuvre de la garantie des produits halal donnant suite au projet de Loi omnibus sur la création d'emplois ([G/TBT/N/IDN/131](#)); ii) projet de Décret concernant les types de produits et de biens de consommation pour lesquels la certification halal est obligatoire ([G/TBT/N/IDN/134](#)); iii) Règlement sur le tarif des services publics fournis par l'organisme responsable de la garantie des produits halal ([G/TBT/N/IDN/138](#)); iv) projet de Règlement concernant la coopération internationale en matière de garantie des produits halal ([G/TBT/N/IDN/139](#)); et v) projet de Décret sur les matières qui ne sont pas soumises à l'obligation de certification halal ([G/TBT/N/IDN/140](#)).

d'un État membre donné de l'UE de certifier des produits dans d'autres États membres de l'Union, dans la mesure où cela est conforme au fonctionnement du marché unique de l'Union. Une clarification des dispositions transitoires pour les certificats existants serait également bienvenue. Parallèlement, l'exclusion des produits finis du champ de la certification étrangère et l'obligation d'enregistrement supplémentaire faite aux organismes étrangers pour la certification halal de certains produits semblent également injustifiées, coûteuses et redondantes. En outre, l'UE s'inquiète de la possibilité que l'Indonésie impose des droits de certification halal beaucoup plus élevés pour les biens et services provenant d'entreprises étrangères. Elle souhaiterait également obtenir des précisions sur les critères utilisés pour établir la liste des matières qui ne sont pas soumises à l'obligation de certification halal et sur la procédure de révision de cette liste.

2.62. L'UE souligne qu'il importe de préserver la possibilité de commercialiser des produits non halal sur le marché indonésien et invite instamment l'Indonésie à revoir les mesures concernant la certification halal afin d'adopter une approche plus favorable au commerce qui ne crée pas d'obstacles non nécessaires. En particulier, elle lui demande instamment de limiter les prescriptions halal aux aliments et aux boissons, d'éviter d'imposer la prescription excessivement lourde que les produits non halal soient obligatoirement munis de renseignements sur leur qualité "non halal", de clarifier son approche de la coopération internationale en matière de produits halal et de prévoir une procédure souple et pragmatique pour la reconnaissance des organismes étrangers de certification halal et l'acceptation des certificats étrangers, en s'appuyant sur les accords bilatéraux existants en matière de coopération et de modalités pratiques pour la certification halal, et de fournir des renseignements sur le calendrier d'adoption et de publication des mesures restantes pour mettre pleinement en œuvre la Loi halal. L'UE réaffirme sa volonté de poursuivre les discussions et la coopération avec l'Indonésie sur les questions relatives aux produits halal, afin de trouver une solution pratique et de régler les préoccupations commerciales.

2.63. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis reconnaissent l'objectif de l'Indonésie qui est d'assurer que les renseignements concernant les produits distribués sur le marché sont suffisants pour garantir l'intégrité halal de certains produits pour les consommateurs et se sont employés à collaborer avec ce pays, au niveau bilatéral et dans des configurations multilatérales, depuis 2015 pour veiller à ce que cet objectif soit atteint d'une manière qui soit conforme aux obligations contractées par l'Indonésie dans le cadre de l'OMC. Nous invitons l'Indonésie à poursuivre son dialogue bilatéral avec les Membres de l'OMC et les parties prenantes de la branche de production. Malheureusement, nombre de nos préoccupations de longue date restent sans réponse. Nous renvoyons l'Indonésie à la déclaration que nous avons présentée au Comité OTC en mars, ainsi qu'aux questions en suspens, reproduites dans le document [G/TBT/W/761](#). Nous demandons que l'Indonésie réponde à toutes les questions et préoccupations que nous avons exposées dans ce document, ainsi qu'à celles posées par tous les Membres qui sont intervenus. Par conséquent, nous ne répéterons pas ici toutes nos préoccupations en suspens.

2.64. Nous rappelons à l'Indonésie l'obligation de notifier les projets de mesures au Comité avant leur entrée en vigueur, d'accorder un délai raisonnable pour la présentation d'observations par les parties prenantes et de prendre en compte ces observations avant l'adoption et la mise en œuvre des projets de mesures. L'Indonésie peut-elle confirmer s'il y a d'autres règlements à venir concernant l'application de la Loi relative aux produits halal et, dans l'affirmative, quel est le délai projeté pour la notification de ces règlements? Pour laisser à la branche de production des États-Unis le temps de s'adapter à ces nouvelles prescriptions, et pour donner à l'Indonésie le temps d'apporter, de manière appropriée, des éclaircissements et des réponses aux questions et préoccupations des Membres de l'OMC, nous demandons au pays de reporter l'entrée en vigueur de l'application progressive de la Loi halal jusqu'à ce qu'il ait mis au point de manière définitive tous les règlements d'application relatives à la Loi halal. Nous restons déterminés à œuvrer bilatéralement avec l'Indonésie pour donner suite aux préoccupations susmentionnées et à celles soulevées par d'autres Membres au sein de ce comité et pour faire en sorte que les mesures halal de l'Indonésie ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce international.

2.65. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie se félicite des discussions en cours sur la Loi indonésienne n° 33 de 2014 concernant la garantie des produits halal (Loi halal) et continue de demander que cette loi soit mise en œuvre de manière transparente et en étroite communication avec les entreprises et les partenaires commerciaux. Elle encourage l'Indonésie à continuer de faciliter un dialogue ouvert avec ses partenaires commerciaux pour permettre aux entreprises étrangères et à leurs précieux importateurs indonésiens de rester



correctement informés des règlements d'application de la Loi halal. Elle tient à s'assurer que ses procédures de garantie halal existantes continueront d'être reconnues lorsque la période de grâce prévue par la Loi n° 33/2014 prendra fin en 2024 et souhaiterait obtenir des précisions de la part de l'Indonésie à ce sujet. L'Australie remercie l'Indonésie pour la séance d'information utile sur le Règlement relatif aux systèmes de garantie des produits halal organisée par l'Organisme responsable de la garantie des produits halal (BPJPH) le 7 mars 2022. Elle a apprécié l'occasion qui lui a été donnée de recevoir des éclaircissements supplémentaires sur des notifications antérieures que l'Indonésie a présentées au Comité OTC concernant la mise en œuvre de la Loi halal.

2.66. La délégation de l'Australie se félicite de la liste des produits naturels exemptés de l'obligation de certification halal établie par l'Indonésie, notamment les fruits et légumes frais, les céréales et les produits laitiers. L'Australie apprécierait une plus grande clarté sur les produits spécifiques qui seraient inclus ou exclus de la certification halal en vertu de la Loi halal, car il n'était pas clair pourquoi certains produits alimentaires transformés – tels que le miel – y étaient inclus et d'autres – tels que le lait – en étaient exclus. L'Australie remercie l'Indonésie pour son récent avis verbal selon lequel l'Accord global de partenariat économique Indonésie-Australie sera utilisé en tant qu'accord général bilatéral de gouvernement à gouvernement en vue de la certification halal, et attend avec intérêt de recevoir un avis écrit confirmant cette approche. Elle attend avec intérêt la poursuite du dialogue sur la Loi halal afin de garantir que sa mise en œuvre ne soit pas plus restrictive pour le commerce que nécessaire.

2.67. La délégation de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse suit cette question avec intérêt et partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres concernant la Loi indonésienne n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal et ses dispositions d'application, qui prévoient une certification et un étiquetage halal obligatoires pour un large éventail de produits. Si elle reconnaît l'objectif légitime de l'Indonésie de faire en sorte que les consommateurs disposent de renseignements fiables relatifs à l'intégrité halal de certains produits, elle attend de ce pays qu'il respecte pleinement ses obligations à l'égard de l'OMC. Nous pensons que les dispositions d'application ne doivent pas être plus restrictives pour le commerce que nécessaire pour assurer que les objectifs légitimes sont atteints et que les produits répondent aux exigences halal, telles que prescrites par la loi islamique. La Suisse est préoccupée, entre autres, par la mention "non halal" exigée pour les produits non halal ou par l'extension des exigences halal à des produits autres que les aliments et les boissons. Elle invite l'Indonésie à reconsidérer les dispositions respectives de ses règlements récemment adoptés.

2.68. En outre, la Suisse demande à l'Indonésie d'envisager une approche plus favorable au commerce en ce qui concerne la reconnaissance des certificats halal étrangers. L'exigence préalable d'un accord entre gouvernements pour la reconnaissance par l'Indonésie des organismes de certification et des certificats halal étrangers représente, semble-t-il, une approche politique considérablement restrictive pour le commerce. La prescription supplémentaire d'enregistrement imposée aux organismes étrangers pour la certification halal de certains produits semble également être plus restrictive pour le commerce que nécessaire. À cet égard, la Suisse encourage l'Indonésie à prévoir une certaine flexibilité pour la reconnaissance des organismes de certification halal étrangers et l'acceptation des certificats halal étrangers. Enfin, elle incite vivement l'Indonésie à notifier toute mesure technique pertinente alors qu'elle est encore à l'état de projet et à prévoir un délai suffisant pour la présentation d'observations, conformément à l'Accord OTC de l'OMC.

2.69. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada note avec satisfaction la collaboration constructive de l'Indonésie sur le plan bilatéral pour faire avancer l'accréditation des organes canadiens de certification halal. Il espère que de nouveaux progrès pourront être réalisés afin que les exportations de produits alimentaires certifiés halal puissent reprendre à court terme. Bien que le Canada apprécie ces progrès, un certain nombre de préoccupations demeurent et il apprécierait que l'Indonésie fournisse des réponses écrites aux lettres d'observations qu'il a communiquées dans les documents [G/TBT/N/IDN/139](#) et [G/TBT/IDN/140](#). En l'absence d'informations complètes, il sera difficile pour les producteurs canadiens de s'assurer que leurs processus de production sont pleinement conformes au régime halal de l'Indonésie. Bien que l'Indonésie ait pris des mesures pour préciser l'éventail des produits pour lesquels la certification halal est obligatoire, la confusion demeure. La seule façon d'être précis sur les produits qui nécessitent une certification est d'indiquer les codes SH spécifiques pour chaque produit ayant besoin de cette certification. Le Canada s'interroge aussi sur la cohérence. Par exemple, bien qu'il constate avec satisfaction que le poisson congelé semble être exempté de l'exigence halal, d'autres produits de la mer congelés ne bénéficient pas de cette dérogation. Le



Canada apprécierait une confirmation, par écrit, que le poisson et les produits de la mer congelés qui ne sont pas traités par ailleurs seront exemptés des exigences de certification halal.

2.70. En outre, la confusion règne quant à savoir si les produits végétaux génétiquement modifiés sont soumis à une obligation de certification halal. Le Canada apprécierait que l'Indonésie précise si une certification est obligatoire pour les produits génétiquement modifiés qui ne sont pas traités par ailleurs et, si oui, pourquoi. Le Canada se félicite des efforts faits par l'Indonésie pour notifier les mesures visées, mais il voudrait lui rappeler les obligations de transparence qui lui incombent dans le cadre de l'OMC et en vertu desquelles elle doit donner aux partenaires commerciaux le temps et les renseignements nécessaires pour présenter des observations sur une mesure donnée et s'assurer que ces observations sont prises en considération avant que cette mesure ne soit finalisée.

2.71. La délégation du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Ma délégation tient à exprimer son appui aux délégations des États-Unis, de l'Union européenne, de l'Australie, de la Suisse et du Canada. Nous savons que le 2 février 2021, le gouvernement indonésien a publié le règlement n° 39 relative à la Loi sur la garantie des produits halal à des fins d'application. Le règlement dispose que seuls les produits munis d'une étiquette portant la mention halal ou non halal peuvent être importés et distribués sur le marché indonésien. Étant donné que cette loi et son projet de règlement d'application affectent le commerce de nombreux produits et que l'Organisme responsable de la garantie des produits halal (BPJPH) n'a pas encore conclu à ce jour un accord de reconnaissance mutuelle avec des institutions halal étrangères, nous demandons instamment à l'Indonésie de fournir des renseignements clairs et explicites sur la certification par reconnaissance mutuelle entre le BPJPH et les institutions halal étrangères.

2.72. La délégation de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande souhaite remercier l'Indonésie pour les discussions toujours en cours sur la mise en œuvre de la Loi sur la garantie des produits halal et les règlements d'application y relatifs. Elle respecte la volonté de l'Indonésie d'accroître la solidité des garanties halal des produits entrant dans son circuit commercial. Cependant, elle est également tout à fait prête à collaborer avec ce pays pour faire en sorte que les contrôles et systèmes de certification halal en place en Nouvelle-Zélande soient reconnus, sans mettre en place des procédures d'inspection, de contrôle ou d'approbation supplémentaires restrictives, avec les coûts qui leur sont associés. Elle demande des éclaircissements sur le statut des organismes de certification halal étrangers qui étaient précédemment enregistrés auprès du Conseil islamique indonésien et sur les délais de leur enregistrement auprès du BPJPH. Y a-t-il une date limite pour leur enregistrement et cet enregistrement devra-t-il être renouvelé périodiquement? En ce qui concerne le Règlement n° 748/2021 du Ministère des affaires religieuses, récemment publié, l'Indonésie peut-elle préciser les critères et la procédure applicables, y compris la notification à l'OMC et la consultation de celle-ci, pour ajouter à la liste de l'appendice les types de produits pour lesquels la certification halal est obligatoire? Le Règlement prévoit que le responsable du BPJPH est tenu d'inscrire sur la liste un produit qui n'y figure pas mais pour lequel un acteur commercial demande la certification halal. Une procédure de notification et de consultation conforme aux règles de l'OMC sera-t-elle appliquée et une période de grâce suffisante sera-t-elle accordée après l'ajout de produits à la liste, afin de laisser suffisamment de temps aux autres acteurs commerciaux pour demander la certification halal? L'Indonésie peut-elle préciser le mécanisme par lequel la liste mise à jour sera notifiée au public?

2.73. En réponse, la délégation de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie souhaite se référer à la déclaration qu'elle a faite lors de la précédente réunion OTC en mars 2022. En outre, l'Indonésie a apporté des éclaircissements concernant toutes les questions soulevées par les Membres lors de la séance d'information du 7 mars 2022. Elle voudrait donc renvoyer les Membres au document qui a été communiqué à tous les participants représentant les Membres. L'Indonésie souhaite une fois de plus réaffirmer son ouverture et sa transparence à l'égard de la coopération internationale au sujet du système de certification des produits halal, sur la base des principes de coopération mutuelle, de reconnaissance mutuelle et d'acceptation mutuelle, conformément aux réglementations et pratiques internationales.

#### **2.1.3.4 Chine – Administration chinoise du cyberspace – Projet de mesures d'application de l'examen de la cybersécurité des produits et services de réseaux (ID 533)<sup>23</sup>**

2.74. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE a soulevé à plusieurs reprises auprès du Comité la question de l'examen de sécurité des produits et services de réseau, y compris les mesures d'examen de la cybersécurité, qui sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2020, puis ont été modifiées en janvier 2022, avec une entrée en vigueur le 15 février 2022. Elle reste préoccupée par le fait que les mesures sont assez générales et que de très grands pouvoirs discrétionnaires sont laissés aux autorités chargées de l'examen de sécurité, ce qui provoque l'inquiétude des opérateurs des TIC étrangers. Les mesures modifiées contiennent peu d'explications sur les questions que nous avons soulevées auparavant et de nouvelles questions sont apparues depuis. L'UE regrette que les mesures aient été adoptées sans un délai de grâce plus long, d'au moins 12 mois, afin que les entreprises aient suffisamment de temps pour se préparer à assurer la conformité avec les mesures modifiées. Celles-ci ont considérablement élargi le champ d'application et de nombreux exploitants ont besoin de temps pour comprendre leurs obligations de conformité et l'incidence commerciale qui en découle et y faire face.

2.75. Les mesures étendent leur champ d'application pour passer de l'achat de produits et services de réseaux par les exploitants d'infrastructures d'information essentielles à l'achat de tels produits et services par les exploitants de plate-forme en ligne exerçant des activités de traitement de données. Ce champ d'application élargi est très vaste. Pour toutes les autres entreprises de traitement de données qui ne sont pas des exploitants d'infrastructures d'information essentielles et qui n'ont pas à recourir à une introduction en bourse, de grandes incertitudes demeurent quant à la question de savoir si l'examen est nécessaire ou non et si les entreprises de traitement de données doivent se soumettre à un examen de l'organisme de réglementation. La différence entre un "exploitant d'infrastructures d'information" et "une entreprise de traitement de données" n'est pas claire. Il conviendrait de définir le périmètre d'intervention d'une telle entreprise, dans la mesure où cela détermine si et quand une demande doit être déposée. L'UE invite instamment la Chine à préciser si le terme "entreprise de traitement de données" désigne uniquement une entreprise de traitement de données enregistrée en Chine et traitant des données en Chine, sans viser les entreprises étrangères de traitement de données qui traitent des données en dehors de la Chine.

2.76. L'UE voudrait avoir des éclaircissements sur les points suivants: L'utilisation continue de l'expression "inscription à la cote dans un pays étranger" signale-t-elle l'intention réglementaire de dispenser les opérateurs cotés à Hong Kong de l'obligation d'examen de la cybersécurité? Par rapport au projet précédent, les entités soumises aux examens de cybersécurité ne sont plus des "entreprises de traitement de données" mais des "opérateurs de plates-formes en ligne". Les Mesures finales ne définissent pas les "exploitants de plates-formes en ligne", mais le projet de Règlement les définit comme "les entreprises de traitement de données qui fournissent des services de plate-forme Internet tels que la publication d'informations, les réseaux sociaux, les services de transaction ou de paiement ou les services audiovisuels". L'UE demande instamment à la Chine de préciser si le périmètre d'intervention des "opérateurs de plates-formes en ligne" est plus étroit que celui des "entreprises de traitement de données", qui était celui pris en compte précédemment et dans lequel n'entrent pas les services de commerce électronique autogéré des entreprises spécialisées dans les biens de consommation à rotation rapide qui ne fournissent pas de services de plate-forme en ligne. Du fait de son imprécision, l'expression "opérateurs de plates-formes en ligne" laisse le champ libre à l'interprétation des régulateurs. Ni les "données essentielles" ni les "données importantes" ne sont clairement définies. Les Mesures couvrent les produits de télécommunication importants comme un type de "produits et services de réseau". Mais elles ne définissent toujours pas la portée spécifique des "produits et services de réseau". De ce fait, la définition de "produit de communication important" reste floue. L'UE invite donc la Chine à préciser ces termes dans les meilleurs délais. Elle lui demande instamment de veiller à la clarté, à la transparence et à l'objectivité de l'examen de la sécurité afin que les Mesures ne deviennent pas un obstacle à l'accès aux marchés.

2.77. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon continue d'être intéressé et préoccupé par l'examen de la cybersécurité et souhaite renvoyer à la déclaration qu'il a faite précédemment lors de la réunion du Comité OTC de mars 2022. Les modifications des Mesures d'examen de la cybersécurité sont entrées en vigueur en Chine en février 2022. Il n'est pas clair si la définition et la portée du terme "exploitants d'infrastructures d'information essentielles" sont les mêmes que ceux indiqués pour l'"infrastructure d'information essentielle" dans le "Règlement relatif

<sup>23</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 533](#).

à la protection de la sécurité des infrastructures d'information essentielles", et il n'y a pas de définition de l'"opérateur de plates-formes en ligne". Par conséquent, il est difficile de savoir quel type d'entreprise pourrait être soumis à l'examen de la cybersécurité en vertu des Mesures. Le Japon tient à demander à la Chine d'appliquer la réglementation de manière transparente afin de garantir la prévisibilité sans entraver les activités commerciales.

2.78. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Ces dernières années, avec le développement des technologies de l'information en réseau et la poursuite de l'ouverture des réseaux en Chine, de plus en plus de produits et services de réseau ont été considérés comme des infrastructures d'information essentielles, tandis que certaines personnes profitent de la fourniture de produits et de services pour obtenir illégalement des données importantes des utilisateurs, interférer avec le fonctionnement des infrastructures d'information essentielles et en prendre le contrôle, et interrompre la fourniture de leurs technologies, produits et services pour des raisons non techniques ou commerciales, ce qui génère de graves risques et problèmes pour la cybersécurité nationale de la Chine, en particulier la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des infrastructures d'information essentielle. S'inspirant de pratiques internationales courantes, la Chine a formulé en 2017 le projet de mesures d'exécution pour l'examen de la cybersécurité des produits et services de réseau. En juin 2020, les Mesures pour l'examen de la cybersécurité sont entrées en vigueur, tandis que le projet de mesures d'exécution pour l'examen de la cybersécurité des produits et services de réseau (mis en œuvre à titre d'essai) a été aboli simultanément. À compter du 15 février 2022, les Mesures révisées pour l'examen de la cybersécurité sont entrées en vigueur.

2.79. La mise en place du système d'examen de la sécurité des réseaux vise à détecter et à éviter les risques et les dangers que les produits et services achetés font peser sur les infrastructures d'information essentielles, à garantir la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des infrastructures d'information essentielles et à préserver la sécurité nationale grâce à l'examen de la sécurité des réseaux. L'autorité chinoise administre l'Internet et renforce la gestion de la cybersécurité et de la sécurité des données. Cela est nécessaire non seulement pour sauvegarder la sécurité des informations personnelles et la sécurité nationale, mais aussi les pratiques courantes des autres Membres de l'OMC. Profitant de cette occasion, je voudrais réaffirmer que, contrairement aux pratiques de certains Membres, l'examen de la sécurité n'est pas discriminatoire à l'égard des technologies et des produits étrangers et ne restreint pas l'entrée de ces produits sur le marché chinois. La Chine ouvrira, comme toujours, son marché aux produits et services étrangers, à condition qu'ils soient conformes aux lois et règlements.

#### **2.1.3.5 Union européenne – Périodes de transition pour les LMR et les consultations internationales (ID 580<sup>24</sup>)**

2.80. La délégation de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie rappelle sa préoccupation concernant les procédures de consultation internationale adoptées par l'Union européenne et les périodes de transition accordées avant l'entrée en vigueur des dispositions en vertu desquelles l'UE cesse d'approuver la commercialisation de certaines substances phytopharmaceutiques et modifie les limites maximales de résidus (LMR). Ces préoccupations sont réitérées parce que l'UE n'a jusqu'à présent répondu à aucune des demandes visant à obtenir des périodes de transition plus longues ni pris en considération les observations formulées pendant les périodes de consultation internationale. En outre, elles engendrent des charges supplémentaires pour les producteurs agricoles, qui doivent prendre des décisions sur l'utilisation des produits phytosanitaires un an ou plus avant l'arrivée du produit final sur le marché européen. Cette situation est particulièrement complexe pour les produits dont les cycles de production et de récolte sont longs, ainsi que pour les aliments transformés et congelés, dans la mesure où, bien qu'ils soient conformes aux normes européennes au moment de l'ensemencement, ils peuvent être confrontés à des changements réglementaires qui empêchent les exportations au moment de la récolte et de la distribution. Par ailleurs, la Colombie maintient que la notification à l'OMC du non-renouvellement, des LMR à appliquer et des périodes de transition ne devrait pas être effectuée par l'UE comme une simple formalité à l'occasion du processus réglementaire. Comme le dispose l'article 2.9.2 et 2.9.4, la notification doit être présentée dans un délai permettant aux Membres concernés de formuler des observations de fond et des remarques qui seront réellement prises en compte par quiconque est chargé d'élaborer le règlement technique, en l'occurrence la Commission.

---

<sup>24</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 580](#).

2.81. Par ailleurs, dans le cadre du Comité, il n'est pas acceptable que l'Union européenne déclare que, dès que la recommandation de l'Autorité européenne de sécurité des aliments est connue, les pays devraient pouvoir "mettre en œuvre les ajustements appropriés", étant donné que cette information doit d'abord être notifiée à l'OMC et que la période de consultation publique doit avoir lieu. À cet égard, nous aimerions demander à l'UE comment elle a pris en compte les observations présentées par les Membres aux différentes étapes du processus de consultation. Existe-t-il des cas où des changements ou des ajustements réglementaires ont été effectivement adoptés sur la base des observations formulées par les parties prenantes durant le processus de consultation? Comment les observations ont-elles été utilisées pour déterminer les périodes de transition pour la mise en œuvre des normes? Outre ces questions, que nous avons déjà soulevées et auxquelles nous n'avons toujours pas reçu de réponses claires, il y a les questions que nous avons soulevées dans d'autres contextes concernant l'utilisation des autorisations d'urgence, qui bénéficient aux producteurs de l'UE et de certains pays tiers, mais qui ne sont pas accessibles à tous les Membres de l'OMC sur un pied d'égalité. La Colombie invite l'UE à suivre les recommandations concernant les bonnes pratiques réglementaires, selon lesquelles les normes doivent être fondées sur des informations claires et objectives et sur la promotion d'un dialogue ouvert avec les parties prenantes, de la transparence et de la réduction autant que possible des distorsions du marché. La Colombie se félicite une fois de plus de l'occasion qui lui est donnée d'exprimer ses préoccupations sur cette question.

2.82. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis continuent à exprimer leurs préoccupations au sujet des pratiques établies par l'UE sur l'application et la réduction des limites maximales de résidus (LMR) pour les pesticides. Ils rappellent les préoccupations exprimées depuis longtemps à propos du fait que, si les partenaires commerciaux ne connaissent pas avec certitude l'incidence des décisions de non-approbation ou d'approbation restreinte par l'UE concernant les substances actives sur les futures LMR, les LMR et les tolérances à l'importation de l'UE ont souvent été abaissées ou retirées, à la suite d'une décision de non-approbation ou d'approbation restreinte. Ces mesures peuvent être plus restricti[ve]s pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser les objectifs légitimes de l'UE. Afin d'éviter le gaspillage alimentaire et de prévenir l'insécurité alimentaire, les États-Unis demandent à l'UE de prolonger les périodes de transition pour les LMR lorsqu'elle n'a pas mis en évidence de risque pour les consommateurs sur la base de l'exposition alimentaire et de laisser suffisamment de temps à leurs producteurs et à ceux des pays tiers pour permettre à leurs produits de passer par les circuits commerciaux, y compris les produits à longue durée de conservation. En outre, ils réitèrent leur préoccupation concernant l'examen par l'UE des demandes de tolérance à l'importation. Leur expérience passée indique que les données supplémentaires ne sont souvent examinées qu'après que l'UE eut notifié son intention de ne pas approuver un renouvellement ou de l'approuver sur une base restreinte.

2.83. Une fois de plus, ils demandent à l'UE de conserver les niveaux de LMR existants pendant que les tolérances à l'importation sont en cours d'examen et de mener à bien des évaluations des risques fondées sur la science, en tenant compte de toutes les données probantes disponibles, avant de réduire les LMR. La politique de l'UE consistant à appliquer les LMR au moment de l'importation des produits et non au moment de la production, comme c'est le cas pour les produits nationaux, est une incohérence qui provoque des perturbations dans le commerce des produits destinés au marché de l'UE. Les partenaires commerciaux se sont trouvés dans l'obligation d'accélérer le passage des contrôles douaniers par les produits expédiés afin d'éviter les rejets ou le renvoi des commandes parce qu'un produit conforme à une norme LMR européenne existante au moment de la production pourrait n'être plus jugé conforme aux frontières de l'UE. Les producteurs de l'UE n'ont pas à faire face aux mêmes calendriers dans le cadre des dispositions réglementaires actuelles. Les États-Unis demandent donc à nouveau que les LMR des produits importés prises en compte sur le marché de l'UE soient celles applicables au moment de la production, de la même manière que pour les produits européens.

2.84. La délégation du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Nous renouvelons notre soutien à cette préoccupation commerciale. Comme il l'a fait lors de réunions antérieures, le Costa Rica réitère sa demande de prolongation des périodes de transition pour la mise en conformité avec les nouvelles tolérances qui sont établies pour diverses substances, compte tenu de l'importante incidence qu'elles ont sur la production agricole dans nos pays.

2.85. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Comme c'est le cas pour d'autres préoccupations similaires et dans des réunions antérieures de ce Comité, du Comité SPS et du Conseil du commerce des marchandises, nous craignons que l'approche de l'Union européenne

en matière de limitation de l'utilisation des substances ne soit plus restrictive pour le commerce que nécessaire pour atteindre ses objectifs légitimes dans le cadre de l'Accord OTC. De même, la réduction des LMR, fondée sur l'argument selon lequel il est impossible de déterminer si l'utilisation de nombre de substances est sans danger ainsi que l'absence de preuves scientifiques concluantes, même dans les cas où le Codex Alimentarius a identifié certaines substances comme étant sans danger, ne sont pas conformes aux obligations des Membres au titre de l'Accord SPS. S'agissant du refus habituel de l'UE d'examiner les LMR dans le cadre de ce Comité, sa récente notification OTC concernant la réduction des LMR pour certaines substances est frappante. Peut-être cela signifie-t-il que l'UE sera enfin en mesure de répondre à des questions concrètes et d'aborder cette préoccupation qui a été soulevée à maintes reprises au sein de ce comité et d'autres comités, pour ne donner que des réponses insatisfaisantes et aucune suite.

2.86. La poursuite de telles politiques aura pour effet de causer des dommages commerciaux importants aux économies des pays en développement et de compromettre leur aptitude à atteindre les Objectifs de développement durable, y compris ceux qui sont liés à la sécurité alimentaire. Nous demandons instamment à l'UE de réévaluer son approche; de fonder ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et des pondérations du risque réel, conformément aux normes et principes internationaux pertinents; de garantir des tolérances à l'importation; et, le cas échéant, de prévoir des périodes de transition adéquates, qui tiennent compte des réalités des processus de production et de la localisation géographique, y compris l'éloignement, de ses partenaires commerciaux.

2.87. La délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil partage les inquiétudes soulevées au sujet de la PCS 580 et voudrait renvoyer aux déclarations qu'il a faites précédemment au titre de ce point de l'ordre du jour. Nous attirons respectueusement l'attention de l'UE sur ses obligations au titre de l'article 2.12 de l'Accord OTC, qui ont trait à l'instauration d'un délai raisonnable entre la publication des règlements techniques et leur entrée en vigueur, sauf si des problèmes urgents de sécurité, de santé, de protection de l'environnement ou de sécurité nationale se posent. Il est primordial que l'UE prévoie des périodes adéquates de transition, surtout dans les cas où les avis scientifiques de l'Autorité européenne de sécurité des aliments sur la toxicité des substances sont "non concluants" ou n'indiquent que l'existence d'une "suspicion de risque". Ces périodes de transition doivent en outre être compatibles avec les processus de production, de manière à permettre aux producteurs – et notamment aux petits agriculteurs – de s'adapter aux nouveaux règlements.

2.88. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada tient à exprimer de nouveau les préoccupations que lui inspire l'approche suivie par l'UE en matière de périodes de transition pour les limites maximales de résidus. Selon lui, la suppression soudaine des LMR est disproportionnée par rapport au niveau de risque pour la santé humaine et est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Bien que le Canada apprécie les éclaircissements apportés par l'UE lors de la récente réunion du Comité SPS de l'OMC, il est d'avis que l'approche de l'UE ne tient pas encore compte de la réalité des chaînes d'approvisionnement agricoles, notamment les délais nécessaires à l'expédition des produits, les stocks pluriannuels et la longue durée de conservation, y compris dans les pays étrangers. Des périodes de transition suffisantes permettront au commerce de se poursuivre sans interruption, tout en laissant suffisamment de temps aux producteurs et aux exportateurs pour s'adapter aux nouvelles exigences européennes. À une époque où la sécurité alimentaire constitue une préoccupation majeure, le Canada exhorte l'UE à étendre les périodes de transition pour les LMR aux pays tiers, en tenant compte de la nécessité pour les exportateurs de s'adapter aux nouvelles exigences, comme elle l'a fait pour ses producteurs nationaux.

2.89. La délégation du Pérou a communiqué la déclaration suivante. Le Pérou partage les préoccupations soulevées par d'autres Membres, y compris la Colombie et les États-Unis, et appuyées par le Costa Rica, le Paraguay, le Brésil, le Canada, l'Uruguay, l'Équateur, le Guatemala et le Panama. Ces mesures engendrent des charges supplémentaires pour les producteurs agricoles, qui doivent prendre des décisions sur l'utilisation des produits phytosanitaires un an avant l'arrivée du produit final sur le marché européen. Cette situation est particulièrement complexe pour les produits dont les cycles de production et de récolte sont longs ainsi que pour les aliments transformés et congelés. Il est très important que l'Union européenne ménage des périodes de transition adéquates, durant lesquelles le secteur de la production alimentaire est sensibilisé, et qu'elle s'assure que des substituts efficaces des ingrédients actifs pour lesquels une réduction des LMR est demandée soient disponibles sur le marché.

2.90. La délégation de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. Compte tenu des périodes de récolte, des phases d'application des produits phytopharmaceutiques et du temps nécessaire à la mise au point et à l'enregistrement de substances de remplacement, dans la pratique, les périodes de transition accordées par l'Union européenne dans les dispositions modifiant les LMR de substances actives ne laissent pas suffisamment de temps pour procéder aux ajustements nécessaires de la production et pour assurer la conformité des produits agricoles aux nouvelles LMR, plus basses, particulièrement dans le cas des produits transformés ou congelés. Comme d'autres Membres, l'Uruguay ne considère pas que six mois constituent une période suffisante à cet égard et estime que tout changement doit être progressif et qu'un délai raisonnable, d'au moins deux ans ou deux récoltes, doit être accordé pour sensibiliser le secteur de la production et les conseillers techniques et pour s'assurer que des substituts efficaces des ingrédients actifs pour lesquels une réduction des LMR est demandée sont disponibles sur le marché. Il ne convient pas de changer radicalement les règles au milieu d'une saison de récolte, étant donné l'impact que cela peut avoir sur la commercialisation internationale et nationale. La délégation de l'Uruguay demande une nouvelle fois aux Membres d'adopter des décisions de réglementation qui soient fondées sur des normes internationalement reconnues ou de fournir des preuves scientifiques concluantes lorsqu'il leur est strictement nécessaire de s'écarter de ces normes pour atteindre leurs objectifs légitimes, conformément aux Accords de l'OMC applicables. Même dans les cas où l'Union européenne décide, sur la base d'une évaluation complète des risques, qu'il est nécessaire de réduire les LMR pour les substances actives utilisées dans la production agricole des autres Membres, l'Uruguay l'encourage à prendre en considération la nécessité d'accorder des périodes de transition suffisamment longues pour procéder aux ajustements requis.

2.91. La délégation de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. L'Équateur tient à réitérer qu'il est préoccupé par les "périodes de transition" accordées par l'UE pour la mise en œuvre de ses décisions de non-renouvellement de l'utilisation des substances et de réduction des tolérances. Les agriculteurs, et en particulier ceux des pays en développement, ont besoin de plus de temps pour s'adapter aux prescriptions en matière de LMR, car il faut en moyenne 36 mois pour mettre au point ou enregistrer un nouveau produit phytosanitaire de lutte contre les parasites. Il est donc nécessaire d'établir des périodes de transition raisonnables qui tiennent compte des périodes de récolte et des moments où les produits agrochimiques sont appliqués. L'Équateur sait que l'UE permet à ses agriculteurs de demander des autorisations d'urgence afin que, dans certaines situations particulières, ils puissent utiliser des substances actives qui ont déjà été interdites sur le marché européen. Il souhaite réitérer sa demande à l'UE pour savoir si, lorsque des autorisations d'urgence sont délivrées en vue de l'utilisation de ces substances, les pays membres de l'UE ont notifié et justifié l'application de LMR qui diffèrent de celles établies dans la réglementation européenne existante. Elle aimerait également savoir comment l'UE s'assure que l'État membre qui a reçu une autorisation d'urgence pour l'utilisation de substances prohibées respecte la réglementation existante sur les LMR et comment elle garantit, en cas de non-respect de celle-ci, que les produits contenant les substances prohibées n'ont pas été commercialisés dans d'autres États membres de l'UE. Elle demande à l'UE de bien vouloir répondre à ces préoccupations.

2.92. La délégation du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. À la suite des réductions des limites maximales de résidus (LMR) notifiées par l'Union européenne, le Guatemala tient à réitérer l'importance d'établir des périodes de transition qui suivent de près les étapes de la production végétale, en particulier pour les cultures des pays tropicaux. Les secteurs productifs ont besoin de plus de temps pour s'adapter et, en particulier, pour trouver des substances de remplacement, ce qui, dans certains cas, signifie qu'il faut attendre des cycles de production appropriés pour commencer à appliquer et tester. Nous sommes encore au regret de constater que nos idées de discussions ciblées pour trouver des solutions n'ont pas été entendues et acceptées. La préoccupation commerciale concernant cette question s'attache à défendre les producteurs agricoles et les exportateurs expédiant leurs marchandises vers l'Union européenne, qui seront touchés par ce changement des conditions du marché. Nous serions hautement reconnaissants à l'Union européenne de bien vouloir examiner les questions suivantes: l'ouverture d'un véritable dialogue pour examiner l'importance d'établir des périodes de transition qui suivent de près les étapes de la production végétale, à la suite des réductions des LMR pour les substances actives couramment utilisées pour le traitement phytosanitaire de ces cultures; l'extension de la période de transition, afin d'éviter les obstacles au commerce et de donner le temps aux pays en développement ayant un climat tropical de s'adapter; des éclaircissements sur la raison pour laquelle nos observations concernant le présent processus à l'OMC ne sont pas prises en compte dans le cadre du règlement.

2.93. La délégation du Panama a communiqué la déclaration suivante. Afin de gagner du temps, le Panama a ses observations antérieures sur cette question. Il demeure vivement préoccupé par les périodes transitoires pour la mise en conformité avec les nouvelles LMR. Il demande instamment à l'UE de suivre les bonnes pratiques réglementaires et de respecter ses obligations au titre de l'article 2.12 de l'Accord OTC.

2.94. La délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. La politique de l'UE consistant à supprimer les tolérances à l'importation pour les substances qui ne sont plus utilisées dans l'UE est clairement une mesure plus restrictive que nécessaire et va au-delà du niveau de risque acceptable fixé par l'UE. L'approche adoptée par l'UE pour établir des périodes transitoires pour les LMR est hâtive et ne tient pas compte des besoins et des capacités d'adaptation des parties tierces. De toute évidence, la période de transition doit être plus longue, et l'Argentine appelle donc à une révision des périodes de transition.

2.95. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE a donné des renseignements détaillés sur les périodes de transition pour les limites maximales de résidus (LMR) lors de précédentes réunions du Comité, en particulier celle de mai 2020. Elle estime que les mesures visant à abaisser les LMR en raison de préoccupations pour la santé humaine relèvent de la compétence du Comité SPS et sont des questions dont il convient de discuter dans ce contexte. En revanche, toutes les mesures relatives au non-renouvellement ou à la restriction des substances actives utilisées dans l'UE pour la fabrication des produits phytopharmaceutiques sont notifiées au Comité OTC. Ces mesures n'ont pas de conséquences directes sur les questions sanitaires et phytosanitaires. L'UE estime en outre qu'un nombre limité de mesures très spécifiques abaissant les LMR en raison de problèmes environnementaux d'intérêt mondial (par exemple, la clothianidine et le thiaméthoxame) devraient être notifiées au Comité OTC.

2.96. Dans un souci de transparence et à la suite des demandes de certains Membres, lorsqu'elle notifie ces mesures par le biais du système de notification OTC de l'OMC, l'UE en informe également le Comité SPS. Dans la pratique, ces deux comités sont informés des projets de mesures relatives à la non-approbation ou à la restriction de l'approbation d'une substance active dans l'UE. Les observations devraient cependant être présentées uniquement via le système de notification OTC. L'Union européenne tient à souligner à cet égard que les délais pour la présentation des observations sont toujours respectés et que les observations reçues avant leur expiration sont dûment prises en compte dans le processus décisionnel de l'UE.

2.97. Dans l'intérêt de l'efficacité des travaux des deux Comités, et conformément aux accords correspondants, l'UE souhaiterait inviter les Membres à soulever les questions relatives à l'approbation des substances actives et aux mesures concernant les LMR en raison de problèmes environnementaux d'intérêt mondial exclusivement au sein du Comité OTC, tandis que les questions relatives aux LMR pour les pesticides en raison de problèmes de santé humaine devraient être soulevées exclusivement au sein du Comité SPS. Les questions concernant les périodes transitoires pour les LMR devraient donc généralement être soulevées devant le Comité auquel la notification initiale a été présentée, qui serait, dans la plupart des cas, le Comité SPS.

#### **2.1.3.6 Qatar – Circulaire du Ministère de la santé publique concernant la durée de conservation du fromage (ID 602<sup>25</sup>)**

2.98. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite de nouveau faire référence à la Circulaire du Ministère de la santé publique du Qatar du 30 mai 2019 établissant de nouvelles prescriptions en matière d'importation pour le lait UHT et le fromage blanc, dont l'entrée en vigueur remonte à 2019. La portée de ces mesures a encore été élargie avec la publication, en août 2021, des instructions du Conseil des ministres du Qatar. Ces mesures ont malheureusement eu des répercussions sur plusieurs produits laitiers exportés depuis l'UE vers le Qatar et l'Union européenne souhaite rappeler combien il importe de répondre à ces préoccupations. À la réunion précédente du Comité OTC, en mars, le Qatar a fait savoir que la circulaire avait été suspendue en attendant qu'un examen interne soit réalisé. Le 28 avril 2022, le Qatar a approuvé une nouvelle circulaire qui a supprimé certaines des restrictions proposées concernant la durée de conservation des produits laitiers. Celles-ci ont cependant été réintroduites quelques jours plus tard, le 1<sup>er</sup> mai 2022, en vertu d'une nouvelle circulaire. L'UE est préoccupée par le manque de prévisibilité des règles que les opérateurs doivent suivre, ainsi que

<sup>25</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 602](#).



par le délai insuffisant accordé pour l'adaptation à une modification de la réglementation. Le Qatar pourrait-il préciser si des exceptions s'appliquent aux exportations de produits laitiers vers son territoire? Nous demandons instamment au Qatar d'adopter une solution permanente qui évitera les perturbations des échanges. À cet égard, l'Union européenne voudrait insister sur la nécessité de notifier au Comité toute mesure proposée à l'état de projet. L'Union européenne se félicite des autres échanges constructifs qui ont eu lieu avec le Qatar à ce sujet, au cours desquels le Qatar a indiqué qu'il recherchait une solution et que cette dernière serait proposée dans un avenir proche. Nous nous déclarons disposés à continuer de travailler de manière constructive avec le Qatar pour régler cette question importante en temps utile.

2.99. La délégation de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande s'associe à l'UE pour exprimer sa préoccupation au sujet de la Circulaire du Ministère de la santé publique du Qatar du 30 mai 2019 établissant de nouvelles prescriptions en matière d'importation pour le lait UHT et le fromage blanc, ainsi que des élargissements ultérieurs de la portée de cette circulaire. Ces restrictions strictes en matière de durée de conservation désavantagent fortement les produits importés face aux produits locaux sur le marché qatarien. Divers produits laitiers néo-zélandais ne peuvent pas satisfaire à nombre de ces prescriptions. Les mesures apparaissent comme plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre l'objectif légitime de la protection de la santé publique. La Nouvelle-Zélande recommande d'envisager l'application de normes reconnues au niveau international, par exemple celles du Codex Alimentarius, si la justification scientifique de ces mesures ne peut être fournie.

2.100. En réponse, la délégation du Qatar n'a pas communiqué de déclaration au cours de la réunion. Une déclaration technique a été distribuée après la réunion.<sup>26</sup>

#### **2.1.3.7 Bangladesh – Règles relatives à la gestion des déchets dangereux (déchets électroniques), 2019, [G/TBT/N/BGD/3](#), [G/TBT/N/BGD/3/Add.1](#) (ID 620<sup>27</sup>)**

2.101. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Comme indiqué lors de la dernière réunion, nous restons désireux de connaître l'état d'avancement du projet actualisé des Règles de 2021 relatives à la gestion des déchets dangereux (règles relatives aux déchets électroniques) du Bangladesh, publié en juin 2021. Nous demandons à nouveau que le Bangladesh notifie ce projet actualisé. Nous aimerions également connaître le calendrier du Bangladesh pour l'examen des observations du public avant de finaliser les Règles relatives aux déchets électroniques ainsi que pour la mise en œuvre de la mesure. Comme nous l'avons indiqué précédemment, des éclaircissements restent nécessaires sur la manière dont le Bangladesh prévoit de mettre en œuvre les Règles relatives aux déchets électroniques. Par conséquent, nous souhaitons toujours recevoir les renseignements demandés dans nos déclarations précédentes portant sur cette PCS. Nous encourageons également le Bangladesh à mettre ces informations à la disposition du public, afin que les producteurs puissent échanger avec les responsables de la réglementation et se conformer aux règles sur les déchets électroniques. Nous attendons avec intérêt la communication de renseignements actualisés par le Bangladesh.

2.102. En réponse, la délégation du Bangladesh a communiqué la déclaration suivante. Le Bangladesh a fait distribuer le projet de Règles relatives à la gestion des déchets dangereux (déchets électroniques), 2019 le 20 février 2020 sous la cote [G/TBT/N/BGD/3](#) et a sollicité des observations. Dans une autre notification datée du 26 mai 2020 ([G/TBT/N/BGD/3/Add.1](#)), le Bangladesh a prolongé le délai pour la présentation d'observations jusqu'au 30 juin 2020. Plusieurs Membres, dont les États-Unis, et leurs secteurs privés ont formulé des observations sur le projet de règlement. Le gouvernement du Bangladesh a mis à jour le règlement sur la base des recommandations des Membres et des normes internationales à l'issue de plusieurs consultations virtuelles tenues avec les Membres intéressés et leurs secteurs privés. Le 10 juin 2021, le gouvernement du Bangladesh a publié le règlement révisé intitulé "Règles relatives à la gestion des déchets dangereux (déchets électroniques), 2021". Il a révisé les seuils limites pour certains déchets dangereux au titre de l'annexe 3 des Règles à la lumière de la suggestion des États-Unis et d'autres pays. Les branches de production des États-Unis ont fait part de leurs préoccupations en septembre 2021. Le Bangladesh a également désigné l'autorité responsable des notifications et les points d'information dans les règles révisées.

<sup>26</sup> [G/TBT/W/773](#).

<sup>27</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 620](#).

2.103. L'article 14 2) des Règles relatives à la gestion des déchets dangereux (déchets électroniques), 2021 confère une marge de manœuvre en ce qui concerne les "seuils limites pour certains déchets dangereux": "Il convient de réduire la quantité de substances dangereuses utilisées dans la production de produits électriques et électroniques dans un délai de 5 (cinq) ans à compter de la date d'application des règles afin d'assurer la mise en conformité avec les normes susmentionnées". Toutefois, il est également indiqué que le gouvernement peut prolonger cette période, si nécessaire. Toute préoccupation légitime soulevée par les Membres pendant cette période sera également examinée favorablement. Le Bangladesh souhaite se référer à l'annexe 2 des Règles relatives à la gestion des déchets dangereux (déchets électroniques), 2021, qui énonce des objectifs pour la collecte des déchets électroniques et leur gestion. Aucune date limite pour l'enregistrement n'est mentionnée dans les règles. Le Département de l'environnement a amorcé le processus d'enregistrement. Après avoir été confrontés à la pandémie de COVID-19 et à une situation changeante, nous assistons actuellement à un retour à la normale, et le gouvernement du Bangladesh a commencé à sensibiliser les parties prenantes dans le cadre d'ateliers et de séminaires. Les règles peuvent être consultées sur le site Web du Département de l'environnement<sup>28</sup> et il est possible de s'adresser aux fonctionnaires indiqués dans la note de bas de page.<sup>29</sup>

2.104. Le gouvernement du Bangladesh a élaboré des directives explicatives détaillées pour la mise en œuvre du règlement. Le règlement entrera en vigueur en 2026 et les directives seront publiées d'ici là. Conformément à l'article 2.12 de l'Accord OTC de l'OMC, il faut ménager un "délai raisonnable" avant de mettre en œuvre un règlement OTC. Conformément au paragraphe 15 de la Décision (document [G/TBT/M/26](#), du 6 mai 2002) et au paragraphe 5.2 de la Déclaration de Doha (document [WT/MIN\(01\)/17](#) du 20 novembre 2001), le délai raisonnable doit être d'au moins 6 (six) mois. Le gouvernement du Bangladesh a maintenu un délai de cinq ans pour les branches de production qui utilisent des substances dangereuses dans la production de produits électriques et électroniques, comme indiqué à l'article 14 des Règles relatives à la gestion des déchets dangereux (déchets électroniques), 2021. Nous sommes d'avis que ce délai laisse beaucoup de temps aux branches de production et est conforme à l'Accord OTC de l'OMC et aux décisions pertinentes. Au cours des deux ou trois dernières années, le gouvernement du Bangladesh a tenu compte des préoccupations de différents Membres de l'OMC et de leurs secteurs privés. Le gouvernement a révisé la réglementation relative aux "seuils d'utilisation de certaines substances dangereuses" sur la base des normes de l'UE. Le Bangladesh croit avoir adopté des normes mondiales largement reconnues pour les déchets électroniques et avoir ainsi répondu à toutes les préoccupations soulevées par des pays Membres. Le Bangladesh se réjouit à l'idée de travailler avec les États-Unis pour apporter d'autres éclaircissements. Il estime que toutes les préoccupations légitimes des États-Unis et des autres Membres ont été prises en compte et demande aux Membres de considérer les PCS comme étant résolues.

#### **2.1.3.8 Panama – Prescriptions relatives à la récolte et à la germination des oignons et pommes de terre, [G/TBT/N/PAN/86](#), [G/TBT/N/PAN/102](#), [G/TBT/N/PAN/102/Add.1](#) (ID 662<sup>30</sup>)**

2.105. La délégation du [Canada](#) a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite à nouveau soulever cette préoccupation commerciale spécifique au sujet des prescriptions du Panama en matière de qualité des pommes de terre fraîches que le Ministère de l'industrie et du commerce a établies le 20 février 2020. En tant que fournisseur de longue date de pommes de terre fraîches au Panama, avec des exportations s'étalant sur toute l'année, le Canada continue de craindre que la mise en œuvre de ces nouvelles prescriptions relatives à la qualité n'ait un impact direct sur sa capacité à exporter des pommes de terre au Panama. Le Canada est conscient que le Panama a reporté la mise en œuvre de ces mesures pour poursuivre les consultations avec les partenaires commerciaux, et il est reconnaissant de la participation du Panama à la réunion technique bilatérale de septembre 2021, qui a été organisée pour aborder les éléments de préoccupation relatifs à cette question. Toutefois, malgré ce dialogue positif, le Canada fait observer que le Panama n'a pas pris en compte ses préoccupations dans la version finale de sa mesure. Le Canada a fait part de ses préoccupations concernant les délais restrictifs pour le stockage et la commercialisation, ainsi que la tolérance zéro pour la germination, au Ministère de l'industrie et du commerce du Panama (MICI).

<sup>28</sup> [www.doe.gov.bd](http://www.doe.gov.bd).

<sup>29</sup> M. Md. Mohammad Abdul Wadud Chowdhury, Secrétaire adjoint, Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique, adresse électronique: [env2moefcc@gmail.com](mailto:env2moefcc@gmail.com); M. Mirza Shawkat Ali, Directeur, Département de l'environnement, adresse électronique: [mirzasa1@yahoo.com](mailto:mirzasa1@yahoo.com); [dircc@doe.gov.bd](mailto:dircc@doe.gov.bd).

<sup>30</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 662](#).

Le Canada demande respectueusement au Panama de suspendre l'application de ces prescriptions afin de poursuivre le dialogue technique et de s'assurer que les normes de qualité du Panama ne créent pas d'obstacles involontaires à leurs échanges bilatéraux de produits agricoles mutuellement avantageux.

2.106. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nous souhaitons souscrire aux observations faites par le Canada et nous renvoyons à nos déclarations précédentes sur cette question.

2.107. En réponse, la délégation du Panama a communiqué la déclaration suivante. Nous prenons acte de ces préoccupations et les transmettrons aux autorités de notre pays. Comme l'a indiqué la délégation canadienne dans sa déclaration, nous nous félicitons du dialogue bilatéral très ouvert entre nos délégations. Le Panama a prouvé qu'il était à l'écoute des observations et des préoccupations de ses partenaires commerciaux, comme en témoigne le report de six mois de l'entrée en vigueur de l'amendement relatif aux pommes de terre, effectué plus tôt cette année. Nous réitérons notre volonté de travailler avec nos partenaires commerciaux pour trouver des solutions mutuellement satisfaisantes.

**2.1.3.9 Inde – Normes indiennes et restrictions à l'importation dans le secteur automobile (Ordonnances de contrôle de la qualité): jantes, vitrages de sécurité, casques, [G/TBT/N/IND/118](#), [G/TBT/N/IND/147](#), [G/TBT/N/IND/167](#) (ID 649<sup>31</sup>)**

2.108. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Inde continue de définir et d'introduire des normes spécifiques et des exigences de certification pour un certain nombre de produits en vertu des ordonnances de contrôle de la qualité, qui prescrivent la réalisation d'un audit physique par un contrôleur du Bureau indien de normalisation (BIS) pour que l'exportation vers l'Inde des produits fabriqués dans des pays tiers puissent être approuvée. Compte tenu des défis de l'après-pandémie qui subsistent, ce processus est encore lent et entraîne souvent des retards. L'UE regrette profondément que l'Inde ait refusé à plusieurs reprises d'envisager des solutions de rechange valables à la réalisation d'audits à l'étranger, telles que des audits virtuels ou des audits réalisés par des agences/entités tierces reconnues au niveau international. L'UE se félicite que les demandes d'inspection soient traitées progressivement, mais tient à mettre en exergue les avantages que les audits virtuels et la reconnaissance des laboratoires étrangers présenteraient pour l'Inde et ses partenaires. L'UE souhaite donc saisir cette occasion pour demander aux autorités indiennes d'envisager l'élaboration de règles pour la reconnaissance internationale des laboratoires par le BIS, comme le prévoit la législation en vigueur. Cela permettrait d'accélérer les audits et de réduire le coût des essais obligatoires pour les fabricants étrangers.

2.109. Les retards dans la réalisation des audits à l'étranger signifient que les entreprises de l'Union européenne, bien qu'elles aient fait tout ce qu'il fallait pour se conformer aux prescriptions indiennes, ne peuvent pas obtenir la certification ou le marquage indien requis. Parallèlement, les contrôleurs indiens conduisent des audits en Inde, qui permettent aux entreprises nationales de recevoir la certification ou le marquage et de placer leurs produits sur le marché et qui confèrent ainsi à ces dernières un avantage injuste de précurseur. Ce retard dans la réalisation des audits physiques à l'étranger perpétue la situation difficile actuelle des importateurs de l'UE, prolongeant la discrimination entre les entreprises locales et les entreprises étrangères. L'UE espère que l'arriéré résultant des retards dans les audits sera éliminé de manière transparente et non discriminatoire. L'UE souhaite réitérer sa position selon laquelle les ordonnances de contrôle de la qualité en question ont une orientation protectionniste. Le nombre croissant de ces ordonnances dans tous les secteurs envoie des signaux inquiétants aux industriels, aux investisseurs et aux États membres de l'UE. Une fois en vigueur, ces mesures feront peser un coût économique et une charge supplémentaires sur les producteurs de l'UE qui devront se soumettre à des procédures fastidieuses afin d'obtenir les permissions et/ou licences nécessaires pour des produits déjà certifiés en vertu de normes internationales établies. En outre, les fabricants étrangers devront apporter les modifications nécessaires à leurs systèmes d'outillage pour le marquage ISI, ce qui pourrait entraîner la fermeture temporaire de certaines chaînes de production. Dans ces conditions, les ordonnances de contrôle de la qualité présenteraient peu d'utilité pour les consommateurs indiens, ce qui laisserait planer un doute sur la justification de leur introduction.

---

<sup>31</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 649](#).

2.110. L'UE croit comprendre que la durée de validité des audits physiques est limitée à deux ans seulement et estime que la procédure de renouvellement de l'autorisation n'est pas claire. La procédure actuelle est déjà excessivement lourde et coûteuse. Exiger un renouvellement tous les deux ans ajoute à la difficulté de faire des affaires. À l'heure où les entreprises du monde entier ont été lourdement touchées par la pandémie de COVID-19, il serait important de faciliter les échanges. L'Inde devrait envisager de prolonger la durée de validité au-delà de deux ans et d'accorder des renouvellements pour une période plus longue que cinq ans. Dans ce contexte, l'UE se félicite de la décision de l'Inde de reporter une nouvelle fois, soit jusqu'au 22 juin 2023, l'application de l'ordonnance de contrôle de la qualité relative aux jantes de roues. L'UE se félicite de cette décision qui assurera la continuité des importations de jantes de roues en Inde. L'UE tient également à remercier l'Inde d'avoir reporté au 1<sup>er</sup> avril 2023 l'application de l'ordonnance de contrôle de la qualité relative aux vitrages de sécurité. L'UE souhaite également rappeler que les vitrages de sécurité et les jantes fabriqués dans l'UE sont soumis à un processus de certification rigoureux, conforme aux normes internationales établies, qui ne sont pas très différentes des normes indiennes, introduites par les ordonnances en question. Elle souhaite donc réitérer sa suggestion de maintenir le marquage du BIS comme optionnel pour les composants qui sont déjà conformes aux règles de marquage de l'ONU. Dans ce contexte, l'UE voudrait demander à l'Inde de réexaminer l'introduction des ordonnances de contrôle de la qualité relatives aux vitrages de sécurité et aux jantes automobiles. En outre, l'UE rappelle sa suggestion consistant à conserver le marquage du BIS à titre facultatif pour les composants, qui sont déjà conformes aux prescriptions actuelles en matière de marquage.

2.111. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Comme l'UE l'a indiqué, l'Inde a déjà reporté l'entrée en vigueur des ordonnances en question. Les produits faisant l'objet d'une certification obligatoire sont notifiés par les ministères compétents (les responsables de la réglementation) du gouvernement indien au moyen de l'émission d'ordonnances de contrôle de la qualité. Selon ce qui est prévu dans l'ordonnance, les produits visés doivent porter un label de conformité attestant de la délivrance d'une licence valide par le BIS, conformément au système I du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité). Dans le cadre de ce système, la délivrance de la licence est subordonnée à l'inspection de l'usine. L'autorisation d'utiliser un label de conformité sur un produit est accordée après évaluation des capacités de fabrication et d'essai au moyen d'une inspection de l'usine de fabrication. Au cours de cette visite, la conformité du produit avec les prescriptions de la norme indienne pertinente est également établie au moyen d'essais réalisés dans l'usine ou dans un laboratoire d'essais extérieur ou une combinaison des deux. Pour le moment, aucune disposition du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité) ne permet de remplacer l'inspection sur place par une inspection virtuelle pour évaluer la conformité.

2.112. Les inspections à l'étranger étaient en suspens en raison des restrictions imposées aux déplacements internationaux. Les restrictions relatives à la COVID-19 ayant été levées, le BIS a commencé à effectuer des inspections après avoir reçu la confirmation que ses agents entièrement vaccinés pouvaient se déplacer. Le BIS a désigné des agents et les requérants ont été invités à acquitter les frais exigés pour que l'inspection ait lieu. Dès réception des fonds, les inspections ont été planifiées. Plus de 100 inspections préliminaires ont déjà été effectuées. Cependant, dans certains cas, l'inspection a été retardée en raison de la difficulté à obtenir des visas.

#### **2.1.3.10 Chine – Règlement administratif sur la cryptographie commerciale (ID 644<sup>32</sup>)**

2.113. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE est préoccupée par cette mesure d'application de la loi sur la cryptographie et a communiqué des observations à l'Administration nationale de la cryptographie de la République populaire de Chine en septembre 2020. Les préoccupations concernent plus particulièrement i) le champ d'application de la loi; ii) le manque de clarté des concepts et de précision des procédures; iii) la protection de la propriété intellectuelle; iv) l'imposition de contrôles avant la mise sur le marché et à l'exportation; v) les prescriptions vagues en matière d'essais et de certification et le fait que les prescriptions en matière de certification dont l'application était facultative sont, *de facto*, devenues des conditions préalables à l'accès au marché; vi) l'imposition d'"examens aux fins de la sécurité nationale" supplémentaires; et vii) l'utilisation de normes nationales, combinée à l'absence de véritable accès aux organismes chinois de normalisation compétents. L'UE exhorte l'Administration nationale de la cryptographie à répondre à ces préoccupations dans les prochaines étapes de l'élaboration du projet de règlement afin de veiller à ce que les prescriptions légales et réglementaires soient appliquées

<sup>32</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 644](#).

d'une manière non discriminatoire, qu'elles ne favorisent pas une technologie en particulier, qu'elles ne limitent pas l'accès au marché et qu'elles ne conduisent pas à un transfert forcé de propriété intellectuelle. En outre, elle encourage l'Administration nationale de la cryptographie à permettre, en pratique, aux entreprises à participation étrangère établies en Chine de participer aux travaux du Groupe de travail 3 sur la technologie cryptographique relevant du Comité technique national de la normalisation de la sécurité de l'information (TC260) et du Comité technique de normalisation dans le secteur de la cryptographie. L'UE apprécierait que ses observations soient prises en compte et invite la Chine à notifier le projet de règlement à l'OMC.

2.114. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Le règlement révisé sur l'administration du cryptage commercial est inscrit dans le programme de travail législatif du Conseil d'État pour 2021. La révision du règlement suivra des principes démocratiques, scientifiques et fondés sur le droit. Le processus de révision sera ouvert et transparent, et garantira que toutes les parties prenantes participent à la révision par les voies légales.

**2.1.3.11 Mexique – Procédure d'évaluation de la conformité à la Norme officielle mexicaine NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018, "Fromages – Dénomination, spécifications, information commerciale et méthodes d'essai", publiée le 31 janvier 2019, [G/TBT/N/MEX/465](#), [G/TBT/N/MEX/465/Rev.1](#) (ID 678<sup>33</sup>)**

2.115. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis restent très préoccupés par la mesure révisée et ont présenté des observations au point d'information du Mexique le 3 mai 2022. Nous encourageons le Mexique à revoir et à corriger les pratiques discriminatoires à l'égard des importations, telles que les contrôles lot par lot et l'augmentation du nombre d'essais pour les produits importés. Le Mexique pourrait-il indiquer l'état d'avancement de cette mesure? Les États-Unis demandent au Mexique d'envisager que l'analyse des acides gras soit facultative plutôt qu'obligatoire. À l'heure actuelle, il n'existe pas de biomarqueurs généralement reconnus au niveau international pour différencier les matières grasses du lait de l'ensemble des matières grasses végétales. De plus, il n'existe pas de norme Codex ou de norme internationale pertinente pour ce type d'analyse. Les États-Unis craignent que cette mesure n'entre en conflit avec la refonte en cours de la norme correspondante s'appliquant au fromage. Comment le Mexique harmonisera-t-il la mise à jour de 2019 de la norme s'appliquant au fromage (NOM-223) avec les versions de cette norme issue de la procédure d'évaluation de la conformité (PEC) qui ont été élaborées en 2020-2021 et avec une mise à jour prévue en 2022? Une fois la mesure finalisée, sera-t-elle appliquée sur la base de la loi mexicaine sur les infrastructures de qualité ou sur celle de la loi qu'elle a remplacée, la Loi fédérale sur la métrologie et la normalisation?

2.116. Le Mexique pourrait-il fournir des précisions sur le rôle que chaque ministère jouera dans les activités de surveillance, de mise en conformité et de vérification mentionnées dans le projet de mesure? Si le Mexique procède à la mise en œuvre de la mesure actuelle, les États-Unis (gouvernement et secteur) auront besoin d'au moins un an pour lancer des systèmes de mise en conformité. Les États-Unis demandent instamment au Mexique de reporter indéfiniment la mise en œuvre de la mesure et d'envisager des solutions de rechange moins restrictives pour le commerce, comme cela a été proposé précédemment par les autorités américaines, d'autres Membres de l'OMC et les parties prenantes du secteur.

2.117. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie souhaite remercier le Mexique d'avoir donné aux Membres la possibilité de formuler des observations sur le document [G/TBT/N/MEX/465/Rev.1](#). Nous attendons avec intérêt la réponse du Mexique aux observations que nous avons faites sur sa notification. L'Australie souhaite réitérer ses préoccupations liées au fait que la mesure notifiée par le Mexique sous la cote [G/TBT/N/MEX/465](#) semble discriminatoire et plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire, et a formulé des observations additionnelles sur la notification révisée. L'Australie reconnaît les objectifs initiaux des mesures proposées et se félicite de la révision de la procédure à la lumière des engagements internationaux du Mexique. Nous demandons au Mexique de bien vouloir communiquer la date de publication de la nouvelle version de la procédure en vue d'une consultation publique.

2.118. La délégation de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande se félicite de l'occasion qui lui est donnée de s'exprimer à l'appui de cette préoccupation commerciale spécifique soulevée par les États-Unis. La Nouvelle-Zélande considère

<sup>33</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 678](#).



que les procédures d'évaluation de la conformité que le Mexique a établies pour le fromage dans le cadre de la norme NOM 223 sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire, certains aspects de la procédure étant susceptibles d'occasionner des difficultés aux exportateurs néo-zélandais et de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Nous remercions le Mexique d'avoir notifié ces mesures et attendons avec intérêt qu'il donne suite à nos observations.

2.119. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite s'associer à cette préoccupation commerciale et renvoyer aux observations écrites sur le texte révisé notifié le 8 février qui ont été transmises au Mexique le 22 avril 2022. Selon des informations émanant des producteurs de l'UE, certains aspects de la procédure d'évaluation de la conformité (PEC) sur laquelle est fondée la norme officielle mexicaine NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018 sur le fromage poseraient des difficultés aux exportateurs de ces pays. L'UE apprécierait qu'il soit donné suite à ses observations écrites et souhaite s'enquérir de l'état d'avancement de la révision en cours de la mesure.

2.120. En réponse, la délégation du Mexique a communiqué la déclaration suivante. Comme il l'a mentionné à la réunion du Comité des obstacles techniques au commerce du 10 mars, le Mexique avait notifié une nouvelle version de ses procédures d'évaluation de la conformité le 8 février, sous la cote G/TBT/N/MEX/465/Rev.1, avec un délai pour la présentation d'observations fixé au 9 avril. Les délégations de l'Union européenne et des États-Unis avaient cependant demandé une prolongation du délai fixé pour présenter leurs observations au 30 avril et au 9 mai, respectivement. Cette prolongation a été accordée.

2.121. Les observations reçues pendant la période de consultation publique supplémentaire sont actuellement examinées par les autorités de normalisation compétentes. Le Mexique réaffirme son engagement en faveur de la transparence. Tout renseignement actualisé sera dûment communiqué et notifié en temps utile.

#### **2.1.3.12 Union européenne – Projet de règlement de l'UE relatif aux batteries (mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe), [G/TBT/N/EU/775](#) (ID 685<sup>34</sup>)**

2.122. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Je voudrais tout d'abord remercier l'UE pour avoir donné suite à nos préoccupations à la réunion précédente du Comité. Nous pensons que, malheureusement, les réponses données par l'UE n'ont ni résolu nos préoccupations ni répondu à nos suggestions spécifiques sur le projet de règlement de l'UE relatif aux batteries. Par conséquent, je voudrais renvoyer aux suggestions que nous avons présentées à la réunion précédente et demander à l'UE d'y répondre concrètement. Outre ces suggestions, je voudrais présenter les trois suggestions ci-après. 1. S'agissant de l'article 8 (contenu recyclé), il est suggéré de notifier aux Membres de l'OMC la filiale qui participe au recyclage et de prévoir une période d'au moins 60 jours pour la présentation d'observations. Parallèlement, les prescriptions en matière d'accès aux données sur la proportion de contenu recyclé seront notifiées à l'OMC. 2. En ce qui concerne l'article 13 et l'annexe, il est recommandé de fixer de manière flexible le moment du remplacement des étiquettes pour les produits commercialisés, par exemple, les étiquettes pourraient être remplacées lot par lot. Le remplacement de l'étiquette des produits commercialisés pouvant porter un rappel et un démontage, il est recommandé d'établir des modalités plus flexibles pour le remplacement. 3. S'agissant de l'enregistrement et de la responsabilité élargie des producteurs (articles 46 et 47), il est suggéré de permettre à ces derniers de présenter une demande d'enregistrement dans un seul État membre plutôt que dans chaque État membre. Nous encourageons l'UE à envisager la mise en place d'un régime de réglementation en vertu duquel la responsabilité élargie des producteurs s'appliquerait de manière ponctuelle et le marché spécifique où les batteries sont disponibles pourrait être choisi.

2.123. La délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter des observations sur la "Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux batteries et aux déchets de batteries", publiée récemment par l'Union européenne. Tout d'abord, le gouvernement coréen respecte et soutient pleinement les efforts déployés par le Parlement européen et le Conseil pour informer les consommateurs et protéger l'environnement. En outre, les entreprises coréennes s'efforcent de se conformer rigoureusement à la réglementation de l'UE. Toutefois, en ce qui concerne les

<sup>34</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 685](#).

prescriptions relatives au remplacement des batteries énoncées à l'article 11 de l'amendement publié en mars 2022, la branche de production coréenne a rencontré des difficultés à savoir qui doit remplacer les batteries et quand leur remplacement doit être effectué, et en ce qui concerne la disponibilité des batteries en tant que pièces de rechange. Nous souhaitons donc présenter les demandes suivantes.

2.124. Premièrement, l'amendement dispose que l'utilisateur final doit être en mesure de retirer et de remplacer les batteries. Cependant, si le remplacement de la batterie de certains produits électroniques requiert des connaissances ou des compétences spécialisées en matière de démontage et de remontage à l'étape du remplacement des pièces internes, il sera difficile d'assurer la sécurité des utilisateurs et de respecter les spécifications du produit, ce qui soulèvera des questions en lien avec la responsabilité du producteur. Par conséquent, nous demandons à l'UE d'ajouter "opérateurs indépendants" à la disposition en question et de préciser que les batteries peuvent être remplacées par les utilisateurs finaux ou des opérateurs indépendants. Deuxièmement, nous demandons que l'UE autorise l'utilisation d'outils disponibles dans le commerce (y compris les outils thermiques, les solvants et les outils spécialisés) pour le remplacement des batteries. L'amendement interdit à toutes fins utiles l'utilisation d'outils thermiques, de solvants et d'outils spécialisés. Cependant, étant donné que l'utilisation d'adhésifs est essentielle pour garantir l'étanchéité, la durabilité et la facilité de montage du produit, le remplacement des batteries à l'aide d'outils disponibles sur le marché, y compris les outils thermiques, doit être autorisé si l'on veut garantir le droit de réparer. Troisièmement, la Corée demande à l'UE d'améliorer l'amendement en supprimant l'obligation de fournir des composants de batterie pendant une période de 10 ans. L'obligation de conserver des batteries en tant que pièces de rechange pendant 10 ans réduirait l'efficacité des ressources et augmenterait la production de déchets en raison de l'inutilisation ou de la surproduction de pièces, ce qui irait à l'encontre des objectifs de la réglementation en matière d'écoconception. Enfin, nous demandons à l'UE de soustraire les équipements compacts portables à l'utilisation obligatoire de batteries remplaçables. Pour certains produits qui sont petits ou étanches, la batterie ne peut pas être remplacée du fait que leurs structures sont scellées. Le maintien de cette obligation peut compromettre la capacité du producteur d'élaborer des conceptions ou des types de produits tels que des écouteurs sans fil, des dispositifs portables en forme d'anneau, etc.

2.125. La délégation de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. La Fédération de Russie réitère les déclarations faites lors des réunions précédentes du Comité OTC à propos de la proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux batteries et aux déchets de batteries. Elle apprécie les efforts menés par l'UE dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques et de la protection de l'environnement. Cependant, elle est préoccupée par l'absence de données scientifiques et de normes internationales pouvant justifier les conditions proposées pour l'accès au marché de l'Union européenne ainsi que par les objectifs de récupération des matériaux des piles usagées. La politique actuellement menée par l'Union européenne dans son ensemble ne peut que déséquilibrer le commerce mondial des matières premières de base, y compris les métaux non ferreux. Cette politique entraîne une flambée des prix tout au long de la chaîne d'approvisionnement, provoquant crise et inflation tout en perturbant l'architecture du commerce mondial, déjà non durable. Nous demandons instamment à l'UE de mener sa politique climatique liée au commerce en conformité avec les règles de l'OMC et les accords pertinents sur le climat, sans créer d'obstacles au commerce et en préservant un niveau de concurrence suffisant entre les importations et la production manufacturière intérieure.

2.126. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite rappeler que le projet de Règlement relatif aux batteries a été présenté le 10 décembre 2020 et notifié à l'OMC le 26 janvier 2021, avec une période de 90 jours prévue pour la formulation d'observations. Pendant cette période, l'UE a reçu des observations écrites de la part de la Chine, du Japon et du Canada, auxquelles elle a répondu le 18 octobre 2021. L'UE tient à rappeler que les batteries sont une importante source d'énergie et l'un des principaux facteurs du développement durable, de la mobilité verte, de l'énergie propre et de la neutralité climatique. Pour que les politiques de l'UE concernant les produits contribuent à la réalisation de ces objectifs, il convient de veiller à ce que les batteries commercialisées et vendues dans l'UE soient obtenues et fabriquées de manière durable. L'UE a pris bonne note des points soulevés par les délégations.

2.127. L'UE souhaite donner l'assurance qu'elle aura assez de temps pour examiner les observations relatives au projet notifié avant son adoption. Les actes d'exécution et les actes délégués qui seront élaborés en lien avec le projet notifié incluront des consultations avec les parties prenantes, bien que la manière exacte de procéder reste à déterminer au cas par cas. Les projets de ces mesures



d'exécution et de ces actes délégués seront notifiés à l'OMC conformément à l'Accord OTC. Les dates d'application de certaines des dispositions du projet notifié sont relativement proches. Cela s'explique par les évolutions importantes qui vont avoir lieu dans le secteur des batteries dans un avenir proche. Néanmoins, l'UE tient à préciser que les dates d'application indiquées sont provisoires, car elles dépendront de la durée du processus réglementaire d'adoption du projet notifié. Dans les faits, il est clair qu'au moins certaines de ces dates doivent être réévaluées, car le processus réglementaire est toujours en cours. Le Parlement européen et le Conseil ont arrêté leurs positions respectives en mars de cette année. Les questions soulevées par la délégation de la République de Corée concernent des amendements introduits par le Parlement européen, qui sont examinés dans les négociations entre ce dernier et le Conseil en vue de l'adoption du règlement final. L'objectif est de conclure ce processus dans la seconde moitié de l'année. L'UE a pris bonne note des observations de la République de Corée.

2.128. En conclusion, l'UE souligne que le projet notifié doit favoriser la réalisation d'objectifs multiples et interdépendants, notamment la protection de l'environnement, la santé humaine et la sécurité, qui sont tous des objectifs légitimes en vertu de l'article 2.2 de l'Accord OTC. Pour les raisons précisées ci-dessus, l'UE considère que le projet notifié n'est pas plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre ces objectifs, compte tenu des risques que l'absence de dispositions de ce type entraînerait. S'agissant de l'article 2.1 de l'Accord OTC, l'UE ne considère pas que la mesure notifiée donne lieu à un risque de discrimination au sens de cette disposition. Le projet notifié est donc pleinement conforme aux dispositions de l'Accord.

#### **2.1.3.13 Union européenne – Stratégie relative aux produits chimiques pour la durabilité (mise en œuvre du pacte vert) (ID 690<sup>35</sup>)**

2.129. La délégation de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. La Fédération de Russie réitère les déclarations faites lors des réunions précédentes des organes de travail de l'OMC et souhaite faire part de sa préoccupation à l'égard de la stratégie relative aux produits chimiques élaborée par l'Union européenne en tant qu'élément de la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe. Le document comporte une restriction potentielle, voire l'interdiction, des matériaux classés comme dangereux, qu'une justification scientifique suffisante de cette mesure ait été fournie ou non. Nous notons que l'instrument juridique fondamental pour la classification des produits chimiques et des substances de l'UE est le Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage. Actuellement, ce règlement permet de prendre des décisions de classification strictes sans que soient fournies des données scientifiques suffisantes, comme l'exigerait le principe de précaution. Un exemple récent de cette pratique est la classification du cobalt dans le cadre de la quatorzième adaptation au progrès technique du Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage de l'UE. Une telle approche peut conduire à l'interdiction injustifiée de matériaux. Nous demandons instamment à l'UE de mettre en œuvre cette stratégie dans le plein respect des règles et principes de l'OMC.

#### **2.1.3.14 Égypte – Mesure relative à la certification halal, fondée sur la norme égyptienne ES 4249/2014 (Prescriptions générales applicables aux aliments halal conformément à la charia), [G/TBT/N/EGY/313](#), [G/TBT/N/EGY/313/Add.1](#), [G/TBT/N/EGY/313/Add.2](#) (ID 718<sup>36</sup>)**

2.130. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada s'associe aux États-Unis, à l'Union européenne et aux autres Membres qui sont intervenus pour exprimer leurs préoccupations persistantes à l'égard des nouvelles prescriptions en matière de certification halal pour tous les produits alimentaires et boissons importés, qui sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2021. Le Canada croit comprendre que l'objectif de l'Égypte consiste à donner aux consommateurs égyptiens la certitude que les produits certifiés halal qu'ils achètent et consomment le sont effectivement, conformément à la charia. Toutefois, il estime aussi que de telles mesures ne doivent pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce international ou être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre cet objectif. Le Canada remercie l'Égypte d'avoir notifié cette mesure au Comité OTC de l'OMC en décembre 2021, mais souligne qu'elle ne l'a pas fait avant la date de mise en œuvre du 1<sup>er</sup> octobre 2021. Comme il est indiqué à l'article 2.9 de l'Accord OTC, les Membres ont l'obligation de ménager un délai suffisant (d'au moins 60 jours) à

<sup>35</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 690](#).

<sup>36</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 718](#).

leurs partenaires commerciaux pour qu'ils présentent des observations sur une mesure donnée afin que celles-ci puissent être prises en considération avant la finalisation de la mesure.

2.131. En outre, conformément aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC, une période de six mois entre la notification de la mesure finale et son entrée en vigueur est considérée comme un délai raisonnable pour laisser à la branche de production le temps de s'adapter aux nouvelles prescriptions. À l'évidence, ce n'était pas le cas pour cette mesure. Bien que le Canada se félicite du report de la certification halal égyptienne pour les produits laitiers jusqu'à octobre 2022, il reste préoccupé par le manque de détails, de documents et de précisions sur la façon dont ces prescriptions seront mises en œuvre et sur la façon dont les produits spécifiques seront touchés. Par exemple, dans le nouveau régime proposé, un seul organisme de certification égyptien sera habilité à certifier les produits halal à destination du marché égyptien. Nous croyons comprendre que les frais de certification halal à la charge des exportateurs de produits halal vers l'Égypte ont déjà été considérablement haussés en conséquence. La nouvelle mesure pourrait conduire à un processus de certification trop contraignant et coûteux et plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre l'objectif déclaré de l'Égypte. Le Canada encourage vivement l'Égypte à avoir des discussions ouvertes et transparentes avec ses partenaires commerciaux afin de communiquer des renseignements, de préciser les prescriptions prévues par cette nouvelle mesure et de réfléchir aux conséquences que celle-ci pourrait avoir sur les échanges. D'ici là, nous demandons à l'Égypte de bien vouloir suspendre la mise en œuvre de la mesure. Le Canada note également que l'Égypte n'a pas fourni de réponse écrite aux Membres lors des réunions précédentes du Comité OTC et lui demande de présenter une réponse écrite aux Membres à la réunion en cours.

2.132. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite faire part de ses préoccupations à l'égard des prescriptions relatives à la certification halal mises en place à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021 et fondées sur la norme halal égyptienne 4249/2014. La branche de production de l'UE s'inquiète de l'incidence négative que cette mesure aurait sur les importations de produits alimentaires et de boissons vers l'Égypte. L'UE regrette que l'Égypte n'ait notifié au Comité OTC les prescriptions relatives à l'importation de viande, de volaille et de leurs produits et de lait et de produits laitiers que le 1<sup>er</sup> décembre 2021, après leur entrée en vigueur pour le lait et les produits laitiers le 1<sup>er</sup> octobre 2021, et que la notification ne contienne pas le texte de la mesure. Elle rappelle que, conformément à l'article 2.9.4 de l'Accord OTC de l'OMC, les Membres ménageront aux autres Membres un délai raisonnable (au moins 60 jours) pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit sur leurs projets de mesures, afin que ces observations puissent être prises en compte. En tout état de cause, l'UE a présenté des observations écrites le 26 janvier 2022 et souhaiterait recevoir une réponse des autorités égyptiennes. L'UE croit comprendre que les règles relatives à la certification halal sont en cours de rédaction et invite l'Égypte à les notifier à l'état de projet au Comité OTC afin que des observations puissent être formulées. Nous accueillerions avec intérêt toute information actualisée concernant le champ d'application de ces règles et les modalités de leur mise en œuvre.

2.133. Nous nous félicitons de certaines des mesures envisagées pour atténuer l'incidence négative des mesures, telles que le délai de grâce accordé jusqu'au 15 décembre 2021, qui a ménagé une période pendant laquelle la certification par "IS EG Halal" était volontaire et gratuite, de même que l'acceptation des importations de lait et de produits laitiers non certifiés halal jusqu'au 28 février 2022 et l'exclusion du lait cru de la certification halal, deux mesures ayant été notifiées dans l'addendum 1 du 7 janvier 2022. Nous saluons également les mesures de facilitation plus récentes notifiées au Comité OTC le 4 avril 2022, qui ont prolongé jusqu'au 30 septembre 2022 la période pendant laquelle les importations de lait et de produits laitiers sont acceptées en Égypte sans certificat halal. Néanmoins, certaines de ces mesures de facilitation ne sont que temporaires et les entreprises concernées ont besoin de suffisamment de temps pour s'adapter aux nouvelles prescriptions en matière de certification et d'étiquetage. Par conséquent, l'UE demande instamment à l'Égypte de reporter la mise en œuvre de cette mesure et de prévoir une période d'adaptation raisonnable d'au moins un an entre la publication des mesures – prescriptions actualisées en matière de certification et d'étiquetage halal – et leur entrée en vigueur, conformément à l'article 2.12 de l'Accord OTC. L'UE souhaite inviter l'Égypte à reconsidérer la décision d'accorder le droit de certifier la conformité aux prescriptions halal à une seule entreprise, IS EG Halal, et à prévoir un système de certification halal qui autoriserait plusieurs entités de certification bien établies, conformément aux meilleures pratiques internationales. La certification par IS EG Halal de produits provenant d'établissements déjà certifiés par d'autres sociétés prolongerait les délais de commercialisation et augmenterait les coûts pour les consommateurs, au moment où l'Égypte connaît des problèmes de sécurité alimentaire, aggravés par la pandémie de COVID-19. L'UE souhaiterait obtenir des éclaircissements

sur la question de savoir si la pluralité des entités de certification halal, y compris celles des pays tiers, serait maintenue pour les importations, comme il ressort du point 6 du formulaire de notification OTC initial.

2.134. L'UE souhaite aussi demander à l'Égypte d'envisager de maintenir le caractère volontaire de la certification et de l'étiquetage halal, afin de remplir l'objectif légitime consistant à garantir des renseignements fiables sans entraver indûment les flux commerciaux. Les consommateurs devraient être en mesure de décider s'ils souhaitent ou non acheter des produits alimentaires certifiés halal en s'appuyant sur un étiquetage clair. L'UE serait reconnaissante à l'Égypte si elle pouvait envisager d'autres mesures de facilitation des échanges, par exemple, exiger une certification halal pour le produit et non par contenant, ainsi que des coûts proportionnels de la certification halal qui tiennent compte de la pratique internationale et qui correspondent au coût des services rendus. Elle croit comprendre que les nouvelles prescriptions relatives à la certification halal certifieront le respect de la norme égyptienne ES 4249/2014 relative aux prescriptions générales applicables aux produits alimentaires halal conformément aux dispositions de la charia. Selon les renseignements disponibles dans le formulaire de notification OTC (document [G/TBT/N/EGY/313](#)), cette norme est actuellement en cours de révision et sera notifiée au Comité OTC de l'OMC. L'UE souhaite remercier l'Égypte pour la version actualisée de la norme ES 4249/2014 communiquée en février 2022, connaître l'état d'avancement de la révision et inviter l'Égypte à la notifier au Comité OTC. Elle a fait part de ses observations sur le projet de normes halal actualisées par le biais de sa délégation au Caire et apprécierait qu'elles soient prises en considération. Enfin, elle souhaite demander à l'Égypte quelles sont les étapes concrètes envisagées pour fournir aux parties prenantes des renseignements complets sur les nouvelles mesures et des orientations écrites claires et accessibles au public, y compris une description détaillée de la procédure de certification, sa durée, ses coûts et les documents requis, ainsi que des renseignements sur le processus d'enregistrement des fournisseurs et des produits visés (avec les codes du SH). Elle souhaiterait également savoir si des certificats halal seront exigés pour les produits qui ne sont pas du lait à 100%, mais qui contiennent du lait ou des ingrédients du lait, entre autres. Elle est prête à travailler avec l'Égypte pour trouver des solutions qui permettraient d'éviter les conséquences négatives de cette mesure sur les importations de produits alimentaires et de boissons vers l'Égypte.

2.135. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis continuent de reconnaître le droit de l'Égypte de fournir à ses consommateurs des assurances en ce qui concerne le caractère halal de certains produits. Toutefois, l'Égypte a mis en œuvre et notifié les nouvelles prescriptions d'une manière éventuellement plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Dans sa série de notifications, de la notification initiale ([G/TBT/N/EGY/313](#)) à la plus récente ([G/TBT/N/EGY/313/Add.2](#)), l'Égypte n'a pas expliqué avec clarté et cohérence les modifications apportées à ses prescriptions en matière d'importation pour les produits certifiés halal. L'Égypte semble avoir mis en œuvre des modifications à ces prescriptions, mais ne les a pas notifiées et publiées de manière transparente. Le manque de cohérence, de prévisibilité et de transparence des prescriptions a eu une grande incidence sur les exportations des États-Unis, de produits laitiers notamment. Bien que l'Égypte ait annoncé un report de la mise en œuvre jusqu'au 30 septembre 2022, les exportateurs des États-Unis ne seront toujours pas en mesure de se conformer à la réglementation égyptienne en matière d'importation, faute de normes techniques ou de règlements d'application dûment notifiés.

2.136. Les États-Unis notent que la notification devrait indiquer clairement les produits visés et contenir les normes techniques halal pour tout nouveau produit dont l'importation est subordonnée à la certification halal, ainsi que les autres règlements d'application concernant les barèmes de frais, les procédures de vérification, les prescriptions en matière d'étiquetage et les prescriptions en matière d'enregistrement des exportations. Les États-Unis demandent également à l'Égypte de décrire le processus actuel d'agrément des organismes de certification halal étrangers. Ils notent que l'Égypte a entrepris de modifier ses prescriptions concernant les organismes de certification halal agréés. Ces modifications devraient également être notifiées par écrit sous la forme de mesures d'application énonçant clairement les conditions qui déterminent si la demande d'agrément d'un organisme de certification étranger est acceptée ou refusée. Les États-Unis demandent à nouveau à l'Égypte de retarder la mise en œuvre et l'application des nouvelles prescriptions halal jusqu'à ce que tous les projets de mesure d'application de toute nouvelle prescription halal aient été notifiés, et que les parties intéressées aient eu la possibilité de soumettre des observations par écrit par le biais du point d'information OMC des OTC, d'en discuter sur demande et d'inviter l'Égypte à en tenir compte dans l'élaboration de la version finale des mesures.

2.137. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie remercie l'Égypte pour les communications et les discussions bilatérales en cours sur la mise en œuvre de nouvelles prescriptions en matière de certification halal par IS EG Halal. Nous nous félicitons de la notification par l'Égypte des détails concernant ces nouvelles prescriptions au Comité OTC le 1<sup>er</sup> décembre 2021, au moyen du document [G/TBT/N/EGY/313](#), sur lequel l'Australie a communiqué des observations. Nous serions reconnaissants à l'Égypte d'en prendre connaissance et d'y donner suite. Nous nous félicitons aussi des renseignements reçus par voie bilatérale selon lesquels l'Égypte a l'intention de notifier d'autres modifications apportées aux produits visés pour respecter les prescriptions en matière de certification par IS EG Halal et selon lesquels la mise en œuvre ne sera faite qu'après que les Membres auront eu l'occasion de présenter des observations et que ces observations auront été prises en compte. L'Australie se félicite des discussions en cours sur la mise en œuvre par l'Égypte de nouvelles mesures en matière de certification halal qui visent à s'assurer qu'elles répondent aux objectifs de l'Égypte sans être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

2.138. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay remercie les délégations du Canada, des États-Unis et de l'Union européenne d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour de la réunion du Comité. Nous trouvons regrettable de devoir continuer à souscrire à cette préoccupation au sein du Comité et dans d'autres enceintes, et tout récemment à la réunion du Conseil du commerce des marchandises. Cependant, malgré des communications répétées, nous n'avons toujours pas obtenu les renseignements demandés. Le Paraguay partage le souci de l'Égypte d'apporter aux consommateurs une certitude quant à l'achat et à la consommation de produits certifiés halal, mais estime que l'absence d'informations précises sur la portée de la mesure ou les détails de sa mise en œuvre empêche les opérateurs de s'adapter pour s'y conformer. Le Paraguay demande à nouveau à l'Égypte de suspendre la mise en œuvre des nouvelles prescriptions en matière de certification halal jusqu'à ce que les Membres disposent de tous les renseignements demandés et que les opérateurs commerciaux aient eu suffisamment de temps pour s'adapter afin de s'assurer de leur conformité.

2.139. La délégation de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse suit cette question avec intérêt et partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres en ce qui concerne les prescriptions relatives à la certification halal fondées sur la norme halal égyptienne 4249/2014. Nous sommes préoccupés par l'incidence négative potentielle de ces mesures sur le commerce bilatéral. La Suisse reconnaît l'objectif légitime de l'Égypte consistant à fournir aux consommateurs des renseignements fiables sur l'intégrité halal de certains produits, mais elle s'attend de l'Égypte qu'elle respecte pleinement ses obligations dans le cadre de l'OMC. Nous sommes d'avis que les mesures ne devraient pas être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour garantir la réalisation des objectifs légitimes. À cet égard, nous demandons à l'Égypte de faire preuve de souplesse pour continuer de reconnaître les organismes de certification halal étrangers et d'accepter les certificats halal étrangers. En outre, nous soulignons l'importance de prévoir un délai raisonnable pour permettre à la branche de production de s'adapter aux nouvelles prescriptions en matière de certification et d'étiquetage. La Suisse encourage l'Égypte à envisager des solutions moins restrictives pour le commerce et des mesures supplémentaires de facilitation du commerce. Elle invite l'Égypte à se conformer aux obligations de notification prévues par l'Accord OTC et à fournir des renseignements détaillés sur la nouvelle mesure, y compris une description détaillée de la procédure de certification, sa durée et son coût, ainsi que les produits visés.

2.140. La délégation de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande saisit l'occasion qui lui est donnée pour appuyer les préoccupations soulevées par les États-Unis, le Canada et l'UE. La Nouvelle-Zélande renvoie aux déclarations antérieures faites sur cette question parallèle au Conseil du commerce des marchandises. Nous croyons comprendre que l'Égypte a mis en œuvre des modifications au titre du Décret du Premier ministre (n° 35/2020) afin que la certification de la ou des norme(s) halal pertinentes soit assumée uniquement par IS EG Halal, et que la certification par d'autres organismes garantissant les produits halal ne soit plus acceptée pour les produits alimentaires halal importés en Égypte. La Nouvelle-Zélande croit aussi comprendre que les mesures peuvent s'appliquer aux produits laitiers importés en Égypte, qu'un étiquetage halal ait été apposé sur ces produits ou non, et même si ces produits étaient considérés comme halal par le passé. La Nouvelle-Zélande est toujours gravement préoccupée par ces mesures. Elle souhaiterait en savoir davantage sur l'examen de solutions moins restrictives pour le commerce par l'Égypte. Nous aimerions également savoir quels facteurs ont poussé l'Égypte à introduire une mesure qui exige la certification halal pour des produits qui étaient habituellement

considérés et acceptés comme étant intrinsèquement halal. De plus, nous sommes conscients de la dérive sanitaire du processus de certification, comme en témoignent les audits ou les inspections ainsi que les renseignements sanitaires additionnels exigés pour l'enregistrement auprès d'IS EG Halal. Les questions sanitaires doivent rester en dehors du champ de compétence d'IS EG Halal et être traitées par les autorités compétentes en matière sanitaire, conformément aux accords existants.

2.141. La Nouvelle-Zélande tient à remercier l'Égypte pour la notification présentée à l'OMC sous la cote [G/TBT/N/EGY/313](#), en date du 1<sup>er</sup> décembre 2021. Nous croyons comprendre que l'Égypte a entrepris d'élaborer une nouvelle norme halal qui précisera les produits auxquels elle s'appliquera et qui seront ainsi soumis à la certification halal. Nous attendons avec intérêt la communication de cette norme halal et sa notification au Comité OTC conformément à l'article 5.6.2 de l'Accord OTC. La Nouvelle-Zélande souhaite remercier l'Égypte pour sa participation aux discussions bilatérales en cours sur cette question. Nous demandons à l'Égypte de fournir des éclaircissements sur les points mentionnés ci-dessus et nous demandons de nouveau la suspension de toute nouvelle mesure jusqu'à ce que toutes les obligations contractées dans le cadre de l'OMC, y compris celles qui exigent la tenue de consultations avec les autres Membres, aient été remplies.

2.142. La délégation du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Chili réitère la préoccupation qu'elle a exprimée précédemment et qui a été récemment soulevée au Comité. Les centres de certification chiliens continuent de travailler sur cette question afin de faciliter les échanges avec l'Égypte de produits soumis aux prescriptions relatives à la certification halal.

2.143. La délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. L'Argentine réitère sa préoccupation concernant cette mesure et l'absence de renseignements détaillés et complets à son sujet. Le récent report de l'entrée en vigueur du nouveau régime n'apaise pas les préoccupations et les inquiétudes qu'il suscite. Ces préoccupations concernent principalement le manque de transparence et de prévisibilité étant donné l'absence d'information sur les procédures de certification ou d'autres aspects réglementaires. À cet égard, nous demandons à l'Égypte de fournir les renseignements nécessaires et de ne pas mettre en œuvre la mesure avant d'avoir communiqué ces renseignements détaillés.

2.144. En réponse, la délégation de l'Égypte a communiqué la déclaration suivante. L'Égypte remercie le Canada, l'Union européenne, les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, la Suisse, l'Argentine et le Chili, qui reconnaissent son droit de déterminer les prescriptions appropriées en matière de certification halal, d'avoir soulevé cette question et de poursuivre le dialogue à ce sujet. Prenant acte des observations formulées par ses partenaires commerciaux au cours des réunions bilatérales et au niveau multilatéral, l'Égypte a pris un certain nombre de mesures pour tenir compte des préoccupations exprimées eu égard à la transparence et au délai approprié pour la mise en œuvre. Les documents [G/TBT/N/EGY/313](#) et [G/TBT/N/EGY/313/Add.1](#) ont précisé les produits visés et le calendrier d'entrée en vigueur. L'Égypte a pris un certain nombre de mesures de facilitation, notamment l'autorisation des importations de lait et de produits laitiers qui ne sont pas accompagnés d'un certificat halal vers son territoire jusqu'au 28 février 2022, comme l'ont reconnu ses partenaires commerciaux, et ce délai de grâce a été prolongé jusqu'au 30 septembre 2022.

2.145. Par l'intermédiaire de son point d'information sur les OTC, l'Égypte a répondu aux questions transmises par les Membres de l'OMC et prépare actuellement les réponses aux questions complémentaires et aux nouvelles questions reçues. Je voudrais également renvoyer à la déclaration faite par l'Égypte à la dernière réunion du Comité OTC, telle que figurant dans le compte rendu de cette réunion. Je voudrais également noter que la norme ES 4249/2014 fait l'objet d'un réexamen et sera dûment notifiée au Comité OTC de l'OMC. Enfin, je tiens à souligner que l'Égypte s'engage à poursuivre ses échanges bilatéraux sur la question avec tous ses partenaires commerciaux intéressés et à prendre en compte leurs préoccupations, le cas échéant, et est déterminée à respecter les engagements en matière de transparence qu'elle a contractés dans le cadre de l'Accord OTC.

### **2.1.3.15 États-Unis – Protection contre les menaces de sécurité nationale concernant la chaîne logistique des communications au moyen du Programme d'autorisation des appareils et du Programme d'appel d'offres, [G/TBT/N/USA/1771](#) (ID 714<sup>37</sup>)**

2.146. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Tout d'abord, je voudrais remercier les États-Unis pour leur retour d'informations sur nos préoccupations à la dernière réunion du Comité. Malheureusement, les États-Unis n'ont pas répondu à nos suggestions spécifiques. La Chine saisit l'occasion qui lui est donnée pour renvoyer à ses suggestions et souhaite que les États-Unis y donnent suite concrètement dans les meilleurs délais. S'agissant de la nouvelle disposition 47 CFR 2.903, il est recommandé de l'abroger pour les raisons ci-après. La disposition 47 CFR 2.903 ajoutée interdit l'autorisation de certains équipements et services de télécommunications au titre de la disposition 47 CFR 1.50002, qui ne mentionne que cinq entreprises chinoises. Cela constitue une violation des principes de non-discrimination de l'Accord OTC de l'OMC. Conformément à l'article 2.1 de l'Accord OTC, les Membres feront en sorte, pour ce qui concerne les règlements techniques, qu'il soit accordé aux produits importés en provenance du territoire de tout Membre un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires d'origine nationale et aux produits similaires originaires de tout autre pays. Il est recommandé d'abroger cette disposition.

2.147. 2. Pour ce qui est de la section III.A du projet de réglementation, il est recommandé de mentionner les normes techniques qui caractérisent les menaces à la sécurité nationale et de demander à la Commission fédérale des communications (FCC) d'autoriser les produits conformes aux normes techniques en matière de sécurité pour les raisons ci-après. Le projet de réglementation interdit l'autorisation de certains équipements et services de télécommunications au titre de la disposition 47 CFR 1.50002, pour cause de menaces à la sécurité nationale. Sans une norme technique et un indice de mesure publics, le fait que les États-Unis considèrent que les produits d'entreprises chinoises présentent des menaces à la sécurité n'est pas conforme aux principes de l'Accord OTC et de l'OMC en matière de transparence. Il est recommandé de communiquer des normes techniques et un indice de mesure, de les notifier à l'OMC et de prévoir un délai d'au moins 60 jours afin de donner aux autres Membres la possibilité de présenter des observations. 3. La section III.A.3 du projet de réglementation vise à susciter des observations sur la question de savoir s'il y a lieu de retirer les autorisations qui ont été accordées par le passé pour les équipements "visés" figurant dans la Liste des produits visés (47 CFR 1.50002). Il est proposé de ne pas retirer ces autorisations pour les raisons ci-après. À l'heure actuelle, les autorisations d'équipements qui ont été délivrées par le passé sont rigoureusement conformes aux réglementations en vigueur jusque-là, certifiées par un organisme de certification en télécommunications conformément aux exigences de la FCC ou dans le cadre du processus de déclaration de conformité des fournisseurs prescrit par la FCC. Il n'y a pas de violation des situations mentionnées dans la disposition 2.939 de la section III.A.3.

2.148. En réponse, la délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis ont notifié la règle proposée, "Protection contre les menaces de sécurité nationale concernant la chaîne logistique des communications au moyen du Programme d'autorisation des appareils et du Programme d'appel d'offres", à l'OMC le 3 septembre 2021. Cette mesure est un avis de proposition de réglementation (ET Docket n° 21-232) de la FCC adopté le 17 juin 2021 dans lequel la Commission propose de réviser les règles liées à ses procédures d'autorisation des appareils afin d'interdire l'autorisation de tout équipement "visé" figurant dans la Liste des produits visés récemment établie et incluse dans la Loi générale 116-124 de 2019 sur des réseaux de communications sûrs et fiables, promulguée par le Congrès des États-Unis le 12 mars 2020. La FCC a accepté les observations formelles au sujet de la notification jusqu'au 18 octobre 2021 et les observations de la Chine ont été présentées le 18 septembre 2021. Au total, la FCC a reçu près de 250 observations, y compris de la part de la Chine. Toutes les observations sont à la disposition du public et peuvent être consultées sur le site Web de la Commission. Les États-Unis remercient la Chine pour ses observations. La règle finale contiendra des renseignements au sujet de toutes les observations de fond reçues et de la manière dont celles-ci ont été prises en compte. Toute modification de la règle sera notifiée à l'OMC sous la forme d'un addendum à la notification initiale. La règle finale n'a pas encore été publiée. Lorsque la règle finale est publiée dans le Federal Register, les réponses aux observations de fond reçues sont mises à la disposition du public. Nous procéderons

---

<sup>37</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 714](#).



de cette façon pour communiquer à la Chine les préoccupations, le cas échéant. Nous communiquerons volontiers à la Chine l'adresse du site Web lorsque la mesure sera définitive.

**2.1.3.16 Belgique – Projet de loi instituant des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services 5G mobiles, [G/TBT/N/BEL/44](#), [G/TBT/N/BEL/45](#) (ID 713<sup>38</sup>)**

2.149. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine souhaite remercier l'UE pour les réponses données à la réunion précédente du Comité. Il est toutefois regrettable qu'elles n'aient guère répondu à ses préoccupations. La Chine souhaite donc renvoyer aux suggestions qu'elle a faites à la réunion précédente dans l'espoir d'un règlement plus raisonnable et plus pratique de la question. La Chine reconnaît que les Membres de l'OMC sont légitimement en droit de protéger la sécurité de leur réseau 5G. La Chine espère que l'UE et la Belgique répondront de manière satisfaisante à ses préoccupations. Elle accueillerait favorablement toute autre réponse ou clarification de la part de l'UE et de la Belgique et prie instamment cette dernière de notifier rapidement l'arrêté royal révisé. Pour ce qui est du document [G/TBT/N/BEL/44](#), nous souhaitons soulever les préoccupations suivantes: 1. En ce qui concerne le point 1. A ("Il est recommandé d'utiliser des normes techniques objectives et axées sur les produits pour l'évaluation des risques."), la Chine a deux préoccupations fondamentales à cet égard: premièrement, les critères d'évaluation des risques doivent être objectifs, c'est-à-dire que les critères non objectifs d'évaluation des risques fondés sur les caractéristiques du fournisseur qui sont énoncés dans la loi notifiée sont incompatibles avec l'Accord OTC, selon lequel un règlement technique doit être une norme objectivement définissable axée sur les caractéristiques du produit; deuxièmement, les critères d'évaluation des risques doivent être fondés sur les normes internationales et les bonnes pratiques applicables; en particulier, la Belgique doit de se conformer à l'article 2.4 de l'Accord OTC en utilisant, dans la loi notifiée, des normes techniques internationalement reconnues qui permettent d'évaluer objectivement la sécurité d'un produit, ou des méthodes de certification qui sont fondées sur les normes internationales comme seul critère fondamental d'évaluation de la sécurité d'un produit.

2.150. A. Les critères d'évaluation des risques doivent être objectifs. En ce qui concerne la première préoccupation de la Chine, l'UE a répondu que le profil de risque est évalué sur la base de facteurs énumérés au nouvel article 105, paragraphe 5, alinéa 4, de la loi adoptée et que ces facteurs sont tirés de la boîte à outils de l'UE pour la cybersécurité de la 5G. Étant donné que cette boîte à outils ne suffit pas pour l'évaluation de la qualité des éléments de réseau et qu'elle comporte des vulnérabilités non techniques, la loi notifiée a pris en compte les critères d'évaluation non techniques pour garantir la fourniture des éléments de réseau. La réponse de l'UE n'a pas dissipé la préoccupation fondamentale de la Chine concernant ce point. La loi notifiée est un règlement technique notifié en vertu de l'Accord OTC et à ce titre, devrait être conforme à la prescription de l'Accord OTC selon laquelle un règlement technique ou une norme doit être objectivement définissable, et sa conformité avec la boîte à outils de l'UE pour la cybersécurité de la 5G n'est pas pertinente. Les critères d'évaluation des risques figurant dans la loi notifiée ne contiennent aucun détail technique. La Chine réaffirme que les critères d'évaluation des risques non objectifs fondés sur les caractéristiques des fournisseurs qui figurent dans la loi notifiée sont incompatibles avec les prescriptions de l'Accord OTC en matière de règlements et de normes techniques.

2.151. B. Les critères d'évaluation des risques doivent être fondés sur les normes internationales et les bonnes pratiques applicables. S'agissant de la deuxième préoccupation de la Chine, l'UE a répondu que, dans la pratique, l'IBPT "s'appuie sur les meilleures pratiques et/ou les normes internationales existantes les plus pertinentes conformément à l'article 2.4 de l'Accord OTC dans son avis aux ministres concernant l'évaluation des risques", et que les normes ou meilleures pratiques internationales pertinentes ne sont pas mentionnées dans la loi notifiée du fait que certains aspects de la technologie 5G ne sont pas couverts par des normes internationales ou des meilleures pratiques et que ces instruments évoluent. L'UE a en outre indiqué que, comme il n'existe actuellement aucune norme internationale ou meilleure pratique pertinente en ce qui concerne les critères d'évaluation non techniques, le fait de se référer uniquement aux normes internationales ou meilleures pratiques existantes pour évaluer la performance du produit ne permettrait pas d'atteindre de manière efficace et appropriée l'objectif légitime de la loi notifiée. La réponse de l'UE ne justifie toujours pas de manière raisonnable l'absence de normes internationales ou de bonnes pratiques pertinentes dans la loi notifiée.

---

<sup>38</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 713](#).

2.152. Premièrement, les critères non techniques d'évaluation des risques ne sont pas conformes à l'Accord OTC en ce qui concerne les définitions des règlements techniques ou des normes, et l'absence de normes internationales existantes ou de meilleures pratiques pour ces critères ne peut justifier le non-respect par la Belgique de son obligation, en vertu de l'Accord OTC, d'utiliser les normes internationales pertinentes comme base des règlements techniques ou des normes. La Chine a fait observer qu'en vertu de l'Accord OTC, les règlements techniques et les normes doivent être objectivement définissables sur la base des caractéristiques du produit. Comme l'a indiqué la Chine, il existe des bonnes pratiques ou des normes techniques reconnues au niveau international qui sont conformes à l'Accord OTC et que l'on peut utiliser pour évaluer objectivement la sécurité du produit. Par conséquent, l'explication de l'UE ne répond pas efficacement à la préoccupation fondamentale de la Chine liée à l'absence de normes ou de bonnes pratiques internationales objectivement définissables dans la loi notifiée par la Belgique. Deuxièmement, étant donné que cette loi et les dispositions pertinentes sont notifiées en tant que règlement technique, la Belgique est tenue, en vertu de l'article 2.4 de l'Accord OTC, d'utiliser des normes internationales fondées sur des critères techniques comme base de ces règlements techniques. La Chine tient à signaler qu'il existe des normes internationales fondées sur des critères techniques dans ce secteur (comme le Système d'assurance de sécurité des équipements de réseau (NESAS), les Spécifications d'assurance qualité (SCAS) publiées par la Global System for Mobile Communications Association (GSMA), le projet de partenariat de troisième génération (3GPP), les critères communs d'évaluation de la sécurité des technologies de l'information ainsi que les normes de certification en matière de cybersécurité établies dans le mécanisme de certification 5G en matière de cybersécurité qui figure dans le Règlement (UE) n° 2019/881)). Par conséquent, la Chine prie instamment la Belgique de se conformer à l'article 2.4 de l'Accord OTC en utilisant, dans la loi notifiée, des normes techniques internationalement reconnues qui permettent d'évaluer objectivement la sécurité d'un produit, ou des méthodes de certification qui sont fondées sur les normes internationales comme seul critère fondamental d'évaluation de la sécurité d'un produit.

2.153. 2. En ce qui concerne le point 1.C ("S'agissant de l'article 105, paragraphe 4, alinéa 1, il est recommandé de préciser la portée de l'interdiction ou des restrictions visant les fournisseurs à haut risque et de décrire la procédure de révocation de la désignation à ce titre."), la préoccupation fondamentale de la Chine à cet égard est que la loi notifiée ne précise pas la portée et les modalités de l'interdiction ou des restrictions visant les fournisseurs à haut risque, et n'énonce pas le fondement juridique de la demande de révocation de la désignation "fournisseur à haut risque" ni les procédures détaillées à suivre à cette fin. L'UE a répondu que l'arrêté royal notifié dans le document [G/TBT/N/BEL/45](#) ("l'arrêté royal notifié") précisait la portée de l'interdiction ou des restrictions visant les fournisseurs à haut risque; un fournisseur à haut risque qui souhaite contester cette désignation peut en appeler de la décision finale des ministres devant le Conseil d'État. Les renseignements fournis par l'UE à cet égard ne répondent toujours pas à la préoccupation fondamentale de la Chine. En ce qui concerne la portée de l'interdiction ou des restrictions visant les fournisseurs à haut risque, l'arrêté royal notifié interdit de façon générale l'utilisation d'éléments actifs produits par des "fabricants d'équipements à haut risque" dans certains types de réseaux, et ne précise pas comment ces équipements 5G ou leurs parties sont classés en fonction de leur niveau de sécurité, qui varie selon la sécurité du produit et les risques réels. Pour ce qui est de la révocation de la désignation "fournisseur à haut risque", l'arrêté royal notifié et la réglementation connexe n'autorisent les opérateurs de réseaux mobiles 5G qu'à contester les résultats préliminaires de l'évaluation des risques et à demander une audition, et n'indiquent pas de recours juridique pouvant être intenté directement par ceux qui sont désignés à titre de "fabricants d'équipements à haut risque". À cet égard, il peut être difficile pour les "fabricants d'équipements à haut risque" d'exercer efficacement les recours que leur offrent d'autres lois et règlements belges s'ils ne sont pas pleinement informés des raisons de la désignation et n'ont pas la possibilité d'étayer par des faits ou des arguments la demande présentée aux autorités compétentes à l'origine de cette désignation. En outre, ni le fondement juridique de l'interdiction ou des restrictions visant les fabricants d'équipements à haut risque ainsi que de la présentation d'une demande de révocation de la désignation "fabricant d'équipements à haut risque" ni les procédures détaillées devant être suivies à ces fins ne figurent dans l'arrêté royal. Comme indiqué précédemment, l'arrêté royal semble incompatible avec l'obligation de l'autorité compétente d'administrer les lois et règlements relatifs au commerce de manière uniforme, équitable et raisonnable et peut constituer une discrimination *de facto* à l'égard de certains fournisseurs d'équipements 5G.

2.154. La Chine rappelle que la loi notifiée doit adopter une norme de sécurité définie de manière objective et basée sur les caractéristiques du produit, plutôt que sur des critères non objectifs d'évaluation des risques fondés sur les caractéristiques des fournisseurs, et les lois, réglementations

ou normes techniques pertinentes doivent être élaborées, adoptées ou appliquées d'une manière qui soit proportionnée aux objectifs légitimes établis, et ne doivent pas avoir pour objectif ou effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. La Chine recommande à la Belgique de clarifier davantage la portée et le fondement juridique de l'interdiction ou des restrictions visant les fournisseurs à haut risque d'équipements et de services 5G, ainsi que les procédures suivies à cette fin; d'appliquer des critères de proportionnalité et de nécessité aux produits qui n'ont pas le même niveau de sécurité; et de préciser, au moyen de lignes directrices détaillées, la procédure à suivre pour que les fournisseurs dits à haut risque demandent la révocation de cette désignation. 3. Pour ce qui est du point 1.D ("S'agissant de l'article 105, paragraphe 4, alinéa 4, il est recommandé d'adopter des critères d'évaluation des risques justes, objectifs et fondés sur des faits."), la préoccupation fondamentale de la Chine à cet égard est que les critères d'évaluation des risques sont vagues et discriminatoires et manquent d'objectivité et d'impartialité. L'UE a répondu que les critères d'évaluation des risques qui ont été notifiés, en particulier "la probabilité qu'un fournisseur subisse une ingérence de la part d'un pays autre qu'un État membre de l'Union européenne", sont justifiés et expliqués dans l'exposé des motifs de la loi adoptée ayant été notifiée. Les renseignements fournis par l'UE ne répondent toujours pas à la préoccupation fondamentale de la Chine. La Chine reconnaît que les Membres de l'OMC protègent la sécurité de leur réseau 5G sur la base de preuves et de faits objectifs, et d'une manière conforme aux principes d'équité, de non-discrimination et de transparence. Toutefois, le critère figurant dans le projet notifié en ce qui concerne l'ampleur de l'ingérence d'un pays non-membre de l'UE à l'égard du fournisseur constitue une discrimination *de jure* et *de facto* fondée sur l'origine des fournisseurs et est discriminatoire à l'égard des fournisseurs provenant de pays non-membres de l'UE. En outre, l'explication présentée dans l'exposé des motifs indique que les critères d'évaluation des risques énoncés à l'article 105, paragraphe 4, alinéa 4, de la loi notifiée sont discriminatoires et vagues, et manquent d'objectivité et d'impartialité. Par exemple, l'exposé des motifs indique que le terme "ingérence" doit être interprété dans son sens le plus large possible et pas seulement dans le sens des services de renseignement et de sécurité.

2.155. La Chine rappelle que les lois, les réglementations et les normes techniques en matière de cybersécurité ne doivent en aucun cas constituer une discrimination arbitraire ou injustifiée ou une restriction déguisée au commerce international; l'évaluation de la sécurité des équipements 5G doit reposer sur les faits et les normes de sécurité objectives reconnues par le secteur et non sur une analyse non objective des risques posés par les fournisseurs. La Chine prie instamment la Belgique de respecter l'article 2.1 et 2.2 de l'Accord OTC et les autres prescriptions de l'OMC en établissant des normes et des mesures relatives à la sécurité des équipements 5G qui soient objectives, justes et non discriminatoires, en tenant pleinement compte des caractéristiques et de l'utilisation de la technologie 5G et en adoptant les bonnes pratiques utilisées dans le secteur. 4. S'agissant du point 2 ("Pour ce qui est de l'article 105, paragraphe 5, il est recommandé de donner des raisons justifiant l'identification comme fournisseur à haut risque et d'offrir des voies de recours raisonnables."), la préoccupation fondamentale de la Chine à cet égard est que la loi notifiée n'autorise les opérateurs de réseaux mobiles 5G qu'à contester les résultats préliminaires de l'évaluation des risques et à demander une audition. Or, aucune voie de recours n'est prévue pour les fournisseurs d'équipements ou de services 5G désignés "fournisseurs à haut risque". En réponse, l'UE a renvoyé à sa réponse précédente selon laquelle les recours pour la révocation de la désignation "fournisseurs à haut risque" sont prévus à l'article 105, paragraphe 5, de la loi notifiée, et a ajouté que les ces fournisseurs peuvent en appeler de la décision finale des ministres conformément à la première phrase de l'article 19 des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

2.156. Dans sa réponse, l'UE a effectivement indiqué que les fournisseurs à haut risque ont le droit de faire appel de la décision des ministres concernés de refuser de révoquer la désignation "fournisseur à haut risque". Toutefois, l'UE n'a pas précisé si ces fournisseurs ont le droit de contester les résultats préliminaires de l'évaluation des risques et de demander une audition comme les opérateurs de réseaux mobiles 5G peuvent le faire au titre de l'arrêté royal notifié et des dispositions pertinentes. Étant donné que ce sont les fournisseurs d'équipements ou de services 5G qui peuvent faire l'objet d'une évaluation des risques, la Chine propose à la Belgique de préciser dans la loi notifiée les voies de recours administratives ou judiciaires dont disposent les fournisseurs en question, d'exiger de l'autorité compétente qu'elle donne aux fournisseurs dits à haut risque les raisons et preuves liées à sa décision, et de permettre aux fournisseurs de se défendre contre des décisions défavorables découlant de l'évaluation des risques. S'agissant du document BEL/45, nous souhaitons faire part des préoccupations ci-après: 1. La Chine prie instamment la Belgique de notifier rapidement l'arrêté royal révisé conformément aux prescriptions de l'article 2.9.2 et aux autres dispositions de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. 2. L'arrêté royal ainsi que les

lois, réglementations et normes techniques pertinentes doivent être adoptés et appliqués sur la base de preuves et de faits objectifs et d'une manière conforme aux principes de non-discrimination, d'équité et de transparence, et ne doivent en aucun cas constituer une discrimination arbitraire ou injustifiée ou une restriction déguisée au commerce international. Par exemple, le chapitre 2 de l'arrêté royal notifié interdit ou restreint, en l'absence de normes ou de critères spécifiques, l'utilisation par des opérateurs de réseaux mobiles 5G d'éléments actifs produits par des "fabricants d'équipements à haut risque". La Chine souhaite signaler qu'il existe des normes internationales fondées sur des critères techniques dans ce secteur (comme le Système d'assurance de sécurité des équipements de réseau (NESAS) et les Spécifications d'assurance qualité (SCAS) publiées par la Global System for Mobile Communications Association (GSMA), le projet de partenariat de troisième génération (3GPP), les critères communs d'évaluation de la sécurité des technologies de l'information ainsi que les normes de certification en matière de cybersécurité établies dans le mécanisme de certification 5G en matière de cybersécurité qui figure dans le Règlement (UE) n° 2019/881). Par conséquent, la Chine suggère l'adoption de normes techniques internationalement reconnues qui permettent d'évaluer objectivement la sécurité du produit ou de méthodes de certification qui sont fondées sur des normes internationales en tant que critères fondamentaux ou critère unique d'évaluation de la sécurité du produit, plutôt que des critères d'évaluation des risques non objectifs et fondés sur les caractéristiques des fournisseurs.

2.157. 3. Toute partie affectée par les lois, réglementations et normes techniques pertinentes disposent de recours suffisants. L'arrêté royal notifié et la législation pertinente n'autorisent les opérateurs de réseau mobile 5G qu'à contester les résultats préliminaires de l'évaluation des risques et à demander une audition. Toutefois, ces textes législatifs ne prévoient pas directement de voie de recours pour les fournisseurs d'équipements ou de services 5G identifiés comme fournisseurs à haut risque. À cet égard, il peut être difficile pour les "fabricants d'équipements à haut risque" d'exercer efficacement les recours que leur offrent d'autres lois et règlements belges s'ils ne sont pas pleinement informés des raisons de la désignation et n'ont pas la possibilité d'étayer par des faits ou des arguments la demande présentée aux autorités compétentes à l'origine de cette désignation. En outre, l'arrêté royal notifié n'énonce pas le fondement juridique et la procédure permettant de révoquer la désignation "fournisseur à haut risque". La Chine propose à la Belgique de spécifier les voies de recours administratif et judiciaire dont disposent les fabricants d'équipement 5G dans l'arrêté royal notifié, d'exiger que l'autorité compétente fournisse les raisons et les preuves liées à sa décision et de donner aux fabricants d'équipements 5G les moyens de se défendre contre des décisions défavorables découlant de l'évaluation des risques, ainsi que de décrire les procédures détaillées de révocation de la désignation "fournisseur à haut risque", en veillant à ce que le fabricant d'équipement 5G désigné à ce titre puisse demander une telle révocation.

2.158. 4. L'arrêté royal et les lois connexes, les règlements et les normes techniques doivent être élaborés, adoptés ou appliqués d'une manière qui soit proportionnée aux objectifs légitimes établis, et ne doivent pas avoir pour objectif ou effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. En outre, ils ne doivent pas être plus restrictifs qu'il n'est nécessaire pour atteindre leurs objectifs légitimes. L'arrêté royal notifié interdit de façon générale l'utilisation d'éléments actifs produits par des "fabricants d'équipements à haut risque" dans certains types de réseaux, et ne précise pas comment ces équipements 5G ou leurs parties sont classés en fonction de leur niveau de sécurité, qui varie selon la sécurité du produit et les risques réels. La Chine estime que des niveaux de sécurité différents peuvent être appliqués sur la base des caractéristiques des produits et des normes d'évaluation de la sécurité des produits définies de manière objective aux fins du respect des critères susmentionnés de la proportionnalité et de la nécessité.

2.159. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne (UE) souhaite remercier les autorités chinoises pour leurs observations additionnelles sur i) le "projet de loi instituant des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services 5G mobiles" et ii) le projet de "Décret royal envisageant le déploiement sécurisé de la 5G", notifiés par la Belgique à l'OMC sous les cotes [G/TBT/N/BEL/44](#) et [G/TBT/N/BEL/45](#), respectivement. L'UE regrette que la déclaration de la Chine sur cette préoccupation commerciale n'ait pas été mise à la disposition des Membres sur e-Agenda avant la réunion en cours. L'UE répondra néanmoins aux principales préoccupations qui y sont exprimées. L'UE tient à préciser que le projet notifié (ci-après "la loi adoptée") dans le document [G/TBT/N/BEL/44](#) a été adopté le 10 février 2022 et qu'aucune révision de la loi adoptée n'est prévue dans un avenir proche. En outre, le projet notifié dans le document [G/TBT/N/BEL/45](#) a été révisé en profondeur et prendra la forme de deux nouveaux arrêtés royaux. Les deux projets ont été notifiés début juin dans la Directive (UE) 2015/1535 et suivent actuellement la procédure de

statu quo obligatoire qui y est prescrite. Comme indiqué précédemment, ces deux nouveaux arrêtés royaux relatifs à la loi notifiée sous la cote [G/TBT/N/BEL/44](#) seront ensuite notifiés en temps utile au titre de l'Accord OTC de l'OMC, et une nouvelle période pour la présentation d'observations sera prévue conformément aux recommandations du Comité OTC. Compte tenu de ce qui précède, l'UE souhaite apporter la réponse générale suivante aux observations additionnelles présentées par la Chine dans le document [G/TBT/N/BEL/44](#).

2.160. S'agissant du point 1.A ("Il est recommandé d'utiliser des normes techniques objectives et axées sur les produits pour l'évaluation des risques."), premièrement, tous les critères sur la base desquels le profil de risque d'un fournisseur est évalué proviennent de la boîte à outils 5G du Groupe de coopération SRI<sup>39</sup>, à l'exception du "sous-facteur" suivant (voir le nouvel article 105, paragraphe 4, alinéa 1<sup>o</sup>, sous-alinéa e), de la loi adoptée: "e) le fait que le pays d'où est originaire le fournisseur mène ou est associé à une politique cyber offensive". La boîte à outils 5G comprend des vulnérabilités non techniques, car il ne suffit pas de s'intéresser à la qualité des éléments de réseau, le contexte général de leur fabrication et livraison devant également être pris en compte. C'est pourquoi la loi adoptée non seulement met l'accent sur les conditions de performance du produit, mais tient également compte de la possibilité de garantir la fourniture de ces éléments. Actuellement, il n'existe pas de meilleures pratiques et/ou de normes internationales pertinentes en ce qui concerne ce critère. Ainsi, s'appuyer uniquement sur les normes internationales existantes pour évaluer les propriétés d'emploi d'un produit serait un moyen inefficace et inapproprié de réaliser l'objectif légitime poursuivi. En outre, aucune disposition de l'Accord OTC n'indique qu'une règle technique doit nécessairement et uniquement porter sur les aspects purement techniques du produit pour être considérée comme objectivement définissable. L'aspect objectif d'une règle technique est plutôt défini par l'objectif visé et sa proportionnalité par rapport à cet objectif, comme l'indique l'article 2.2 de l'Accord OTC: "Les Membres feront en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. À cette fin, les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime, compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait."

2.161. Ensuite, l'UE souhaite préciser que la loi adoptée prévoit que presque tous les éléments d'un réseau 5G sont soumis à une analyse de sécurité conformément au nouvel article 105, paragraphe 1. À cet égard, le profil de risque du fournisseur des éléments en question joue un rôle important dans l'analyse de sécurité. Le profil de risque est évalué sur la base de facteurs énumérés à l'article 105, paragraphe 4, alinéa 4, de la loi adoptée. Enfin, dans son avis aux ministres concernés concernant le niveau de qualité, l'IBPT, l'organe belge de surveillance des télécommunications, s'appuie sur les meilleures pratiques et/ou aux normes internationales existantes les plus pertinentes, conformément à l'article 2.4 de l'Accord OTC. Étant donné que certains aspects de la 5G ne sont pas couverts par des meilleures pratiques ou des normes internationales et que, au fil du temps, ces instruments seront révisés et remplacés ou complétés par des versions plus récentes, il n'est pas possible ni opportun de dresser une liste exhaustive de tous ces instruments dans la loi adoptée. Tous les détails techniques ont été inclus dans l'un des deux nouveaux arrêtés royaux (celui qui porte sur l'autorisation ministérielle), car les lois doivent être aussi simples que possible et comprendre uniquement les éléments essentiels, qui sont ensuite approfondis dans un arrêté royal. L'arrêté contient plusieurs références aux normes de l'ETSI, un organisme de normalisation européen reconnu qui publie des normes applicables dans le monde entier pour les systèmes, les applications et les services s'appuyant sur les TIC. L'ETSI compte plus de 900 membres provenant de 65 pays répartis entre 5 continents. Ses normes sont mondialement reconnues. Les instruments auxquels la Chine fait référence seront pris en compte si et quand l'IBPT le jugera approprié.

2.162. En ce qui concerne le point 1.C ("S'agissant de l'article 105, paragraphe 4, alinéa 1, il est recommandé de préciser la portée de l'interdiction ou des restrictions visant les fournisseurs à haut risque et de décrire la procédure de révocation de la désignation à ce titre."), la Chine a fait observer que la loi adoptée ne précise pas dans quelle mesure et de quelle manière les fournisseurs à haut risque sont interdits ou restreints, ni si et comment la désignation "fournisseur à haut risque" peut être révoquée. Or, le projet notifié dans le document [G/TBT/N/BEL/45](#) précise dans quelle mesure

---

<sup>39</sup> Veuillez consulter la publication CG Publication 01/2020 du Groupe de coopération SRI: "Cybersecurity of 5G networks EU Toolbox of risk mitigating measures", accessible en anglais seulement à l'adresse suivante:

<https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/library/cybersecurity-5g-networks-eu-toolbox-risk-mitigating-measures>.



et de quelle manière les fournisseurs à haut risque sont interdits ou restreints.<sup>40</sup> Ces restrictions varient selon la partie du réseau 5G; ainsi, les différents niveaux de sécurité de ces parties du réseau 5G et des produits devant être fournis sont pris en compte. L'utilisation d'éléments actifs à haut risque (c'est-à-dire des éléments fabriqués par un fournisseur jugé à haut risque), par exemple, est interdite pour certaines parties et est uniquement restreinte pour d'autres parties liées à des zones non sensibles. Le fournisseur à haut risque qui souhaite contester sa désignation à ce titre doit le faire par le biais d'observations écrites et/ou pendant une audition (qui peut être demandée par l'auteur de la demande d'autorisation ministérielle, lequel peut apporter toute l'assistance juridique et technique qu'il juge nécessaire; cela comprend les fournisseurs à haut risque), après un rejet. Un fournisseur à haut risque peut également former un recours contre cet acte juridique administratif devant le Conseil d'État (voir également la réponse de l'UE à la dernière question). La loi adoptée et le projet notifié dans le document [G/TBT/N/BEL/45](#) ne prévoient pas l'établissement d'une liste de fournisseurs à haut risque. La désignation en tant que fournisseur à haut risque dans un cas ne signifie pas systématiquement que le fournisseur sera considéré à haut risque dans un autre cas, et vice versa. Le profil de risque de chaque fournisseur est évalué séparément.

2.163. En ce qui concerne le point 1.D ("S'agissant de l'article 105, paragraphe 4, alinéa 4, il est recommandé d'adopter des critères d'évaluation des risques justes, objectifs et fondés sur des faits."), tous les critères qui s'appliquent lors de l'établissement du profil de risque du fournisseur sont justifiés et expliqués de manière objective et raisonnable dans l'exposé des motifs de la loi adoptée. L'UE renvoie à sa réponse concernant le point 1.A ci-dessus. S'agissant du point 2 ("Pour ce qui est de l'article 105, paragraphe 5, il est recommandé de donner des raisons justifiant l'identification comme fournisseur à haut risque et d'offrir des voies de recours raisonnables."), comme nous l'avons indiqué dans notre réponse précédente, les critères de leur identification sont énoncés à l'article 105, paragraphe 4, de la loi adoptée et constituent le socle de toute évaluation. Quant aux recours, une partie demandant une autorisation ministérielle reçoit un projet de décision, peut présenter des observations par écrit et demander une audition pour laquelle elle peut apporter toute l'assistance juridique et technique qu'elle juge nécessaire (cela comprend les fournisseurs à haut risque), comme le prévoit l'article 105, paragraphe 5, alinéa 2, de la loi adoptée. Un appel de la décision définitive des ministres peut être interjeté auprès du Conseil d'État.<sup>41</sup> Un fournisseur à haut risque peut être à l'origine de cet appel puisque la première phrase de l'article 19 des lois coordonnées sur le Conseil d'État<sup>42</sup> prévoit que cet appel peut être porté par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt. La possibilité de former un recours devant le Conseil d'État est un droit général pouvant être exercé à l'égard de tous les actes juridiques administratifs en Belgique et ne devrait donc pas être à nouveau mentionnée spécifiquement dans la loi ou tout arrêté royal. L'UE tient à remercier de nouveau les autorités chinoises pour leurs observations. Nous sommes convaincus que les réponses communiquées aujourd'hui clarifient suffisamment les questions soulevées et auront une issue positive.

#### **2.1.3.17 Chine – Norme nationale de la République populaire de Chine. Piles et accumulateurs au lithium-ion utilisés dans des équipements électroniques portatifs – Spécifications techniques en matière de sécurité, [G/TBT/N/CHN/1576](#) (ID 706<sup>43</sup>)**

2.164. La délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée reconnaît l'importance pour la Chine de modifier la "Norme nationale de la République populaire de Chine. Piles et accumulateurs au lithium-ion utilisés dans des équipements électroniques portatifs – Spécifications techniques en matière de sécurité (GB 31241)" afin de protéger les consommateurs, et ajoute que les entreprises coréennes s'efforcent de respecter la norme à la lettre. Cependant, le secteur coréen a fait part de ses difficultés à se conformer à la réglementation. Nous aimerions donc relayer les préoccupations des entreprises coréennes. Le 7 mai 2022, la Chine a publié sur le site Web du MIIT (Ministère de l'industrie et des technologies de l'information de la République populaire de Chine) le projet de norme GB 31241 pour approbation. La clause 5.3.1 de ce projet contient des prescriptions en matière de marquage qui ne sont pas harmonisées avec la norme IEC 61960-3. En

<sup>40</sup> Veuillez consulter les articles 2 à 5 du projet notifié sous la cote [G/TBT/N/BEL/45](#). Veuillez toutefois prendre note des explications que nous avons fournies ci-dessus, selon lesquelles le projet notifié sous la cote [G/TBT/N/BEL/45](#) a été révisé en profondeur et sera notifié en temps utile conformément à l'Accord OTC en tant que révision comportant une nouvelle période pour la présentation d'observations.

<sup>41</sup> Veuillez consulter les "lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'État". Le texte français est accessible en ligne à l'adresse suivante:

[http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi\\_loi/change\\_lg\\_2.pl?language=fr&nm=1973011250&la=F](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg_2.pl?language=fr&nm=1973011250&la=F).

<sup>42</sup> Veuillez consulter la note de bas de page précédente pour la référence à la loi concernée.

<sup>43</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 706](#).



ce qui concerne les prescriptions en matière de marquage des piles, nous demandons à la Chine de ne pas s'écarter de la norme internationale et de maintenir la disposition relative aux exceptions telle qu'elle figure dans la réglementation chinoise actuelle (GB 31241-2014, clause 5.3.1) afin de ne pas créer des obstacles non nécessaires au commerce. Si le projet est approuvé et mis en œuvre sans modification, il faudra remplacer les installations de production et retravailler les produits existants uniquement pour les piles destinées à exportées vers la Chine, ce qui serait assez coûteux et long et ferait peser une charge excessive sur le secteur concerné.

2.165. En réponse aux observations antérieures de la Corée et à ses demandes de réexamen de la réglementation, la Chine a répondu qu'"en ce qui concerne l'utilisation sûre des piles et des accumulateurs, les piles ne peuvent pas faire l'objet d'un traçage et d'une identification efficaces sans le marquage nécessaire". Nous sommes reconnaissants envers la Chine pour ses réponses sincères. Cependant, si le marquage des piles a pour objet le suivi et l'identification du produit, nous pensons que, tout comme pour la prescription relative aux piles dont la surface maximale est inférieure à 4 cm<sup>2</sup> (clause 5.3.1 du projet), la Chine peut atteindre ses objectifs en marquant sur la pile les informations minimales nécessaires, à savoir la polarité et le code du fabricant, lequel contient tous les autres renseignements requis, telles que la capacité nominale, la date de fabrication, le numéro de lot, etc. En d'autres termes, nous demandons à la Chine d'envisager de réviser la norme afin d'exiger uniquement le marquage des deux éléments suivants sur la pile: la polarité et le code du fabricant (par exemple un code QR). En outre, si le règlement technique modifié sur le marquage des piles doit être mis en œuvre, nous demandons qu'une période de grâce suffisante de plus d'un an soit accordée, eu égard au temps nécessaire au secteur pour s'adapter à la nouvelle réglementation.

2.166. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Le marquage à des fins d'identification est très important pour l'utilisation sûre des piles et accumulateurs. La pile est effectivement un composant important de l'accumulateur, et, sans les renseignements nécessaires à des fins d'identification, les piles ne peuvent pas faire l'objet d'un traçage et d'une identification efficaces. Des piles dépourvues d'un marquage d'identification convenable ont créé des confusions au niveau de la régulation du marché ces dernières années. Par conséquent, au terme d'une analyse et d'une consultation approfondies réalisées pendant l'élaboration de la norme, nous avons introduit la norme GB 31241-20XX, qui propose des prescriptions pertinentes pour l'identification des piles.

#### **2.1.3.18 Union européenne – Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle (législation sur l'intelligence artificielle) et modifiant certains actes législatifs de l'Union (ID 736<sup>44</sup>)**

2.167. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Nous soutenons les efforts déployés par l'UE pour régir l'intelligence artificielle mais, pour éviter que des obstacles non nécessaires au commerce ne soient créés, la Chine souhaite soulever les préoccupations suivantes. 1. Il est suggéré de restreindre la définition du "système d'intelligence artificielle" en supprimant les points b) et c) de l'annexe I ou en précisant davantage les technologies visées par ces deux points. En premier lieu, le champ de la définition du "système d'intelligence artificielle" que l'on trouve au paragraphe 1) de l'article 3 et à l'annexe I est trop vaste. Le libellé de la définition recouvre un grand nombre d'applications logicielles et il serait déraisonnable de les classer toutes dans la catégorie de l'intelligence artificielle. Par exemple, les approches fondées sur la logique mentionnées au point b) sont couramment utilisées pour la vérification des formulaires remplis, et les "approches statistiques", l'"estimation bayésienne" et les "méthodes de recherche et d'optimisation" mentionnées au point c) sont largement utilisées dans les technologies des récepteurs de tous les systèmes de communication numérique, qui n'ont rien à voir avec l'intelligence artificielle. Par ailleurs, la vaste définition de l'IA se traduit également par un large éventail d'entreprises d'IA présentant un risque élevé; ainsi, le pourcentage d'entreprises visées par ce règlement dépasserait de loin les 10% prévus par la Commission européenne, ce qui alourdirait la charge des entreprises et de l'autorité de réglementation et irait ainsi à l'encontre de l'objectif du texte législatif de l'UE.

2.168. 2. Il est recommandé de préciser l'éventail de composants de sécurité visés par le paragraphe 14) de l'article 3, par exemple en dressant la liste de ces composants. Le composant de sécurité est lié au niveau de risque défini pour les systèmes d'intelligence artificielle, mais la

<sup>44</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 736](#).

définition du composant de sécurité figurant dans le projet n'est pas claire. Éléments de la législation d'harmonisation existante s'inscrivant dans le nouveau cadre législatif, la Directive 2006/42/CE contient une définition sans équivoque des "composants de sécurité", complétée par une liste indicative actualisée à l'annexe V. Il est suggéré de se référer à la Directive 2006/42/CE pour préciser ce qui est entendu par "composants de sécurité" en établissant une liste de ces produits, afin que les fournisseurs puissent déterminer avec exactitude si leur système d'intelligence artificielle est à haut risque ou non. Il est suggéré de rendre publiques dès que possible les directives relatives au classement des pratiques d'intelligence artificielle interdites mentionnées au paragraphe 1) de l'article 5. Le libellé actuel de la définition de ces pratiques est flou et subjectif, ce qui rend difficile la mise en conformité. 4. Il est suggéré de supprimer la prescription "exempts d'erreurs et complets" au paragraphe 3) de l'article 10. Sinon, veuillez clarifier davantage cette définition. Les nouvelles données seront générées lors de la formation sur les systèmes d'IA et de la mise à l'essai de ces systèmes, et les jeux de données seront enrichis après leur commercialisation. Peu de jeux de données pourront respecter le principe "exempts d'erreurs et complets", qui n'est pas compatible avec l'état actuel et l'évolution du secteur de l'IA. Enfin, la loi réglemente les systèmes d'IA sous l'angle de produits traditionnels sans tenir compte des caractéristiques dynamiques du cycle de développement des systèmes d'apprentissage automatique.

2.169. 5. Il est proposé de supprimer l'exigence relative à l'accès au code source qui figure au paragraphe 2 de l'article 64 et au point 4.5 de l'annexe VII. La disposition de l'article 64 selon laquelle "les autorités de surveillance du marché ont accès au code source du système d'IA" ne respecte pas les exigences énoncées au chapitre 2, titre III. Nous sommes d'avis que la vérification systématique et les essais concrets sont suffisants pour identifier et corriger efficacement les résultats néfastes et devraient être les méthodes utilisées pour vérifier si un système d'IA fonctionne comme prévu. On peut prescrire, non pas l'accès au code source du système d'IA, mais plutôt la vérification et les essais connexes pour garantir et renforcer la sécurité des produits d'IA. En outre, l'obligation de fournir le code source s'écarte également de la pratique internationale courante consistant à protéger le code source en tant que secret commercial. 6. Il est suggéré que l'article 70 insiste sur l'obligation de confidentialité pour toutes les données provenant des fournisseurs, de la Commission européenne, des États membres de l'UE et de leurs autorités de surveillance du marché, des organismes de notification et des autres organismes participants, et précise cette obligation. En vertu de cette loi, les fournisseurs de système d'IA sont tenus de fournir de nombreux ensembles de données et documents techniques. Par conséquent, l'UE doit renforcer les contrôles de la sécurité de ces informations à certains égards. 7. Il est suggéré de maintenir les "sanctions" prévues à l'article 71 incompatibles avec le nouveau cadre législatif. Les sanctions prévues dans le nouveau cadre législatif sont généralement réglementées par les États membres, comme le prévoient par exemple les directives RED, LVD et EMC, car "les États membres déterminent le régime des sanctions applicables [...] en cas de violation des dispositions du présent règlement". Dans le cas contraire, il est suggéré de réviser les mesures de calcul des sanctions prévues à l'article 71 et de réévaluer les amendes, afin de faire en sorte que les sanctions soient proportionnées à la performance. Par exemple, il est nécessaire d'envisager la modification des amendes dont le montant est calculé par rapport au "chiffre d'affaires annuel mondial total" pour qu'elles soient établies par rapport au chiffre d'affaires sur le marché de l'UE. En outre, cet article est trop strict au regard des dispositions relatives à la non-conformité (chapitre 2, titre III), et pourrait entraîner des amendes représentant 4% du chiffre d'affaires mondial. Il est suggéré de classer les amendes selon qu'elles relèvent d'exigences essentielles ou d'autres exigences administratives liées au nouveau cadre législatif. Par exemple, en Allemagne, les amendes prévues en cas de non-conformité avec les exigences essentielles sont d'environ 100 000 euros; pour la non-conformité avec les exigences administratives, telles que le marquage CE incorrect, les documents relatifs au contrôle aléatoire qui ne remplissent pas les conditions requises, etc., les amendes seraient d'environ 10 000 euros conformément à la directive RED s'inscrivant dans le nouveau cadre législatif.

2.170. 8. Il est suggéré de modifier les dispositions de l'annexe VII en faisant référence à la Décision n° 768/2008/CE. À l'annexe VII, la conformité fondée sur l'évaluation du système de gestion de la qualité et l'évaluation de la documentation technique ne fait pas référence à l'évaluation de la conformité définie dans le nouveau cadre législatif. En vue d'assurer l'intégration du nouveau cadre législatif, il est suggéré de modifier les dispositions de l'annexe VII en faisant référence à la Décision n° 768/2008/CE, par exemple en citant textuellement le module H de cette décision. 9. Il est proposé d'ajouter une période de transition de 48 mois au chapitre 2. La présomption de conformité au titre du chapitre 2, titre III, sera appliquée par le fournisseur après publication des normes harmonisées. Les organismes de normalisation ont généralement besoin de plus de 36 mois pour établir de nouvelles normes, et il faut compter 12 mois supplémentaires pour adapter les

produits et les systèmes, conduire les évaluations de la conformité et préparer tous les documents requis.

2.171. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne (UE) tient à remercier la République populaire de Chine pour ses observations sur la notification distribuée sous la cote [G/TBT/N/EU/850](#), "Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle (législation sur l'intelligence artificielle) et modifiant certains actes législatifs de l'Union". Le 8 juillet 2022, l'UE a fourni une réponse écrite détaillée aux observations reçues. L'UE souhaite répondre comme suit aux préoccupations exprimées par la Chine. 1. En ce qui concerne la portée de la définition de l'IA, la Commission souhaitait proposer une définition aussi neutre sur le plan technologique et pérenne que possible, afin qu'elle puisse s'appliquer aux systèmes résultant de l'innovation et de l'évolution du marché. La définition figurant dans le projet notifié s'appuie sur la définition internationalement reconnue de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), avec quelques ajustements mineurs, comme l'inclusion de la notion de "contenu" (systèmes d'IA générative) et l'ajout d'une annexe comprenant la liste des techniques et approches. L'annexe vise à fournir une sécurité juridique aux opérateurs et à soutenir le caractère dynamique de la définition générale, dans la mesure où la Commission peut mettre à jour la liste et clarifier sa portée lorsque cela est nécessaire en raison de l'évolution des technologies et du marché. Il est important de noter que, pour être considéré comme un produit d'IA aux fins du projet notifié, le système doit correspondre à la définition "fonctionnelle" de l'article 3, paragraphe 1, du projet notifié. En particulier, il est nécessaire que le système "[puisse], pour un ensemble donné d'objectifs définis par l'homme, générer des résultats tels que des contenus, des prédictions, des recommandations ou des décisions influençant les environnements avec lesquels il interagit". Cette capacité pourrait résulter de l'utilisation d'une approche d'apprentissage, mais également d'autres approches énumérées à l'annexe I, par exemple le raisonnement ou la modélisation. Le considérant 6 précise en outre que les systèmes d'IA peuvent être conçus pour fonctionner à différents niveaux d'autonomie. L'analyse d'impact accompagnant le projet notifié souligne l'objectif de couvrir avec la définition proposée non pas tous les systèmes logiciels, mais ceux qui posent des difficultés particulières liées à la complexité, à l'opacité et à un certain degré d'autonomie ou d'imprévisibilité.

2.172. 2. Tout en s'appuyant essentiellement sur les définitions énoncées dans la législation communautaire pertinente en matière de sécurité (par exemple pour les machines et les installations à câbles), la définition de "composant de sécurité" est large de manière à couvrir les systèmes d'IA ayant une incidence sur la sécurité des produits à haut risque, qu'ils soient intégrés ou non. Le cas échéant, la Commission pourra, à l'avenir, publier des directives sur cette question afin de garantir la sécurité juridique dont les opérateurs ont besoin. 3. Le libellé des interdictions relatives aux pratiques préjudiciables figurant à l'article 5 fait appel à des concepts qui ne sont pas nouveaux dans le droit de l'Union européenne. Ils ont déjà été utilisés dans d'autres actes juridiques de l'UE (par exemple la Directive (UE) 2019/21612 et la Directive (UE) 2018/18083). 4. S'agissant des jeux de données "exempts d'erreurs et complets", l'article 8 précise que toutes les exigences doivent être satisfaites à la lumière de la destination du système d'IA et du système de gestion des risques, en tenant compte des risques acceptables et en se limitant à ce qui est faisable en fonction de l'état de la technique (paragraphe 3 et 4 de l'article 9 du projet notifié). L'UE prend note de la suggestion concernant la clarification supplémentaire. 5. Le projet notifié protège clairement le code source en tant que propriété intellectuelle (voir le paragraphe 1, alinéa a), de l'article 70 en liaison avec la Directive 2009/24/CE sur la protection juridique des programmes d'ordinateur). Sur cette base, le paragraphe 2 de l'article 64 dispose que l'accès au code source dépend de deux conditions strictes et cumulatives: 1) les autorités de surveillance du marché doivent avoir formulé une demande motivée; et 2) l'accès doit être nécessaire pour évaluer la conformité du système d'IA à haut risque avec les exigences énoncées au titre III, chapitre 2, du Règlement sur l'IA. Ces conditions établissent un équilibre entre la protection des droits de propriété intellectuelle et la protection de la sécurité pour la sauvegarde d'intérêts publics importants, conformément aux engagements pris par l'UE dans le cadre des Accords de l'OMC.

2.173. 6. L'article 70 impose déjà aux autorités nationales compétentes et aux organismes notifiés associés à l'application du Règlement sur l'IA de respecter la confidentialité des informations et des données obtenues dans l'exécution de leurs tâches et activités. Cette disposition s'applique également aux autres autorités ou organismes publics nationaux qui supervisent ou font respecter les obligations au titre du droit de l'UE visant à protéger les droits fondamentaux et qui pourraient avoir accès aux documents techniques (paragraphe 6 de l'article 64). En outre, le Règlement sur la

surveillance du marché (Règlement (UE) 2019/10205) s'applique dans son intégralité aux activités de surveillance du marché exercées en vertu du projet notifié. Au titre de l'article 17 du Règlement sur la surveillance du marché, les autorités de surveillance du marché doivent respecter les principes de confidentialité et de secret professionnel et commercial, et l'article 18 précise les droits procéduraux des opérateurs en ce qui concerne toute mesure prise par les autorités de surveillance du marché. En outre, le recours judiciaire effectif et le règlement des litiges sont régis par le droit administratif de l'État membre concerné. Le respect des droits de propriété intellectuelle dans l'UE est garanti en conformité avec la Directive 2004/48/CE relative au respect des droits de propriété intellectuelle.

2.174. 7. Le système de sanctions prévu dans le projet notifié s'inspire du modèle présenté dans le nouveau cadre législatif, mais aussi d'autres textes législatifs, comme le Règlement général sur la protection des données. De ce fait, les États membres demeurent responsables de l'établissement des règles relatives aux sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions du projet notifié, y compris les amendes administratives. Toutefois, des éléments d'harmonisation sont fournis, notamment pour le plafonnement des amendes et les types d'infractions correspondantes. La référence au "chiffre d'affaires annuel mondial total" est conforme à la législation déjà applicable dans le domaine de la protection des données (Règlement général sur la protection des données). Le plafond est de 4%, mais il appartient aux États membres de prévoir dans la législation nationale le montant applicable à l'infraction concernée. 8. L'UE prend acte de la suggestion de réviser l'annexe VII en référence à la Décision n° 768/2008/CE, mais note qu'il est nécessaire de tenir compte des spécificités de l'IA. 9. Enfin, l'UE prend note de la suggestion relative à la période de transition, mais estime que cette période est suffisante pour permettre au secteur de s'adapter au nouveau texte législatif. L'UE tient à remercier encore une fois les autorités chinoises pour les observations qu'elles ont formulées sur le projet notifié et espère que ces réponses clarifient suffisamment les points soulevés.

#### **2.1.3.19 Sri Lanka – Règlement national n° 1 de 2021 sur l'environnement (normes d'identification des matières plastiques) (ID 711<sup>45</sup>)**

2.175. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Le 21 janvier 2021, le Ministère de l'environnement a publié au Journal officiel de la République socialiste démocratique de Sri Lanka le Règlement national n° 1 de 2021 sur l'environnement (normes d'identification des matières plastiques). Sri Lanka n'a pas encore notifié ce Règlement au Comité OTC de l'OMC. Nous sommes reconnaissants à Sri Lanka de bien vouloir échanger sur nos préoccupations, et notamment d'avoir communiqué les observations du Ministère de l'environnement au gouvernement et au secteur des États-Unis en février 2022. Nous sommes encouragés que Sri Lanka ait confirmé qu'elle prendra les mesures nécessaires pour notifier le Règlement, ainsi que toute directive de mise en œuvre, au Comité OTC de l'OMC avant leur application. Bien que nous comprenions les objectifs réglementaires de Sri Lanka, nous demandons des éclaircissements supplémentaires sur la vaste portée, le libellé vague et les prescriptions en matière d'étiquetage potentiellement lourdes du Règlement. Par exemple, le Règlement et le projet de directives de mise en œuvre ne contiennent pas d'indications sur la taille, l'emplacement, la couleur, l'impression ou l'apposition de ces symboles sur les produits et/ou emballages ni de renseignements sur la méthode utilisée pour évaluer la conformité avec le Règlement. Les précisions apportées dans le projet de directive de mise en œuvre soulèvent des questions supplémentaires concernant les produits qui devraient être visés par le Règlement selon Sri Lanka et n'excluent pas explicitement les matières plastiques utilisées dans la fabrication des produits électroniques.

2.176. Sri Lanka peut-elle préciser comment elle répondra à ces préoccupations lors de la mise en œuvre du Règlement, et notamment indiquer si le Règlement ou les directives de mise en œuvre prévoiront les exemptions aux prescriptions en matière d'étiquetage demandées par le secteur? Sri Lanka peut-elle également délimiter le champ d'application prévu du Règlement, et notamment indiquer si le Règlement s'applique uniquement aux produits finis ou à tous les composants et emballages en plastique? Nous encourageons Sri Lanka à élaborer toute mesure d'application de ce règlement sur la base des normes internationales existantes pour l'identification des matières plastiques, y compris celles utilisées dans la fabrication des emballages. Par exemple, les normes ASTM D7611/D7611M et DIN 6120 sont largement acceptées pour les emballages en plastique utilisés par le secteur à l'échelle mondiale. Les États-Unis se félicitent que Sri Lanka ait pris en compte ces observations. Nous attendons avec intérêt des précisions sur l'application du

<sup>45</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 711](#).

Règlement et de ses directives de mise en œuvre, ainsi que sur la notification OTC à l'OMC par Sri Lanka.

2.177. En réponse, la délégation de Sri Lanka a communiqué la déclaration suivante. Nous tenons à remercier la délégation des États-Unis de l'intérêt qu'elle porte au Règlement national n° 1 de 2021 sur l'environnement (normes d'identification des matières plastiques) publié au Journal officiel n° 2211/50 du 21 janvier 2021. Ce règlement a été publié, mais n'a pas encore été appliqué, car les directives de mise en œuvre n'ont pas encore été finalisées. La Direction centrale de l'environnement a rédigé des directives de mise en œuvre en consultation avec le secteur. Ma délégation souhaite mentionner que le Ministère de l'environnement a tenu une réunion bilatérale avec l'Ambassade des États-Unis à Colombo pour discuter plus avant de cette question en janvier 2022. Après la réunion, le projet de directives a été communiqué à l'Ambassade des États-Unis pour qu'elle puisse faire part de ses observations.

2.178. En outre, les autorités mènent actuellement des consultations avec les chambres de commerce et divers groupes industriels avant de présenter le projet au Comité d'experts en matières plastiques présidé par la Direction centrale de l'environnement, qui formulera les directives finales. À l'issue de ce processus, les autorités prendront les dispositions nécessaires pour intégrer les directives finales dans le Règlement national n° 1 de 2021 sur l'environnement (normes d'identification des matières plastiques). Sri Lanka prendra ensuite les mesures nécessaires pour notifier le Règlement final, ainsi que les directives de mise en œuvre, au Comité OTC afin que les Membres puissent faire part de leurs observations avant leur application légale. Ma délégation a pris bonne note des préoccupations exprimées aujourd'hui par la délégation des États-Unis, qui seront transmises à nos points de contact nationaux pour examen.

**2.1.3.20 Brésil – Règlement technique n° 14 du 8 février 2018, qui établit les normes officielles supplémentaires concernant l'identité et la qualité pour le vin et les dérivés du raisin et du vin, ainsi que les prescriptions applicables, et Règlement technique n° 48 du 31 août 2018, publié au Journal officiel le 10 septembre 2018, [G/TBT/N/BRA/613](#), [G/TBT/N/BRA/613/Rev.1/Add.1](#), [G/TBT/N/BRA/956](#) (ID 568<sup>46</sup>)**

2.179. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne tient à remercier le Brésil d'avoir notifié le projet de règlement technique sur les normes d'identité et de qualité pour le vin et les dérivés du raisin et du vin, et à indiquer que ses observations écrites ont été envoyées au Brésil le 7 décembre 2021. L'Union européenne souhaite connaître le calendrier des étapes suivantes de la procédure de révision du règlement technique, en particulier les dates prévues de la publication des réponses aux observations reçues lors de la consultation publique et du processus de notification OTC, de l'audience publique annoncée et de la publication et de la notification au Comité OTC du règlement révisé. L'Union européenne souhaite rappeler brièvement ses principales préoccupations d'ordre général et renvoyer pour plus de détails à ses observations écrites. Premièrement, l'UE aimerait demander au Brésil de bien vouloir s'abstenir, dans le cadre de la révision en cours, d'allonger encore la liste déjà longue des paramètres analytiques, dont un grand nombre s'écartent des recommandations de l'Organisation internationale de la vigne et du vin. Afin d'éviter de créer des obstacles au commerce non nécessaires, il importe de préciser que les nouveaux paramètres n'ont pas à être certifiés pour les vins importés, et de garantir que les méthodes d'analyse employées par le Brésil vis-à-vis des nouveaux paramètres sont compatibles avec les recommandations de l'OIV.

2.180. Deuxièmement, l'UE voudrait inviter le Brésil à s'efforcer de résoudre, à l'occasion de la révision en cours, la question de la classification des vins mousseux en fonction de la teneur en sucre, qui se pose depuis longtemps et fait actuellement l'objet de discussions au sein de l'OIV, et à s'aligner entre-temps sur la méthode d'analyse du glucose et du fructose de l'OIV pour la détermination de la teneur en sucre. Comme elle l'a fait à de précédentes réunions du Comité OTC, l'Union européenne souhaiterait encourager le Brésil à rechercher un consensus international dans le cadre de l'OIV sur les questions pertinentes pour nos échanges bilatéraux, telles que les catégories de vins mousseux en fonction de la teneur en sucre, les preuves documentaires relatives à l'importation et la liste des paramètres analytiques concernant les importations. L'Union européenne salue les efforts dont a précédemment fait preuve le Brésil pour faciliter la mise en œuvre de sa réglementation sur les vins par les importateurs. Cependant, le Brésil est invité à utiliser autant que possible les recommandations de l'OIV lors de la révision des réglementations techniques pertinentes

<sup>46</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 568](#).



et à supprimer les prescriptions actuelles qui ne sont pas conformes aux normes de l'OIV relatives à l'identité et à la qualité des vins et aux teneurs maximales fixées. L'Union européenne est prête à travailler sur la révision en cours avec le Brésil dans un cadre bilatéral, le prie de prendre en considération les observations écrites de l'UE, et espère avoir la possibilité d'examiner le projet de règlement révisé.

2.181. La délégation du Pérou a communiqué la déclaration suivante. Le Pérou remercie le Brésil de lui donner la possibilité de présenter des observations sur le projet de règlement portant établissement des normes d'identité et de qualité, et des règles complémentaires relatives à l'étiquetage et au procédé de production, applicables au vin et aux dérivés du raisin et du vin, publié dans l'Arrêté SDA n° 411 et notifié dans le document [G/TBT/N/BRA/613/Add.3](#) du 18 octobre 2021. À cet égard, le Pérou invite le Brésil à répondre aux observations transmises par courrier électronique au point de contact OTC/OMC du Brésil le 7 décembre 2021, dont nous avons rappelé la teneur le 14 février 2022. Le Pérou a déclaré que le Brésil devait mettre ses normes en conformité avec le Règlement sur l'appellation d'origine "pisco" (RDOP), notamment en ce qui concerne les paramètres analytiques. Par exemple, le projet établit un titre minimal d'alcool anhydre de 150 mg/100 ml pour les alcools supérieurs contre 60 mg/100 ml dans le RDOP. Nous serions donc reconnaissants au Brésil de nous informer de l'avancement de l'étude de nos observations et du projet de règlement notifié.

2.182. En réponse, la délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil tient à remercier l'Union européenne de sa déclaration et à rappeler que l'Arrêté n° 346 du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement alimentaire (MAPA), publié le 1<sup>er</sup> juillet 2021, a ouvert les consultations au public sur un projet de règlement portant établissement des normes d'identité et de qualité et de règles complémentaires concernant l'étiquetage et le processus de production du vin et des vins dérivés du raisin. En réponse aux demandes formulées par de nombreuses parties prenantes, le Brésil a prolongé jusqu'au 7 décembre le délai prévu pour la présentation d'observations, ce qui a été notifié sous la cote [G/TBT/N/BRA/613/Add.3](#). Le Brésil accueille avec intérêt les observations reçues de l'UE et d'autres Membres au sujet de cette notification, observations qui tiennent une place importante dans l'amélioration de la réglementation brésilienne s'appliquant au vin, au raisin et à leurs produits. Nous avons répondu aux observations et préparons actuellement le document contenant les réponses qui sera diffusé. Nous confirmons également que le projet de règlement sera modifié à la suite de la consultation publique et qu'une audience publique sera organisée afin que toutes les parties intéressées aient de nouveau la possibilité de l'examiner. Ces dernières auront une nouvelle fois la possibilité de formuler des observations et des suggestions concernant le projet de règlement. Nous ne sommes toutefois pas en mesure d'estimer les dates des prochaines étapes. Le Brésil apprécie les suggestions et les observations de l'Union européenne, des États-Unis et de tous les autres partenaires concernant le règlement technique concernant l'identité et la qualité du vin, du raisin et de leurs produits, et est certain que, grâce à ce processus réglementaire ouvert et transparent, toutes les demandes de renseignements seront dûment traitées et que tous les doutes qui pourraient subsister seront dissipés.

#### **2.1.3.21 Chine – Loi sur la cybersécurité (ID 526<sup>47</sup>)**

2.183. La délégation de l'Union européenne a fait la déclaration suivante. L'UE souhaiterait rappeler les déclarations qu'elle a formulées lors de réunions précédentes du Comité OTC au sujet de la Loi sur la cybersécurité, indiquant que la portée des prescriptions est vague étant donné que les termes essentiels n'ont toujours pas été définis de façon suffisamment détaillée. L'UE souhaiterait demander des éclaircissements concernant plusieurs des mesures d'application de cette Loi. Par exemple, le Comité technique national de la normalisation de la sécurité de l'information (aussi appelé TC260) a publié un projet de brève directive (non contraignante) sur l'identification des "données importantes" (la Directive en matière d'identification). Le concept de "données importantes" a initialement été introduit par la Loi sur la cybersécurité et a plus récemment été consacré dans la Loi sur la sécurité des données. Pourtant, cette expression n'a jamais été parfaitement définie. Au titre de la Loi sur la sécurité des données, les organismes de réglementation régionaux et sectoriels ont déjà été chargés d'élaborer des catalogues de "données importantes" pour leur secteur respectif. La Directive en matière d'identification, publiée le 13 janvier 2022, est la première étape de la mise en œuvre de ce système national de classification pour les "données importantes". L'UE encourage

---

<sup>47</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 526](#).



vivement la Chine à poursuivre la mise en place de ces directives au plus vite et à prendre en compte les observations qu'elle a présentées au cours de la consultation publique.

2.184. L'Union européenne a pris note de la publication de l'appel à observations au sujet du "(projet de) mesures sur l'évaluation de la sécurité des transferts de données sortantes" par l'Administration du cyberspace de la Chine (CAC). La circulation transfrontières des renseignements est l'élément moteur de l'économie mondiale actuelle. Les transferts transfrontières de données dotés d'une protection donnent aux entreprises et aux consommateurs un accès aux meilleurs services et technologies disponibles, quel que soit l'endroit du monde où ces ressources se trouvent. Le transfert fiable et homogène des renseignements favorise la croissance de l'économie numérique mondiale ainsi que l'expansion du commerce international. Les entreprises doivent être en mesure de transférer efficacement des données par-delà les frontières afin de répondre aux besoins des consommateurs, de leur fournir des biens et services, de traiter les paiements et d'offrir un service d'aide au client. Il est essentiel que les cadres réglementaires relatifs aux données permettent aux entreprises de se concurrencer à l'échelle mondiale, favorisent la création de nouveaux modèles d'activité et assurent des conditions de concurrence équitables, tout en fournissant une sécurité et une stabilité juridiques ainsi qu'en veillant à la protection des données personnelles. À l'inverse, l'UE croit comprendre que les "Mesures relatives à l'évaluation de la sécurité des données exportées" imposeraient d'importantes prescriptions en matière de données et de localisation des serveurs, notamment au titre de la sécurité nationale, qui pourraient couvrir tous les secteurs de l'économie. De telles contraintes pourraient limiter sérieusement les transferts transfrontières de données. En outre, nous craignons qu'elles désavantagent les opérateurs étrangers par rapport aux opérateurs locaux. La portée de certaines des dispositions reste floue et il n'est pas possible de déterminer quels types de données et de transferts seraient visés par la mesure. De plus, certains des termes employés dans la mesure ne sont pas bien définis. Ces termes peuvent être définis dans d'autres législations, mais les préoccupations que nous avons soulevées à leur égard s'appliqueraient aussi ici. Ces préoccupations concernent, par exemple, les expressions sujettes à interprétation, en particulier les concepts vagues tels que "données importantes" et "infrastructure d'information essentielle". Il serait important que ces questions soient réglées afin d'assurer une sécurité juridique. L'UE encourage vivement la Chine à tenir compte des observations qu'elle a présentées au cours de la consultation publique.

2.185. L'Union européenne a aussi pris note du Règlement relatif à la protection de la sécurité des infrastructures d'information essentielles, qui est entré en vigueur en septembre 2021. Le Règlement fournit des détails attendus depuis longtemps au sujet du mode de désignation des opérateurs d'infrastructures d'information essentielles et des responsabilités qui leur incomberont s'agissant de protéger la sécurité des réseaux qu'ils mettent en place et exploitent. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur la cybersécurité en 2017, les entreprises de l'UE n'ont pas obtenu de certitudes quant à la question de savoir si elles seraient considérées comme des opérateurs d'infrastructures d'information essentielles et donc si elles et/ou leurs clients seraient soumis à des obligations réglementaires en matière de sécurité des données, de passation de marchés, de flux de données transfrontières et autres. Toutefois, le nouveau Règlement ne résout pas le chevauchement entre le système sur la sécurité du réseau, administré par le Ministère de la sécurité publique et connu sous le nom de dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS, désormais mis à jour pour passer à la version MLPS 2.0) et le régime de protection des infrastructures d'information essentielles. L'UE invite instamment la Chine à établir une distinction claire entre les obligations de conformité – en particulier en ce qui concerne la passation de marchés de produits et de services – applicables aux infrastructures d'information essentielles, d'une part, et aux réseaux relevant d'un niveau supérieur au niveau 3 du MLPS, d'autre part, car, en réalité, ces deux séries d'obligations sont de plus en plus traitées comme équivalentes. Elle appelle la Chine à appliquer ces dispositions de manière non discriminatoire en respectant les principes de proportionnalité, de nécessité et de neutralité technologique et en garantissant une protection adéquate de la propriété intellectuelle (PI). L'UE demande à la Chine de notifier à l'OMC les projets de mesures concernant toute mise en œuvre sectorielle.

2.186. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon reste préoccupé au sujet de la Loi sur la cybersécurité de la Chine et renvoie à la déclaration qu'il a faite précédemment à la dernière réunion du Comité OTC en mars 2022. Il est également préoccupé par la réglementation et les lignes directrices connexes, telles que la Directive sur l'identification des données importantes que la Chine a publiées à des fins de consultation publique en janvier 2022. Il aimerait renvoyer la Chine aux observations qu'il a faites, telles que celles concernant sa demande d'éclaircissements sur l'identification des données essentielles, présentée par le gouvernement japonais à des fins de

consultation publique. Il souhaiterait demander à la Chine de notifier le règlement et lignes directrices d'application au Comité OTC et de prendre en compte les observations faites par les parties prenantes. De plus, il souhaiterait demander à la Chine de ménager un délai suffisant entre la finalisation des règlements et leur entrée en vigueur, et de mettre en œuvre ces mesures de manière transparente.

2.187. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie réaffirme sa position antérieure concernant la Loi chinoise sur la cybersécurité et les lois connexes, y compris au sujet de la Loi sur la protection des informations personnelles et de la Loi sur la sécurité des données. Comme nous l'avons expliqué dans les communications de l'Australie dans le cadre des consultations menées par la Chine au sujet de ce qui était des projets de lois, nous nous félicitons de plusieurs révisions apportées à chacun de ces textes. L'Australie demeure toutefois préoccupée par la version définitive de la législation, en particulier pour ce qui est de l'extraterritorialité, des mesures de représailles commerciales, du coût de la mise en conformité pour les entreprises et de la portée générale. Nous continuons de craindre que les dispositions figurant dans ces lois puissent créer des incompatibilités avec les règles de l'OMC. Nous notons que toute mesure ou contre-mesure prise en vertu de ces lois ne devrait être appliquée que conformément aux obligations contractées par la Chine dans le cadre de l'OMC. Nous demeurons également préoccupés par le manque de clarté s'agissant des définitions, de la compétence et de plusieurs autres éléments fondamentaux qui permettraient aux entreprises exerçant des activités en Chine de pleinement comprendre et mettre en œuvre leurs nouvelles obligations. Nous continuons de demander instamment à la Chine de tenir compte des préoccupations des milieux d'affaires et des Membres dans la mise en œuvre de ces mesures et l'élaboration de futures mesures. Nous espérons continuer de collaborer étroitement avec la Chine sur ces questions.

2.188. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada tient à réitérer ses préoccupations au sujet de la série de lois et règlements d'application connexes de la Chine en matière de cybersécurité et de cryptographie/cryptage, qui crée une certaine confusion et rend la tâche plus difficile pour les entreprises devant s'y conformer, car leur portée ainsi que leur interaction et leur compatibilité avec les principes de l'Accord OTC restent floues. En outre, le Canada souhaiterait demander de nouveau quand les mesures seront notifiées. S'agissant du Guide pratique des normes de cybersécurité – Spécifications techniques relatives à la certification du traitement transfrontières des informations personnelles, le Canada apprécie les efforts consentis par la Chine pour apporter des éclaircissements sur les voies que l'article 38 de la Loi sur la protection des informations personnelles prévoit pour le transfert transfrontières d'informations personnelles, par le biais de "spécifications techniques relatives à la certification" applicables à titre facultatif, qui sont incluses dans le projet de guide pratique des normes de cybersécurité, publié le 7 avril 2022. Cependant, cette certification, en tant que voie parallèle à l'évaluation de la sécurité, crée des prescriptions additionnelles en matière de transferts transfrontières de données, par rapport au traitement national des transferts de données, ce qui soulève des préoccupations importantes concernant la cohérence avec les principes de traitement national, de nécessité et d'objectif légitime.

2.189. S'agissant du Règlement relatif à la protection de la sécurité des infrastructures d'information essentielles, des mesures d'examen de la cybersécurité, du projet de Règlement sur la sécurité des données de réseau ainsi que du projet de mesures relatives à l'évaluation de la sécurité des transferts transfrontières de données, le Canada tient à réitérer les points de vue et les observations qu'il a formulés en novembre 2021 et en mars 2022 lors des réunions du Comité OTC.

2.190. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis demeurent très préoccupés par la série de mesures prises par la Chine en matière de cybersécurité et de cryptographie. Comme nous l'avons indiqué lors des précédentes réunions du Comité OTC, ces mesures génèrent des inquiétudes graves pour les entreprises des États-Unis, liées à l'enchevêtrement de prescriptions relatives aux systèmes d'évaluation de la conformité pour les essais de sécurité, aux règlements techniques ainsi qu'à un mécanisme de classification à plusieurs niveaux qui établit des prescriptions incluant des normes obligatoires et des essais pour l'achat de marchandises TIC dans un grand nombre de secteurs commerciaux. La Loi sur la cybersécurité de la Chine est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2017, en dépit de graves préoccupations que les États-Unis et de nombreux acteurs internationaux avaient longtemps exprimées. Depuis lors, la Chine a continué d'élaborer et, dans certains cas, de parachever des mesures d'application connexes qui sont parfois de portée générale et parfois sectorielles.

2.191. Nous avons de nombreuses préoccupations au sujet de la Loi sur la cybersécurité de la Chine et des mesures connexes, qui imposent aux produits TIC étrangers des conditions de vaste portée ayant un fort effet restrictif sur le commerce, sous la forme de prescriptions relatives aux produits "sûrs et contrôlables", dont le respect est assuré par des vérifications dans le cadre du régime d'examen de la cybersécurité. Ces prescriptions reposent en grande partie sur une mise à jour et une expansion prévues du dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) du Ministère de la sécurité publique. Le projet de mesures de la Chine du 25 janvier 2018 intitulé "Technologie de sécurité de l'information – Lignes directrices pour le classement du niveau de protection de la cybersécurité" en est un exemple: il semble reprendre et développer le MLPS de la Chine. Plus récemment, en février 2022, les États-Unis ont fourni des observations officielles à la Chine sur son projet "Exigences techniques de sécurité applicables aux produits de cybersécurité spécialisés" notifié sous la référence [G/TBT/N/CHN/1649](#). La réponse de la Chine, bien qu'appréciée, amplifie certaines préoccupations existantes des États-Unis concernant la protection des secrets commerciaux et les exigences en matière de renseignements commerciaux confidentiels (RCC), de stockage des données et de transfert transfrontières des données. Les États-Unis et d'autres Membres ont fait état de nombreuses autres préoccupations dans leurs interventions lors de précédentes réunions du Comité OTC.

2.192. De plus, les États-Unis réaffirment leurs graves préoccupations concernant la Loi de la Chine sur le cryptage, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Ils craignent que cette loi n'impose des contraintes relatives à la cryptographie potentiellement vastes et très restrictives pour le commerce des produits TIC étrangers. Étant donné que ces questions sont complexes d'un point de vue technique et que l'approche adoptée par la Chine est nouvelle et pourrait avoir de vastes répercussions sur le secteur commercial, les États-Unis demandent à la Chine de mener des consultations approfondies avec le gouvernement des États-Unis, d'autres Membres de l'OMC et les parties prenantes du monde entier. Nous demandons également à la Chine de donner aux parties intéressées des possibilités de présenter des observations sur les versions révisées des projets de normes et sur toutes les autres mesures d'application liées à la Loi sur la cybersécurité. Étant donné que ces normes et mesures peuvent avoir un impact important et ont suscité de sérieuses préoccupations, il est essentiel que la Chine fasse résolument en sorte de collaborer avec toutes les parties intéressées et tienne compte de leurs observations avant d'adopter les projets tels qu'ils sont rédigés. Nous continuerons de suivre de près la mise en œuvre de la Loi sur la cybersécurité et des mesures connexes par la Chine, ainsi que la Loi sur le cryptage. Nous attendons avec intérêt de poursuivre ce dialogue important avec vous.

2.193. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Loi sur la cybersécurité vise à préserver la souveraineté, la sécurité nationale et l'intérêt public de la Chine dans le cyberspace ainsi qu'à protéger les droits et intérêts légitimes des citoyens, des personnes morales et des autres organismes. Elle ne limite pas l'entrée des entreprises, technologies et produits étrangers sur le marché chinois, ni ne restreint la circulation légale, ordonnée et libre des données. Depuis sa mise en œuvre, la Loi sur la cybersécurité a joué un rôle important pour la protection de la cybersécurité, de la souveraineté nationale de la Chine dans le cyberspace et des droits et intérêts légitimes des citoyens. Elle a efficacement renforcé les connaissances en matière de cybersécurité et amélioré les compétences de protection dans ce domaine, offrant ainsi une garantie de sécurité pour le développement de l'industrie et des technologies de réseau en Chine.

**2.1.3.22 Union européenne – Règlement relatif aux dispositifs médicaux (MDR) et Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (IVDR), [G/TBT/N/EU/71/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/72](#), [G/TBT/N/EU/72/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/845](#) (ID 594<sup>48</sup>)**

2.194. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine remercie l'UE d'avoir reporté la date d'application du Règlement relatif aux dispositifs médicaux (MDR) et d'avoir ajusté la période transitoire du Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (IVDR). Toutefois, compte tenu du rôle réglementaire important des règlements susmentionnés sur les dispositifs médicaux et les dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro*, la Chine propose ce qui suit: 1. Nous encourageons l'UE à proroger d'un an de plus la validité des certificats émis par les organismes notifiés au titre de la Directive relative aux dispositifs médicaux (DDM) et de la Directive sur les dispositifs médicaux implantables actifs (DDMIA). Pour les raisons exposés ci-après, la validité des certificats pourrait être prorogée jusqu'au 26 mai 2025, pour autant qu'ils soient en

<sup>48</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 594](#).

cours de validité avant la date limite du 26 mai 2021, sauf si des changements majeurs sont intervenus dans les produits: À l'heure actuelle, les organismes notifiés sont confrontés à une pression sans précédent en matière de certification au titre du MDR pour les dispositifs médicaux déjà mis sur le marché et devant l'être. En outre, de nouvelles prescriptions d'audit sont ajoutées au MDR, ce qui prolonge considérablement la durée du cycle d'audit et ralentit le processus de certification. Par conséquent, il est suggéré de proroger la validité du certificat précédent jusqu'au 26 mai 2025.

2.195. 2. Nous aimerions encourager l'UE à envisager la publication de lignes directrices concernant l'étiquetage sous marque propre pour accompagner le Règlement relatif aux dispositifs médicaux (MDR), afin de simplifier les procédures d'évaluation de la conformité des nouveaux produits des fabricants d'équipements d'origine (OEM) et des producteurs de concepts d'origine (ODM), en permettant ainsi aux organismes notifiés de reconnaître directement les demandes faites par les marques propres par le biais de certificats OEM/ODM-MDR, en ajustant les responsabilités de ces marques dans le cadre de l'article 16:1 a) du MDR, ou en permettant à l'ODM de fournir directement les documents techniques de base à l'autorité de certification. Les OEM, ODM et marques propres existent largement et évoluent vers différents modes de combinaison en raison de la division internationale du travail. Afin de protéger les technologies de base et les droits de propriété intellectuelle des fabricants d'équipements d'origine, les deux conditions communes ci-après doivent être prises en compte lors de la recertification: 1) S'agissant des conditions que doit remplir l'OEM/ODM dont l'équipement d'origine a été approuvé par les organismes notifiés: la marque propre n'a plus besoin de fournir tous les documents techniques des produits des OEM/ODM, en particulier les technologies de base de l'OEM/ODM. La Chine recommande que les organismes notifiés chargés des marques propres puissent reconnaître le rapport d'audit et le certificat émis par les organismes notifiés dont relèvent les OEM/ODM. Nous estimons que la reconnaissance mutuelle entre différents organismes de certification peut simplifier les procédures d'évaluation de la conformité. 2) S'agissant des conditions que doit remplir l'ODM dont l'équipement d'origine n'a pas été approuvé par les organismes notifiés: la marque propre n'a pas besoin de fournir tous les documents techniques des produits de l'ODM, en particulier les technologies de base de l'ODM. La marque propre pourrait établir un indice contenant les technologies de base des produits de l'ODM. Si nécessaire, l'ODM peut fournir directement les documents techniques de base aux organismes désignés par la marque propre en vue d'audits sur site/hors site. 3) Il est suggéré de modifier et de simplifier les obligations auxquelles doit satisfaire la marque propre, et de renforcer la surveillance de ses produits après la mise sur le marché. Par exemple, pour simplifier les prescriptions concernant la documentation et la supervision dans le cadre de la Directive relative aux dispositifs médicaux (DDM) portant la cote NB-MED/2. 5.5/Rec 5 Évaluation de la conformité de l'étiquetage des marques propres, il n'est pas raisonnable de demander à la marque propre d'assumer l'intégralité des responsabilités des fabricants.

2.196. 3. Normaliser les exigences et les délais parmi tous les Membres pendant la période de transition du Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (IVDR) lors de l'utilisation du certificat de vente libre pour les produits relevant de la Directive relative aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (IVDD). Pendant la période de transition, de nombreux produits sont confrontés à la coexistence de l'IVDR et de l'IVDD, ce qui entraîne une confusion en matière de certification. Les prescriptions en matière de certificat de vente libre sont très différentes d'un État membre à l'autre. 4. Accélérer la mise au point des modules pertinents de la base de données Eudamed. À l'heure actuelle, il existe une grande différence entre les fonctionnalités de la base de données Eudamed de l'UE et celles décrites dans les règlements. De nombreux modules de fonction n'ont pas été ouverts ou sont peu pratiques à utiliser, par exemple, le module Investigations cliniques et études de performance et le module Contrôle après mise sur le marché et surveillance n'ont pas été ouverts; bien que le module d'enregistrement et le module d'enregistrement de l'identification unique des dispositifs (IUD) aient été ouverts, les fonctions de nombreux sous-modules montrent encore des imperfections, telles que les suivantes: i) les renseignements d'enregistrement de la base de données ne peuvent pas être partagés; ii) les entreprises ne peuvent pas télécharger des renseignements regroupés sur les produits; iii) l'instabilité de la vérification des liens entre les importateurs et les fabricants, etc., entraînant de nombreux problèmes en matière de commercialisation, de diffusion, d'enregistrement et d'accès aux données de base des produits des entreprises dans l'UE, il est donc particulièrement important d'améliorer la disponibilité et la stabilité logicielle de la base de données Eudamed. 5. Nous tenons à réitérer nos préoccupations concernant la protection des secrets commerciaux des entreprises. Actuellement, les informations détaillées des importateurs publiées par la base de données Eudamed de l'UE mettent en jeu les secrets commerciaux des entreprises. Afin de protéger leurs propres intérêts, de nombreuses entreprises

ajoutent un niveau intermédiaire supplémentaire de protection, ce qui augmenterait les charges qui pèsent sur elles. Il est suggéré que les données de l'importateur soient protégées de manière appropriée (par exemple, les renseignements sur l'importateur pourraient être partiellement bloqués).

2.197. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. 1. Depuis que le MDR est entré en vigueur le 26 mai 2021, il est devenu impossible d'expédier en Europe de nouveaux produits et des dispositifs médicaux ayant de nouvelles fonctions. Lors des réunions précédentes, le Japon a déclaré ce qui suit: "Nous avons reçu des rapports de nombreuses entreprises soumises à un examen des documents techniques, qui indiquent qu'il n'y a pas eu de progrès pendant une longue période depuis le début de l'examen, qu'il n'est pas possible de prévoir si l'examen sera terminé et des certificats délivrés d'ici à la date d'application du MDR, et que plus d'une année s'est écoulée depuis l'ouverture de l'examen des documents techniques. Le Japon aimerait que l'UE se penche sur la cause de ce problème et expose les mesures qui amélioreraient la situation." Le Japon apprécie la déclaration de l'UE à la dernière réunion selon laquelle le Groupe de coordination en matière de dispositifs médicaux (GCDM) suit de près la situation des examens. Cependant, nous continuons à être informés par plusieurs fabricants que plus de deux ans et trois mois se sont écoulés depuis le début de l'examen du document technique. Il semble qu'il n'y ait pas eu d'amélioration. Le Japon souhaiterait demander à l'UE de continuer à surveiller la situation et d'apporter des améliorations en tant que régulateur. La date d'expiration des certificats émis au titre de la Directive relative aux dispositifs médicaux (DDM) était le 27 mai 2024. En outre, les produits munis de certificats DDM peuvent être mis sur le marché, ou commencer à être utilisés, jusqu'au 27 mai 2025. Compte tenu du retard pris dans la certification au titre du MDR, le Japon demande que la date d'expiration soit reportée d'un an, au 27 mai 2025 et au 27 mai 2026, respectivement.

2.198. 2. Le Japon accueille avec satisfaction la mise à jour du plan de publication d'orientations du GCDM en mai 2022. Lors des réunions précédentes, le Japon a déclaré ce qui suit: "Nous demandons que des consultations publiques soient menées avant la publication du GCDM, et que les orientations publiées soient rendues obligatoires avec une période de transition. Le plan de correspondance entre l'EMDN (Nomenclature européenne des dispositifs médicaux) et la GMDN (Nomenclature mondiale des dispositifs médicaux) auquel il est fait référence dans le plan de publication d'orientations du GCDM n'est toujours pas applicable. Nous demandons qu'un calendrier de publication soit établi et appliqué. Le MDR exige une surveillance et un contrôle après mise sur le marché. Une description du plan de publication a certes été fournie, mais nous demandons qu'il soit publié rapidement." Le Japon demande la poursuite de l'examen de cette question. 3. Une évaluation clinique stricte est requise même pour les dispositifs médicaux à risque relativement faible de classe I, IIa et IIb dans le cadre du MDR. Le Japon demande que l'UE envisage de simplifier les prescriptions en matière d'évaluation clinique pour les dispositifs médicaux à faible risque, comme dans le cas de la réglementation relative à la certification pharmaceutique du Japon ou de la réglementation 510 k) des États-Unis. Comme lors des réunions précédentes, le Japon continue de demander que l'UE envisage de faire en sorte que l'opération ne soit pas plus restrictive pour le commerce que nécessaire. 4. Lors des réunions précédentes, le Japon a déclaré ce qui suit: "Le plan de publication n'a pas été annoncé dans le Journal officiel de l'UE, et les normes ont été promulguées de manière soudaine. Nous demandons la publication du plan d'élaboration et de publication des normes harmonisées pour le MDR et l'IVDR." Le Japon prie l'UE de continuer d'examiner le plan de publication et de fixer une période de transition adéquate pour les normes harmonisées relatives au MDR et à l'IVDR.

2.199. 5. Le Japon se félicite que le Règlement (UE) 2022/112 portant modification de la période de transition pour l'IVDR soit entré en vigueur le 25 janvier 2022, ce qui donne lieu à une prorogation de la période de transition de trois à cinq ans en fonction de la catégorie de risque du dispositif. Toutefois, à l'heure actuelle, la branche de production japonaise des dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* a signalé qu'il lui a fallu plus de 15 mois pour obtenir la certification. Nous craignons toujours que de nombreux fabricants ne soient pas en mesure d'achever la certification avant la date limite malgré la prorogation de la période de transition. En outre, en ce qui concerne le fait qu'il n'y a que sept organismes notifiés pour l'IVDR en mai 2022, les autorités européennes ont déclaré que le nombre d'organismes notifiés ne constitue pas une indication de la capacité de certification et que l'UE ne s'attend pas à maintenir le même nombre d'organismes notifiés que celui existant dans le cadre de la directive IVD avant mai 2022. Toutefois, en ce moment, le Japon s'inquiète de l'insuffisance de l'infrastructure nécessaire à la certification. Par conséquent, il souhaite demander à l'UE d'améliorer la capacité des organismes notifiés, y compris en augmentant leur nombre absolu, afin que la certification puisse être effectuée rapidement. Entre-temps, quatre

nouveaux documents d'orientation ont été publiés au titre de l'IVDR depuis la dernière réunion du Comité OTC en mars, et le nombre total de documents est de huit. Le Japon tient à exprimer sa profonde gratitude pour les efforts déployés par le GCDM (Groupe de coordination en matière de dispositifs médicaux) à cet égard. Le Japon continue de demander un développement des documents d'orientation et une indication de leur disponibilité à la date la plus proche possible. Nous continuons également à demander que les documents d'orientation nouvellement publiés ne deviennent pas immédiatement obligatoires après leur publication, mais soit assorti d'une période de transition d'au moins un an.

2.200. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis apprécient les efforts continus que déploie l'Union européenne (UE) pour appliquer un cadre réglementaire solide afin de garantir la sécurité des dispositifs médicaux. Malgré l'entrée en vigueur du Règlement relatif aux dispositifs médicaux (MDR) en mai 2021, la branche de production nous informe que de sérieux obstacles à la mise en œuvre subsistent et créent un environnement de marché imprévisible pour les fabricants de produits de technologies médicales. Ces fabricants signalent que la mise en œuvre a été lente, avec de longs délais pour obtenir les certificats de conformité. L'un des problèmes reste le manque de capacités suffisantes pour évaluer la conformité au MDR en temps voulu. Par exemple, nous croyons comprendre que l'année dernière, les organismes notifiés travaillaient à l'évaluation de la conformité des produits médicaux couverts par plus de 25 000 certificats de Conformité européenne (CE) émis au titre de l'ancienne Directive relative aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (IVDD). Il est prévu que la plupart de ces certificats expirent entre janvier et mai 2024 et les dispositifs médicaux couverts par ces certificats devront être recertifiés au titre du MDR avant l'échéance de mai 2024. En septembre 2021, cependant, seuls quelque 500 certificats avaient été émis au total au titre du MDR. Étant donné que les entreprises attendent en moyenne entre 13 et 18 mois pour que leurs produits soient examinés et pour recevoir la certification initiale, il sera impossible pour la plupart des dispositifs en attente de certification de rester disponibles sur le marché une fois passée l'échéance de mai 2024.

2.201. De plus, au vu du manque de capacité à évaluer la conformité au MDR même pour les dispositifs existants déjà sur le marché, les organismes notifiés désignés au titre du MDR n'ont pas la capacité d'évaluer les nouveaux produits en temps voulu. Ce retard met en péril la capacité des prestataires de soins de santé et des patients européens à accéder aux technologies de pointe et aux soins innovants qui deviennent disponibles dans d'autres parties du monde. Certaines entreprises envisagent de ne plus privilégier le marché de l'UE comme lieu de prédilection pour la première approbation réglementaire de nouveaux dispositifs. La pandémie actuelle de COVID-19 entraîne également des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement et continue de poser des problèmes pour la réalisation d'audits sur site et d'investigations cliniques, ce qui retarde davantage le processus de certification. Qu'est-ce qui est fait pour accélérer le processus d'évaluation de la conformité et pour résoudre l'arriéré de certification de dispositifs? La Commission envisage-t-elle de fournir des ressources ou des flexibilités supplémentaires aux organismes notifiés actuellement approuvés afin de garantir que ces organismes disposent de ressources suffisantes pour répondre à la demande existante? Dans l'affirmative, quelles ressources sont fournies?

2.202. Afin de maintenir sur le marché européen la forte présence actuelle des technologies médicales qui sauvent des vies et d'élargir l'éventail des nouvelles technologies innovantes qui peuvent y entrer, les États-Unis prie instamment la Commission européenne de mettre rapidement en place des solutions pour résoudre ces défis existants. Ils notent qu'au cours des mois passés, le CEN et le CENELEC ont publié quelques normes qui sont harmonisées avec les normes internationales. Ils saluent cette évolution récente et espèrent que cette tendance se poursuivra. Ils demandent instamment à la Commission d'utiliser, dans la mesure du possible, des normes internationales afin d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Comme ils l'ont déjà noté, le système européen de nomenclature des dispositifs médicaux (EMDN) n'est pas harmonisé avec la nomenclature mondiale des dispositifs médicaux (GMDN) bien établie. Contrairement à l'EMDN, la GMDN a été élaborée avec l'aide de l'ISO et du Groupe de travail sur l'harmonisation mondiale de l'époque (devenu aujourd'hui le Forum international des autorités chargées de réglementer les dispositifs médicaux); elle est largement adoptée par le secteur des dispositifs médicaux et est utilisée par plus de 70 autorités nationales chargées de réglementer ces dispositifs à l'appui de leurs activités. Les États-Unis utilisent la GMDN comme socle de leur base de données mondiale pour l'identification unique des dispositifs (Global Unique Device Identification Database – GUDID).



2.203. Nous craignons que la sélection de l'EMDN par la Commission ne compromette l'interopérabilité des deux systèmes IUD (EUDAMED et GUDID) à des fins de suivi et de signalement et ne crée plusieurs difficultés importantes pour le secteur des dispositifs médicaux et des soins de santé. En outre, la Commission n'a pas abordé les problèmes d'interopérabilité et n'a pas avancé dans l'établissement de correspondances entre l'EMDN et la GMDN en vue d'harmoniser les systèmes IUD et de réduire les redondances pour l'industrie. Une conséquence supplémentaire de l'adoption de la CND (Classificazione nazionale Dispositivi medici) par la Commission est qu'elle encouragera d'autres régulateurs et entités, comme l'Organisation mondiale de la Santé, à adopter la CND, créant ainsi des prescriptions redondantes pour la branche de production des dispositifs médicaux, et donc potentiellement nuisibles à la sécurité publique. L'UE a déclaré à plusieurs reprises lors de discussions bilatérales et dans des documents publiés qu'elle a l'intention de faire correspondre son système de nomenclature à la GMDN, mais nous attendons toujours de voir les actions de l'UE démontrant ses efforts dans ce sens. De fait, l'EMDN est désormais disponible dans EUDAMED et il n'existe pas d'option de correspondance avec la GMDN. L'UE pourrait-elle expliquer quelles mesures elle met en œuvre pour faire correspondre l'EMDN à la GMDN? La Commission pourrait-elle également expliquer s'il y aura d'autres mises à jour de l'EMDN? En outre, la Commission peut-elle décrire les mises à jour qu'elle prévoit?

2.204. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reste préoccupée par la mise en œuvre de cette mesure, comme indiqué dans notre intervention à la réunion du Comité OTC en mars 2022. L'Australie reste préoccupée par la continuité de l'accès au marché européen pour les organisations australiennes, compte tenu des délais de mise en œuvre établis pour le MDR et l'IVDR, dans le contexte de l'accès difficile aux organismes notifiés dûment désignés. Cette problématique influe également sur la capacité des fabricants situés hors de notre pays à accéder au marché australien, comme indiqué précédemment. L'Australie se réjouit à l'idée de poursuivre le dialogue qu'elle mène avec l'UE sur cette question.

2.205. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Comme cela a été annoncé lors de précédentes réunions du Comité, le MDR est entré en vigueur officiellement le 26 mai 2021. Ce nouveau Règlement améliore et actualise considérablement le système réglementaire pour les dispositifs médicaux en l'alignant davantage sur les principes élaborés au niveau international par le Forum international des autorités chargées de réglementer les dispositifs médicaux (IMDRF) et son prédécesseur, le Global Harmonisation Task Force – GHTF (groupe de travail sur l'harmonisation des dispositifs médicaux au niveau mondial). Il est important de rappeler aux Membres que le passage des Directives relatives aux dispositifs médicaux (DDM) au Règlement relatif aux dispositifs médicaux (MDR) est graduel et qu'il est facilité par un mécanisme de grâce qui permet aux dispositifs médicaux conformes aux Directives de rester en circulation jusqu'en mai 2025, parallèlement aux dispositifs certifiés conformément au MDR. En ce qui concerne l'IVDR et en mai 2022, la Commission européenne a proposé une série de périodes de transition échelonnées pour les DIV. La modification proposée de l'IVDR a depuis été approuvée par le Parlement européen et le Conseil. Une mesure expliquant les dispositions transitoires adaptées a également été notifiée au Comité OTC. La durée des périodes de transition dépend de la catégorie de risque des dispositifs (périodes de transition plus courtes pour les dispositifs à plus haut risque et périodes de transition plus longues pour les dispositifs à moindre risque). En outre, le projet notifié propose l'application différée des exigences applicables aux "dispositifs internes", c'est-à-dire les dispositifs fabriqués et utilisés au sein d'un même établissement de santé. Nous sommes heureux d'annoncer qu'à ce jour, nous comptons 30 organismes notifiés désignés au titre du MDR et 7 organismes notifiés au titre de l'IVDR, soit 4 de plus depuis notre dernière mise à jour.

2.206. En ce qui concerne la mise en œuvre, le Groupe de coordination en matière de dispositifs médicaux (GCDM) continue à évaluer de près la situation sur le terrain. Au vu du sous-ensemble important de prescriptions additionnelles établi dans les nouveaux Règlements et de la nécessité, à la fois pour la branche de production et pour les organismes notifiés, de s'adapter à ces nouvelles prescriptions, nous comprenons que les délais de certification au titre du MDR et de l'IVDR soient plus longs que pour la certification qui avait lieu auparavant dans le cadre des Directives. Il semble que la branche de production et les organismes notifiés soient actuellement, à juste titre, dans une période d'ajustement en ce qui concerne les attentes liées aux nouvelles prescriptions, en particulier celles qui ont trait aux preuves cliniques. Dans certains cas, nous croyons également comprendre que les organismes notifiés demandent au fabricant de fournir des renseignements complémentaires ou de réaliser des essais de suivi, de manière à assurer la sécurité des dispositifs et ainsi la conformité aux nouvelles prescriptions. En raison des renseignements additionnels exigés par la branche de production, les délais varient parfois, ce qui provoque inévitablement certains retards

par rapport aux délais initiaux de certification. Le GCDM continuera de surveiller de près la situation sur le terrain et a établi des contacts réguliers avec les organismes notifiés et la branche de production à cette fin. En outre, et dans les limites du cadre réglementaire actuel, le GCDM travaille à l'élaboration d'une liste de diverses mesures visant à renforcer les capacités des organismes notifiés et à éviter les pénuries de dispositifs médicaux, ainsi qu'à améliorer la préparation des opérateurs économiques. Ces ensembles de mesures, qui devraient faire l'objet d'un accord dans les mois à venir, sont de nature à couvrir de multiples aspects et porteront, sans s'y limiter, sur la capacité des organismes notifiés, les avantages potentiels des audits hybrides et la garantie que le marché de l'UE reste une juridiction favorable à l'innovation. En ce qui concerne la mise en œuvre, la Commission et les États membres poursuivent le travail sur les principaux textes et lignes directrices d'application. À ce jour, plus de 100 documents d'orientation ont été publiés, y compris plusieurs guides clés sur les dispositions transitoires et les prescriptions cliniques. En outre, l'étape la plus récente est l'approbation et la publication du Règlement d'exécution (UE) 2022/1107 de la Commission du 4 juillet 2022 établissant des spécifications communes conformément au Règlement (UE) 2017/746. Ces spécifications communes sont destinées à plusieurs types de diagnostics à haut risque, tels que les tests VIH et les tests SRAS-CoV-2. Les spécifications définissent des critères de référence uniformes et rigoureux pour les tests dans l'ensemble de l'UE, en clarifiant ainsi les prescriptions à l'intention des acteurs du marché et en protégeant les patients de l'UE.

2.207. S'agissant de l'identification unique des dispositifs (IUD), permettez-nous de souligner qu'il existe une différence fondamentale entre cette identification unique et la Nomenclature, alors que ces deux sujets semblent être confondus dans les discussions de haut niveau. Le système IUD mis en œuvre au sein de l'UE est fondé sur des principes convenus au niveau international mais la Nomenclature, également appelée langue d'usage, sera différente. Cette décision a été prise à l'issue d'une évaluation et d'un examen minutieux. L'UE tient à souligner, une fois de plus, que son choix de créer la Nomenclature européenne des dispositifs médicaux repose sur la nécessité d'une nomenclature bien structurée, transparente, ouverte, complètement accessible au public et qui puisse être téléchargée gratuitement. Il n'existe actuellement pas d'autre système de nomenclature qui présente ces caractéristiques. Il est important de préciser que le choix de cette nomenclature ne constitue pas un obstacle. Il est essentiel d'éviter les fausses informations et la confusion à cet égard. En ce qui concerne l'exercice visant à établir une correspondance, qui a débuté en 2019 en vertu d'une étude pilote, l'investissement de l'UE dans ce travail a été réduit en raison de résultats insatisfaisants qui étaient de nature non technique. Néanmoins, plus récemment, l'UE a été approchée sur la question et les travaux pourraient éventuellement être réactivés, s'ils suscitent un intérêt et font l'objet d'un investissement actif de la part des homologues concernés. L'UE est pleinement résolue à faire en sorte que le nouveau système assure un niveau plus élevé de protection des patients et compte sur les partenaires commerciaux pour encourager leurs fabricants à respecter ces nouvelles prescriptions afin de garantir la continuité des échanges.

#### **2.1.3.23 Chine – Projet de mesures administratives pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés, [G/TBT/N/CHN/1522](#) (ID 611)<sup>49</sup>**

2.208. La délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil souhaite une nouvelle fois soulever la PCS n° 611 concernant les nouvelles prescriptions pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés. Jusqu'à présent, tant au niveau bilatéral que dans le cadre du Comité OTC, le gouvernement chinois n'a pas été en mesure de clarifier l'analyse des risques qui a motivé des exigences si disproportionnées pour un large éventail de produits alimentaires. À notre sens, ces exigences constituent des obstacles non nécessaires, non seulement pour notre secteur privé mais aussi pour nos organismes de réglementation, lesquels doivent agir en tant qu'autorité nationale compétente pour un éventail de produits beaucoup plus large. Non seulement les régulateurs sont confrontés à une augmentation déraisonnable de leur charge de travail, mais certains d'entre eux doivent également formuler des recommandations sur des produits ou des producteurs qui sont soumis de fait à des inspections par les autorités à d'autres niveaux de gouvernement. En avril 2021, l'Administration générale des douanes de la Chine (GACC) a publié les Décrets n° 248 et 249, qui portent respectivement sur l'administration de l'enregistrement des établissements étrangers et sur la gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés et exportés. L'article 5 du Décret n° 248 dispose que le système de gestion de l'innocuité des produits alimentaires du pays où se trouve le producteur doit avoir fait l'objet d'une évaluation ou d'un examen de l'équivalence effectué par la GACC. La Chine pourrait-elle expliquer comment et quand elle entend procéder à ces évaluations? Pourrait-elle indiquer les critères et procédures utilisés

<sup>49</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 611](#).

pour établir cette équivalence, en particulier pour les organismes de réglementation qui réglementent les aliments transformés et les "aliments diététiques"?

2.209. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie respecte le droit des Membres de l'OMC de traiter l'innocuité et la qualité des produits alimentaires importés de manière conforme à l'Accord OTC et sans restreindre de manière non nécessaire le commerce. Elle salue la récente mise en œuvre de mesures par la Chine au titre de son Règlement sur l'enregistrement et l'administration des fabricants étrangers de produits alimentaires importés (Décret n° 248). L'Australie fait observer que la Chine gère encore la transition vers les nouvelles mesures et que ses systèmes d'enregistrement sont occasionnellement actualisés. Elle souhaite demander à la Chine de respecter ses obligations de fournir aux Membres des calendriers transparents des actualisations, des lignes directrices ainsi qu'une assistance appropriées pour aider les entreprises à se conformer au processus d'enregistrement de la Chine et réduire autant que possible les perturbations du commerce et la confusion à la frontière. L'Australie reste préoccupée par la charge imposée aux autorités compétentes pour gérer les changements dans le système d'enregistrement de la Chine. Cette charge est exacerbée par un certain nombre de problèmes, tels que les retards et le manque de clarté entourant l'enregistrement des entreprises alimentaires dans les systèmes d'enregistrement du pays. Cette situation suscite de vives inquiétudes au sein de la branche de production et, pour certains produits, constitue une restriction des échanges.

2.210. L'Australie rappelle à la Chine que ses règlements ne doivent pas être utilisés pour discriminer les produits importés, et que tout retard dans le traitement des renouvellements et des nouvelles demandes d'enregistrement provenant de fabricants étrangers de produits alimentaires peut se traduire par un traitement moins favorable des produits importés par rapport aux produits chinois. Elle apprécierait que la Chine fasse preuve de transparence concernant les calendriers de traitement de ces demandes, conformément à ses obligations au titre de l'Accord OTC. En outre, elle souhaite également exprimer ses préoccupations quant à la disposition du Décret n° 248 qui permet à la Chine de procéder, au pied levé, à des audits en direct d'établissements alimentaires étrangers, en menaçant d'imposer une suspension en cas de non-conformité. Elle encourage la Chine à travailler avec les autorités compétentes et les établissements alimentaires pour réaliser des audits de manière informée, durable et raisonnable. L'Australie prie instamment la Chine de résoudre rapidement ces problèmes, et elle reste disposée à travailler avec elle pour réduire autant que possible les perturbations du commerce.

2.211. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada et d'autres Membres continuent de soulever des préoccupations et des problèmes importants concernant des mesures administratives prises par la Chine en vue de l'enregistrement des fabricants étrangers de produits alimentaires importés. Il souhaiterait renvoyer à ses interventions antérieures sur ce point, lesquelles restent valables. Il reste préoccupé par le fait que les mesures administratives appliquées par la Chine sont trop contraignantes et injustifiées. Elles ont une portée large et générale et auront une incidence notable sur les exportations canadiennes vers la Chine. Le Canada fait observer que la mise en œuvre du système chinois d'enregistrement en ligne des entreprises de produits alimentaires importés (CIFER), qui n'a pas été notifié par la Chine à l'OMC, créera d'autres obstacles au commerce, y compris de fortes incidences financières et en matière de ressources tant pour la branche de production que pour les autorités compétentes étrangères. Des échanges préalables auraient permis de limiter les perturbations du commerce et de répondre aux préoccupations actuellement soulevées par les autorités compétentes et les parties prenantes du secteur. Malgré les demandes répétées des partenaires commerciaux, les douanes chinoises communiquent peu et donnent peu de renseignements et de lignes directrices sur la mise en œuvre du système CIFER, d'où une incertitude persistante et des préoccupations. En conséquence, les exportateurs font maintenant face à des retards de dédouanement des envois, car les entreprises ne peuvent pas s'enregistrer ou mettre à jour leur enregistrement dans le système CIFER.

2.212. Le processus d'enregistrement dans le système CIFER est excessivement détaillé et confus, et il manque aux autorités compétentes comme à la branche de production un déroulement du processus étape par étape ainsi que des calendriers définis. Étant donné que de nombreuses questions subsistent concernant le processus d'enregistrement, le Canada invite la Chine à créer un point de contact ou d'information unique pour la branche de production et les autorités compétentes, ou à travailler directement avec les entreprises pour mener à bien leur enregistrement. En outre, le Canada attend de la Chine qu'elle ajoute au système CIFER, sans plus tarder, tous les produits et établissements canadiens qu'elle a précédemment approuvés, mais qui ne figurent pas actuellement sur les listes des douanes chinoises des produits canadiens autorisés à être exportés vers la Chine.

et des établissements canadiens pouvant exporter vers ce pays. Le Canada exhorte résolument la Chine à présenter tous les calendriers de manière transparente et à rédiger des documents d'orientation clairs pour répondre aux questions et préoccupations du secteur et des autorités compétentes. Le Canada reste profondément préoccupé par les incidences que ces mesures ont sur le commerce. En conclusion, le Canada invite la Chine à fournir aux Membres des renseignements et des précisions additionnels sur les nouvelles mesures et le système CIFER dans les meilleurs délais.

2.213. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite réitérer ses préoccupations concernant la mise en œuvre du Décret n° 248 de l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (GACC). L'UE ne conteste pas la volonté de la Chine de s'assurer que les produits alimentaires importés soient de provenance légitime. Dans l'ensemble, nous partageons et soutenons cet objectif. Bien que la Chine ait fourni des renseignements d'orientation et ait engagé un dialogue avec l'UE, des problèmes persistent en ce qui concerne le mécanisme long et fastidieux mis en place par le pays pour enregistrer les entreprises exportatrices, y compris les suivants: 1) des cas d'envois retenus dans les ports chinois en raison de renseignements erronés ou manquants dans le système chinois d'enregistrement des entreprises de produits alimentaires importés (CIFER); 2) des cas d'établissements dans le secteur de la viande, des produits laitiers et de la pêche qui ont été notifiés à la GACC avant la date limite du 31 décembre mais qui ne sont toujours pas enregistrés; 3) le manque de clarté quant au champ d'application et à la catégorie des produits couverts, qui ne cessent de s'étendre; et 4) l'obligation faite aux autorités compétentes et aux entreprises de consulter le CIFER, presque continuellement, pour pouvoir suivre tous les changements apportés par la Chine à la structure du système CIFER et aux enregistrements individuels, ainsi que pour être informé des délais pour enregistrer à nouveau les établissements individuels. Par conséquent, l'UE prie instamment la Chine: de résoudre les problèmes de mise en œuvre de façon pragmatique et rapide; de faciliter les enregistrements nouveaux et anciens en continuant à fournir des documents d'information et d'orientation en anglais, y compris sur la manière dont les autorités compétentes doivent vérifier les établissements qui ont été enregistrés dans le cadre de la procédure accélérée; de faciliter les modifications/corrections des enregistrements existants; et de faciliter la gestion par les autorités compétentes et les entreprises des modifications apportées au système CIFER, des renseignements demandés par la Chine et du délai d'enregistrement des établissements en introduisant un système de notification automatique par courrier électronique dans CIFER. L'UE tient à remercier la Chine pour son ouverture et le dialogue qu'elle maintient afin de résoudre les problèmes techniques liés au Décret n° 248, en particulier les réponses reçues le 1<sup>er</sup> juillet, que nous examinons actuellement. D'importants problèmes de mise en œuvre subsistent et doivent être résolus afin d'éliminer toute perturbation des échanges dès que possible et avant le 1<sup>er</sup> juillet 2023.

2.214. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon partage les préoccupations soulevées par d'autres Membres au sujet du "Règlement sur l'enregistrement et l'administration des fabricants étrangers de produits alimentaires importés" de la Chine, publié sous la forme du Décret n° 248 le 1<sup>er</sup> janvier 2022. En particulier, le Japon croit comprendre qu'il est fait interdiction aux fabricants étrangers d'exporter des produits alimentaires sans enregistrement conformément aux articles 22 et 23 du Décret n° 248, et il reste préoccupé par le fait que ces procédures d'enregistrement et d'administration imposent une lourde charge aux fabricants étrangers ainsi qu'aux autorités compétentes des Membres de l'OMC. Il demande donc à la Chine de réduire autant que possible les charges non nécessaires et d'améliorer la transparence de ces procédures. En particulier, il demande ce qui suit: Premièrement, que la Chine allège la charge liée aux procédures destinées à enregistrer les nouveaux établissements et à corriger les renseignements enregistrés par la suite, et permette un enregistrement sans heurt et sans délai injustifié lorsque les autorités compétentes et les fabricants font une demande d'enregistrement, ou qu'il est procédé à une désignation à cette fin, conformément aux articles 7 et 9 du Décret n° 248. La Chine exige actuellement un large éventail de documents et de renseignements que le Japon juge excessifs, et la procédure d'enregistrement dure parfois un mois ou plus.

2.215. Deuxièmement, que la Chine fournisse des notifications écrites pour présenter les résultats de l'examen de l'enregistrement conformément à l'article 14, par exemple en notifiant par écrit le numéro d'enregistrement lorsque l'enregistrement est achevé afin que le demandeur puisse facilement comprendre l'état de la procédure. Troisièmement, en ce qui concerne le système de Guichet unique pour le commerce international de la Chine que les autorités compétentes et les fabricants sont tenus d'utiliser lors de la désignation et de la demande à des fins d'enregistrement: i) que la Chine fournisse un manuel détaillé sur la façon d'utiliser le système, en particulier parce

que l'interface change parfois sans préavis; ii) qu'elle ajoute tous les codes de produits (HS·CIQ) manquants dans la liste des codes de produits affichée dans le système parce que le produit alimentaire exporté ne peut pas être enregistré sans un code de produit correspondant; iii) qu'elle permette aux autorités compétentes et aux fabricants de changer le nom des représentants légaux et les adresses des fabricants enregistrés tout en maintenant l'enregistrement existant parce que, actuellement, un fabricant est tenu de s'enregistrer à nouveau lorsque les renseignements enregistrés changent par nécessité; et iv) qu'elle permette la soumission de lettres de procuration par le biais du système, et qu'elle confirme la validité et la portée des droits de procuration lors de l'acceptation d'une demande conformément à l'article 9 du Décret n° 248, car les copies électroniques des lettres de procuration ne peuvent pas être téléchargées par le biais du système, et la Chine ne vérifie pas la légalité des droits de procuration afin d'empêcher les demandes faites par des personnes non autorisées.

2.216. Nous demandons à la Chine de répondre aux préoccupations soulevées ci-dessus, de fournir des explications appropriées, des calendriers et des lignes directrices détaillées sur le fonctionnement du Décret n° 248, ainsi que sur le système d'enregistrement, et de répondre à toutes les questions du Japon qui restent sans réponse. Enfin, même si le Décret n° 248 est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022, afin d'éviter des charges non nécessaires pendant que la Chine s'efforce d'améliorer la transparence de ces procédures, le Japon demande à la Chine i) d'adopter une période de grâce et d'autoriser les importations par les établissements enregistrés indépendamment des produits enregistrés jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2023, et ii) d'établir un point de contact pour les parties intéressées et les autorités compétentes.

2.217. La délégation du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Étant donné que cette mesure a ou aura une incidence sur un large éventail de nos industries alimentaires, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a suivi sa mise en œuvre de très près. De nombreuses préoccupations demeurent concernant cette mesure, bien qu'elle soit entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Premièrement, l'insuffisance des renseignements concernant les prescriptions relatives à l'enregistrement et l'absence de lignes directrices opérationnelles et de mises à jour sur les étapes de la procédure figurent parmi les principales difficultés que nous rencontrons. Ce problème est encore plus grave pour les établissements qui doivent remplir la demande eux-mêmes. Sans orientations suffisantes, les établissements ne parviennent pas à finaliser leur enregistrement, et le commerce peut s'en trouver perturbé. Pour éviter toute perturbation des échanges, nous prions instamment la Chine de désigner un point d'information susceptible de fournir une aide effective et rapide aux établissements afin qu'ils fassent directement part de leurs préoccupations concernant le système d'enregistrement en ligne. D'autre part, nous exhortons la Chine à organiser une séance d'information à l'OMC afin que ses partenaires commerciaux en apprennent davantage sur la mise en œuvre de la mesure par l'Administration générale des douanes de la Chine (GACC).

2.218. Deuxièmement, l'examen et la procédure d'approbation de la mesure suscitent aussi des préoccupations. Les périodes de traitement ordinaire ou anticipé des demandes ne sont pas connues, pas plus que l'état d'avancement des demandes. En outre, certains de nos établissements se sont vu opposer un refus par la GACC sans autre forme d'explication, tandis que d'autres ne peuvent pas corriger leur demande dans le système d'enregistrement. En vertu de l'article 5.2.2 de l'Accord OTC, les Membres doivent faire en sorte que la période ordinaire de traitement de chaque procédure d'évaluation de la conformité soit communiquée au requérant et que celui-ci, à sa demande, soit informé de l'avancement de la procédure. Nous demandons à la GACC de respecter les prescriptions énoncées dans l'Accord OTC, y compris la prescription relative à la transparence, et d'informer précisément et complètement les requérants de toutes les erreurs pour leur permettre de prendre des mesures correctives. Troisièmement, l'ambiguïté de la catégorisation du code SH et la portée des produits soumis à cette mesure figurent parmi les autres difficultés que nous rencontrons. Certains de nos établissements ont indiqué que le dédouanement de leurs produits a été suspendu sans raison.

2.219. Depuis que la Chine a présenté sa notification à l'OMC en 2020, nous avons fait part de nos préoccupations et demandé des éclaircissements à la Chine à plusieurs reprises, au niveau bilatéral comme dans cette enceinte; pourtant, nous n'avons pas encore reçu de réponse assez détaillée de la Chine. Nous exhortons donc une fois de plus la Chine à fournir des lignes directrices suffisantes et détaillées et à désigner un point d'information. D'autre part, étant donné que toute mesure de cette ampleur nécessite beaucoup plus de temps pour que les industries la mettent en œuvre, nous prions instamment la Chine de prévoir une période de grâce plus longue pour la mise en œuvre, afin

d'éviter de graves perturbations du commerce. Nous suggérons également à la Chine d'autoriser à titre temporaire l'entrée de tous les produits provenant des établissements enregistrés. Ce délai supplémentaire permettra aux établissements d'entrer ou d'actualiser avec exactitude les renseignements relatifs à leurs produits dans leur enregistrement en ligne.

2.220. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis restent profondément préoccupés par cette mesure, publiée sous la forme du Décret n° 248 le 12 avril 2021 et mise en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2022, et continuent de s'interroger sur les bénéfices en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et de santé publique, et se demandent si ces bénéfices sont fondés sur la science ou sur les risques. Les États-Unis font observer que le manque d'orientations et la mise en œuvre et le contrôle de l'application des mesures de la part de la Chine continuent d'entraîner une confusion considérable parmi les exportateurs et les autorités compétentes. Les changements qui interviennent dans l'application de ces mesures administratives entraînent directement des perturbations dans le commerce. Les organismes des États-Unis continuent de faire face à des charges administratives en s'efforçant de résoudre les problèmes liés aux envois retenus dans les ports chinois.

2.221. Nous réitérons la déclaration faite lors de chaque réunion de ce Comité depuis février 2020: Toute mesure de cette ampleur exige une période de mise en œuvre beaucoup plus importante pour les producteurs, les exportateurs et les autorités compétentes. Par conséquent, nous demandons à nouveau à la Chine de prendre les mesures suivantes pour faciliter les échanges: Premièrement, l'Administration générale des douanes de Chine (GACC) devrait continuer à utiliser les processus d'enregistrement des établissements en place de gouvernement à gouvernement, comme indiqué à l'article 11 du Décret n° 248, et ne pas exiger des établissements qu'ils saisissent des informations en ligne, lorsque de tels processus préétablis existent. Deuxièmement, il convient d'autoriser l'entrée de tous les produits provenant d'établissements enregistrés sans que cela n'exige des données d'enregistrement détaillées ou l'intervention de l'autorité compétente pour les modifications. Troisièmement, il faudrait fournir un point de contact central au sein de la GACC pour que les établissements puissent leur faire directement part de leurs préoccupations concernant le système d'enregistrement en ligne. Les établissements devraient pouvoir communiquer avec ce point de contact en anglais depuis l'extérieur de la Chine, et le point de contact ne devrait pas renvoyer les questions générales relatives à l'enregistrement aux bureaux satellites de la GACC dans les différents ports. Quatrièmement, il convient d'organiser une session d'information à Genève pour les partenaires commerciaux afin qu'ils en sachent plus sur la mise en œuvre des décrets par la GACC.

2.222. Nous notons que les demandes de la GACC visant à obtenir des renseignements détaillés additionnels de la part des établissements et des autorités compétentes, tels que les plans de sécurité sanitaire des produits alimentaires spécifiques au processus et les photographies relatives à chaque établissement, créent des charges administratives supplémentaires pour les exportateurs et peuvent éventuellement être non nécessaires ou injustifiées. Nous attendons avec intérêt la réponse de la Chine à ces demandes et observations particulières.

2.223. La délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée soutient le Brésil, l'Australie, le Canada, l'Union européenne, le Japon, le Taipei chinois et les États-Unis en ce qui concerne la préoccupation commerciale spécifique qu'ils soulèvent. La Corée respecte les efforts de la Chine pour assurer la sécurité des consommateurs et apprécie la coopération bilatérale qu'elle poursuit. Toutefois, elle souhaite exprimer une nouvelle fois ses inquiétudes dans le cadre de cette préoccupation commerciale spécifique, car la Chine n'a pas apporté de réponse adéquate aux préoccupations que divers Membres, dont la Corée, ont soulevées au sujet du Décret n° 248, qui a été promulgué le 12 avril 2021. Pour répondre aux exigences de l'Administration générale des douanes (GACC), la Corée s'est efforcée d'enregistrer les catégories de produits nouvellement ajoutées au titre de l'article 7 du Décret n° 248. Toutefois, les mesures prises par la GACC créent des obstacles non nécessaires au commerce car l'enregistrement prend un temps considérable. Bien que la Corée respecte l'objectif politique du Décret n° 248, nous aimerions demander à la Chine de simplifier ou d'accélérer son processus d'enregistrement. En outre, nous suggérons qu'elle adopte une approche plus efficace et pragmatique de ses mesures en autorisant aux entreprises fabricant les catégories de produits décrites à l'article 7 d'enregistrer leurs établissements respectifs sur le site Web de la GACC. Dans un souci de transparence, la Corée souhaiterait exprimer sa préoccupation quant au fait que la Chine n'a pas ménagé un délai raisonnable entre sa date de notification et la date d'entrée en vigueur du règlement. Comme les nouvelles mesures de la Chine affectent de manière significative le commerce bilatéral, nous aimerions lui demander de répondre aux demandes de la Corée.



2.224. La délégation de la Türkiye a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne la présente PCS, nous réaffirmons notre soutien aux Membres qui ont demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour. Nous pensons que la Chine, comme les autres Membres, a le droit de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité sanitaire des produits alimentaires et de donner la priorité à la protection de la santé et de la sécurité humaines. Dans le même temps, ces mesures ne devraient pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce international. Nous observons que le Décret n° 248 couvre un large éventail de produits alimentaires, et que la mise en œuvre du Décret doit être clarifiée davantage. Nous pensons qu'en réalité, cette pratique, selon laquelle les produits ne sont pas classés en fonction d'une évaluation des risques, ne répond pas pleinement aux préoccupations de santé publique visées par cette législation. Par conséquent, nous demandons à la Chine de réexaminer la liste des produits selon une approche davantage fondée sur le risque et, si possible, de n'y inclure que les produits qui sont à haut risque. D'autre part, la réglementation du processus d'enregistrement des importateurs étrangers impose une lourde charge tant aux exportateurs qu'aux autorités compétentes des pays exportateurs. Les entreprises qui exportent les produits alimentaires sélectionnés visés par le Décret n° 248 sont tenus de s'enregistrer en fournissant les renseignements nécessaires. Ces entreprises pourraient avoir besoin d'une période de transition pour parachever leur enregistrement en fournissant des renseignements exacts et, dans certains cas, pour mettre à jour leurs demandes. Nous pensons que l'enregistrement des entreprises devrait être traité de manière plus flexible et qu'un temps supplémentaire devrait être accordé à cette fin. Par conséquent, nous demandons une période de grâce qui ne soit pas inférieure à 18 mois. La Türkiye estime que le règlement susmentionné semble restreindre le commerce plus qu'il n'est nécessaire. Elle souhaite donc demander à la Chine de réexaminer cette législation du point de vue des risques et de rétrécir le champ des produits couverts, en plus de prolonger la période d'adoption du règlement.

2.225. La délégation de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse partage – et soutient – les préoccupations exprimées par les autres Membres concernant les décrets n° 248 et 249 publiés par l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (GACC). La Suisse soutient l'objectif de la Chine de garantir que seuls des produits alimentaires sûrs soient importés. Cependant, nous regrettons que ces mesures continuent d'englober toutes les catégories de produits alimentaires, indépendamment de leur profil de risque, et semblent être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour garantir l'innocuité des produits alimentaires importés. Nous réitérons donc nos préoccupations déjà soulevées lors de réunions antérieures. En outre, la Suisse encourage vivement la Chine à autoriser l'entrée de tous les produits provenant d'établissements enregistrés jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2023. Cette période supplémentaire permettrait aux établissements d'entrer ou d'actualiser correctement les renseignements relatifs aux produits dans leur enregistrement en ligne.

2.226. La délégation du Mexique a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Mexique renvoie au Décret n° 248, notifié aux Membres du Comité le 16 novembre 2020 sous la cote G/TBT/N/CHN/1522, et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Bien que des efforts aient commencé à être déployés pour faire en sorte que l'enregistrement des entreprises mexicaines qui exportent vers la Chine se déroule de manière satisfaisante, nous avons constaté que des préoccupations subsistent quant aux effets potentiels sur le commerce international, puisque nous avons été informés de problèmes récents dans le processus d'enregistrement des entreprises mexicaines. À cet égard, nous rappelons combien il est important que les mesures adoptées par les Membres de ce Comité soient conformes aux engagements internationaux énoncés dans l'Accord OTC. Nous demandons également à la délégation de la Chine de fournir un point de contact qui pourrait apporter une assistance aux entreprises qui rencontrent des difficultés pour s'enregistrer. Enfin, la délégation du Mexique remercie la délégation de la Chine d'accorder son attention à cette déclaration.

2.227. La délégation du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Chili apprécie l'occasion qui lui est donnée d'aborder cette préoccupation commerciale spécifique et souhaite renvoyer aux déclarations qu'il a faites à ce sujet au sein du Comité des obstacles techniques au commerce en mars dernier.

2.228. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. La révision du projet de mesure administrative concernant l'enregistrement des fabricants étrangers de produits alimentaires importés est fondée sur le droit, le processus est ouvert, transparent et il est conforme aux règles internationales et aux pratiques courantes. La GACC a apporté des modifications à cette mesure, a notifié celles-ci à l'OMC, a accordé aux Membres une période pour formuler des

observations, en les prenant pleinement en compte, et a respecté l'exigence de la période de transition. 2. Cette mesure, tout en renforçant la supervision de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, tient en outre pleinement compte de la facilitation des échanges. Toutes les catégories de produits alimentaires visés dans la Loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires sont inclus, dont 18 pour lesquelles un "enregistrement officiel sur recommandation" est prescrit pour les entreprises de production étrangères, tandis que pour les autres catégories, c'est un "auto-enregistrement par les entreprises" qui a été adopté pour les entreprises de production étrangères, avec des procédures relativement simplifiées.

2.229. La Chine accueille favorablement les suggestions qui lui ont été faites d'offrir davantage d'éclaircissements quant à la mise en œuvre de la mesure. De fait, de nombreux travaux préparatoires ont été menés dans ce sens. 3. Pour assurer une mise en œuvre sans heurt, la GACC a publié une interprétation des règles, le guide des demandes d'enregistrement, des documents d'information et les formulaires de demandes d'enregistrement, ainsi que le manuel de fonctionnement du système d'information de l'enregistrement. En septembre 2021, la GACC a contacté les Membres qui exportent des produits alimentaires vers la Chine, les a informés des prescriptions et procédures pertinentes concernant l'enregistrement d'entreprises étrangères, et a effectué des arrangements raisonnables pour accélérer le processus d'audit. En ce qui concerne la mise en œuvre des règles, la GACC a maintenu des contacts étroits avec les autorités compétentes de divers Membres et d'autres parties concernées. Elle a répondu à leurs préoccupations concernant l'enregistrement par le biais de conférences par vidéo, d'appels téléphoniques, de courriels et de lettres. Elle a tenu des conférences par vidéo avec 152 Membres, organisé des formations pour plus de 2 000 entreprises étrangères par le biais d'associations de la branche de production et répondu à toutes les questions soulevées par les parties concernées à l'étranger. 4. Depuis la mise en œuvre du règlement et à la fin de juin 2022, plus de 100 Membres ont fourni la liste des entreprises dont l'enregistrement est recommandé, et un total de 73 743 fabricants étrangers dont les produits alimentaires relèvent de 32 catégories sont enregistrés. Actuellement, selon nos observations, la mise en œuvre de cette mesure se déroule de manière de plus en plus fluide.

**2.1.3.24 Inde – Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité) (IND/131); Modification des conditions (n° 2 iii)) applicables au chapitre 95 du Code tarifaire de l'Inde (SH), 2017 – Annexe I (Politique d'importation), [G/TBT/N/IND/68](#), [G/TBT/N/IND/131](#), [G/TBT/N/IND/143](#) (ID 632<sup>50</sup>)**

2.230. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Comme indiqué dans des réunions antérieures du Comité OTC, l'Union européenne est préoccupée par le Décret de l'Inde relatif au contrôle de la qualité des jouets et en particulier par les prescriptions en matière de certification introduites par le Bureau indien de normalisation (BIS). L'UE renvoie à sa déclaration précédente, mais souhaite souligner que la branche de production européenne continue de faire état des problèmes qu'elle rencontre pour mettre en œuvre le Décret relatif au contrôle de la qualité. Depuis l'adoption du décret en 2021, les entreprises européennes se heurtent à de sérieuses difficultés, particulièrement en raison de la prescription relative à l'inspection d'usine pour obtenir le marquage BIS nécessaire. Afin de se conformer au décret, les entreprises de l'UE ont présenté bien avant l'expiration des délais les demandes requises afin de fournir aux autorités indiennes les renseignements nécessaires pour permettre les audits d'usine par les auditeurs du BIS. Cependant, aucun audit d'usine n'a été effectué. Ce n'est que récemment que les branches de production nationales de l'UE constatent quelques améliorations grâce à des possibilités de voyage accrues pour les certifications d'usine, et nous apprécions cela de la part de l'Inde. Elles indiquent toutefois que le Décret relatif au contrôle de la qualité continue à poser des difficultés et que le processus reste très lourd et complexe. En outre, le fait que la politique d'importation ([G/TBT/N/IND/143](#)) est appliquée en plus du décret est une source de préoccupation majeure.

2.231. L'UE tient à rappeler que la prescription relative à la réalisation des audits d'usines sur place et aux essais de vérification est fastidieuse, onéreuse et non nécessaire. De plus, en l'absence d'une mesure de rechange, la prescription concernant le Décret relatif au contrôle de la qualité est incompatible avec les pratiques internationales en matière de sécurité des produits. L'UE invite l'Inde à répondre aux préoccupations soulevées et à assouplir la prescription relative aux audits d'usines à l'étranger. Elle reste disposée à échanger au niveau bilatéral pour trouver une solution adéquate.

<sup>50</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 632](#).

2.232. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis appuient et reprennent à leur compte les déclarations faites par d'autres Membres au sujet de cette préoccupation commerciale spécifique (PCS). Lors des quatre réunions antérieures du Comité OTC de l'OMC, les États-Unis ont demandé instamment à l'Inde de donner le moyen à leurs entreprises de reprendre leurs expéditions de jouets vers son territoire. Nous notons que l'incapacité à obtenir les inspections d'usine prescrites par un décret relatif au contrôle de la qualité n'est pas propre à la branche de production du jouet. À la réunion de mars, nous avons entendu d'autres Membres signaler que des entreprises de branches de production telles que celles de la chimie, du papier et de l'automobile se heurtent au même obstacle pour expédier des marchandises vers l'Inde. La dernière expédition de jouets vers l'Inde par une entreprise des États-Unis remonte à près de deux ans et si les inspections des usines de jouets ne commencent pas immédiatement, il est peu probable que les entreprises des États-Unis expédient des jouets vers l'Inde en 2022. Étant donné que l'Inde a confirmé à plusieurs reprises que les jouets produits par des entités installées aux États-Unis ne suscitaient pas de préoccupations en matière de sécurité, nous lui demandons instamment de rechercher les moyens qui permettraient aux entreprises des États-Unis de se conformer au Décret sans retarder davantage leurs exportations de jouets vers l'Inde.

2.233. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Comme indiqué dans des réunions antérieures du Comité OTC, le Canada demeure dans l'incertitude quant à l'objectif de la prescription de l'Inde exigeant que les sites de fabrication de jouets soient inspectés par le personnel du Bureau indien de normalisation afin de contrôler, entre autres, les processus de production et l'aménagement de l'usine et de prélever des échantillons de produits. L'Inde a précédemment déclaré que sa principale préoccupation concernait la sécurité des jouets et que de nombreux jouets "étrangers" en Inde avaient échoué à un test de sécurité et à des inspections électriques. Toutefois, le Canada continue de s'interroger sur la nécessité d'inspecter les installations de fabrication de jouets pour garantir la sécurité des jouets. L'Inde pourrait-elle expliquer comment le fait d'inspecter les sites de fabrication de jouets va permettre de démontrer que les prescriptions en matière de santé et de sécurité sanitaire se rapportant à un jouet sont respectées? En outre, si la finalité de l'inspection des usines est effectivement de réaliser des essais sur les produits, pourquoi l'Inde ne permet-elle pas que ces essais soient effectués par des laboratoires accrédités par l'International Laboratory Accreditation Cooperation (ILAC)? La branche de production canadienne continue d'être vivement préoccupée par les prescriptions de l'Inde en matière de conformité au Décret relatif au contrôle de la qualité. Récemment, la branche de production a signalé que, bien que certains audits d'usines aient lieu à l'étranger et que les expéditions de jouets aient repris, les fonctionnaires indiens continuent de procéder à des tests aux ports d'entrée en plus des tests effectués dans les usines. L'Inde pourrait-elle fournir une justification de la nécessité de cette double exigence de test des produits?

2.234. Le Canada tient à réaffirmer que la prescription relative à la réalisation des audits d'usines sur place et aux essais de vérification est onéreuse et non nécessaire. De plus, le fait de ne pas proposer d'autres solutions possibles va à l'encontre des pratiques internationales en matière de sécurité des produits, notamment de la norme ISO 17067. Qui plus est, les essais de vérification doivent être réalisés par un laboratoire agréé par l'organisme indien d'accréditation, et ces laboratoires sont peu nombreux à être situés en dehors du territoire de l'Inde. *A contrario*, les normes internationales en matière de sécurité permettent que les essais soient réalisés par tout laboratoire accrédité au titre des normes internationales par un organisme d'accréditation signataire d'un accord de reconnaissance mutuelle (ARM) de l'ILAC. Par ailleurs, étant donné que les coûts associés à l'audit sur place, y compris les frais de déplacement des auditeurs du gouvernement indien vers et depuis l'usine, sont à la charge du fabricant, la prescription relative à la réalisation des audits sur place accorde aux fabricants nationaux un traitement plus favorable que celui réservé aux fabricants étrangers. Le Canada prie instamment l'Inde d'envisager de permettre que les essais sur les produits soient réalisés dans le pays de fabrication par des laboratoires accrédités par l'ILAC et de supprimer la prescription relative à la réalisation d'audits d'usines à l'étranger. Le Canada attend avec intérêt de coopérer avec l'Inde afin de garantir l'accès à des jouets sûrs et de haute qualité fabriqués par les entreprises canadiennes.

2.235. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Conformément aux dispositions du Décret relatif au contrôle de la qualité, les produits visés doivent porter un label de conformité correspondant à une licence valide délivrée par le BIS, au titre du système I du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité). Dans le cadre de ce système, l'inspection de l'usine est une condition obligatoire à la délivrance d'une licence. Conformément au système de certification de produits du BIS, les fabricants doivent disposer d'installations d'essais internes pour

exploiter une licence. Toutefois, le BIS a autorisé des assouplissements pour les fabricants de jouets, notamment la possibilité de sous-traiter les tests à des laboratoires qu'il reconnaît. Conformément aux lignes directrices spécifiques relatives aux jouets, la sous-traitance des essais autres que de sécurité physique, mécanique et électrique est autorisée. Les laboratoires agréés par le BIS et les laboratoires reconnus par le BIS dans le cadre de son Système de reconnaissance des laboratoires disposent de capacités suffisantes pour réaliser des essais sur les jouets conformément aux normes indiennes pertinentes. L'article 12 du Système de reconnaissance des laboratoires du BIS porte sur la reconnaissance des laboratoires étrangers. Le BIS prend toute décision de reconnaissance de laboratoires étrangers en tenant compte de l'ARM (Accord de reconnaissance mutuelle) avec la nation concernée. Les inspections à l'étranger étaient en suspens en raison des restrictions en cours imposées aux voyages internationaux. Les restrictions liées à la COVID-19 ayant été assouplies, le BIS a commencé à effectuer des inspections lorsque la confirmation du voyage de ses agents entièrement vaccinés a été reçue. Le BIS a désigné des agents, et les demandeurs sont invités à verser les frais destinés à la réalisation de l'inspection. Dès réception de ces frais, les inspections sont planifiées. Une inspection préliminaire a déjà été réalisée dans le cadre de 100 demandes. Toutefois, dans certains cas, les inspections sont retardées en raison de difficultés liées à la délivrance de visas.

#### **2.1.3.25 Union européenne – Non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, [G/TBT/N/EU/712](#) (ID 627<sup>51</sup>)**

2.236. La délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil voudrait faire part une fois de plus de ses préoccupations concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, d'après la notification OTC de l'UE portant la cote [G/TBT/N/EU/712](#). Le mancozèbe est une substance dont l'utilisation est approuvée par l'Agence brésilienne de surveillance sanitaire pour un grand nombre de cultures différentes, y compris le soja. La limite maximale de résidus (LMR) pour les fèves de soja au Brésil est fixée à 0,3 mg/kg. Environ 11% du soja produit dans le pays est exporté vers l'UE. Par conséquent, les restrictions concernant le mancozèbe auront une incidence notable sur les revenus des agriculteurs brésiliens. La disponibilité d'un substitut au mancozèbe à court et à moyen terme est également limitée par le fait que d'autres substances à usage similaire, comme le chlorothalonil, ont déjà été interdites sur le marché européen. Le mancozèbe est une substance importante pour la gestion de la résistance aux fongicides pour lutter contre la rouille du soja. Il est utilisé en tant qu'additif pour la protection des cultures, en vue d'accroître l'efficacité d'autres fongicides, en réduisant au minimum la résistance et en prolongeant le cycle de vie d'autres molécules. Au vu de la période de transition insuffisante accordée par l'UE, les traitements utilisés pour ces cultures ne pourraient être modifiés à temps pour l'exportation vers le marché de l'UE avant l'entrée en vigueur du Règlement. Le Brésil exhorte les autorités européennes à envisager d'établir des périodes de transition adaptées au cycle de production des cultures affectées. Il demande aussi à l'UE de bien vouloir aligner les LMR sur les limites établies dans le cadre du Codex Alimentarius, d'envisager d'autres solutions moins restrictives pour le commerce qui lui permettraient de maintenir son objectif politique légitime et d'accorder aux agriculteurs brésiliens un traitement non moins favorable que celui accordé aux agriculteurs européens.

2.237. La délégation de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie fait de nouveau part de sa préoccupation concernant la mesure notifiée par l'Union européenne dans le document [G/TBT/N/EU/712](#) d'avril 2020, qui a trait au non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe. Comme nous l'avons déjà fait observer, l'UE a adopté des mesures qui conduisent à la non-approbation de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, ce qui affecte les exportations de la Colombie. Des mesures relatives à la suspension ou à la non-approbation de la commercialisation de nombreuses substances actives, ainsi qu'à la réduction ultérieure des LMR y relatives au seuil minimal de détection, sont prises sans fondement scientifique solide et sans qu'il soit démontré que ces mesures constituent effectivement le moyen le moins restrictif pour le commerce d'assurer un niveau approprié de protection. Nous avons déjà évoqué à plusieurs reprises l'importance de cette substance phytopharmaceutique. À cet égard, nous souhaitons demander à l'UE de fournir des éclaircissements sur la relation entre la notification portant la cote [G/TBT/N/EU/712](#) sur le mancozèbe et la notification contenue dans le document [G/TBT/N/EU/797](#) au sujet du règlement REACH, pour ce qui est des substances cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction. Nous tenons également à rappeler que, dans ce cas et à d'autres occasions, nous avons demandé à l'UE de fournir des renseignements quant au délai maximal pour l'adoption

<sup>51</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 627](#).

de la norme et à l'application des seuils maximaux de résidus, mais elle n'a pas répondu à ces demandes.

2.238. Nous rappelons que l'article 2.12 de l'Accord OTC prévoit que "les Membres ménageront un délai raisonnable entre la publication des règlements techniques et leur entrée en vigueur, afin de laisser aux producteurs dans les Membres exportateurs, en particulier dans les pays en développement Membres, le temps d'adapter leurs produits ou leurs méthodes de production aux exigences du Membre importateur". Dans ce contexte, les données disponibles indiquent que l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a entrepris une procédure en vue de réviser les LMR pour le mancozèbe et les substances similaires. Lors de la réunion précédente du Comité, l'UE a indiqué que l'avis scientifique serait publié au cours du premier semestre 2022. À cet égard, et compte tenu du fait que la procédure actuellement suivie par l'EFSA est différente du processus de consultation publique internationale qui devrait être suivi au titre de l'Accord OTC, nous demandons instamment à l'UE de notifier les normes pertinentes à un stade précoce pour éviter les inconvénients et de prendre dûment en compte les observations des Membres, conformément à l'article 2.9. Nous demandons également que ce comité soit informé des mesures à prendre dans de tels cas. En outre, dans ce cas, les producteurs et les exportateurs ont des questions et des préoccupations concernant les mécanismes et les procédures d'inspection et de contrôle. L'UE n'a pas fourni de réponses claires sur la manière de rendre plus prévisible la réalisation d'opérations de commerce extérieur, sur les mécanismes d'inspection, ni sur la façon de démontrer la conformité aux prescriptions. Enfin, nous invitons de nouveau l'UE à suivre les recommandations relatives aux bonnes pratiques réglementaires, selon lesquelles les normes doivent être fondées sur des données claires et objectives, et qui favorisent le dialogue ouvert avec les parties prenantes, la transparence et la réduction au minimum des distorsions du marché.

2.239. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Cette préoccupation et le non-renouvellement de l'autorisation des substances restantes ont déjà fait l'objet de longues discussions dans le cadre de ce comité et du Comité SPS en raison de la réduction des LMR en résultant. Le Paraguay renvoie donc à ses précédentes déclarations et réitère sa préoccupation transversale à l'égard de la décision de l'UE de ne pas renouveler l'autorisation de ces substances sans procéder à une analyse des risques convenable et sans respecter les principes scientifiques. Nous appelons l'attention sur l'autorisation d'urgence la plus récente pour cette substance. Comme dans le cas des autorisations d'urgence précédentes, le pays demandeur, en l'occurrence la Finlande, présente les mêmes arguments que le Paraguay et d'autres Membres en faveur de l'utilisation de cette substance, à savoir l'absence de solutions de remplacement disponibles pour la protection contre certains organismes nuisibles, l'importance du mancozèbe pour éviter les problèmes de résistance et, en général, les pertes de production et les pertes financières causées par certains organismes nuisibles qui ne peuvent être combattus efficacement qu'en utilisant cette substance. Ce que l'autorisation d'urgence ne mentionne pas, c'est le grand nombre de champignons contre lesquels ce fongicide est utilisé et la prévalence de la plupart d'entre eux dans des pays comme le Paraguay, dont les conditions climatiques et les niveaux de pression liée aux parasites sont très différents de ceux de l'Union européenne, et où la pression parasitaire peut être contrôlée de façon sûre et efficace par des substances telles que le mancozèbe.

2.240. Nous avons déjà entendu l'UE dire que les mesures ne sont en place que pour 120 jours, mais nous rappelons qu'il n'y a pas de limite au nombre de renouvellements. Les autorisations d'urgence ne sont pas destinées à faciliter le commerce, contrairement aux tolérances à l'importation, mais nous n'avons pas reçu de réponses aux questions écrites, réitérées à de nombreuses occasions, sur les mécanismes spécifiques mis en œuvre pour assurer que les produits faisant l'objet de LMR provisoires sont maintenus à l'intérieur des frontières du Membre qui les autorise, et sur la cohérence entre cette autorisation et les préoccupations présumées concernant l'incidence que l'utilisation de ces substances peut avoir sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires, à propos desquelles nous constatons non seulement la discrimination qui existe en pratique entre les producteurs de l'UE et les partenaires commerciaux, mais aussi une incohérence entre l'objectif légitime poursuivi et les mesures prises pour l'atteindre. L'UE mentionne également dans ses réponses, telles que celles qui sont reproduites dans le document [G/SPS/GEN/2038](#), que 90% des autorisations d'urgence sont accordées pour des produits dont l'utilisation est approuvée dans l'UE, et que la plupart d'entre eux sont couverts par des LMR existantes, mais nos questions visent à obtenir des éclaircissements sur ceux qui ne le sont pas.

2.241. Nous avons également entendu dire que les autorisations d'urgence ne sont utilisées que "lorsqu'un danger ou une menace compromettant la production végétale ou les écosystèmes ne peut

être maîtrisé par d'autres moyens raisonnables". Nous sommes d'accord avec cette déclaration, mais malheureusement, l'abaissement des LMR pour cette substance, et pour d'autres, par l'un des plus grands importateurs mondiaux de denrées alimentaires laisse nos producteurs et ceux des autres Membres sans solutions de fortune possibles telles que les autorisations d'urgence dont disposent les membres de l'UE. Le Paraguay partage les objectifs que l'UE cherche à atteindre avec ces politiques, mais pas la méthode adoptée pour y parvenir. En effet, celle-ci n'est pas fondée sur des preuves scientifiques concluantes et ne tient pas compte des options moins restrictives pour le commerce ou de solutions de remplacement valables pour contrôler des dangers, qui n'existent pas dans ce cas, comme l'UE en convient en accordant des autorisations d'urgence à ses membres. Nous réitérons nos questions pour comprendre comment les Membres préoccupés par le processus pouvaient participer à l'analyse menée par l'EFSA sur les LMR pour le mancozèbe, l'état d'avancement de l'étude, puisqu'un résultat était attendu au premier semestre de cette année, et comment les observations présentées par les Membres seront prises en compte. Nous souhaitons également obtenir des réponses détaillées aux questions concernant les autorisations d'urgence qui ont été soulevées au sein du Comité SPS et auxquelles il n'a pas été répondu de manière satisfaisante lorsqu'il a été déclaré que l'octroi ou le refus de telles autorisations relève de la responsabilité des États membres de l'UE. Enfin, Monsieur le Président, nous ne pouvons manquer de reconnaître les efforts extraordinaires que l'UE déploie aux niveaux bilatéral/plurilatéral et multilatéral, y compris au moyen de doubles notifications (OTC/SPS). Toutefois, ce dont mon pays et ses producteurs ont besoin, ce n'est pas d'une explication unilatérale des mesures, mais d'un dialogue franc qui permette de répondre aux demandes légitimes que nous formulons et en même temps d'atteindre les objectifs légitimes de l'UE de la manière la moins restrictive possible pour le commerce, dans le respect des règles et des principes du système commercial multilatéral.

2.242. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reconnaît le droit de l'Union européenne (UE) de réglementer la fabrication et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques en agriculture pour faire face aux risques qui lui sont propres. Toutefois, elle réitère ses préoccupations relatives à la proposition de non-renouvellement du mancozèbe et à son incidence potentielle sur les limites maximales de résidus (LMR) ainsi qu'à ses effets éventuels sur le commerce, y compris sur les exportations de vin à destination de l'UE. L'Australie note que l'UE a récemment pris des décisions de non-renouvellement des autorisations pour des produits phytopharmaceutiques et apporté des modifications ultérieures aux LMR pertinentes qui ont une incidence sur le commerce de l'Australie avec l'Europe. Nous aimerions en savoir plus sur l'incidence que cette décision aura sur les futures décisions relatives aux LMR. En particulier, nous croyons savoir que l'EFSA a réexaminé les LMR existantes pour les dithiocarbamates, et nous attendons avec intérêt toute information sur l'avis scientifique de l'EFSA, qui devait être publié au premier semestre 2022. L'Australie souligne que son autorité nationale compétente ainsi que le Codex ont fixé des LMR pour les dithiocarbamates qui garantissent la protection continue de la santé des personnes et des animaux, ainsi que de l'environnement, tout en permettant la poursuite des échanges.

2.243. La délégation du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica souhaite exprimer son soutien à la préoccupation soulevée par le Paraguay, le Brésil, l'Australie et la Colombie au sujet du projet de règlement d'exécution notifié par l'Union européenne, en vertu duquel l'approbation de l'utilisation du mancozèbe ne serait pas renouvelée. Nous souscrivons aux déclarations des délégations qui ont déjà pris la parole.

2.244. La délégation du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Chili reprend à son compte les points de vue qui viennent d'être exposés dans la salle. La substance active mancozèbe est d'une grande importance pour l'agriculture chilienne et, étant donné que le mancozèbe n'a pas de produit de remplacement d'une efficacité et de caractéristiques similaires, le non-renouvellement de l'autorisation par l'UE est une source de vives préoccupations pour notre secteur des exportations agricoles.

2.245. La délégation de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. L'Équateur fait à nouveau part de sa préoccupation concernant le non-renouvellement du mancozèbe. Comme nous l'avons déjà mentionné à plusieurs reprises, ce fongicide est utilisé pour de nombreuses cultures stratégiques produites en Équateur et dans la région, notamment les bananes, le cacao et le brocoli. Le composé en question est important pour la lutte contre les parasites dans les pays au climat tropical, comme l'Équateur, dans lesquels le comportement des parasites suit des schémas très différents de celui constaté dans les pays ayant quatre saisons; à ce titre, les pesticides chimiques à usage agricole contenant le principe actif mancozèbe sont essentiels pour la production agricole. Je me dois de préciser que, dans la production de bananes, l'utilisation du mancozèbe est la méthode



de contrôle phytosanitaire la plus efficace et respectueuse de l'environnement pour lutter contre la cercosporiose noire, sachant que cette dernière est considérée comme la maladie la plus destructrice pour les cultures de bananes et de bananes plantains; on pense que c'est elle qui constitue le plus grand risque économique pour ces cultures et qu'elle peut provoquer des pertes allant jusqu'à 50%. L'Équateur est préoccupé par le fait qu'il n'existe actuellement aucune solution de rechange approuvée et dûment enregistrée à cette substance qui soit aussi efficace que le mancozèbe. Interdire l'utilisation du mancozèbe sans disposer de solution de remplacement efficace pourrait avoir de très graves conséquences économiques pour les petits, moyens et grands producteurs de mon pays.

2.246. L'Équateur invite instamment l'UE à prendre en considération les données scientifiques pertinentes émanant des organismes internationaux spécialisés reconnus par l'OMC, comme le Codex Alimentarius, qui dispose de renseignements sur cette substance. Nous tenons à rappeler que les économies des pays d'Amérique latine ne se sont pas encore effectivement relevées de l'impact de la pandémie de COVID-19, qui a entraîné une contraction des marchés d'approvisionnement en produits agricoles exportés par ces pays. Par conséquent, le fait de continuer à suspendre l'utilisation des composés uniquement sur la base du principe de précaution entraînera une perte de production et entravera la commercialisation de produits, ce qui affectera davantage les économies déjà durement touchées de pays comme l'Équateur. C'est pourquoi l'Équateur appelle l'UE à envisager d'autres mesures moins restrictives pour le commerce, à identifier d'autres substances qui permettraient aux échanges existants de se poursuivre, à fonder ses mesures sur des études concluantes et non pas seulement sur le principe de précaution, et à établir des périodes de transition d'au moins 36 mois pour l'enregistrement de substances de remplacement, compte tenu de la pénurie actuelle d'outils disponibles pour lutter contre les parasites.

2.247. La délégation de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. Le mancozèbe est une substance active autorisée et largement utilisée de manière sûre dans de nombreux pays, y compris l'Uruguay, pour lutter contre les maladies et parasites touchant divers produits du secteur national des fruits et légumes, notamment les pommes, les poires et les agrumes. Il est particulièrement important pour lutter contre la tavelure de la pomme et de la poire, qui est la principale maladie touchant la production de ces deux fruits, et qui est causée par un champignon du genre *Venturia spp.* À cet égard, nous soutenons les préoccupations et les demandes formulées par d'autres délégations, particulièrement en ce qui concerne la possibilité que, à l'issue du processus d'examen en cours pour les dithiocarbamates, l'Union européenne réduise notablement les LMR correspondantes, même en les abaissant à la limite de détermination, sans disposer de preuves scientifiques concluantes qui étayent une telle décision conformément à l'Accord SPS de l'OMC. Nous apprécierions des renseignements actualisés sur l'état d'avancement du processus d'examen en cours concernant ces substances, y compris la date d'achèvement prévue, les raisons du retard apparent et la date à laquelle une notification des modifications des LMR pourrait être présentée au Comité SPS. Dans ce contexte, l'Uruguay rappelle, comme d'autres Membres, l'importance de tenir dûment compte des normes, directives et recommandations internationales ainsi que des données scientifiques produites par les organismes internationaux de normalisation reconnus à l'OMC, tels que le Codex Alimentarius, et de prévoir une période de transition raisonnable si une décision est prise de modifier les LMR.

2.248. La délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. L'Argentine réaffirme sa préoccupation générale au sujet de l'approche basée sur le danger utilisée par l'UE en ce qui concerne la réglementation des pesticides, sans identification du risque, ce qui constitue une barrière technique non nécessaire au commerce. En l'occurrence, le mancozèbe est un fongicide à large spectre utilisé pour cultiver des fruits, des légumes et des cultures de plein champ. Bien que l'Argentine souscrive à la préoccupation de l'UE relative au renforcement de la protection de la santé humaine et de l'environnement, nous souhaitons une fois de plus souligner l'importance de respecter l'article 2.2 et 2.4 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, qui disposent que "les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime". Nous sommes particulièrement préoccupés par le nombre de substances interdites par la Commission européenne, qui s'accroît chaque jour. Cette situation peut avoir de graves conséquences pour divers Membres de l'OMC, en particulier les pays en développement, dont les populations et les économies sont fortement dépendantes des exportations agricoles. Il est donc crucial pour l'UE d'utiliser une approche d'évaluation des risques dans l'analyse de ces changements réglementaires et de disposer d'études scientifiques concluantes pour déterminer les différents aspects pouvant affecter la santé humaine et l'environnement.

2.249. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Nous avons fourni des explications détaillées sur cette question lors de précédentes réunions du Comité OTC. Le 17 avril 2020, l'UE a notifié au Comité OTC un projet de règlement d'exécution de la Commission portant sur le non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, conformément au Règlement (CE) n° 1107/2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques (le "Règlement de l'UE sur les produits phytopharmaceutiques").<sup>52</sup> Le Règlement d'exécution (UE) n° 2087/2020<sup>53</sup> est entré en vigueur le 4 janvier 2021. Le non-renouvellement était fondé sur une évaluation scientifique réalisée au titre du Règlement de l'UE sur les produits phytopharmaceutiques par des experts des États membres de l'UE et l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'EFSA ayant conclu que le mancozèbe ne satisfaisait pas aux critères d'approbation énoncés à l'article 4 du Règlement (CE) n° 1107/2009, l'approbation de cette substance n'a pas été renouvelée. Les États membres de l'UE devaient retirer les autorisations existantes accordées pour les produits phytopharmaceutiques contenant du mancozèbe dans un délai maximal de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du règlement d'exécution (d'ici au 4 juillet 2021). Conformément à l'article 46 du Règlement n° 1107/2009, les éventuels délais de carence accordés par les États membres de l'UE sont arrivés à leur terme, au plus tard le 4 janvier 2022, 12 mois à partir de l'entrée en vigueur du règlement d'exécution.

2.250. L'UE aimerait informer les Membres que l'EFSA a récemment entrepris un examen des limites maximales de résidus (LMR) existantes pour les dithiocarbamates (groupe dont le mancozèbe fait partie). Nous avons informé les Membres lors de la dernière réunion du Comité OTC que les parties intéressées avaient été invitées à contribuer activement à l'examen des LMR en apportant des renseignements pertinents par l'intermédiaire du principal titulaire d'une autorisation, comme cela est indiqué dans le document [G/SPS/GEN/1494/Rev.1](#).<sup>54</sup> L'avis scientifique de l'EFSA sur les dithiocarbamates devrait être publié au cours du second semestre 2022. Pour obtenir des conseils sur les solutions de remplacement au mancozèbe, la base de données de l'UE sur les pesticides<sup>55</sup> est à la disposition du public et contient des renseignements au sujet de toutes les substances actives, l'état de leur approbation et leur principal but (par exemple fongicide, insecticide ou herbicide). Indépendamment de la situation existant dans le cadre du Règlement de l'UE sur les produits phytopharmaceutiques, des restrictions d'utilisation du mancozèbe ont été introduites dans le cadre de la législation de l'UE sur les produits chimiques (REACH<sup>56</sup>), à la suite de la classification de la substance comme CMR (cancérogène, mutagène ou toxique pour la reproduction) 1A ou 1B au titre de ce même règlement.

<sup>52</sup> Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil. J.O. L 309 du 24/11/2009, page 1.

<sup>53</sup> Règlement d'exécution (UE) 2020/2087 de la Commission du 14 décembre 2020 concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, et modifiant l'annexe du Règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 de la Commission, J.O. L 423 du 15/12/2020, page 50.

<sup>54</sup> <https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/SS/directdoc.aspx?filename=r:/G/SPS/GEN1494R1.pdf&Open=True>.

<sup>55</sup> [https://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-db\\_en](https://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-db_en).

<sup>56</sup> Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le Règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le Règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la Directive 76/769/CEE du Conseil et les Directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission (J.O. L 396 du 30/12/2006, page 1).

**2.1.3.26 Inde – Ordonnances sur le contrôle de la qualité des substances chimiques et pétrochimiques,** [G/TBT/N/IND/116](#), [G/TBT/N/IND/121](#), [G/TBT/N/IND/122](#),  
[G/TBT/N/IND/123](#), [G/TBT/N/IND/124](#), [G/TBT/N/IND/125](#), [G/TBT/N/IND/126](#),  
[G/TBT/N/IND/127](#), [G/TBT/N/IND/128](#), [G/TBT/N/IND/129](#), [G/TBT/N/IND/130](#),  
[G/TBT/N/IND/132](#), [G/TBT/N/IND/133](#), [G/TBT/N/IND/134](#), [G/TBT/N/IND/135](#),  
[G/TBT/N/IND/136](#), [G/TBT/N/IND/137](#), [G/TBT/N/IND/138](#), [G/TBT/N/IND/139](#),  
[G/TBT/N/IND/140](#), [G/TBT/N/IND/141](#), [G/TBT/N/IND/142](#), [G/TBT/N/IND/144](#),  
[G/TBT/N/IND/150](#), [G/TBT/N/IND/151](#), [G/TBT/N/IND/152](#), [G/TBT/N/IND/153](#),  
[G/TBT/N/IND/154](#), [G/TBT/N/IND/175](#), [G/TBT/N/IND/176](#), [G/TBT/N/IND/177](#),  
[G/TBT/N/IND/186](#), [G/TBT/N/IND/187](#), [G/TBT/N/IND/191](#), [G/TBT/N/IND/193](#),  
[G/TBT/N/IND/199](#), [G/TBT/N/IND/201](#), [G/TBT/N/IND/202](#), [G/TBT/N/IND/203](#),  
[G/TBT/N/IND/204](#), [G/TBT/N/IND/205](#), [G/TBT/N/IND/206](#), [G/TBT/N/IND/208](#)  
(ID 630<sup>57</sup>)

2.251. La délégation du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu tient à faire part de ses préoccupations concernant le décret du Ministère indien des produits chimiques et des engrais sur l'anhydride phtalique, l'acrylate de n-butyle et l'acide téréphtalique, qui a été notifiée dans les documents [G/TBT/N/IND/116](#), [G/TBT/N/IND/123](#) et [G/TBT/N/IND/124](#). Tout d'abord, nous tenons à remercier l'Inde d'avoir reporté la date d'application décret sur les produits concernés au 22 décembre 2022. Deuxièmement, étant donné que la pandémie ne prendra probablement pas fin à court terme et qu'il est toujours difficile de mener des inspections sur place dans la situation actuelle, nous aimerions demander instamment à l'Inde de reporter à nouveau l'application de la mesure pour les produits mentionnés ci-dessus. En outre, nous suggérons une fois encore à l'Inde de prendre pendant la pandémie des mesures de substitution pour tous les produits visés, par exemple en autorisant les laboratoires d'essais et les organismes d'inspection d'autres Membres de l'OMC à participer aux procédures d'évaluation de la conformité et en acceptant leurs rapports ou l'inspection d'usines à distance, afin de remédier aux difficultés rencontrées pour procéder à des inspections physiques du fait des restrictions des voyages internationaux.

2.252. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. En juillet 2022, le Ministère indien des produits chimiques et des engrais avait notifié 44 décrets relatifs au contrôle de la qualité au Comité OTC de l'OMC. Chacun de ces décrets semble s'appliquer à des substances qui correspondent directement ou indirectement aux 72 produits chimiques et pétrochimiques que l'Inde a désignés comme devant être conformes aux normes établies par le Bureau indien de normalisation (BIS). Nous continuons, en particulier, à souligner les préoccupations de la branche de production des États-Unis concernant le Décret de 2020 relatif aux matériaux de polyéthylène pour moulage et extrusion (contrôle de la qualité) (Décret relatif au contrôle de la qualité du polyéthylène), notifiée dans le document [G/TBT/N/IND/191](#). Bien que nous apprécions le report par le Ministère de la date d'entrée en vigueur du Décret relatif au contrôle de la qualité du polyéthylène, la branche de production des États-Unis reste préoccupée par la prescription d'étiquetage au titre de la mesure, qui impose le marquage du plus petit emballage unitaire de produit en polyéthylène livré au client. En vertu de cette prescription, ces marquages doivent inclure des "codes de désignation" contenant une série de renseignements techniques (par exemple le point de fusion du produit, sa densité, sa méthode de traitement et son application). L'Inde peut-elle expliquer l'objectif visé par ce marquage et les personnes à qui il est censé fournir des informations?

2.253. Nous réitérons les observations de la branche de production des États-Unis, selon lesquelles d'autres marchés n'ont pas appliqué de telles prescriptions aux produits de polyéthylène et que les renseignements en question ne paraissent pas nécessaires, étant donné les connaissances techniques des clients participant à la transaction commerciale. Nous voudrions toujours savoir comment l'Inde a pris en compte les observations de la branche de production concernant des solutions de remplacement d'un bon rapport coût-efficacité et mutuellement bénéfiques pour atteindre les objectifs réglementaires de l'Inde. Comment l'Inde a-t-elle tenu compte des solutions de remplacement proposées? Nous continuons de faire part des préoccupations que suscite, au sein de la branche de production des États-Unis, le fait que, telle qu'envisagée, la prescription de marquage et d'apposition d'informations imprimées, avec un code alphanumérique unique à l'Inde, soit sur le sac du produit en polyéthylène, soit sur son plus petit emballage unitaire livré au client, imposera des charges administratives entraînant des inefficacités, des retards et des coûts supplémentaires pour les exportateurs. Nous sommes préoccupés par la confusion que pourrait créer

<sup>57</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 630](#).

la nécessité de déchiffrer le code chez le client indien intervenant aux différentes étapes de la chaîne de contrôle ainsi que chez tout client d'un pays tiers vers lequel les produits ayant fait l'objet d'un tel marquage pourraient être exportés depuis l'Inde. Compte tenu de la dépendance de l'Inde à l'égard des importations, notamment des résines de qualité spéciale, cette obligation de marquage pourrait perturber les importations indiennes et l'accès aux matériaux essentiels utilisés par les secteurs indiens des soins de santé et de la pharmacie et d'autres secteurs indiens fabriquant des produits à haute valeur pour l'exportation.

2.254. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite soutenir les délégations des États-Unis et du Taipei chinois. L'Inde continue de définir et d'introduire des normes spécifiques et des prescriptions de certification pour un certain nombre de produits – au titre des décrets relatifs au contrôle de la qualité. Ces décrets prescrivent une vérification sur site dans les locaux des fabricants par un vérificateur du Bureau indien de normalisation (BIS) pour que les produits fabriqués dans des pays tiers puissent recevoir l'autorisation d'être exportés en Inde. L'UE regrette vivement que l'Inde ait refusé à maintes reprises d'envisager des solutions de rechange valables en lieu et place des vérifications effectuées à l'étranger – qui ont été suspendues pendant plus de deux ans en raison de la pandémie de SRAS COV-2, telles que des vérifications virtuelles ou des vérifications réalisées par des organismes/entités tiers reconnus au niveau international. Elle se félicite du fait que les demandes d'inspection sont traitées progressivement. Toutefois, elle tient à souligner les avantages que les vérifications virtuelles et la reconnaissance des laboratoires situées en dehors de l'Inde présenteraient pour l'Inde et ses partenaires. Cela aiderait en outre le BIS à réduire son arriéré de demandes en souffrance. L'UE souhaite donc saisir cette occasion pour demander aux autorités indiennes d'envisager l'élaboration de règles en vue de la reconnaissance par le BIS de laboratoires au niveau international, comme le prévoit la législation en vigueur. Cela permettrait d'accélérer les vérifications et de réduire le coût des essais obligatoires pour les fabricants étrangers.

2.255. L'UE souhaite réaffirmer sa position selon laquelle les décrets relatifs au contrôle de la qualité en question ont une orientation protectionniste. Le nombre croissant de ces décrets dans tous les secteurs envoie des signaux inquiétants à la branche de production, aux investisseurs et aux États membres de l'UE. Une fois en vigueur, ils entraînent une charge et un coût économique supplémentaires pour la branche de production de l'UE, laquelle doit se soumettre à des procédures fastidieuses en vue d'obtenir les permissions et/ou licences nécessaires pour des produits déjà certifiés conformément aux normes internationales établies. En outre, les fabricants étrangers doivent apporter les modifications nécessaires à leurs systèmes d'outillage en vue de l'apposition du marquage ISI, ce qui pourrait entraîner l'arrêt temporaire de certaines lignes de production. Dans ce contexte, les décrets relatifs au contrôle de la qualité offrent peu de valeur ajoutée aux consommateurs indiens, ce qui remet en question la raison de leur adoption. Ces décrets concernent toute une série de produits chimiques relevant des chapitres 28 et 29 du SH. L'UE prend systématiquement note de toutes les notifications OTC de l'Inde concernant les décrets relatifs au contrôle de la qualité pour les substances chimiques et pétrochimiques. Elle se félicite des reports annoncés dans l'entrée en vigueur de certains de ces décrets. Toutefois, elle tient à souligner que certaines de ces notifications ne comportent pas de date d'entrée en vigueur déterminée. Par exemple, certains décrets comportent une date précise d'entrée en vigueur, tandis que d'autres indiquent que le décret entrera en vigueur à l'expiration d'un délai de 180 jours à compter de la date de sa publication au Journal officiel. L'UE demande à l'Inde de fournir des renseignements précis concernant la date prévue d'adoption de ces mesures.

2.256. L'Union européenne a remarqué qu'un nombre croissant de décrets de l'Inde relatifs au contrôle de la qualité des substances chimiques et pétrochimiques faisant l'objet de notifications OTC ne sont pas mises en œuvre. L'Union européenne souhaiterait que l'Inde explique les raisons pour lesquelles la mise en œuvre des mesures notifiées dans ce secteur a été plusieurs fois reportée. Compte tenu de la confusion qui résulte de cette situation, elle souhaite appeler une nouvelle fois l'Inde à fournir une liste des substances chimiques et pétrochimiques pour lesquelles des mesures ont déjà été mises en œuvre et de celles qui ne l'ont pas encore été, ainsi que les copies des décrets correspondants. L'Union européenne souhaite rappeler la demande qu'elle fait à l'Inde de préciser les raisons pour lesquelles elle établit des décrets spécifiques de contrôle de la qualité alors que les produits chimiques et pétrochimiques visés sont déjà conformes aux normes internationalement reconnus. Elle tient à signaler aux autorités indiennes que, conformément à l'Accord OTC, les normes sont considérées comme facultatives et que, lorsqu'elles sont obligatoires, il s'agit de règlements techniques. Par ailleurs, aux termes de l'article 2.2 de l'Accord OTC, les Membres doivent faire en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni

pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. L'UE voudrait également encourager l'Inde à aligner les normes du Bureau indien de normalisation (BIS) sur les approches internationales.

2.257. La délégation de Singapour a communiqué la déclaration suivante. Singapour se fait l'écho des préoccupations exprimées par le Taipei chinois, les États-Unis et l'Union européenne et souhaite réitérer les inquiétudes qu'elle a formulées lors des précédentes réunions. Il reste préoccupé par le fait que les décrets de l'Inde relatifs au contrôle de la qualité des substances chimiques et pétrochimiques pourraient affecter l'accès des fabricants de produits chimiques étrangers au marché indien, étant donné les prescriptions onéreuses imposées aux acteurs du secteur pour qu'ils se conforment aux nouvelles mesures, dont certaines ne sont pas alignées sur les normes internationales. Nous croyons comprendre que certains acteurs de la branche de production ont proposé des solutions de remplacement pour satisfaire aux prescriptions des décrets de contrôle de la qualité, et nous aimerions demander respectueusement à l'Inde de bien vouloir considérer positivement ces solutions, afin de faciliter la mise en œuvre opérationnelle des décrets, et de s'assurer que les prescriptions ne soient trop onéreuses et difficiles à respecter pour la branche de production. En outre, nous exhortons respectueusement l'Inde d'harmoniser ses décrets de contrôle de la qualité avec les normes internationales afin de réduire les coûts de mise en conformité pour la branche de production et de veiller à ce que les mesures imposées ne soient pas plus restrictives pour le commerce que nécessaire.

2.258. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Conformément aux dispositions du Décret relatif au contrôle de la qualité, les produits visés doivent porter un label de conformité correspondant à une licence valide délivrée par le BIS, au titre du système I du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité). Dans le cadre de ce système, l'inspection de l'usine est une condition obligatoire à la délivrance d'une licence. L'autorisation d'utiliser un label de conformité sur un produit est accordée après évaluation des capacités de fabrication et d'essai au moyen d'une inspection sur site des locaux de fabrication. Au cours de cette visite, la conformité du produit aux exigences de la norme indienne pertinente est également établie par des essais réalisés dans l'usine ou dans un laboratoire d'essais extérieur ou une combinaison des deux. Pour le moment, aucune disposition du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité) ne permet de remplacer l'inspection sur site par une inspection virtuelle pour évaluer la conformité. Les inspections à l'étranger étaient en suspens en raison des restrictions en cours imposées aux voyages internationaux. Les restrictions liées à la COVID-19 ayant été assouplies, le BIS a commencé à effectuer des inspections lorsque la confirmation du voyage de ses agents entièrement vaccinés a été reçue. Le BIS a désigné des agents, et les demandeurs sont invités à verser les frais destinés à la réalisation de l'inspection. Dès réception de ces frais, les inspections sont planifiées. Plus de 100 demandes ont déjà fait l'objet d'une inspection préliminaire. Toutefois, dans certains cas, les inspections sont retardées en raison des difficultés liées à la délivrance de visas.

2.259. Conformément au Code de pratique de l'Accord OTC de l'OMC, le BIS a pour politique d'aligner dans toute la mesure du possible les normes indiennes sur les normes internationales de l'ISO et de la CEI, lorsqu'elles sont disponibles et également, pour autant que faire se peut, de tenir compte des conditions climatiques/environnementales particulières et du développement technologique du pays. Environ 94% des normes indiennes, pour lesquelles les normes correspondantes sont disponibles, sont harmonisées avec leurs homologues ISO/CEI. En réponse à la déclaration des États-Unis et de Singapour, on peut trouver des précisions sur les décrets relatifs au contrôle de la qualité et les normes correspondantes sur le site Web du BIS.<sup>58</sup> En ce qui concerne le point soulevé par l'UE, selon lequel les normes sont considérées comme facultatives et que, lorsqu'elles sont obligatoires, il s'agit de règlements techniques, l'Inde demande à l'UE de se référer à la réponse qu'elle a apportée dans ses déclarations précédentes à des réunions du Comité OTC.

#### **2.1.3.27 Inde – Décret relatif à l'exigence prévoyant que les lots de produits alimentaires importés soient accompagnés d'un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM, [G/TBT/N/IND/168](#) (ID 651)<sup>59</sup>**

2.260. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne voudrait renvoyer à ses déclarations précédentes sur cette question. L'UE considère que

<sup>58</sup> <https://standardsbis.bsbedge.com/> et <https://www.bis.gov.in/index.php/product-certification/products-under-compulsory-certification/scheme-i-mark-scheme/>.

<sup>59</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 651](#).

le Décret est disproportionné et crée des obstacles injustifiés au commerce, car la prescription établie par l'Inde va bien au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif affiché et représente une charge supplémentaire et des coûts pour les exportateurs de l'UE. L'Inde devrait expliquer pourquoi elle juge nécessaire d'imposer une telle charge à des partenaires commerciaux ayant une forte prévalence de produits alimentaires non génétiquement modifiés sur leur marché intérieur et un solide cadre réglementaire régissant l'utilisation des OGM. L'UE souligne qu'outre le fait que seul un nombre limité des cultures alimentaires auxquelles il est fait référence dans l'annexe sont autorisées à contenir des OGM, les produits génétiquement modifiés sont soumis à des règles très strictes en matière de traçabilité et d'étiquetage. Ces prescriptions permettent de faire une distinction stricte et efficace entre la production génétiquement modifiée et la production qui ne l'est pas, à l'exception des produits alimentaires dont la part autorisée à être issue d'organismes génétiquement modifiés est inférieure à 0,9%, et à condition que leur présence soit fortuite et inévitable sur le plan technique. En d'autres termes, le seuil de tolérance de l'UE est encore plus strict que celui indiqué par la FSSAI dans sa clarification du 8 février 2021, c'est-à-dire 1%.

2.261. L'UE et l'Inde sont l'une et l'autre parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique. L'UE a adopté le Règlement n° 1946/2006 relatif aux mouvements transfrontières des organismes génétiquement modifiés. En vertu du paragraphe 2 de l'article 12 de ce règlement, les exportateurs d'OGM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformés doivent accompagner leurs exportations d'un document attestant que les produits exportés consistent en OGM ou en contiennent. Cette obligation d'accompagner les OGM de documents complémentaires fournit la réassurance nécessaire aux importateurs et aux autorités. Nous considérons donc que la certification additionnelle des produits alimentaires non génétiquement modifiés n'est ni nécessaire ni justifiée.

2.262. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis rappellent qu'ils sont vivement préoccupés par la mesure de l'Inde qui exige que certains produits agricoles importés en Inde soient accompagnés d'un certificat attestant qu'ils sont "non génétiquement modifiés et sans OGM", mesure notifiée le 2 septembre 2020 dans le document [G/TBT/N/IND/168](#), et dont la date d'entrée en vigueur fixée au 1<sup>er</sup> mars 2021 a été ultérieurement notifiée. L'Inde a affirmé que la mesure n'était ni discriminatoire ni restrictive pour le commerce, car elle s'appliquait aux importations de tous les pays et parce que l'Inde et divers partenaires commerciaux délivraient leurs propres certificats. Les États-Unis doivent souligner que ni l'application générale ni les divers modalités de mise en conformité ne justifient une telle mesure de restriction des échanges; ils mettent plutôt en évidence les problèmes parallèles d'accès inégal au marché et d'inefficacité de la réglementation en matière de biosécurité qui sont exacerbés par la mesure. Nous exhortons une fois de plus l'Inde à annuler cette mesure et à dialoguer avec les États-Unis et d'autres partenaires commerciaux pour trouver une solution de remplacement fondée sur la science et facilitant le commerce. Les États-Unis ont déjà proposé à de nombreuses reprises une coopération technique avec l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI), et ils renouvellent une fois de plus cette offre de collaboration pour mettre au point une solution mutuellement bénéfique.

2.263. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon souhaite réitérer les préoccupations soulevées lors de réunions antérieures du Comité OTC, concernant la mesure de l'Inde, qui prescrit que 24 produits agricoles importés en Inde doivent être munis d'un certificat attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés et ne contiennent pas d'organismes génétiquement modifiés. Le Japon estime que cette mesure, qui a un impact négatif sur le commerce agricole entre l'Inde et d'autres Membres de l'OMC, est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Au Japon, en vertu de la législation nationale, l'importation, la distribution, la culture et les autres utilisations générales des produits agricoles génétiquement modifiés destinés à la consommation humaine sont soumises à des évaluations de sécurité, et les produits agricoles qui ne sont pas approuvés par le processus d'évaluation ne peuvent être ni importés ni distribués sur le territoire national. Si certains produits font déjà l'objet d'un contrôle approprié dans le pays d'origine, le fait d'exiger que ces produits soient accompagnés de certificats attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés ou sans OGM est plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Nous prions instamment l'Inde de retirer la prescription visant à joindre des certificats aux produits alimentaires qui font l'objet d'un contrôle approprié dans le pays d'origine.

2.264. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie remercie l'Inde pour son engagement et sa coopération constants au sujet du recours aux certificats attestant que



les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM, ainsi que pour les réponses précédentes fournies par l'Inde au Comité OTC. L'Australie partage le point de vue selon lequel l'utilisation des OGM dans l'agriculture doit être sûre, et elle est une fervente partisane d'une réglementation des OGM solide et fondée sur les risques et la science. À la suite de ses déclarations précédentes sur cette question, l'Australie réitère qu'il est de pratique internationale courante de maintenir une surveillance et des contrôles réglementaires sur les cultures agricoles faisant l'objet de modifications génétiques. En tant que tel, exiger des assurances concernant les OGM pour chaque expédition individuelle n'améliore pas les résultats réglementaires. Afin de s'assurer que le commerce n'est pas soumis à des coûts non nécessaires et à des charges réglementaires supplémentaires pour les exportateurs australiens et les importateurs indiens, l'Australie demande que des arrangements de remplacement reconnaissant les systèmes réglementaires mis en place par les pays pour contrôler les exportations d'OGM soient mis en œuvre. Elle maintient une réglementation appropriée des cultures d'OGM et est en mesure de fournir des garanties quant aux cultures qui sont ou ne sont pas soumises à des modifications génétiques. Elle apprécie la coopération de l'Inde visant à convenir d'une voie à suivre lors de la récente visite de la FSSAI en Australie sur cette question. La voie convenue fait évoluer cette question vers des échanges commerciaux plus ouverts, conformément aux principes de l'Accord de coopération économique et commerciale entre l'Australie et l'Inde (AI-ECTA), qui a été conclu récemment. L'Australie se réjouit à l'idée de poursuivre sa collaboration avec l'Inde sur cette question.

2.265. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Ma délégation tient à remercier les délégations des États-Unis et de l'Union européenne d'avoir inscrit cette préoccupation à l'ordre du jour d'aujourd'hui et réitère son soutien à celle-ci. Il y a plusieurs mois maintenant, nous avons, avec d'autres Membres, demandé à l'Inde, par l'intermédiaire de notre représentation à New Delhi, de réexaminer cette politique au motif qu'elle n'est pas conforme à ses obligations envers cette Organisation. Nous réitérons que nous attendons toujours une réponse de l'Inde à nos préoccupations et à nos demandes, et nous espérons avoir une mise à jour dès que possible.

2.266. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada tient à rappeler les préoccupations qu'il a exprimées concernant la mise en œuvre du Décret de l'Inde d'août 2020, qui exige qu'un certificat accompagne les envois de 24 produits alimentaires importés attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés et qu'ils ne contiennent pas d'OGM. Il continue de craindre que ce décret ait un effet disproportionné sur la capacité des pays producteurs d'OGM à exporter vers l'Inde et qu'il ait des effets restrictifs non nécessaires sur le commerce international, des préoccupations que nous avons soulevées lors de réunions antérieures du Comité OTC et du Comité SPS ainsi que devant le Conseil du commerce des marchandises. Bien que le Canada se félicite de la décision récemment prise par l'Inde d'accepter l'attestation canadienne de certification "non génétiquement modifié" pour les exportations de haricots, il ne s'agit que de l'une des 24 denrées touchées par le décret. Nous continuons à être préoccupés par les incidences éventuelles liées au commerce sur les autres cultures visées par le décret. Le Canada continue toutefois d'encourager l'Inde à envisager une approche moins contraignante pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire énoncés dans le Décret. Comme nous l'avons déjà indiqué, les cadres réglementaires solides et fondés sur des données scientifiques mis en place par des pays dans le monde entier, y compris le Canada, devraient être pris en considération par l'Inde dans le cadre de l'évaluation des risques liés aux produits génétiquement modifiés avant leur homologation et leur commercialisation. La commercialisation de ces produits n'est autorisée qu'une fois qu'ils ont reçu l'homologation appropriée en matière de sécurité sanitaire.

2.267. Le Canada demande une nouvelle fois à l'Inde de suspendre la mise en œuvre de cette mesure et de permettre la poursuite des échanges sans la formalité du certificat jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante soit trouvée et afin de réduire autant que possible les perturbations potentielles du commerce. Cela permettrait de poursuivre le dialogue avec les Membres afin d'examiner et d'envisager une autre mesure moins restrictive pour le commerce permettant à l'Inde d'atteindre l'objectif visé. Enfin, compte tenu de l'objectif déclaré du Décret, qui est de "garantir la sécurité et l'intégrité sanitaires des produits alimentaires importés en Inde", le Canada demande une fois encore à l'Inde de notifier au Comité SPS le Décret sur les produits non génétiquement modifiés. Nous nous tenons à disposition et nous réjouissons à l'idée de poursuivre les discussions à ce sujet dans un cadre bilatéral.

2.268. La délégation de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. L'Uruguay reconnaît le droit de l'Inde de prendre des mesures pour garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la santé de sa population. Toutefois, l'Uruguay souhaite rappeler qu'il existe un consensus au

niveau international selon lequel les produits génétiquement modifiés qui sont approuvés par les pays exportateurs sur la base des recommandations du Codex relatives à la méthodologie d'évaluation des risques sont équivalents aux produits classiques correspondants. Par conséquent, selon l'Uruguay, il ne semble pas exister de raison technique qui justifierait la mise en œuvre de la mesure de certification proposée par l'Inde, compte tenu de l'objectif légitime, mentionné dans le Décret en question, de garantir la sécurité et l'intégrité sanitaires des produits alimentaires importés. À la lumière de cet objectif, nous aimerions demander pourquoi la délégation de l'Inde n'a toujours pas notifié cette mesure au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC, comme elle l'a fait au Comité OTC. L'Uruguay tient à souligner l'importance pour les Membres d'établir des mesures fondées sur des principes scientifiques, et en particulier de veiller à ce que ces mesures soient mises en œuvre dans le but de réduire au maximum les effets négatifs sur le commerce, conformément aux dispositions des Accords OTC et SPS. Enfin, nous souhaitons rappeler que nous attendons toujours une réponse à la note conjointe transmise par un certain nombre de pays, dont l'Uruguay, à New Delhi en janvier 2021, soit il y a 14 mois.

2.269. La délégation de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande reconnaît et soutient les mesures qui se concentrent sur des objectifs légitimes, notamment la protection de la santé et de la sécurité humaines. Elle reste préoccupée par les prescriptions de l'Inde en matière de certification "non génétiquement modifié" concernant des aliments spécifiques, qui imposent de nouvelles restrictions et des coûts additionnels sur les échanges existants de produits visés par la mesure. La Nouvelle-Zélande continue d'encourager l'Inde à accepter une assurance fournie à l'échelle du pays comme alternative à la certification non-OGM sur la base de chaque expédition.

2.270. La délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. Nous tenons à remercier l'UE et les États-Unis pour avoir inscrit cette préoccupation commerciale spécifique à l'ordre du jour du Comité et nous demandons que le soutien de l'Argentine à cet égard soit consigné. En ce qui concerne cette mesure, l'Argentine réitère sa préoccupation et souligne à nouveau que la mesure n'est étayée par aucune explication scientifique. L'Argentine craint que cette prescription ne crée un précédent pour l'inclusion dans la mesure, à l'avenir, d'autres produits, voire de leurs dérivés, et qu'elle ne constitue un obstacle au commerce. Nous demandons donc à l'Inde d'envisager le réexamen de cette mesure.

2.271. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. La prescription relative à la réglementation des produits alimentaires génétiquement modifiés importés n'est pas nouvelle. Elle figure déjà dans la Loi sur la protection de l'environnement (1986). Cette prescription a déjà été notifiée à l'OMC et n'est ni discriminatoire ni restrictive pour le commerce, puisqu'elle s'applique uniformément aux importations en provenance de tous les pays. Le Décret de la FSSAI du 21 août 2020 a rendu obligatoire le certificat délivré par une autorité nationale compétente du pays exportateur attestant que les 24 produits de base identifiés sont non génétiquement modifiés et sans OGM. Dans le même esprit, l'Inde a délivré de tels certificats pour ses exportations vers plusieurs autres pays. Le gouvernement indien a autorisé le Conseil d'inspection des exportations (EIC) à faire office d'organisme chargé de délivrer les certificats attestant que les envois de produits destinés à l'exportation vers d'autres pays sont sans OGM. L'EIC délivre plus de 9 000 certificats de ce type en vue de l'exportation des cultures vivrières primaires ainsi que des produits alimentaires transformés vers plusieurs pays. Il convient de noter que ledit décret n'est pas restrictif pour le commerce car les envois de produits identifiés sont déjà acceptés pour l'importation en Inde avec le certificat d'origine non GM et sans GM dans la forme prescrite. L'article 7 de la Loi sur la protection de l'environnement (1986) et son règlement d'application précisent que nul ne peut importer ou exporter des organismes/substances ou cellules génétiquement modifiés sans autorisation du Comité d'approbation chargé du génie génétique (GEAC). La notification n° 2 (RE 2006)/2004-2009 de la Direction générale du commerce extérieur (DGFT), datée du 7 avril 2006, relative à l'importation de produits alimentaires génétiquement modifiés, indique expressément que l'importation d'OGM et d'OVM destinés à l'alimentation est régie par les dispositions de la Loi sur la protection de l'environnement de 1986 et son règlement d'application. Le GEAC n'a à ce jour approuvé aucune des variétés de cultures génétiquement modifiées/d'origine génétiquement modifiée énumérées dans le Décret susmentionné. La prescription exigeant que l'importation de 24 cultures vivrières soit munie d'un certificat attestant qu'elles sont sans OGM est une assurance requise des autorités compétentes des pays exportateurs que les productions vivrières exportées vers l'Inde sont non génétiquement modifiées et sans OGM. À ce jour, plusieurs partenaires commerciaux tels que les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada, la Türkiye, l'Iran, la

Chine, l'UE – y compris l'Italie, l'Allemagne et la France – et la Thaïlande, fournissent déjà les certificats requis.

**2.1.3.28 Royaume d'Arabie saoudite – Règlement technique relatif aux limitations et aux restrictions concernant les substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, [G/TBT/N/SAU/1166](#) (ID 666<sup>60</sup>)**

2.272. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Nous sommes favorables aux restrictions visant les substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques qui sont envisagées par l'Arabie saoudite, mais selon une étude attentive les projets de règlements qu'elle propose sont incompatibles avec la pratique internationale, en particulier les dispositions relatives aux procédures d'évaluation de la conformité, et ils créent des obstacles non nécessaires au commerce. La Chine souhaite soulever les préoccupations suivantes. 1. Aux termes de l'article 5 et de l'appendice 3, les fournisseurs doivent obtenir un certificat de conformité (de type 1a) auprès d'un organisme de certification agréé. Cependant, conformément à la pratique de mise en œuvre du Règlement technique relatif aux restrictions concernant les substances dangereuses (Règlement RoHS) au niveau mondial, il appartient généralement au fabricant de préparer les documents techniques pour les produits en vue d'attester de leur conformité suivant la norme internationale CEI 63000 et de présenter une déclaration de conformité. Afin de satisfaire aux prescriptions concernant les rapports d'essai décrites dans la réglementation notifiée, un rapport d'essai sur un produit tout entier signifie que les sociétés doivent faire des essais sur chaque composant, au niveau des matériaux homogènes, ce qui est extrêmement chronophage et requiert beaucoup de ressources. À l'inverse, la norme internationale CEI 63000 permet aux fabricants de collaborer avec leurs chaînes d'approvisionnement afin de rassembler les documents techniques destinés à prouver la conformité, ce qui constitue une méthode ou procédure communément acceptée et appliquée au niveau international en matière de restrictions relatives aux substances dangereuses. Par conséquent, il est recommandé de faire en sorte que la procédure d'évaluation de la conformité respecte les pratiques actuellement suivies à l'échelle mondiale et que l'élaboration de documents techniques satisfasse à la norme CEI 63000.

2.273. 2. Bien que le règlement faisant l'objet de cette notification porte sur les équipements électriques et électroniques, l'appendice vise les piles et accumulateurs (codes 8506 et 8507 du SH). Compte tenu des différences existant entre les piles et les équipements électriques et électroniques et de la méthode actuelle de gestion et de contrôle au niveau mondial, il est recommandé que les piles et les accumulateurs soient exclus du champ d'application de ce règlement. 3. En ce qui concerne le taux de substances dangereuses admissible dans les équipements ou dispositifs électriques et électroniques indiqué dans l'appendice, le taux de nombreux matériaux (alliages de cuivre, alliages d'acier et matériaux de soudure à haute température, etc.) ne peut actuellement satisfaire aux limites fixées dans la réglementation en raison de l'immaturité des technologies ou de l'absence de matériaux de remplacement. Il est recommandé de se référer à l'Annexe III de la Directive européenne 2011/65/EU (RoHS) ou à la "Liste d'exemption pour l'utilisation de substances faisant l'objet de restrictions dans le cadre du catalogue de gestion de la conformité" publiée par le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information de la Chine afin de préciser les exemptions correspondantes.

2.274. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis remercient l'Arabie saoudite de maintenir un dialogue suivi sur le "Règlement technique relatif aux restrictions concernant les substances dangereuses (RoHS)". Nous nous sommes félicités de recevoir la réponse, datée de juin, de l'Organisation saoudienne de la normalisation, de la métrologie et de la qualité (SASO) concernant nos préoccupations relatives au Règlement RoHS du Royaume. Dans sa réponse, la SASO a fait part de son intention d'accepter une déclaration de conformité du fournisseur au moment où elle commence à mettre en œuvre le Règlement RoHS. Tel que nous le comprenons à présent, la décision d'accepter les déclarations de conformité du fournisseur dans le cadre du Règlement RoHS aligne les prescriptions d'évaluation de la conformité appliquées par le Royaume à ce titre sur celles des autres Membres de l'OMC et devrait lever un obstacle au commerce qui pourrait être important. Nous remercions le Royaume pour sa pleine collaboration – tant avec les gouvernements qu'avec les parties prenantes du secteur privé – et pour avoir pris en compte nos commentaires. Nous notons et apprécions également la décision de prévoir une mise en œuvre progressive du règlement en fonction de la catégorie de produits, qui a débuté au début de ce mois. Compte tenu du vaste champ d'application de la mesure, et d'un changement important dans les

<sup>60</sup> Pour consulter les précédentes déclarations, veuillez suivre le fil [ID 666](#).

prescriptions d'évaluation de la conformité au moment où la mesure prend effet, nous attendons avec intérêt de voir le règlement et les orientations révisés dans les meilleurs délais. Il se peut que nous ayons d'autres questions et observations pour la SASO au fur et à mesure que ces règles révisées sont publiées et que les prescriptions sont mises en œuvre. Nous remercions d'avance la SASO pour la poursuite de sa collaboration, et nous apprécions le fait qu'elle soit disposée à prendre en compte nos observations.

2.275. La délégation du Royaume-Uni a communiqué la déclaration suivante. Le Royaume-Uni remercie l'Arabie saoudite pour son engagement constructif au sujet de la notification reproduite dans le document [G/TBT/N/SAU/1166](#), qui établit les exigences techniques concernant la restriction de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électronique. Nous tenons à remercier la SASO d'avoir organisé l'atelier avec les parties prenantes en mai et d'avoir fourni une réponse écrite à nos questions ultérieures. Le Royaume-Uni note que, selon cette réponse écrite, les autorités saoudiennes accepteront désormais une déclaration de conformité du fournisseur. Il se félicite de ce changement. Si elle est mise en œuvre comme cela est décrit, l'acceptation de la déclaration de conformité du fournisseur sera alignée sur la pratique internationale courante. Elle offrira également aux entreprises un moyen moins contraignant que la certification de la conformité par une tierce partie pour démontrer leur conformité au règlement technique. Lorsque plusieurs règlements exigeant une déclaration de conformité s'appliquent à un produit, le fabricant est autorisé, dans la pratique internationale courante, à fusionner toutes ces déclarations en un seul document. Nous serions reconnaissants à l'Arabie saoudite de confirmer que les autorités saoudiennes accepteront une seule déclaration de conformité couvrant toute la législation pertinente.

2.276. Le Royaume-Uni apprécie que la SASO ait déclaré dans sa réponse écrite qu'il modifiera les lignes directrices de mise en œuvre pour refléter l'acceptation d'une déclaration de conformité du fournisseur. Nous encourageons l'Arabie saoudite à modifier également le règlement technique lui-même pour refléter ce changement, et à notifier au Comité OTC, dans un addendum à la notification, le texte actualisé du règlement technique et les lignes directrices modifiées. Nous tenons à réitérer nos remerciements à l'Arabie saoudite pour avoir reporté la date de mise en œuvre et pour avoir élaboré des lignes directrices afin d'aider la branche de production à se conformer à la mesure. Nous vous contacterons si nous avons d'autres questions. Le Royaume-Uni remercie l'Arabie saoudite de maintenir un dialogue productif et attend avec intérêt de poursuivre les échanges futurs avec le pays sur cette question.

2.277. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne remercie l'Arabie saoudite pour sa disponibilité à discuter de cette question de manière bilatérale. L'UE a apprécié le report de six mois (jusqu'au 5 juillet 2022) de la mise en œuvre du Règlement technique relatif aux restrictions concernant les substances dangereuses (Règlement RoHS saoudien), ainsi que les dates de mise en œuvre échelonnées pour les catégories de produits notifiées au Comité OTC le 10 février 2022 ([G/TBT/N/SAU/1166/Add.1](#)). La mise en œuvre pratique du Règlement RoHS saoudien sera suivie avec intérêt. L'UE se félicite du document d'orientation sur le Règlement RoHS saoudien élaboré à l'intention de la branche de production et souhaiterait recevoir des renseignements sur tout autre projet visant à impliquer les partenaires commerciaux et les parties prenantes dans la mise en œuvre pratique du règlement, ainsi que sur les éventuelles mesures de contrôle visant à assurer son application. En ce qui concerne l'évaluation de la conformité, l'UE se félicite de la confirmation, à la réunion bilatérale, que l'Arabie saoudite a décidé d'accepter la déclaration de conformité du fournisseur, établie par le fabricant ou son représentant autorisé, pour les produits entrant dans le champ d'application du Règlement RoHS saoudien, comme cela se fait dans la pratique internationale et européenne courante. L'UE souligne qu'il s'agit d'un fait nouveau important et invite l'Arabie saoudite à notifier la mesure en question au Comité OTC et à mettre à jour en conséquence le document d'orientation destiné à l'industrie.

2.278. L'UE croit savoir que l'Arabie saoudite introduira des dates d'expiration pour les produits figurant sur la liste des substances qui ne sont pas soumises aux limites applicables aux matières dangereuses (annexe 1a du règlement technique). L'Arabie saoudite introduira, en outre, des mécanismes visant à modifier la liste des substances qui ne sont pas soumises aux limites applicables aux matières dangereuses, ainsi que la liste des substances faisant l'objet de restrictions (annexe 1b du règlement technique), afin de les aligner sur la directive RoHS de l'UE. L'UE se félicite de ces faits nouveaux. Elle souligne à quel point il importe de promouvoir les prescriptions harmonisées du CCG et leur application uniforme, ainsi que la reconnaissance mutuelle des résultats des évaluations de la conformité dans la région, plutôt que la prolifération de règlements RoHS nationaux distincts.

Dans ce contexte, nous souhaitons nous enquérir du calendrier d'adoption du projet de Règlement technique du CCG relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, qui a été notifié au Comité OTC en mars 2018 ([G/TBT/N/SAU/1048](#)). L'UE croit comprendre qu'une fois adopté le règlement technique RoHS du CCG remplacera les dispositions nationales RoHS dans la région. L'Union européenne est favorable à tout atelier ou séance d'information qui pourrait être organisé avec les parties prenantes et se tient à disposition pour échanger davantage sur cette question avec l'Arabie saoudite dans un cadre bilatéral.

2.279. La délégation de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse souhaite appuyer les déclarations des intervenants précédents à propos du Règlement technique relatif aux limitations et aux restrictions concernant les substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques adopté par le Royaume d'Arabie saoudite. Nous réitérons les préoccupations dont nous avons fait part lors des précédentes réunions du Comité OTC de l'OMC et continuons de craindre que ces prescriptions puissent avoir une incidence négative sur le commerce d'une large gamme de produits. La Suisse apprécie les efforts récents du Royaume d'Arabie saoudite pour permettre une mise en œuvre harmonieuse des mesures, tels que le report de l'application des mesures, la mise en œuvre progressive, la publication d'un document d'orientation ou le dialogue utile avec les Membres et les parties prenantes intéressés. Nous comprenons l'objectif légitime du Royaume d'Arabie saoudite qui est de protéger l'environnement ainsi que la santé et la sécurité publiques. La Suisse encourage le Royaume d'Arabie saoudite à veiller à ce que ces exigences ne créent pas d'obstacles non nécessaires aux échanges. Nous apprécierions particulièrement de recevoir des éclaircissements sur l'acceptation de la déclaration de conformité du fournisseur, qui constitue une pratique internationale courante. En outre, la mise en œuvre des prescriptions continue de créer des incertitudes pour les fabricants et les organismes d'évaluation de la conformité, notamment en ce qui concerne le champ d'application ou le processus relatif aux essais pour les produits ou les composants essentiels. Enfin, nous encourageons le Royaume d'Arabie saoudite à poursuivre le dialogue avec les parties prenantes intéressées et à fournir des lignes directrices claires et transparentes afin de soutenir la mise en œuvre de ces prescriptions.

2.280. En réponse, la délégation du Royaume d'Arabie saoudite a communiqué la déclaration suivante. L'Arabie saoudite tient à remercier la Chine, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne et la Suisse pour leurs précieuses observations au sujet du Règlement technique relatif aux restrictions concernant les substances dangereuses. Les règlements techniques saoudiens sont élaborés conformément aux pratiques internationales et aux bonnes pratiques réglementaires de l'OTC. En ce qui concerne les procédures d'évaluation de la conformité des produits visés par le Règlement technique RoHS, nous tenons à vous informer qu'une déclaration du fournisseur, dite "autodéclaration" de conformité des produits, établi soit par le fabricant soit par le représentant légal du fabricant, sera acceptée, et l'autorité compétente en Arabie saoudite est sur le point de publier cette décision. Enfin, l'Arabie saoudite est toujours heureuse d'engager un dialogue bilatéral en organisant des ateliers et des réunions pour clarifier les règlements et recueillir les observations et les demandes de renseignements, qui seront revues et prises en compte.

#### **2.1.3.29 Inde – Projet de règlement modificatif de 2020 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation), [G/TBT/N/IND/180](#) (ID 667<sup>61</sup>)**

2.281. La délégation du Mexique a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Mexique renvoie à la déclaration qu'elle a faite lors de la précédente réunion de ce Comité, en mars 2022, au sujet du projet de règlement modificatif concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation), que le gouvernement indien a notifié aux Membres de ce comité le 25 novembre 2020 dans le document [G/TBT/N/IND/180](#). Au cours de la réunion de mars, la délégation indienne a indiqué qu'elle publierait les guides détaillés pour l'enregistrement des sociétés et qu'elle ménagerait suffisamment de temps pour se conformer à la mesure. Cependant, en l'état actuel des choses, nous n'avons pas plus de renseignements sur l'évolution de la mesure ou la fixation d'une date d'entrée en vigueur. Nous vous serions donc reconnaissants si des renseignements actualisés pouvaient nous être communiqués à ce sujet. Nous réitérons également la grande importance de cette mesure pour la branche de production et le gouvernement mexicains,

---

<sup>61</sup> Pour consulter les précédentes déclarations, veuillez suivre le fil [ID 667](#).

ainsi que notre intérêt à pouvoir en assurer le suivi en temps utile. La délégation du Mexique remercie la délégation indienne de prêter attention à cette déclaration.

2.282. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite renvoyer à ses déclarations antérieures sur cette question. Tout d'abord, l'UE rappelle qu'elle a envoyé des observations écrites et qu'elle attend toujours une réponse écrite. Nous demandons une fois de plus à l'Inde de fournir une réponse écrite. Nous croyons comprendre que l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI) a adopté et publié, le 10 novembre 2021, une version révisée et définitive de la mesure qui entrera en vigueur en juin 2022. La mesure semble être beaucoup plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre les objectifs affichés en matière de sécurité sanitaire des aliments. En outre, de nombreuses questions posées par des fabricants étrangers de produits alimentaires (et de boissons) et les autorités compétentes restent sans réponse, ce qui tend à créer un environnement commercial imprévisible. L'Union européenne souhaite réitérer les préoccupations qu'elle a déjà exprimées. Le champ d'application de la mesure reste flou: la mesure révisée, désormais définitive et adoptée, prévoit une obligation d'enregistrement. Même s'il est prévu que cette obligation s'applique aux produits alimentaires (et boissons) présentant un risque spécifique, les règles elles-mêmes ne contiennent aucune liste des produits en question. L'inclusion sur la liste de produits à faible risque, en particulier les vins et les spiritueux en raison de leur nature stable intrinsèque, serait disproportionnée. Par conséquent, l'Union européenne apprécierait que l'Inde précise si les produits qui sont intrinsèquement stables et qui ne présentent pas de risques sanitaires, comme les vins et les spiritueux, sont exclus du champ de ces nouvelles obligations. La mesure prévoit l'enregistrement et l'inspection des établissements étrangers de fabrication de produits alimentaires (et de boissons). Toutefois, il convient de clarifier davantage la définition du terme "établissements" et les modalités relatives aux inspections (et aux vérifications) de ces établissements. Enfin et surtout, la période de transition initialement prévue n'est pas suffisante et devrait être portée à 24 mois.

2.283. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis restent préoccupés par le projet de mesure de l'Inde, qui a été notifié au Comité OTC de l'OMC sous la cote [G/TBT/N/IND/180](#). Comme les États-Unis l'ont noté lors de précédentes réunions du Comité OTC, ce projet de règlement laisse de nombreuses questions sans réponse pour les établissements étrangers de fabrication d'aliments, les autorités compétentes et les autres parties prenantes. Le projet de règlement dispose que l'Inde peut identifier des catégories de "risque" pour les produits alimentaires "de temps à autre ... pour lesquelles l'inspection ou la vérification des établissements étrangers de fabrication d'aliments qui fabriquent ces catégories d'aliments sera obligatoire". Nous sommes préoccupés par le peu de renseignements détaillés disponibles à propos du champ d'application de ce projet de règlement technique et par les renseignements scientifiques et techniques que l'Inde utilisera pour déterminer le "risque" spécifique pour les catégories de produits alimentaires. Nous demandons une fois de plus à l'Inde de fournir davantage de renseignements sur cette mesure et sur son plan de mise en œuvre.

2.284. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon partage les préoccupations des autres Membres au sujet du règlement modificatif adopté par l'Inde concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires. Le règlement imposerait des charges supplémentaires aux opérateurs qui prévoient d'exporter vers l'Inde. Cependant, de nombreux points peu clairs doivent encore être expliqués par l'Inde, notamment la notion d'"établissement de fabrication de produits alimentaires", l'éventail des "produits alimentaires" visés par le règlement et la procédure d'enregistrement pour l'inspection et la vérification des établissements. Le Japon demande à l'Inde de présenter des notifications OTC et SPS et de donner aux Membres de l'OMC la possibilité de formuler des observations sur certains points de détails du règlement tels que l'éventail des produits alimentaires visés et la procédure d'enregistrement des établissements, etc. Il demande à l'Inde de répondre sincèrement aux préoccupations et aux observations formulées par les Membres afin que la nouvelle réglementation proposée ne crée pas d'obstacles non nécessaires au commerce.

2.285. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reconnaît le droit du gouvernement indien de prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique. Elle remercie l'Inde pour les échanges sur cette question entre la FSSAI et le Ministère australien de l'agriculture, de la pêche et des forêts, y compris avec les responsables de la FSSAI lors de leur récente visite en Australie. La FSSAI a précédemment indiqué que les règlements proposés ne s'appliqueront pas à tous les établissements alimentaires. Elle a également indiqué que les



prescriptions ne s'appliqueront qu'aux fabricants de produits spécifiques en fonction des antécédents de non-conformité détectés à la frontière. L'Australie souhaiterait recevoir une confirmation écrite de cet avis de la FSSAI. Elle recommande respectueusement de modifier le règlement afin de clarifier les catégories de produits alimentaires couvertes. Les mesures proposées devraient être liées aux risques que présentent les produits alimentaires importés et être alignées sur les Normes, lignes directrices et codes d'usage alimentaires du Codex international. L'Australie estime que les normes alimentaires devraient être fondées sur des principes scientifiques solides et basés sur les risques. L'Australie se réjouit de travailler avec l'Inde pour favoriser une approche de la sécurité sanitaire des produits alimentaires qui soit davantage fondée sur les risques et attend avec intérêt de poursuivre le dialogue sur cette proposition de règlement.

2.286. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite réitérer les préoccupations soulevées lors de réunions précédentes du Comité OTC au sujet du projet d'amendement du Règlement modificatif concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation) de l'Inde s'agissant de l'enregistrement, de l'inspection et/ou de la vérification des établissements étrangers de fabrication d'aliments qui fabriquent des aliments destinés à l'Inde. Tout en reconnaissant le droit du pays de prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et la sécurité publiques, le Canada estime qu'un certain nombre d'éléments contenus dans les propositions de modifications de l'Inde demeurent ambigus. Comme il a été indiqué précédemment, on ne voit pas clairement quels critères seraient utilisés pour déterminer le niveau de risque que peuvent présenter les produits alimentaires importés en Inde, quelles circonstances donneraient lieu à une vérification ou à une inspection d'un établissement de fabrication étranger ou comment de telles mesures seront prises compte tenu des restrictions de voyage actuelles résultant de la pandémie. En outre, le Canada reste préoccupé par les produits cibles de la mesure, les pays sources, le plan de mise en œuvre, les taux de vérification, les mesures de mise en conformité et les appels prévus par la mesure. Nous estimons que l'approche adoptée par l'Inde dans ces domaines risque de créer des obstacles non nécessaires au commerce. Le Canada note que l'Inde n'a pas encore répondu aux observations adressées à son point d'information le 21 janvier 2021. Nous apprécierions qu'elle fournisse des renseignements actualisés sur la date à laquelle elle prévoit de fournir les précisions demandées. Enfin, le Canada réitère sa demande à l'Inde de notifier ces modifications au Comité SPS car le règlement proposé par l'Inde couvre des mesures de sécurité sanitaire des produits alimentaires qui sont destinées à protéger la santé et la sécurité publiques.

2.287. La délégation de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande reconnaît et soutient les mesures qui privilégient des objectifs légitimes, y compris la protection de la santé et de la sécurité des personnes. Cependant, elle souhaiterait en savoir plus sur les intentions qui sous-tendent les prescriptions proposées en ce qui concerne l'enregistrement et la vérification des établissements étrangers de fabrication d'aliments, en particulier sur la raison pour laquelle cette prescription ne concerne que les fabricants étrangers. Elle apprécierait de recevoir des éclaircissements sur la gamme complète des produits visés par cette mesure. Nous demandons également des précisions sur la manière dont la mesure sera mise en œuvre, y compris le délai qui sera établi pour assurer que les exportateurs disposent d'un préavis suffisant pour s'y conformer. Nous constatons que, sans plus de précisions, les prescriptions en question créent des incertitudes pour les fabricants et les exportateurs.

2.288. La délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. Nous tenons à remercier le Mexique, l'Union européenne et les États-Unis pour avoir inscrit cette préoccupation commerciale spécifique à l'ordre du jour du Comité et nous demandons que le soutien de l'Argentine soit consigné. Nous tenons à souligner que notre pays a soumis en temps utile des questions écrites au point focal de l'Inde et qu'elle attend toujours une réponse. Il convient de mentionner que la publication du projet de règlement a incité les parties prenantes argentines à mener des consultations soutenues quant à son champ d'application, sans qu'il y ait de réponse officielle à ce jour, ce qui crée une incertitude pour nos exportateurs. Le bureau de l'attaché argentin pour les questions agro-industrielles en poste en Inde a tenu une réunion avec le Directeur de la FSSAI à New Delhi, en mars de cette année, et nous avons discuté de cette réglementation. La réponse que nous avons reçue était que la mise en œuvre du règlement était toujours en cours d'examen, car des observations avaient été reçues de toutes les parties prenantes. La FSSAI a également précisé aux responsables argentins à Delhi que la mise en œuvre de la mesure ferait l'objet d'une communication bien à l'avance. Cependant, il s'agissait d'une conversation bilatérale. Il n'y a eu aucune communication écrite d'aucune sorte concernant toutes les questions que l'Argentine a formellement

soumises par écrit. Par conséquent, nous exhortons l'Inde à communiquer des réponses à nos questions et à annoncer la mesure à temps pour qu'elle puisse être commentée.

2.289. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Dans l'intention de déterminer l'état de conformité des établissements étrangers de fabrication d'aliments aux prescriptions du Règlement concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires, la FSSAI a élaboré un règlement intitulé Règlement modificatif de 2021 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation) (Première modification) relatif à l'enregistrement et l'inspection des établissements étrangers de fabrication d'aliments destinés à l'exportation vers l'Inde. Tel qu'il est prescrit au titre dudit règlement, l'Autorité chargée des produits alimentaires peut, sur la base des risques associés, spécifier les catégories de produits alimentaires et, en conséquence, les établissements étrangers de fabrication d'aliments concernés par ces catégories et désireux d'exporter ces produits en Inde doivent s'enregistrer auprès de l'Autorité alimentaire avant d'exporter vers l'Inde. Cependant, les lignes directrices détaillées/procédures opérationnelles normalisées (SOP), y compris le champ d'application du présent règlement, sont à l'examen. Par conséquent, conformément au règlement en question, la FSSAI est en train d'élaborer des lignes directrices qui comprendraient des renseignements sur la procédure à suivre et des orientations à l'intention des fabricants étrangers de produits alimentaires pour qu'ils se conforment auxdits règlements. En outre, une fois que les SOP seront parachevées, elles seront publiées séparément, et un délai suffisant tenant compte des prescriptions relatives à la mise en œuvre sera ménagé à des fins de mise en conformité.

**2.1.3.30 Inde – Pneumatiques et chambres à air pour véhicules automobiles,**  
[G/TBT/N/IND/20,](#) [G/TBT/N/IND/20/Add.1,](#) [G/TBT/N/IND/40,](#)  
[G/TBT/N/IND/40/Rev.1 \(ID 133<sup>62</sup>\)](#)

2.290. La délégation de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. Le gouvernement indonésien exprime sa gratitude à l'Inde pour avoir répondu aux préoccupations concernant la politique de restrictions à l'importation de produits pneumatiques, exprimées par l'Indonésie à la réunion du Comité OTC tenue en mars 2022. L'Indonésie regrette, cependant, de n'avoir trouvé jusqu'à présent aucune solution adéquate pour surmonter ces problèmes. Elle est consciente que l'Inde a imposé des restrictions à l'importation de pneumatiques de certains types et de certaines tailles que ses fabricants sont en mesure de produire. Cette politique a été mise en œuvre peu de temps après que l'Inde eut imposé une interdiction temporaire d'importation de pneumatiques dans son pays pour une période de six mois, comme indiqué dans la notification n° 12/2015-2020 du 12 juin 2020 relative aux changements dans la politique d'importation de pneumatiques. Les exportations de pneumatiques vers l'Inde peuvent être ainsi entravées, car l'éventail des catégories de pneumatiques pouvant être exportés dans ce pays est très restreint, et l'accès au marché pour les pneumatiques importés risque même d'être totalement fermé compte tenu des différents types et tailles de pneumatiques que l'Inde, qui est l'un des principaux producteurs mondiaux, a la capacité de produire.

2.291. Bien qu'il n'existe pas de dispositions officielles régissant les restrictions à l'importation de ces pneumatiques, les importateurs sont tenus de faire une déclaration distincte par courrier électronique concernant les restrictions à l'importation pour les pneumatiques de certains types et de certaines tailles qui peuvent être produits sur le territoire national, prescription dont les violations entraîneront des sanctions pénales imposées en vertu de la Loi de 1992 sur le commerce extérieur (développement et réglementation). En outre, l'Indonésie constate un traitement discriminatoire dans la mise en œuvre de cette politique, dans la mesure où celle-ci est appliquée de manière sélective en ciblant certains pays Membres pouvant concurrencer les producteurs nationaux et perturber leur accès au marché pour les produits de pneumatiques nationaux, et entrave de fait les exportations de produits pneumatiques indonésiens. Par ailleurs, l'Indonésie a également l'intention de demander des éclaircissements supplémentaires concernant la mise en œuvre d'une politique de redevances pour l'attribution d'une licence de marque aux produits pneumatiques portant la marque IS. Elle estime que l'imposition d'un droit pour l'apposition de la marque IS sur les pneumatiques exportés vers des pays tiers pourrait faire peser une charge sur les entreprises et créer des barrières commerciales non nécessaires au commerce international. L'imposition de telles redevances de marquage n'a aucune justification valable ni aucun lien avec la protection de la santé humaine, la sécurité ou la prévention des pratiques frauduleuses. L'Indonésie estime que la mise en œuvre de ces deux politiques n'est pas conforme au principe de non-discrimination et risque de créer

<sup>62</sup> Pour consulter les précédentes déclarations, veuillez suivre le fil [ID 133](#).

des obstacles non nécessaires au commerce international, comme le disposent l'article 2.1 et 2.2 de l'Accord OTC. À cet égard, elle espère que l'Inde pourra fournir des éclaircissements supplémentaires sur ces deux questions et lui demande de revoir sa politique afin de garantir sa conformité aux dispositions pertinentes de l'Accord OTC de l'OMC, ou de la retirer.

2.292. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les observations relatives aux mesures de licences d'importation ont déjà été traitées au sein du Comité des licences d'importation, du Comité de l'accès aux marchés et du Conseil du commerce des marchandises. Les activités d'évaluation de la conformité du Bureau indien de normalisation (BIS) concernant la certification des produits sont conformes au système I du Règlement de 2018 (évaluation de la conformité) du Bureau. Comme cela a été indiqué précédemment au sujet de la même préoccupation, la redevance de marquage est uniformément applicable à tous les fabricants, nationaux ou étrangers, conformément aux dispositions de ce système. Cette redevance est prélevée pour couvrir les dépenses engagées par le BIS aux fins des activités d'évaluation, y compris les frais généraux d'administration, les coûts de surveillance, dont l'achat d'échantillons sur le marché, et les dépenses associées aux essais réalisés sur les échantillons prélevés à l'usine/sur le marché.

**2.1.3.31 Chine – Règlement relatif à la surveillance et à l'administration des dispositifs médicaux (Ordonnance n° 650 du Conseil d'État), [G/TBT/N/CHN/1022](#), [G/TBT/N/CHN/1023](#), [G/TBT/N/CHN/1024](#), [G/TBT/N/CHN/1025](#), [G/TBT/N/CHN/1026](#), [G/TBT/N/CHN/1029](#), [G/TBT/N/CHN/1313](#) (ID 428<sup>63</sup>)**

2.293. La délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée reconnaît les efforts déployés par la Chine pour protéger la santé de sa population en améliorant l'efficacité de la surveillance et de la gestion du cycle de vie des dispositifs médicaux, et en renforçant la responsabilité des entreprises par le biais du Règlement relatif à la surveillance et à l'administration des dispositifs médicaux. Les entreprises qui exportent des dispositifs médicaux en Chine sont tenues de présenter un rapport d'essai établi par un "laboratoire d'essai qualifié" afin d'obtenir une autorisation de mise sur le marché au titre du règlement susmentionné. Cependant, la définition spécifique ou la portée de l'expression "laboratoires d'essai qualifiés" n'est toujours pas claire dans le Règlement sur les dispositifs médicaux. Il s'agit du même problème que la Corée a soulevé lors de précédentes réunions du Comité OTC, et dans sa réponse lors de la réunion de mars 2022 du Comité, la Chine a fourni une explication de l'article 75 du règlement. En ce qui concerne la réponse de la Chine, nous demandons des explications supplémentaires sur la signification de l'expression "les organismes d'inspection reconnus par les autorités de certification, d'accréditation et d'évaluation des médicaments". La Corée recommande à la Chine d'inclure dans la catégorie des "laboratoires d'essai qualifiés" les "laboratoires d'essai accrédités au niveau international" qui sont dotés des installations et du personnel appropriés, conformément aux normes et réglementations internationales pertinentes. Nous estimons que notre demande est conforme à l'intention de la Chine de promouvoir l'innovation dans sa branche de production nationale des dispositifs médicaux, en simplifiant le processus d'examen préalable à la mise sur le marché afin de permettre aux nouveaux dispositifs médicaux de haute qualité d'entrer sur le marché en temps voulu. Par conséquent, nous demandons que les "laboratoires d'essais accrédités au niveau international" soient inclus dans la définition par la Chine des "laboratoires d'essais qualifiés".

2.294. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine regrette que la Corée n'ait pas mis à disposition ses déclarations sur ce sujet parallèlement à la réunion et je voudrais ici apporter une brève réponse. Le Règlement nouvellement révisé relatif à la surveillance et à l'administration des dispositifs médicaux est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2021. Selon son article 75, seules les organismes d'inspection reconnus par les autorités de certification, d'accréditation et d'évaluation des médicaments peuvent procéder à l'inspection des dispositifs médicaux. Par conséquent, si la Corée souhaite procéder à des essais de dispositifs médicaux, les laboratoires étrangers peuvent contacter les autorités compétentes susmentionnées.

**2.1.3.32 Inde – Certification obligatoire pour les produits en acier, [G/TBT/N/IND/32](#), [G/TBT/N/IND/32/Add.1](#), [G/TBT/N/IND/32/Add.2](#), [G/TBT/N/IND/32/Add.3](#) (ID 224<sup>64</sup>)**

2.295. La délégation du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et

<sup>63</sup> Pour consulter les précédentes déclarations, veuillez suivre le fil [ID 428](#).

<sup>64</sup> Pour consulter les précédentes déclarations, veuillez suivre le fil [ID 224](#).

Matsu remercie l'Inde d'avoir expliqué ses mesures d'inspection sur site lors de la réunion précédente, tenue en mars 2022. Cependant, nous restons préoccupés par les procédures d'application de la certification IS 17404:2020 (tôles et feuillards en acier électro zingués, laminés à chaud et à froid) au titre de l'Ordonnance de contrôle de la qualité de 2020 sur l'acier et les produits en acier. Premièrement, l'Inde est notre quatrième marché d'exportation pour les produits concernés. Le volume annuel des exportations s'est élevé à plus de 3 millions d'USD en 2020 et 2021. Depuis l'entrée en vigueur de la norme IS 17404:2020, nos entreprises ont rencontré des difficultés pour recevoir une visite d'inspection sur site des agents de la BIS en raison de l'incidence persistante de la COVID-19 et des politiques de quarantaine qui y sont associées. La valeur des exportations a fortement diminué pour atteindre 215 000 USD au cours du premier semestre de cette année. Cette situation a sérieusement entravé les importations indiennes d'acier et de produits en acier de haute qualité provenant de nos entreprises et a nui au commerce bilatéral. Nous suggérons vivement que l'Inde mette en œuvre des mesures de remplacement pendant la pandémie, telles que l'acceptation des rapports d'essais et d'inspection de la part d'autres Membres de l'OMC ou l'acceptation de l'inspection virtuelle des usines. Deuxièmement, la visite/inspection sur site de l'usine constitue une prescription coûteuse, qui peut entraîner une charge commerciale non nécessaire pour les fabricants en dehors de l'Inde. Nous souhaitons attirer l'attention de l'Inde sur la tendance à l'adoption des technologies numériques pour accélérer le processus de certification et suggérons qu'elle accepte l'inspection à distance/virtuelle comme l'une des mesures d'évaluation de la conformité.

2.296. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite soutenir la délégation du Taipei chinois. L'Inde continue de définir et d'introduire des normes spécifiques et des prescriptions de certification pour un certain nombre de produits – au titre d'ordonnances de contrôle de la qualité. Les ordonnances de contrôle de la qualité exigent une vérification sur site dans les locaux des fabricants par un vérificateur du Bureau indien de normalisation (BIS) pour que les produits fabriqués dans des pays tiers puissent recevoir l'autorisation d'être exportés en Inde. L'UE regrette vivement que l'Inde ait refusé à maintes reprises d'envisager des solutions de rechange valables en lieu et place des vérifications effectuées à l'étranger – qui ont été suspendues pendant plus de deux ans en raison de la pandémie de SRAS COV-2, telles que des vérifications virtuelles ou des vérifications réalisées par des organismes/entités tiers reconnus au niveau international. L'UE se félicite du fait que les demandes d'inspection soient traitées progressivement. Toutefois, elle tient à souligner les avantages que les vérifications virtuelles et la reconnaissance des laboratoires situées en dehors de l'Inde présenteraient pour le pays et ses partenaires. L'UE souhaite donc saisir cette occasion pour demander aux autorités indiennes d'envisager l'élaboration de règles en vue de la reconnaissance par le BIS de laboratoires au niveau international, comme le prévoit la législation en vigueur. Cela permettrait d'accélérer les vérifications et de réduire le coût des essais obligatoires pour les fabricants étrangers.

2.297. L'UE souhaite réaffirmer sa position selon laquelle les ordonnances de contrôle de la qualité en question ont une orientation protectionniste. Le nombre croissant de ces ordonnances dans tous les secteurs envoie des signaux inquiétants à la branche de production, aux investisseurs et aux États membres de l'UE. Une fois en vigueur, elles entraînent une charge et un coût économique supplémentaires pour la branche de production de l'UE, laquelle doit se soumettre à des procédures fastidieuses en vue d'obtenir les permissions et/ou licences nécessaires pour des produits déjà certifiés conformément aux normes internationales établies. En outre, les fabricants étrangers doivent apporter les modifications nécessaires à leurs systèmes d'outillage en vue de l'apposition du marquage ISI, ce qui pourrait entraîner l'arrêt temporaire de certaines lignes de production. Dans ce contexte, les ordonnances de contrôle de la qualité offrent peu de valeur ajoutée aux consommateurs indiens, ce qui remet en question la raison de leur adoption. L'Ordonnance de contrôle de la qualité de 2020 sur l'acier et les produits en acier vise 145 produits et 7 marchandises et articles. La plupart des produits en acier sont déjà assujettis aux ordonnances relatives au contrôle de la qualité. Cependant, étant donné les prolongations régulières du délai de mise en œuvre des ordonnances pour certains aciers et produits en acier, l'UE ne parvient toujours pas à discerner exactement quels produits en acier font déjà l'objet d'une obligation de certification et ceux qui restent encore en dehors du champ d'application des ordonnances. L'UE serait reconnaissante à l'Inde de bien vouloir fournir une liste actualisée des aciers et produits en acier pour lesquels des ordonnances relatives au contrôle de la qualité sont déjà en vigueur, ainsi que la liste des produits en acier pour lesquels la mise en œuvre de ces ordonnances a été repoussée. Elle souhaite par ailleurs savoir si l'Inde a l'intention d'élargir encore le champ d'application de l'Ordonnance de décembre 2020 relatif au contrôle de la qualité des aciers et des produits en acier. Enfin, l'Inde

prévoit-elle d'accepter les aciers et produits en acier fabriqués conformément aux normes internationales et de restreindre la liste des aciers et produits en acier visés par les ordonnances relatives au contrôle de la qualité?

2.298. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les produits faisant l'objet d'une certification obligatoire sont notifiés par les ministères compétents (régulateurs) du gouvernement indien au moyen de l'émission d'ordonnances de contrôle de la qualité. Progressivement, toutes les normes indiennes pour l'acier seront couvertes, de manière échelonnée, par l'ordonnance relative au contrôle de la qualité. Selon ce qui est prévu dans l'ordonnance, les produits visés doivent porter un label de conformité attestant de la délivrance d'une licence valide par le BIS, conformément au système I du Règlement de 2018 (évaluation de la conformité) du BIS. Dans le cadre de ce système, l'inspection de l'usine est obligatoire pour obtenir la licence. L'autorisation d'utiliser un label de conformité sur un produit est accordée après évaluation des capacités de fabrication et d'essai au moyen d'une inspection sur site des locaux de fabrication. Au cours de cette visite, la conformité du produit aux exigences de la norme indienne pertinente est également établie par des essais réalisés dans l'usine ou dans un laboratoire d'essai extérieur, ou une combinaison des deux. Pour le moment, aucune disposition du Règlement de 2018 (évaluation de la conformité) du BIS ne permet de remplacer l'inspection sur site par une inspection virtuelle pour évaluer la conformité.

2.299. La certification obligatoire du BIS pour les produits en acier est mise en œuvre au moyen de la notification des ordonnances de contrôle de la qualité afin de garantir que la qualité de l'acier fabriqué par les producteurs nationaux ou importé dans le pays est conforme aux normes indiennes. La mise en œuvre de ces ordonnances garantit la disponibilité d'acier et de produits en acier de qualité pour les utilisateurs finaux. Elle protège les consommateurs indiens contre le dumping d'acier et de produits en acier contrefaits et défectueux. Les Membres sont conscients que l'OMC leur reconnaît le droit de mettre en œuvre des mesures pour atteindre des objectifs politiques légitimes, tels que la protection de la santé et de la sécurité humaines, la protection de l'environnement, la prévention des pratiques commerciales déloyales ou la sécurité nationale. Les règlements techniques et ordonnances de contrôle de la qualité concernant l'acier et les produits en acier répondent à de tels objectifs. Les ordonnances de contrôle de la qualité notifiées par le gouvernement ne sont donc pas restrictives pour le commerce mais nécessaires pour atteindre un objectif légitime. Dans la mesure du possible, la date de mise en œuvre de ces ordonnances n'est pas repoussée par rapport à la première date d'application. Cependant, dans des circonstances exceptionnelles, des demandes expresses de prolongation du délai peuvent être examinées sur la base de leur justification.

2.300. Les inspections à l'étranger étaient en suspens en raison des restrictions en cours imposées aux voyages internationaux. Les restrictions liées à la COVID-19 ayant été assouplies, le BIS a commencé à effectuer des inspections lorsque la confirmation du voyage de ses agents entièrement vaccinés a été reçue. Le BIS a désigné des agents, et les demandeurs sont invités à verser les frais destinés à la réalisation de l'inspection. Dès réception de ces frais, les inspections sont planifiées. Plus de 100 demandes ont déjà fait l'objet d'une inspection préliminaire. Toutefois, dans certains cas, les inspections sont retardées en raison des difficultés liées à la délivrance des visas.

### **2.1.3.33 Chine – Loi sur le cryptage de la République populaire de Chine par l'Office national de la cryptographie commerciale (OSCCA) (ID 534<sup>65</sup>)**

2.301. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon reste préoccupé par la Loi sur le cryptage de la Chine entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020, et souhaite renvoyer à la déclaration qu'il a présentée à la dernière réunion du Comité OTC en mars 2022. Il souhaite demander que la réglementation chinoise n'entrave pas les activités des entreprises étrangères et l'accès de ces dernières au marché chinois.

2.302. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE tient à réitérer sa préoccupation relative à la Loi sur le cryptage qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Elle demeure préoccupée par le vaste champ d'application de cette loi, ainsi que par le manque de clarté de certains concepts fondamentaux et par les procédures administratives décrites dans le texte. Ces facteurs ont déjà entamé la confiance des milieux d'affaires. L'UE fait également observer, avec préoccupation, que la nouvelle loi ne reconnaît pas l'ancien engagement, pris en 2000 par la Chine, en vertu duquel la réglementation relative à la cryptographie ne

<sup>65</sup> Pour consulter les précédentes déclarations, veuillez suivre le fil [ID 534](#).

s'appliquerait qu'aux produits dont la fonction principale est de fournir du cryptage – la "Clarification de l'an 2000" par l'Administration nationale de la cryptographie (SCA). Elle demande à la Chine de veiller à ce que les prescriptions légales et réglementaires soient non discriminatoires, ne favorisent pas une technologie en particulier, ne limitent pas l'accès au marché et ne conduisent pas à un transfert forcé de propriété intellectuelle. Elle prie instamment la Chine de garantir aux entreprises à participation étrangère la possibilité de participer à égalité avec les entreprises nationales à la production, à la recherche, au développement et à la vente de produits de cryptage sur son marché, y compris en autorisant la participation des fabricants de puces aux organismes de normalisation, notamment au groupe de travail 3 du TC260 et au Comité technique de normalisation dans le secteur de la cryptographie de la SCA. L'UE demande que les candidatures à ces organes fassent l'objet d'une réponse rapide.

2.303. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis renvoient à leur déclaration sur la Loi sur la cybersécurité et soutiennent les interventions des autres Membres.

2.304. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada réitère les points suivants qu'il a formulés lors de précédentes réunions du Comité. La réponse de la Chine aux observations que le Canada lui a présentées par écrit, en septembre 2020, au sujet du projet de règlement sur le cryptage de l'Administration nationale de la cryptographie de la Chine; davantage de clarté, de transparence et de prévisibilité dans les règlements et lois de la Chine relatifs au cryptage et à la cryptographie, notamment pour que certains termes y soient définis, qu'il y soit spécifié que les normes internationales seront utilisées et que d'autres précisions soient apportées concernant le champ d'application des mesures; et la notification par la Chine du projet de règlement à ce comité.

2.305. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La loi sur la cryptographie est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. La Loi sur le cryptage a été mise en application le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Elle dispose clairement que les organismes gouvernementaux doivent respecter le principe de non-discrimination et traiter toutes les organisations à égalité, y compris les entreprises à participation étrangère qui sont engagées dans la recherche, la production, la vente, le service, l'importation, l'exportation, etc. dans le secteur du cryptage commercial. Dans ce secteur, la Chine encourage la coopération technique sur la base de principes volontaires et des règles commerciales en vigueur dans le processus d'investissement étranger. Les agences administratives et leur personnel ont interdiction de forcer tout transfert de technologies de cryptage commercial par des moyens administratifs.

**2.1.3.34 Union européenne – Règlement (CE) n° 1272/2008 (relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage), [G/TBT/N/EU/629](#), [G/TBT/N/EU/826](#) (ID 539<sup>66</sup>)**

2.306. La délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. En août, l'Union européenne a notifié un projet de règlement proposant d'apporter des modifications à la partie 3 de l'annexe VI du Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, qui prévoient une classification plus stricte de l'acide 2-éthylhexanoïque (2-EHA) en termes de toxicité pour la reproduction, qui passerait de la catégorie Repr. 2 à Repr. 1B. Le processus de réévaluation a été entamé en 2014, lorsque l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) a demandé que de nouvelles études soient réalisées, plus précisément une étude étendue de toxicité pour la reproduction sur une génération (EOGRTS). Un processus d'évaluation des substances a ensuite été mené par l'Espagne, à l'issue duquel il a été recommandé de maintenir la classification antérieure relativement à la toxicité pour la reproduction (Repr.2, H361d). À l'époque, la seule modification qui avait été suggérée était d'ajouter une note explicative précisant les fondements de la classification en question. Les autorités compétentes ont ensuite ouvert un délai pour la présentation d'observations par le public sur le dossier constitué à partir du processus d'évaluation des substances et de renseignements complémentaires fournis par les autorités d'autres États membres et de représentants du secteur privé. Au cours de cette période, l'Allemagne et la France ont présenté une proposition de reclassification dans la catégorie Repr. 1B, sur le fondement d'une analyse par analogie (également appelée méthode "des références croisées") avec l'acide valproïque.

2.307. L'utilisation de la méthode des références croisées repose sur l'hypothèse selon laquelle, du fait d'aspects chimiques similaires, les substances en question auront des effets similaires

<sup>66</sup> Pour consulter les précédentes déclarations, veuillez suivre le fil [ID 539](#).



lorsqu'elles seront soumises aux mêmes essais et manifesteront la même toxicité. Le secteur privé brésilien estime que cela ne semble pas être le cas. Les études de toxicité pour la reproduction axées spécifiquement sur la substance 2-EHA, qui contredisent l'applicabilité de la méthode des références croisées à l'acide valproïque, sont les meilleurs renseignements techniques dont on dispose en faveur de la classification selon la toxicité pour la reproduction, étant donné qu'elles analysent directement la substance sans s'appuyer sur des hypothèses de similitude. Les études portant spécifiquement sur la substance 2-EHA montrent que la catégorie Repr. 2 serait la classification la plus appropriée. L'UE a affirmé que son analyse avait pris en compte les études portant spécifiquement sur la substance 2-EHA et pas seulement celles réalisées selon la méthode des références croisées. Le Brésil reste toutefois préoccupé par le fait que la classification plus restrictive adoptée par l'UE n'est pas justifiée. Le Brésil souhaite également faire observer que, selon l'UE, la reclassification du produit dans la catégorie 1 n'entraînerait pas de coûts plus élevés liés à la procédure d'enregistrement des produits chimiques. Néanmoins, elle aura toujours une incidence négative sur les préférences des importateurs de la substance, qui disposeront d'indications erronées concernant son niveau réel de risque. Ces modifications de la réglementation seraient selon nous plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre les objectifs légitimes de l'UE en matière de protection de la santé. Le Brésil remercie l'UE pour la déclaration qu'elle a faite lors de notre dernière réunion pour clarifier les aspects procéduraux de sa législation et annoncer que, si le Parlement européen et le Conseil ne s'y opposent pas, la mesure devrait être publiée au cours de la deuxième quinzaine d'avril. Dans ce sens, nous aimerions demander si l'UE pourrait fournir des renseignements actualisés sur la situation de la proposition s'agissant des étapes actuelles et prochaines du processus devant mener à son adoption et à son entrée en vigueur.

2.308. La délégation de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. La Fédération de Russie répète les déclarations faites lors de précédentes réunions du Comité OTC et du Conseil du commerce des marchandises au sujet de la classification du cobalt comme cancérigène 1 b pour toutes les voies d'exposition. Nous soulignons que cette mesure a été adoptée en l'absence de justification scientifique suffisante reposant sur des données de laboratoire ou des données épidémiologique, et sans prendre en compte de commentaires ou avis fondés des Membres de l'OMC et de la communauté des affaires. En même temps, nous apprécions les efforts déployés par l'UE en vue de l'homologation du protocole de bioévaluation gastrique au niveau de l'UE et de l'OCDE. Cependant, l'UE n'a pas adopté cette méthodologie et n'a pas intégré son utilisation dans le Règlement relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage CLP) en tant que pratique régulière de classification des alliages et des composés qui permettra d'exclure de nombreux produits contenant du cobalt du champ d'application des restrictions supplémentaires qui seront développées dans le cadre de la mise en œuvre de cette décision de classification. Nous demandons instamment à l'Union européenne d'adopter cette méthodologie dès que possible.

2.309. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne tient à remercier le Brésil pour l'intérêt qu'il continue de porter à cette question et pour les observations écrites concernant la classification de l'acide 2-éthylhexanoïque (2-EHA) dans la dix-huitième adaptation au progrès technique et scientifique du Règlement CLP.<sup>67</sup> L'UE note que la réponse écrite aux observations du Brésil a été envoyée le 25 novembre 2021 et que la réponse orale a été fournie à la réunion de mars du Comité OTC. Par conséquent, l'UE souhaite renvoyer à la réponse écrite et au compte rendu de la réunion du Comité OTC de mars pour de plus amples détails. S'agissant de la situation de la proposition, l'UE tient à rappeler que le projet de dix-huitième adaptation au progrès technique et scientifique du Règlement CLP a été présenté à des fins de consultations finales lors de la réunion du Groupe d'experts pour les règlements REACH et CLP ("CARACAL") le 19 octobre 2021. Sur la base de cette consultation, ainsi que de toutes les observations reçues précédemment, y compris celles des membres de l'OMC, l'UE a conclu que la classification proposée pour la substance acide 2-éthylhexanoïque (2-EHA) était appropriée et la dix-huitième adaptation au progrès technique et scientifique du Règlement CLP a été adoptée par la Commission le 16 février 2022. Après la période d'examen de deux mois pour le Parlement européen et le Conseil, au cours de laquelle aucune objection n'a été soulevée, le règlement délégué (UE) 2022/692 de la Commission a été publié au Journal officiel de l'UE le 3 mai 2022.

---

<sup>67</sup> Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les Directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le Règlement (CE) n° 1907/2006 (J.O. L 353, 31.12.2008, page 1). Version consolidée disponible à l'adresse suivante:

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A02008R1272-20211001>.

**2.1.3.35 Chine – Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et Règlement sur la notification de cosmétiques non spéciaux,** [G/TBT/N/CHN/1310](#), [G/TBT/N/CHN/1311](#), [G/TBT/N/CHN/1331](#), [G/TBT/N/CHN/1453](#), [G/TBT/N/CHN/1454](#), [G/TBT/N/CHN/1459](#), [G/TBT/N/CHN/1460](#), [G/TBT/N/CHN/1515](#), [G/TBT/N/CHN/1524](#), [G/TBT/N/CHN/1525](#), [G/TBT/N/CHN/1526](#), [G/TBT/N/CHN/1527](#), [G/TBT/N/CHN/1539](#), [G/TBT/N/CHN/1615](#), [G/TBT/N/CHN/1626](#) (ID 576<sup>68</sup>)

2.310. La délégation de l'[Australie](#) a communiqué la déclaration suivante. L'Australie respecte le droit des Membres de mettre en œuvre des mesures techniques pour réaliser des objectifs politiques légitimes conformément aux obligations au titre de l'Accord OTC. L'Australie continue de craindre que les mesures prévues par le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques de la Chine et ses divers règlements d'application, qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2021, ne soient plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour assurer la sécurité et la qualité des produits cosmétiques importés. L'Australie reste préoccupée par le fait que la date de mise en œuvre du Règlement sur les bonnes pratiques de fabrication (BPF), telle que figurant dans la notification [G/TBT/N/CHN/1626](#), a été fixée par la Chine au 1<sup>er</sup> janvier 2022. L'Australie demande de nouveau à la Chine de fournir une période de transition allant au moins jusqu'en janvier 2023, pour que les fabricants de cosmétiques puissent examiner les prescriptions contenues dans le Règlement et y adapter leurs processus. L'Australie remercie la Chine pour sa réponse relative aux observations sur la notification [G/TBT/N/CHN/1615](#) au sujet des dispositions concernant la surveillance et la gestion de produits cosmétiques pour enfants. Cependant, l'Australie demeure préoccupée par le fait que la Chine continue d'imposer des essais obligatoires sur les animaux pour les produits cosmétiques destinés aux enfants, quel que soit le niveau de risque que présente chaque produit, et elle réaffirme qu'elle est un fournisseur fiable de produits cosmétiques sûrs et de haute qualité, tant sur son marché intérieur qu'au niveau mondial. Le gouvernement australien est prêt à collaborer avec la Chine et à discuter du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques, y compris des règlements d'application tels que ceux qui portent sur les produits cosmétiques pour enfants.

2.311. La délégation de la [République de Corée](#) a communiqué la déclaration suivante. Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques ([G/TBT/N/CHN/1526](#)), Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques ([G/TBT/N/CHN/1525](#)), Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques ([G/TBT/N/CHN/1524](#)) et Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques ([G/TBT/N/CHN/1310](#)). La République de Corée remercie la Chine pour sa réponse aux observations de la Corée et sa coopération bilatérale avec la Corée sur les spécifications et réglementations dans le cadre de cette PCS. Toutefois, la Corée reste préoccupée par le fait que la réponse de la Chine s'est attachée à expliquer la mise en œuvre des mesures plutôt qu'à fournir une réponse à la demande de la Corée, et que les préoccupations de cette dernière n'ont pas été dûment prises en compte dans les versions finales des spécifications et réglementations de la Chine. Premièrement, les exportateurs vers la Chine sont tenus de spécifier dans leurs demandes d'agrément les données relatives aux sources et à la qualité de tous les ingrédients, ce qui est une prescription excessive par rapport aux pratiques internationales. Les renseignements requis peuvent contenir des secrets commerciaux et sont plus que nécessaires pour atteindre les objectifs légitimes de la Chine visant à garantir la sécurité des produits et la conformité aux règles du marché intérieur chinois. La Corée demande donc à la Chine de justifier ses mesures par une explication fondée sur des éléments de preuve. En outre, selon les appendices 12 à 14, les entreprises sont tenues de divulguer des renseignements sur l'innocuité des ingrédients, ce qui peut présenter des risques pour la propriété intellectuelle et les renseignements sensibles sur le plan commercial des entreprises.

2.312. Deuxièmement, le Règlement de la Chine prévoit que les rapports d'essai requis pour l'enregistrement des produits cosmétiques doivent être délivrés par les laboratoires d'essai qui ont obtenu l'accréditation de la Chine en métrologie (CMA). Au cours de la réunion du Comité OTC de mars 2022, la Chine a répondu qu'un certain nombre d'organismes d'inspection étrangers installés dans le pays avait obtenu cette accréditation. Toutefois, la Corée demande à la Chine de faire preuve de souplesse en acceptant les rapports d'essai issus de laboratoires non chinois qualifiés situés à l'étranger. Troisièmement, en vertu de l'article 13 du Règlement concernant l'autorisation et l'enregistrement de nouveaux ingrédients cosmétiques, les exportateurs qui emploient d'autres méthodes d'essai sont tenus de démontrer que les résultats qu'ils livrent sont équivalents aux

<sup>68</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 576](#).

résultats obtenus par la méthode d'essai de la toxicité *in vivo* ou par des essais sur les animaux. À cet égard, la Corée souhaite demander à la Chine de reconnaître les autres méthodes d'essai approuvées par l'OCDE ou d'autres organisations internationales sans exiger la présentation d'éléments de preuve équivalents. En réponse à la demande de la Corée, la Chine a répondu que ces prescriptions s'appliquaient à la fois aux exportateurs nationaux et aux exportateurs étrangers, mais la Corée souhaiterait souligner que la préoccupation exprimée dans le cadre de cette PCS est de demander à la Chine de reconnaître dans ses règlements les autres méthodes d'essai approuvées au niveau international.

2.313. Quatrièmement, s'agissant des mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques, la Corée demande à la Chine de veiller à ce que les prescriptions en matière d'étiquetage soient conformes aux pratiques internationales. En particulier, elle la prie de maintenir sa réglementation actuelle imposant la mention, sur les étiquettes, des ingrédients présents dans les produits cosmétiques. Dans la plupart des pays, les ingrédients de produits cosmétiques sont soumis à déclaration lorsque la concentration des substances est égale ou supérieure à 1%. Pourtant, le Règlement proposé par la Chine n'est pas harmonisé avec les pratiques internationales puisqu'il exige que les substances dont la concentration est égale ou supérieure à 0,1% soient déclarées et que les substances dont la concentration est inférieure à 0,1% soient déclarées sous la mention "autres ingrédients résiduels". Cinquièmement, en vertu des Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques, la Chine continue d'exiger que les entreprises divulguent le résumé des preuves scientifiques de l'efficacité annoncée des produits cosmétiques sur les sites Web désignés par la NMPA. La Corée demande à la Chine de réduire le nombre de renseignements qu'elle exige au titre des Spécifications, car ceux-ci pourraient contenir des secrets commerciaux. Au cours de la précédente réunion, la Chine a répondu que les lois relatives à la protection des secrets commerciaux seront scrupuleusement appliquées dans le cadre de l'enregistrement et de l'agrément des produits cosmétiques. Dans ce contexte, la Corée aimerait demander à la Chine d'expliquer concrètement les mesures prises pour appliquer ces lois.

2.314. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et ses règlements d'application, le Japon tient à exprimer de nouveau les préoccupations suivantes. 1. "Les Règles de gestion des essais exigés pour procéder à l'enregistrement des produits cosmétiques et les notifier" prévoient que les essais microbiologiques, physiques, chimiques et toxicologiques ainsi que les essais d'évaluation de la sécurité et de l'efficacité pour l'homme pertinents pour l'enregistrement et l'agrément des produits cosmétiques doivent être réalisés par les laboratoires d'essais qui ont obtenu une approbation obligatoire de laboratoire délivrée par l'Organe d'inspection chinois. Lors des réunions précédentes, la Chine a expliqué que les laboratoires d'essais situés en Chine pouvaient obtenir cette approbation. Cependant, nous croyons comprendre que les laboratoires d'essais situés dans des pays étrangers ne peuvent pas la recevoir. Le Japon souhaite demander l'établissement d'un cadre plus souple dans lequel seraient acceptés les résultats des essais obtenus par des laboratoires étrangers ayant des qualifications et des capacités équivalentes à celles des laboratoires d'essais ayant obtenu l'approbation. 2. "Les Règles de gestion des essais exigés pour procéder à l'enregistrement des produits cosmétiques et les notifier" prévoient que les essais doivent être réalisés conformément aux normes nationales chinoises ou aux règlements pertinents. En outre, les "Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques" et les "Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques" prévoient que la priorité doit être donnée aux résultats d'essais conformes aux normes nationales chinoises ou aux règlements pertinents et que diverses restrictions et conditions sont imposées en cas d'application d'une méthode d'essai qui n'est pas spécifiée dans les règlements. Le Japon croit comprendre que les mêmes restrictions et conditions sont imposées aux produits importés et aux produits nationaux. Toutefois, il souhaiterait demander à la Chine de traiter les méthodes reconnues sur le plan international, telles que celles établies par l'OCDE ou l'ISO, sur un pied d'égalité avec les normes nationales chinoises ou les règlements pertinents, de manière à ne pas imposer de mesures plus restrictives qu'il n'est nécessaire pour assurer la sécurité et l'efficacité.

2.315. 3. La méthode d'évaluation des allégations relatives à l'efficacité prévue par les "Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques" est une prescription excessive pour garantir la validité ou la fiabilité scientifique de l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité et protéger les intérêts juridiques des consommateurs pour les raisons suivantes. "L'annexe 1, Prescriptions concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques" spécifie quatre (4) types d'éléments de preuve et définit de façon détaillée quels éléments de preuve pourraient être utilisés pour chaque allégation relative à

l'efficacité. Cependant, les types d'éléments de preuve pour chaque allégation relative à l'efficacité doivent être évalués individuellement par une entreprise sur la base de la validité scientifique. Même si la formule est très similaire, l'utilisation de données des essais d'évaluation de "l'allégation relative à l'efficacité commune" n'est autorisée que dans des circonstances exceptionnelles telles que des colorants différents chez les mêmes déclarants ayant déposé une demande d'enregistrement ou d'agrément, des gammes de produits et des produits de maquillage à teintes multiples. Même si de légères modifications sont apportées à la formule pour des raisons de conformité réglementaire, de nouveaux tests sont nécessaires. Cela entraîne de lourdes charges pour les entreprises. Le Japon souhaiterait demander à la Chine d'envisager d'élargir la gamme dans laquelle les données des essais d'évaluation de "l'allégation relative à l'efficacité commune" peuvent être utilisées, sur la base des tendances internationales et des opinions des parties prenantes. En ce qui concerne les essais pour les produits antitaches/blanchissants, le Japon souhaiterait demander à la Chine d'adopter la méthode des "références croisées", qui permet de ne pas effectuer les essais dans certaines conditions, qui a été proposée à l'article 16 (référence croisée de l'effet antitaches/blanchissant) des "Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques (projet présenté aux fins d'observations)" en septembre 2020. L'effet antitaches/blanchissant est obtenu par des ingrédients actifs contenus dans les cosmétiques, et la méthode des références croisées permettra de raccourcir le processus, depuis le dépôt de la demande jusqu'à l'agrément.

2.316. 4. L'article 29 des "Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques" exige des "renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques" publiés par un fabricant d'ingrédients et des renseignements plus détaillés que nécessaire pour assurer la sécurité et la qualité des produits finaux. Les exigences relatives à ces renseignements trop détaillés imposent un lourd fardeau aux fabricants d'ingrédients cosmétiques. Si les renseignements ne sont pas communiqués, on suppose que les produits déjà sur le marché chinois ne peuvent plus être vendus ou que les produits distribués dans d'autres pays ne peuvent pas être vendus en Chine. En outre, la cohérence entre les renseignements sur les matières premières de la formule cosmétique et les "renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques" est requise. À cet égard, lorsque des entreprises de cosmétiques changent de fabricants d'ingrédients cosmétiques, elles doivent présenter de nouveau ou renouveler le document, même si les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément (entreprises de cosmétiques) confirment que la qualité et la sécurité de ces ingrédients sont comparables. Cela impose une charge inutile à ces entreprises de cosmétiques. Celles-ci procèdent à une évaluation de la sécurité du produit final en s'appuyant sur la norme de qualité des ingrédients qu'elles ont-elles-mêmes fixée et présentent le document au moment de l'enregistrement ou de la demande d'agrément. Étant donné qu'il incombe à l'entreprise de cosmétiques de garantir l'innocuité des ingrédients et des produits finaux, y compris le type d'ingrédients utilisés, il est plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire de prescrire la présentation des "renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques" publiés par les fabricants d'ingrédients cosmétiques. Par conséquent, comme dans la pratique internationale, le Japon souhaite demander à la Chine d'accepter que les renseignements sur les ingrédients soient présentés lorsque la NMPA en fait la demande après le lancement des produits, et non au moment de l'enregistrement ou de la demande d'agrément, ou que les renseignements sur les ingrédients conformes à l'annexe 14 soient publiés et présentés par les entreprises de cosmétiques.

2.317. 5. Les "Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques" prévoient que pour les cosmétiques dont la demande d'enregistrement ou d'agrément a été déposée avant le 1<sup>er</sup> mai 2022, l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques doit être réalisée et le résumé de l'évaluation de l'efficacité des produits doit être téléchargé avant le 1<sup>er</sup> mai 2023. Comme indiqué au point 3, étant donné que de nombreuses conditions et restrictions sont imposées aux méthodes d'évaluation, il est pratiquement impossible de réaliser une évaluation de l'efficacité des produits et de télécharger le résumé dans les délais. Le Japon souhaiterait demander à la Chine de ménager un délai de grâce approprié d'au moins un an. Les "Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques" disposent qu'à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022 les demandes d'enregistrement ou d'agrément des produits doivent être adaptées à la réglementation. Elles prévoient également que les produits qui ont fait l'objet d'une telle demande avant le 1<sup>er</sup> mai 2022 doivent être adaptés à la réglementation au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 2023. Les déclarants qui ont présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément ont besoin de règles et de lignes directrices détaillées pour s'adapter au nouveau système d'étiquetage des cosmétiques. Le Japon souhaiterait demander à la Chine de ménager un délai de grâce approprié, d'au moins un an, après la promulgation de tous les règlements concernés. 6. S'agissant des "mesures intérimaires relatives à l'administration des inspections des produits cosmétiques à l'étranger", le Japon

souhaiterait continuer de demander que la Chine examine les points suivants. Il aimerait demander à la Chine d'indiquer les lois et règlements qui sont appliqués pour attester la conformité des inspections à l'étranger et de préciser la raison d'être de ces dernières. Le Japon demande également à la Chine de s'assurer que les inspections ne seront pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire et ainsi de garantir la réalisation des objectifs légitimes de l'Accord OTC. En outre, le Japon prie la Chine de veiller à ce que les services de R-D des entreprises ne fassent pas l'objet des inspections à l'étranger et de garantir que les renseignements confidentiels seront uniquement divulgués aux personnes qui en ont besoin dans le cadre de l'objectif légitime de l'inspection.

2.318. 7. Les certificats de vente prouvant que les produits ont été vendus sur le marché du pays de production sont imposés uniquement pour les cosmétiques importés. Le Japon demande que la Chine accorde aux produits importés un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux produits fabriqués en Chine. S'agissant des "Mesures administratives concernant l'étiquetage des produits cosmétiques", promulguées le 3 juin 2021, le Japon souhaiterait de nouveau exprimer les trois préoccupations suivantes. 8. L'article 6 prévoit que le contenu des étiquettes en chinois, notamment les renseignements relatifs à l'innocuité et à l'efficacité des produits, doit concorder avec celui des étiquettes originales. Le Japon se félicite que la Chine continue d'accepter l'explication, sur l'étiquette chinoise, que le caractère chinois "produit parapharmaceutique" sur l'étiquette originale en japonais ne signifie pas qu'il s'agit d'un produit pharmaceutique, ce qui était également accepté aux termes de l'ancienne réglementation. 9. L'article 7 dispose que l'étiquette indique les mentions "producteurs", "déclarant ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques" ou, dans le cas de produits importés, "personne responsable en Chine". Le Japon craint que la multiplicité de noms et d'adresses d'entreprises indiqués sur l'étiquette n'occasionne des malentendus chez les consommateurs au lieu de servir les objectifs de cet article, qui sont d'informer les consommateurs au sujet des personnes responsables de la qualité et de l'efficacité du produit. Pour éviter toute confusion chez les consommateurs, il aimerait demander que l'étiquette indique un seul responsable ("déclarant ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques" ou, dans le cas de produits importés, "personne responsable en Chine"). Le Japon souhaite demander à la Chine de supprimer le contenu qui impose l'affichage des producteurs.

2.319. 10. Quant aux règles relatives à la mention de tous les ingrédients sur les étiquetages de cosmétiques, il existe une pratique internationalement reconnue en matière d'établissement de listes, en vertu de laquelle les ingrédients qui forment 1% ou moins de la composition du produit peuvent figurer dans la liste sans ordre particulier. Pourtant, l'article 12 prévoit que tous les ingrédients composant 0,1% du produit ou moins doivent figurer séparément sur l'étiquette sous la rubrique "autres ingrédients résiduels" et peuvent être cités sans ordre particulier. Le Japon aimerait demander à la Chine de faire en sorte que les règles en matière d'étiquetage suivent les pratiques reconnues sur le plan international, de manière à ne pas être plus restrictives pour le commerce que nécessaire. 11. Les "Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques" et les "Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques" traitent des nano-ingrédients. Pour appliquer ces réglementations, le Japon considère qu'une norme plus détaillée et plus concrète est nécessaire pour déterminer quels ingrédients entrent dans la définition des nano-ingrédients. En outre, il aimerait demander que la norme soit formulée de manière à tenir compte des tendances internationales et des observations de toutes les parties prenantes. 12. L'Avis public (n° 140 de 2021) traitant de questions relatives aux dispositions concernant la surveillance et l'administration de la production et de la distribution des produits cosmétiques, promulgué le 26 novembre 2021, exige que les responsables en Chine de produits importés auprès de déclarants étrangers ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément doivent conserver des échantillons de chaque lot de cosmétiques. Les déclarants étrangers ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément sont responsables des cosmétiques. Le Japon aimerait demander à la Chine d'accepter que des échantillons ne soient pas systématiquement conservés sur son territoire pour autant que le système d'essai puisse fonctionner immédiatement en cas de problème avec les cosmétiques importés. Outre ce qui précède, le Japon souhaiterait demander à la Chine de continuer à prendre en considération les points suivants proposés par le Japon jusqu'à présent: exemption de l'obligation de présenter des documents relatifs aux essais toxicologiques par des documents de certification de la qualification du système de gestion de la qualité ou des bonnes pratiques de fabrication; utilisation de nouveaux ingrédients dans les dentifrices pendant la période de contrôle de la sécurité; présentation du résumé d'un rapport d'évaluation de l'efficacité des dentifrices.

2.320. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Il est regrettable qu'en dépit du fait que les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC aient soulevé des préoccupations

importantes concernant le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et ses mesures d'application lors des neuf précédentes réunions du Comité OTC et des trois réunions du Conseil du commerce des marchandises, la Chine n'a pas cherché à travailler avec les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC pour en arriver à une solution. Telles que publiées, ces mesures semblent créer des risques importants pour la propriété intellectuelle des entreprises et ne sont pas proportionnées au faible risque que présentent les cosmétiques par rapport aux produits médicaux. Par ailleurs, nous craignons fortement qu'elles n'entraînent un traitement inéquitable des importations. Nous encourageons la Chine à montrer son intention de répondre à ces préoccupations et de faciliter le commerce, en rencontrant les représentants du secteur et les Membres de l'OMC pour examiner les préoccupations en suspens et pour trouver la voie vers une solution. Comme indiqué dans les déclarations précédentes, les préoccupations que nous avons encore sont principalement les suivantes: premièrement, nous restons préoccupés par le fait que le seul moyen que la Chine offre aux importateurs pour établir la conformité avec les bonnes pratiques de fabrication (BPF) exige des essais sur les animaux si le gouvernement d'un importateur ne délivre pas de certificats d'exportation relatifs à la fabrication ou aux BPF. Nous contestons la réponse de la Chine selon laquelle ses prescriptions relatives aux produits importés et aux produits nationaux sont équivalentes. Les États-Unis demandent de nouveau à la Chine d'envisager des moyens moins restrictifs pour le commerce tels que ceux précédemment suggérés pour permettre aux importateurs de démontrer la conformité. Par exemple, il serait bien plus efficace d'accepter la conformité à la norme ISO relative aux bonnes pratiques de fabrication de produits cosmétiques (ISO 22716) comme suffisante pour établir le respect des prescriptions réglementaires chinoises que de demander de faire des essais sur les animaux pour assurer le respect des éléments de bonnes pratiques de fabrication.

2.321. Deuxièmement, les États-Unis demeurent préoccupés par le fait que le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et ses mesures d'application sont trop contraignants en ce qui concerne les renseignements que les entreprises doivent fournir pour que les organismes de réglementation chinois puissent évaluer la conformité des produits et des ingrédients. Nous déplorons que la Chine ne collabore pas avec les Membres de l'OMC et les représentants du secteur pour examiner comment elle pourrait atteindre ses objectifs réglementaires tout en réduisant ces prescriptions. Troisièmement, la Chine n'a pas répondu aux préoccupations des États-Unis et des détenteurs de droits de propriété intellectuelle sur des produits cosmétiques, notamment à la demande de fourniture par la NMPA d'un mécanisme juridiquement exécutoire destiné à surveiller et protéger les secrets commerciaux et les renseignements commerciaux confidentiels dans les agréments de cosmétiques, tels qu'identifiés par les entreprises, en Chine. La Chine a-t-elle des renseignements actualisés à ce sujet? Quatrièmement, la Chine continue d'exiger des essais redondants dans le pays afin d'évaluer les allégations concernant les produits sans tenir compte des méthodes ou données validées à l'échelle internationale et des essais effectués dans les laboratoires internationaux accrédités pour les bonnes pratiques de laboratoire ou les bonnes pratiques cliniques. Permettre aux laboratoires étrangers dotés d'installations en Chine de réaliser ces essais ne remédie pas à cette pratique contraignante. Cinquièmement, les États-Unis restent préoccupés par les prescriptions relatives à l'étiquetage des produits cosmétiques, car elles pourraient ne pas autoriser les emballages étrangers. Nous demandons que la NMPA autorise l'étiquetage chinois sur les emballages secondaires. Des entreprises américaines ont également demandé un moyen d'échanger avec la NMPA sur les questions liées à la mise en œuvre du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques, y compris en ce qui concerne les nouvelles prescriptions et l'utilisation des nouvelles plates-formes en ligne de la NMPA pour l'agrément des produits et ingrédients. La Chine a-t-elle prévu quelque chose à ce sujet? Nous demandons à la Chine de continuer de réfléchir à la manière dont ces préoccupations commerciales exprimées par les États-Unis et de nombreux autres Membres de l'OMC pourraient être résolues dans l'application du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques.

2.322. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE aimerait appuyer les délégations de l'Australie, des États-Unis, de la Corée et du Japon. Elle souhaite renvoyer à ses déclarations antérieures sur ce sujet, en particulier à la déclaration faite à la réunion de mars du Comité OTC, étant donné que les préoccupations qu'elle avait alors exposées restent inchangées. L'Union européenne soutient l'objectif du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques de garantir la sécurité des consommateurs. Elle est toutefois très préoccupée par l'obligation de transmettre des renseignements confidentiels sur les nouveaux produits et leurs ingrédients aux autorités chinoises. La divulgation obligatoire de renseignements commercialement sensibles requise dans le cadre du processus de notification et d'enregistrement, qui touche aux droits de propriété intellectuelle (DPI) des entreprises concernées, demeure la plus grande



préoccupation de l'UE. Celle-ci doit souligner une fois de plus que les prescriptions du Règlement vont bien au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer la sécurité des consommateurs et la traçabilité des ingrédients utilisés dans les cosmétiques. Elles s'éloignent aussi de la pratique internationale, puisque des renseignements aussi détaillés ne sont requis nulle part ailleurs dans le monde à des fins de notification et d'enregistrement. Malheureusement, les préoccupations exprimées précédemment par l'UE n'ont pas été prises en compte par la Chine.

2.323. L'UE souhaite donc rappeler que les éléments suivants du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques posent des difficultés aux fabricants européens de cosmétiques: – S'agissant de l'enregistrement des produits: les entreprises doivent fournir une liste complète des matières premières utilisées dans le produit fini. Les fournisseurs de matières premières doivent communiquer des renseignements détaillés sur ces dernières, y compris sur le processus de production. – En ce qui concerne la notification des nouveaux ingrédients: la quantité de renseignements à présenter dans le cadre du nouveau système de notification et les problèmes potentiels liés à la divulgation de ces renseignements après un certain temps suscitent des inquiétudes. – Pour ce qui est des allégations relatives à l'efficacité: les fabricants sont tenus de rendre public un résumé détaillé de l'évaluation de l'efficacité, ce qui peut donner lieu à la divulgation de renseignements commerciaux sensibles. Pour certaines allégations relatives à l'efficacité (écran solaire, blanchissement de la peau/élimination des taches et produits contre la perte de cheveux), il est toujours obligatoire d'utiliser les méthodes d'essai chinoises spécifiées. Les essais en question doivent être réalisés par des institutions d'essais spécifiques en Chine. Pour les nouvelles efficacités, si les méthodes utilisées ne sont pas encore reconnues en Chine, elles doivent être validées par au moins deux institutions d'essais qualifiées dans le pays afin d'être utilisées pour étayer une allégation d'efficacité en Chine. L'extrapolation des résultats d'essais entre formules très similaires n'est autorisée que dans des circonstances exceptionnelles (par exemple pour les différences de couleur d'un cosmétique décoratif, l'essai d'efficacité doit seulement être réalisé pour une nuance sur cinq). Les multiples prescriptions propres à la Chine pour les essais d'efficacité exigeront de réaliser un nombre considérable de nouveaux essais sur des produits dont l'efficacité a déjà été établie dans un pays tiers. Elles affectent aussi des milliers de produits qui ont déjà été placés sur le marché en Chine et pour lesquels la justification des allégations devait être finalisée au plus tard en mai 2022.

2.324. La délégation de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande se félicite des efforts entrepris par la Chine en vue de moderniser son système de réglementation pour les cosmétiques, ainsi que de la possibilité de formuler des observations sur des points spécifiques du Règlement de la Chine. Nous saluons la volonté de la Chine de renforcer la sécurité sanitaire et l'assurance de la qualité, mais nous aimerions l'encourager à faire en sorte que la facilitation des échanges soit prise en compte dans la mise en œuvre de la réglementation. La Nouvelle-Zélande note qu'en vertu de ces mesures les cosmétiques n'ayant pas fait l'objet d'essais sur les animaux ne peuvent entrer sur le marché chinois que s'ils sont accompagnés d'une certification BPF délivrée par un organisme de réglementation gouvernemental. Or les cosmétiques non destinés à un usage spécial sont considérés comme des produits à faible risque dans de nombreux pays, dont la Nouvelle-Zélande, et n'y sont donc pas soumis à une certification BPF délivrée par un organisme de réglementation. Nous saluons avec enthousiasme l'instauration de solutions de substitution aux essais sur les animaux obligatoires pour les cosmétiques importés. Toutefois, la Nouvelle-Zélande déplore comme d'autres que les mesures ne prévoient pas que la certification BPF puisse être délivrée par un organisme autre qu'un organisme de réglementation gouvernemental ou par d'autres mécanismes de facilitation des échanges afin de fournir des garanties concernant les produits, ce qui signifie que des obstacles importants et non nécessaires au commerce des produits cosmétiques importés continuent de s'appliquer aux Membres qui ne disposent pas d'une certification BPF délivrée par un organisme de réglementation. Nous encourageons la Chine à dialoguer directement avec les Membres affectés, y compris la Nouvelle-Zélande, afin d'identifier un mécanisme de facilitation des échanges qui permettrait de démontrer la conformité des produits aux BPF, sans imposer de prescriptions relatives aux essais sur les animaux. Plus précisément, et suite à la réponse de la Chine à la question posée par la Nouvelle-Zélande lors du récent examen de sa politique commerciale effectué dans le cadre de l'OMC, la Nouvelle-Zélande souhaite obtenir des éclaircissements sur la question de savoir si la prescription relative à l'obtention d'un certificat BPF délivré par un organisme de réglementation comme solution de substitution aux essais sur les animaux requis peut être levée dans les cas suivants: la fabrication du produit est pleinement conforme à la norme ISO 22716 pertinente ou à une norme plus élevée, ce qui atteste de sa sécurité; ou bien le résultat de l'évaluation des risques en matière de sécurité du produit est délivré par un laboratoire agréé par un organisme national d'accréditation, ce qui atteste de sa sécurité.

2.325. En outre, la Nouvelle-Zélande demande à la Chine de faire également preuve de flexibilité en ce qui concerne les prescriptions relatives aux essais de produits. En particulier, nous l'encourageons à accepter les rapports d'essai émanant de laboratoires installés hors du territoire chinois qui ont été agréés par les signataires de l'Accord de reconnaissance mutuelle de l'ILAC. Autrement, c'est un obstacle au commerce contraignant et non nécessaire pour les exportateurs qui expédient des produits vers la Chine et vers de nombreux autres marchés. Ménager une telle flexibilité faciliterait les échanges et serait conforme aux meilleures pratiques internationales. La Nouvelle-Zélande est également préoccupée, à l'instar de nombreux Membres, par le fait que la Chine exige une divulgation plus détaillée de la formule des produits que ce qui est exigé sur d'autres marchés, y compris les sources spécifiques de chaque ingrédient. Elle encourage la Chine à limiter de telles prescriptions en matière de divulgation, en particulier celles qui concernent les renseignements sensibles, à ce qui est nécessaire pour garantir la sécurité des produits sur le marché intérieur chinois et pour ne pas compromettre la propriété intellectuelle. La Nouvelle-Zélande se félicite des discussions bilatérales constructives qui se sont tenues récemment sur les questions relatives aux cosmétiques et attend avec intérêt de poursuivre le dialogue avec la Chine sur les mesures concernant le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques, afin de régler ces questions. Nous aimerions que la Chine apporte une réponse aux préoccupations exprimées par la Nouvelle-Zélande et d'autres Membres, dans le cadre du Comité ou dans d'autres enceintes.

2.326. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. La protection des secrets commerciaux. La communication de renseignements relatifs à la sécurité des cosmétiques est une condition commune aux examens de la sécurité des produits liés à la santé dans le monde entier. La description du processus de production, du processus de production des matières premières et les autres documents présentés par les entreprises en vue de l'enregistrement et de l'agrément dans les normes de mise en œuvre des produits ne relèvent pas de la divulgation d'informations gouvernementales. D'après la réglementation sur la divulgation d'informations gouvernementales, les organismes administratifs ne sont pas autorisés à divulguer des renseignements contenant des secrets commerciaux ni des données relevant de la sphère privée portant atteinte aux droits et intérêts légitimes. Par conséquent, il n'est porté atteinte ni aux secrets commerciaux ni aux droits de propriété intellectuelle en la matière. La Chine attache une grande importance à la protection des secrets commerciaux. Les réglementations relatives aux cosmétiques exigent que les organismes de réglementation protègent les secrets commerciaux lors de l'examen et de la publication des renseignements. La NMPA respectera strictement le principe de la protection des secrets commerciaux lors de l'enregistrement et l'agrément des cosmétiques. 2. Le problème de l'étiquetage des produits cosmétiques. Tout d'abord, les Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques n'exigent pas que le contenu des étiquettes en chinois corresponde exactement au contenu des étiquettes figurant sur l'emballage original. Elles requièrent que la teneur des allégations relatives à la sécurité et à l'efficacité du produit corresponde à celle indiquée sur l'étiquette originale.

2.327. 3. Les allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques sont étroitement liées aux ingrédients utilisés. Afin de protéger les droits et intérêts légitimes des consommateurs, et d'empêcher la pratique d'"ajout conceptuel" d'ingrédients cosmétiques, qui est commune dans l'industrie, les mesures relatives à l'administration des étiquettes de produits cosmétiques (projet présenté aux fins d'observations) prévoient que les ingrédients se trouvant dans les formulations dont le pourcentage n'excède pas 0,1% (en poids) devraient être indiqués sur l'étiquette sous la mention "autres ingrédients résiduels". Cependant, l'expression "autres ingrédients résiduels" n'est pas la même chose qu'"ingrédients non validés", les entreprises de cosmétiques ajoutent une très faible quantité de matières premières qui ont encore certains effets, ces ingrédients peuvent être déclarés sur l'étiquette du produit pour autant qu'ils respectent les prescriptions applicables relatives aux allégations en matière d'efficacité. 4. Les rapports d'inspection des cosmétiques requis pour l'enregistrement ou l'agrément doivent être produits par les organismes d'inspection aux fins de l'enregistrement et de l'agrément des cosmétiques afin de protéger les droits et intérêts légitimes des consommateurs et de garantir l'exactitude des résultats d'inspection. Les cosmétiques utilisés pour le blanchiment, la protection solaire et la prévention de la perte de cheveux sont administrés comme des cosmétiques spéciaux en Chine. Le rapport d'essai d'évaluation de l'efficacité concernant ce type de produits doit être présenté au moment de l'enregistrement. Par conséquent, un essai d'évaluation de l'efficacité devrait être mené par les organismes d'inspection aux fins de l'enregistrement et de l'agrément des cosmétiques. Ces organismes doivent être habilités à effectuer les inspections et les essais pour les produits cosmétiques (accréditation CMA). Cependant, la Chine n'interdit pas aux organismes d'inspection étrangers de devenir des organismes d'inspection aux

fins de l'enregistrement et de l'agrément des cosmétiques. À l'heure actuelle, de nombreux laboratoires d'organismes d'inspection étrangers installés en Chine ont obtenu la certification CMA des cosmétiques et ont entrepris des inspections aux fins de l'enregistrement et de l'agrément de produits cosmétiques.

2.328. 5. Concernant l'exemption des tests toxicologiques. Premièrement, conformément au principe de non-discrimination, le Règlement administratif sur les documents relatifs à l'enregistrement et à la demande d'agrément des cosmétiques établit des prescriptions cohérentes pour les cosmétiques importés et nationaux, dans le cadre de solutions de substitution aux essais sur les animaux aux fins de l'évaluation de la sécurité. Les produits cosmétiques ordinaires nationaux et importés peuvent bénéficier d'une dérogation lorsque la certification relative à une gestion de la qualité de la production correspondante délivrée par les autorités gouvernementales compétentes est obtenue à la suite d'une évaluation appropriée des risques en matière de sécurité. Deuxièmement, la structure cutanée et la fonction de système immunitaire des nourrissons et enfants n'étant pas parfaites, une simple évaluation de la sécurité pourrait laisser passer des risques inconnus. En outre, de nombreuses données relatives à l'évaluation de la sécurité proviennent de cosmétiques destinés à la population générale, et l'évaluation directe des cosmétiques pour enfants n'est pas suffisante. Par conséquent, la Chine estime que l'évaluation de la sécurité des produits devrait, dans le cas des cosmétiques pour enfants, être composée à la fois d'une évaluation de la sécurité et des essais toxicologiques nécessaires. 6. Les principes de base et les prescriptions énoncés dans les "Bonnes pratiques en matière de gestion de la qualité de la production des produits cosmétiques" sont conformes à ceux figurant dans la norme ISO 22716. Ils sont alignés sur les prescriptions internationales en vigueur visant à normaliser la gestion de la qualité de la production des cosmétiques en Chine et à garantir la sécurité de ces produits.

2.329. 7. S'agissant de la période de transition pour la mise en œuvre de la réglementation. Sur la base de la situation industrielle et des prescriptions réglementaires, la Chine a établi une période de transition spécifique et raisonnable pour différentes situations, afin d'assurer une mise en œuvre harmonieuse et ordonnée des nouvelles réglementations. Pendant que la formulation et la mise en œuvre des dispositions réglementaires d'application et des documents techniques sont en cours, une période de transition raisonnable sera également prévue en conséquence, afin d'assurer une transition sans heurts entre l'ancienne et la nouvelle réglementation. 8. Communication de renseignements relatifs à la sécurité des matières premières de produits cosmétiques. La sécurité des produits est étroitement liée à la sécurité des matières premières. La communication de renseignements relatifs à la sécurité des matières premières lors des demandes d'enregistrement et d'agrément est une mesure importante pour garantir la sécurité des produits. Étant donné que les entreprises changent souvent de matière première, afin de faciliter la tâche des déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques qui doivent indiquer les renseignements relatifs à la sécurité des matières premières, les dispositions relatives à la gestion des documents relatifs à l'enregistrement et à la demande d'agrément des cosmétiques prévoient que si le fabricant des matières premières a communiqué les renseignements relatifs à leur sécurité, les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément doivent seulement fournir le code de présentation de la matière première aux fins de corrélation. 9. Les échantillons de réserve des cosmétiques importés. L'objectif du système d'échantillons de réserve est d'assurer la traçabilité pour la qualité et la sécurité des produits et de faciliter l'inspection de la légitimité et de la sécurité de chaque lot de produits en cas de problèmes de qualité et de sécurité et de produits contrefaits.

#### **2.1.3.36 Union européenne – Chlorothalonil (substance active de pesticide), G/TBT/N/EU/625 (ID 579<sup>69</sup>)**

2.330. La délégation de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie fait de nouveau part de sa préoccupation concernant la mesure notifiée par l'Union européenne (UE) dans le document [G/TBT/N/EU/625](#), qui a trait au non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil. En dépit des nombreuses observations techniques et scientifiques présentées au cours des périodes de consultation, le règlement en vertu duquel l'approbation de la commercialisation de la substance active chlorothalonil n'a pas été renouvelée est entré en vigueur en mai 2020. Cette décision commence déjà à avoir des implications et des conséquences pour les producteurs de bananes en Colombie et a des répercussions sur une vaste chaîne de production agricole nationale. En outre, par l'intermédiaire du Règlement (UE) n° 2019/677 de la Commission

<sup>69</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 579](#).

du 9 février 2021, il a été décidé d'établir la LMR à 0,01 mg/kg, soit le niveau minimum de détection. Cette disposition est entrée en vigueur le 2 septembre 2021. Dans ce cas, l'UE n'a pas non plus tenu compte des observations techniques présentées et des demandes concernant une période de transition plus longue pour l'adaptation des processus de production, qui sont particulièrement complexes dans le secteur agricole. Non seulement ces mesures sont prises d'une manière incompatible avec les normes internationales telles que celles du Codex, mais elles sont également appliquées de façon discriminatoire puisque, dans la pratique, leur mise en œuvre et l'autorisation d'utilisation créent une distinction entre les producteurs des États membres de l'UE et les producteurs étrangers. C'est le cas des "autorisations d'urgence", qui permettent aux producteurs de l'UE de poursuivre ou de reprendre l'utilisation de substances pesticides.

2.331. Bien que nous reconnaissons les objectifs de protection de la santé des personnes et de l'environnement en jeu, ces mesures sont adoptées sans qu'il ait été démontré qu'elles constituent effectivement le moyen le moins restrictif pour le commerce d'assurer un niveau approprié de protection des consommateurs, ce qui constitue une violation de l'article 2.2 de l'Accord OTC. Les mesures adoptées doivent être fondées sur des preuves scientifiques et des normes internationales et tenir compte de la biodiversité de l'agriculture de pays tropicaux comme la Colombie. En outre, les producteurs et les exportateurs ont des interrogations et des préoccupations concernant les mécanismes et les procédures d'inspection et de contrôle. L'UE n'a pas fourni de réponses claires sur la manière de rendre plus prévisible la réalisation des opérations de commerce extérieur sur les mécanismes d'inspection ou sur la démonstration du respect des prescriptions. Nous demandons aux autorités européennes de fournir des renseignements supplémentaires sur ces questions afin de s'assurer qu'il ne s'agit pas de mesures restrictives pour le commerce.

2.332. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Cette préoccupation et le non-renouvellement de l'approbation du chlorothalonil et d'autres substances ont déjà été largement examinés au sein de ce comité et du Comité SPS en raison de la réduction ultérieure des LMR. Le Paraguay renvoie donc à ses précédentes déclarations et demande que la déclaration qu'il a faite à la précédente réunion figure intégralement dans le compte rendu de la réunion en cours. Nous demandons de nouveau à l'Union européenne de tenir compte des renseignements relatifs aux pesticides fournis par les agences spécialisées reconnues par l'OMC, telles que le Codex Alimentarius, de revoir son approche et de fonder ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et des pondérations de risque réel, conformément aux normes et principes internationaux, et de garantir des tolérances à l'importation.

2.333. La délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil appuie la PCS n° 579 et renvoie à ses précédentes déclarations à ce sujet. Nous sommes d'avis que la décision de l'UE de fonder les mesures sur une approche reposant sur les dangers, sans réaliser une analyse appropriée des risques ni se conformer à des principes scientifiques solidement établis, est incompatible avec les règles de l'OMC. La décision de l'UE de ne pas renouveler l'approbation du chlorothalonil ne tenait pas dûment compte du fait que cette substance était actuellement autorisée dans plus de 100 pays et que les LMR autorisées par le Codex pouvaient aller jusqu'à 70 mg/kg. Nous insistons sur notre préoccupation systémique quant au fait que certaines analyses fondées sur les dangers menées par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) ont conduit au non-renouvellement de l'approbation de certaines substances et, par la suite, à la réduction de leurs LMR. L'Agence nationale pour la santé du Brésil a fixé des LMR du chlorothalonil pour plus de 30 cultures. La question du chlorothalonil porte particulièrement atteinte aux producteurs brésiliens de bananes, de café, d'agrumes, de papayes et de pastèques, entre autres produits.

2.334. La délégation du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Une fois de plus, le Costa Rica appuie les observations formulées par la Colombie et se déclare de nouveau préoccupé par la mesure notifiée par l'Union européenne dans le document [G/TBT/N/EU/625](#), qui a trait au non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil. Le Costa Rica remercie l'UE pour sa volonté d'engager un dialogue sur la politique relative aux substances agrochimiques, en tenant compte des obligations internationales en matière de commerce extérieur et des objectifs de la politique agricole et environnementale des pays membres de la communauté internationale, ainsi que de l'engagement de ne laisser personne de côté dans la mise en œuvre de son Pacte vert.

2.335. La délégation du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. La position du Guatemala concernant cette préoccupation reste inchangée, notamment parce qu'il n'y a pas de données scientifiques prouvant les potentiels effets nocifs sur la santé humaine de la consommation de fruits et légumes, en particulier ceux produits en Amérique latine. Le Guatemala rappelle donc l'importance

de mener une analyse des risques. Le chlorothalonil est utilisé dans la production de bananes, de pois mange-tout, de pois sugar snap, de haricots verts et de café. Cette substance active est utilisée comme fongicide de contact rapide à large spectre. Aucune molécule sur le marché n'est actuellement aussi efficace pour lutter contre l'ascochytose, surtout si elle est présente dans les légumes. Les conditions climatiques du Guatemala sont idéales pour la reproduction de ce champignon, ce qui se répercute sur les cultures, qui ont été gravement touchées, ainsi que sur l'économie des producteurs et exportateurs guatémaltèques vers le marché européen. Les substances pouvant remplacer le chlorothalonil sont le mancozèbe, l'azoxystrobine, le pyraclostrobine, le soufre et le difénoconazole. L'enregistrement de quatre de ces substances de remplacement aux fins de leur commercialisation dans l'Union européenne n'a pas été renouvelé et, par conséquent, les LMR ont été réduites à presque zéro, ce qui a privé les producteurs agricoles guatémaltèques de solution pour lutter efficacement contre les maladies fongiques.

2.336. Géographiquement, le Guatemala se trouve dans une région tropicale, où, à la différence de l'Europe, il n'y a que deux saisons, la saison des pluies et la saison sèche. Cette alternance crée un climat idéal pour la propagation des parasites et des maladies tout au long de l'année. Par conséquent, il est presque certain que les champignons se développent et endommagent les cultures. Le pays est l'un des principaux producteurs mondiaux de légumes non traditionnels. En 2019, il a produit 32 millions de kilogrammes (70 millions de livres) de pois et 29,5 millions de kilogrammes (65 millions de livres) de haricots verts, ce qui en fait l'un des principaux exportateurs de ces cultures à destination de l'Union européenne. La dynamique et la croissance du secteur ont contribué à améliorer la qualité de vie de plus de 60 000 familles dans quelque 200 communautés rurales du Guatemala qui constituent la base de production du secteur, en générant aux alentours de 20 000 emplois. Les exportations de bananes du Guatemala représentent 30% des exportations totales de produits traditionnels en provenance du territoire douanier. La banane est le fruit le plus consommé et exporté dans le monde. Ces cultures génèrent plus de 280 000 emplois directs et indirects. Tout changement dans le cycle de production résultant d'une augmentation des maladies induite par le manque de substances de remplacement toucherait plus de 1 120 000 Guatémaltèques (Association des producteurs de banane indépendants (APIB)).

2.337. Pour toutes les raisons susmentionnées, nous demandons à l'Union européenne de tenir compte de la situation analogue des pays tropicaux dans sa mise en œuvre des mesures, jusqu'à ce qu'elle dispose d'études concluantes et qu'elle se soit alignée sur les dispositions du Codex Alimentarius. Le Guatemala demande donc que l'approche de l'évaluation des risques et les preuves scientifiques soient prises en considération; et que des LMR qui cadrent avec la réalité des pays tropicaux soient fixées. On ne peut exiger des pays tropicaux qu'ils utilisent les mêmes traitements que les pays européens, car leurs conditions climatiques sont différentes. Par conséquent, nous demandons la révision des LMR pour le chlorothalonil, compte tenu du fait qu'aucune substance chimique sur le marché ne peut remplacer ce produit et lutter efficacement contre l'ascochytose. Que soient fournis des renseignements fondés sur des données scientifiques montrant que les fruits et légumes exportés du Guatemala ou de pays tiers vers l'Union européenne sont nuisibles à la santé des consommateurs de ces pays.

2.338. La délégation de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. L'Équateur souhaite réitérer sa préoccupation relative à la notification [G/TBT/N/EU/625](#) concernant le non-renouvellement de l'utilisation de la substance active chlorothalonil et au document SANTE/10186/2018 Rev.1, par lequel l'UE confirme le non-renouvellement de l'utilisation de cette substance. Le chlorothalonil est l'un des principaux outils utilisés pour lutter contre la cercosporiose noire dans les cultures de bananes car il est efficace, peu coûteux et multisite, ce qui signifie que le risque de résistance est faible. Dans le pays, on peut se le procurer facilement, sous de nombreuses formes, auprès de bien des fournisseurs. La lutte contre la cercosporiose noire (*Mycosphaerella fijiensis*) est le principal défi pour la production de bananes en Amérique latine. Afin de lutter contre la maladie, des stratégies de rotation de fongicides ayant différents modes d'action ont été recherchées en vue d'éviter la résistance fongique à ces composés. Il existe un nombre limité de molécules permettant d'alterner la fréquence des pulvérisations. La restriction de l'utilisation du chlorothalonil entravera davantage les efforts déployés pour éviter la résistance des parasites. Notre préoccupation vient du fait que le non-renouvellement de l'approbation du chlorothalonil a aussi donné lieu à la notification figurant dans le document [G/SPS/N/EU/394/Add.1](#), daté du 12 février 2021, selon laquelle de nouvelles LMR sont entrées en vigueur pour diverses substances actives, dont le chlorothalonil.

2.339. L'Équateur demande instamment à l'Union européenne de tenir compte des observations formulées par les pays tiers sur les notifications avant de mettre en œuvre des réductions de substances qui affectent de manière significative la disponibilité des solutions permettant de lutter contre les parasites pour la production dans les zones tropicales et subtropicales. Pour qu'une LMR soit interdite ou abaissée, il faut des renseignements scientifiques concluants démontrant une incidence réelle sur la santé. La réduction des LMR pour le chlorothalonil pourrait avoir de très graves conséquences économiques pour les petits, moyens et grands producteurs en Équateur. En effet, le secteur de la banane fait travailler 2,5 millions de personnes. Les exportations de ce produit représentent une part importante des recettes en devises du pays (2,1 milliards). Cela équivaut à 2% du PIB et à 35% du PIB agricole. De plus, nous tenons à rappeler qu'aucun produit de remplacement ou produit phytosanitaire analogue avec le même profil environnemental ou toxicologique n'est actuellement disponible étant donné que les produits de substitution au chlorothalonil (mancozèbe, métirame) font déjà actuellement l'objet d'un examen par l'UE.

2.340. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Comme cela a été expliqué lors de précédentes réunions, l'UE a proposé de ne pas renouveler l'approbation du chlorothalonil par le Règlement d'exécution (UE) n° 2019/677<sup>70</sup> de la Commission, adopté le 29 avril 2019, et précédemment notifié au Comité OTC. Une fois la décision de non-renouvellement de l'approbation prise, l'UE a élaboré un projet de règlement abaissant les limites maximales de résidus (LMR) pour le chlorothalonil, qui a été notifié au Comité SPS de l'OMC ([G/SPS/N/EU/394](#)). Compte tenu des préoccupations mises en évidence par l'EFSA, l'UE a abaissé toutes les LMR pour le chlorothalonil aux limites de quantification pertinentes, par l'intermédiaire du Règlement (UE) n° 2021/155<sup>71</sup> de la Commission du 9 février 2021. Les nouvelles valeurs s'appliquent à tous les produits alimentaires depuis le 2 septembre 2021. Depuis lors, il n'y a pas eu d'autres faits nouveaux dans l'UE concernant cette substance, car aucune nouvelle donnée n'a été reçue. Les demandes de tolérance à l'importation, qui doivent être étayées par de nouvelles données substantielles répondant aux préoccupations, restent possibles et seront évaluées au cas par cas par l'État membre "rapporteur" et par l'EFSA.

#### **2.1.3.37 Pérou – Décret suprême n° 015-2019-SA modifiant le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA (ID 618<sup>72</sup>)**

2.341. La délégation de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie remercie le Pérou de prêter attention à la préoccupation concernant l'utilisation d'étiquettes adhésives comportant des messages d'avertissement prévue au paragraphe 8.3 du Manuel sur les messages d'avertissement, approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA. Toutefois, nous soulevons de nouveau cette PCS car en application du Décret suprême n° 005-2022-SA, le délai d'utilisation des étiquettes adhésives a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2022. Alors que nous approchons de cette date, de nombreuses préoccupations et questions des propriétaires d'entreprises et des opérateurs commerciaux restent sans réponse. La Colombie demande que la possibilité d'utiliser des étiquettes adhésives soit autorisée pour une durée indéterminée, et que le délai ne soit pas encore prolongé pour des périodes supplémentaires. La Colombie considère en outre que la politique au titre de laquelle cette norme est adoptée, bien que visant à promouvoir et à protéger la santé publique, ce qui est tout à fait compréhensible, devrait être mise en œuvre d'une manière qui ne soit pas plus restrictive que nécessaire et qui ne crée pas par la suite un obstacle non nécessaire au commerce. S'il en allait autrement, la mesure serait incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce. La Colombie souligne également que le fait d'autoriser l'utilisation d'étiquettes adhésives ne dénature pas l'objet de la norme péruvienne car les messages d'avertissement, qu'ils figurent sur les étiquettes adhésives ou soient imprimés directement sur l'emballage des produits, restent clairs, lisibles, bien visibles et compréhensibles, comme le prescrit la réglementation. De la même manière, cette mesure technique

<sup>70</sup> Règlement d'exécution (UE) 2019/677 de la Commission du 29 avril 2019 concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil, conformément au Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, et modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 de la Commission (J.O. L 114 du 30 avril 2019, page 15).

<sup>71</sup> Règlement (UE) 2021/155 de la Commission du 9 février 2021 modifiant les annexes II, III et V du Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de tétrachlorure de carbone, de chlorothalonil, de chlorprophame, de diméthoate, d'éthoprophos, de fénamidone, de méthiocarbe, d'ométhoate, de propiconazole et de pymétrozine présents dans ou sur certains produits (J.O. L 46 du 10 février 2021, page 5).

<sup>72</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 618](#).



relative à l'étiquetage, qui est vraiment spécifique à un pays particulier, affecte au premier chef les petites et moyennes entreprises de par les désavantages logistiques qu'elle engendre sur le plan de la distribution, puisque les établissements doivent généralement se mettre en conformité avec les normes plusieurs mois à l'avance pour assurer leur respect au moment de la vente au consommateur final. Enfin, nous saluons les discussions bilatérales qui ont eu lieu à différents niveaux et les faits nouveaux rapportés par les autorités péruviennes. Nous vous invitons aussi à continuer de travailler de manière concertée et à tenir compte des considérations précédemment exposées, en autorisant l'utilisation d'adhésifs pour une durée indéterminée afin d'éviter de prendre des mesures restrictives et dommageables pour le commerce.

2.342. La délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil regrette de devoir une nouvelle fois exprimer ses préoccupations au sujet des prescriptions en matière d'étiquetage figurant dans le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA (notifié sous la cote [G/TBT/N/PER/97/Add.1](#)) et modifié par le Décret suprême n° 015-2019-SA (non notifié). L'utilisation d'autocollants est une pratique largement répandue au niveau international, car elle n'entrave pas la communication de renseignements fiables aux consommateurs. L'article 8.1.1 et 8.2.1 de la norme du Codex relative aux produits préemballés (CODEX STAN 1-1985) prévoient expressément la possibilité d'utiliser des étiquettes ou autocollants supplémentaires, à condition qu'ils soient fixés sur l'emballage et si la langue de l'étiquette originale n'est pas nécessairement celle du consommateur à qui le produit est destiné. Le Brésil adhère à l'action menée par le Pérou en vue de garantir les normes sanitaires les plus élevées par l'adoption d'une réglementation technique qui contribue à une meilleure information des consommateurs. Malgré les préoccupations légitimes du Pérou au sujet des pratiques de nature à induire en erreur, les progrès réalisés en matière de technologie d'étiquetage permettent d'apposer les étiquettes de façon sûre. Nous prenons acte du fait que, selon le Décret suprême n° 005-2022-SA, l'entrée en vigueur de l'interdiction des autocollants a été reportée au 31 décembre 2022. Toutefois, le Brésil serait reconnaissant au Pérou de bien vouloir aligner de manière permanente ses prescriptions en matière d'étiquetage sur les normes internationales actuelles établies dans le cadre du Codex, et de lever l'interdiction des autocollants pour les produits visés par le Manuel sur les messages d'avertissement. Le Brésil considère qu'un tel report est une solution provisoire et continuera de soulever cette PCS jusqu'à ce que le Pérou supprime définitivement ses lourdes prescriptions relatives à l'étiquetage des produits alimentaires.

2.343. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne remercie le Pérou d'avoir encore prolongé, jusqu'au 31 décembre 2022, la possibilité d'utiliser des autocollants sur les produits importés pour se conformer aux prescriptions en matière d'étiquetage des aliments transformés. Cependant, l'UE aimerait de nouveau inviter instamment le Pérou à prévoir une possibilité permanente d'utiliser des autocollants sur les produits importés. Les multiples et imprévisibles prolongations du délai perturbent gravement les échanges parce que les détaillants du marché péruvien cessent d'acheter des produits comportant des autocollants plusieurs mois avant chaque échéance. Ces perturbations entraînent des pertes importantes pour les importateurs et les producteurs, ainsi qu'une perturbation des flux commerciaux et l'indisponibilité des produits affectés sur le marché péruvien. L'UE reconnaît que la fourniture de renseignements fiables au consommateur péruvien et la protection de la santé publique sont des objectifs légitimes. Néanmoins, l'obligation d'imprimer des renseignements sur l'emballage du produit restreint le commerce plus qu'il n'est nécessaire et représente une charge disproportionnée pour les producteurs étrangers, en particulier les PME. Dans l'UE et la plupart des pays du monde, les autocollants sont autorisés pour les produits alimentaires, pour autant que les renseignements soient exacts et que les autocollants ne se détachent pas facilement. Nous invitons une fois de plus le Pérou à travailler au niveau bilatéral avec l'UE sur cette question.

2.344. La délégation du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Nous rappelons que nous reconnaissons au Pérou le droit de protéger la santé des personnes et de fournir aux consommateurs des renseignements sur les produits alimentaires. En application de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, il faut utiliser les normes internationales pertinentes, lorsqu'il en existe, pour éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Comme cela a été mentionné à de précédentes réunions, la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CODEX CXS 1-1985) dispose qu'une étiquette supplémentaire, qui doit refléter fidèlement les mentions figurant sur l'étiquette originale, peut être utilisée sur les produits importés qui ne sont pas conformes à la réglementation péruvienne. Le Pérou est à nouveau invité à reconsidérer l'utilisation d'étiquettes supplémentaires car il s'agit d'une pratique largement acceptée au niveau international, puisque ces étiquettes permettent d'atteindre les mêmes objectifs de

protection de la santé publique et d'information des consommateurs. S'agissant des arguments présentés au Pérou au sujet du Décret suprême n° 015-2019-SA lors des précédentes réunions, la position du Guatemala reste inchangée.

2.345. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions la Colombie, le Brésil et l'Union européenne d'avoir fait inscrire cette préoccupation commerciale à l'ordre du jour et demandons qu'il soit pris acte de l'appui du Paraguay. Le Paraguay approuve l'objectif de protection de la santé publique visé par le Pérou et considère que la fourniture de renseignements aux consommateurs au moyen de l'étiquetage constitue une stratégie appropriée. Néanmoins, nous partageons et appuyons les préoccupations exprimées par d'autres Membres au sujet du délai fixé pour l'utilisation des étiquettes supplémentaires. Il convient de noter que l'utilisation d'étiquettes de ce type est largement acceptée au niveau international, ces étiquettes permettant d'atteindre les mêmes objectifs de protection de la santé publique et d'information des consommateurs que les étiquettes permanentes. Leur non-acceptation est donc plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Nous remercions le Pérou pour les renseignements reçus et la prolongation du délai de grâce jusqu'au 31 décembre de cette année. Même si nous nous félicitons de cette décision, elle ne permettra pas de résoudre les problèmes sous-jacents auxquels nos exportateurs seront confrontés. En conséquence, nous demandons au Pérou de reconsidérer cette mesure et de garder à l'esprit les dispositions de l'article 2.2 de l'Accord OTC.

2.346. La délégation du Chili a communiqué la déclaration suivante. Le Chili souhaite indiquer qu'il partage l'objectif légitime visé par les pouvoirs publics. Cependant, les règles établies dans le Décret suprême n° 015-2019-SA modifiant le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé par le Pérou ont suscité des préoccupations parmi les entreprises et associations professionnelles qui exportent des produits alimentaires emballés vers ce pays, car l'étiquetage adhésif est accepté à titre temporaire. Le Chili saurait gré au Pérou de réexaminer la période de prorogation fixée, en autorisant l'utilisation d'étiquettes adhésives à titre permanent.

2.347. La délégation du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica tient à réitérer sa préoccupation commerciale concernant les progrès réalisés dans le processus de mise en œuvre du projet de règlement établi au titre du Décret suprême n° 015-2019-SA, qui modifie le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA du Pérou. Les entreprises du secteur alimentaire nous ont informés des répercussions négatives qu'aurait sur le commerce une éventuelle interruption de l'utilisation des étiquettes adhésives. Il convient de noter que l'utilisation de ces étiquettes est largement acceptée au niveau international, car elles permettent d'atteindre les mêmes objectifs de protection de la santé publique et d'information des consommateurs que les étiquettes permanentes. Au niveau du CODEX par exemple, l'article 8.1.1 et 8.2.1 de la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CODEX STAN 1-1985) permettent l'utilisation d'étiquettes supplémentaires ou adhésives, à condition qu'il soit garanti qu'elles ne se détacheront pas du récipient ou si la langue employée sur l'étiquette originale ne convient pas au consommateur à qui le produit est destiné. Le Costa Rica prie les autorités péruviennes de bien vouloir envisager d'autoriser l'utilisation des étiquettes adhésives sur une base réciproque, étant donné que ces étiquettes peuvent être utilisées sur les produits alimentaires péruviens destinés à être commercialisés en Amérique centrale. Compte tenu de ce qui vient d'être dit, nous nous permettons d'exprimer à nouveau le souhait que les autorités péruviennes suppriment la proposition visant à interdire l'utilisation d'autocollants, et laissent ouverte la possibilité d'autoriser leur utilisation à titre permanent. Nous demandons aux autorités péruviennes de fournir des renseignements sur l'état d'avancement de ce règlement, sur la question de savoir si elles comptent toujours interdire l'utilisation d'autocollants sur les étiquettes, et sur le calendrier d'entrée en vigueur du règlement.

2.348. En réponse, la délégation du Pérou a communiqué la déclaration suivante. Le Pérou réaffirme qu'il est déterminé à œuvrer pour protéger la santé de ses citoyens et de ses groupes vulnérables, tels que les enfants et les adolescents, grâce à des politiques publiques conçues pour atteindre cet objectif et conformément à ses engagements commerciaux internationaux dans ce domaine. À cet égard, il s'efforce de veiller à ce que les informations contenues dans le Manuel sur les messages d'avertissement (MAP) parviennent aux consommateurs de manière claire et efficace, afin qu'ils puissent faire des choix éclairés. Comme indiqué à la dernière réunion du Comité, face aux préoccupations exprimées par certains Membres, le Pérou a par le Décret suprême n° 005-2022-SA prolongé une nouvelle fois, jusqu'au 31 décembre 2022, la période pendant laquelle l'utilisation d'étiquettes adhésives d'avertissement est autorisée, telle que la prévoit le paragraphe 8.3 de l'article 8 du Décret suprême n° 012-2018-SA portant approbation du MAP en vertu de la

Loi n° 30021 sur la promotion d'une alimentation saine chez les enfants et les adolescents. En outre, il convient de faire observer que le Ministère péruvien de la santé mène actuellement les évaluations voulues à cet égard afin de trouver une solution définitive dans un proche avenir.

Enfin, nous répétons que le Pérou souhaite honorer ses engagements dans le cadre de l'OMC et réaffirme donc sa détermination à ne pas élaborer, adopter ou appliquer des règlements techniques susceptibles de créer des obstacles non nécessaires au commerce, comme le prévoit l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

#### **2.1.3.38 Royaume d'Arabie saoudite – Plate-forme en ligne d'évaluation de la conformité Saber/Programme de la sécurité des produits Saleem (ID 615<sup>73</sup>)**

2.349. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. La mise en œuvre du système de certification électronique SALEEM dans le cadre du portail en ligne SABER demeure un sujet de préoccupation pour l'Union européenne. Même si nous tenons à remercier le Royaume d'Arabie saoudite d'avoir participé de façon constructive aux discussions bilatérales et fourni un certain nombre d'explications, les difficultés qui se présentent continuent d'avoir des effets négatifs majeurs sur les importations saoudiennes de plusieurs produits provenant de l'Union européenne. Plusieurs branches de production européennes s'accordent à dire que les prescriptions en matière d'évaluation de la conformité sont excessivement coûteuses, astreignantes et chronophages. Le secteur des jouets est particulièrement affecté. Les fabricants européens de jouets continuent de faire état de difficultés liées à l'obtention du symbole CCG de contrôle de la conformité (appelé GCTS) auprès des organismes notifiés autorisés par l'Organisation saoudienne de la normalisation, de la métrologie et de la qualité (SASO). Faisant référence à sa dernière déclaration, l'UE souhaite cependant rappeler que les principales préoccupations portent sur les points suivants: i) la demande de rapports d'essai; ii) le choix de l'article représentatif; iii) la prolongation de la période de validité du certificat; et iv) les produits importés sans GCTS (symbole CCG de contrôle de la conformité). En outre, les entreprises européennes signalent de graves difficultés concernant les jouets destinés aux enfants plus âgés, car ils ne sont pas considérés comme des jouets en tant que tels, ne peuvent pas être importés sous les codes tarifaires relatifs aux "jouets" et ne portent pas de GCTS. S'agissant des procédures de délivrance du GCTS pour les jouets, de petits progrès ont été accomplis. L'Union européenne se félicite de l'ouverture d'un dialogue régulier entre la GSO, les fabricants et les laboratoires d'essai (organismes notifiés). Néanmoins, tout accord pratique doit encore être approuvé par les États membres du CCG pour que des orientations puissent être adoptées. En conclusion, l'Union européenne invite le Royaume d'Arabie saoudite à répondre à ces préoccupations et à garantir des procédures efficaces et moins coûteuses pour tous les produits relevant du nouveau système d'évaluation de la conformité. Elle reste disposée à poursuivre les discussions bilatérales.

2.350. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada appuie l'objectif qu'a l'Arabie saoudite de créer un système intégré permettant d'évaluer efficacement la sécurité des produits importés. Les parties prenantes de l'industrie sont également favorables à SABER, mais des questions subsistent à l'égard de sa mise en œuvre. Le Canada a soulevé certaines de ces préoccupations à de précédentes réunions du Comité OTC. Les parties prenantes de l'industrie citent parmi les problèmes une application incohérente de la prescription par les organismes notifiés, et certaines questions concernant l'Organisation saoudienne de la normalisation, de la métrologie et de la qualité (SASO) sont étroitement liées aux prescriptions de l'Organisation de normalisation du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (GSO). Ces questions continuent de faire peser sur les parties prenantes des charges et coûts administratifs inutiles et des prescriptions redondantes. Nous croyons comprendre que les organismes notifiés s'efforcent de résoudre ces questions. Nous savons aussi que des groupes de travail rassemblant les organismes notifiés, la GSO et des représentants de l'industrie se sont déjà réunis à plusieurs reprises. L'industrie juge très encourageante cette coopération de l'Arabie saoudite, eu égard notamment au fait que certaines questions nécessitent une action directe de la part de la SASO et de la GSO. Le Canada prie l'Arabie saoudite de bien vouloir envisager de fournir des directives plus détaillées aux organismes notifiés sur la manière d'utiliser la plate-forme SABER pour accroître l'efficacité du système, réduire les coûts de mise en conformité et garantir la cohérence.

2.351. La délégation de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse demeure préoccupée par l'incidence néfaste de la plate-forme en ligne d'évaluation de la conformité Saber

<sup>73</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 615](#).

sur ses échanges bilatéraux avec le Royaume d'Arabie saoudite. Nous souhaitons souscrire aux déclarations faites à ce sujet par les intervenants précédents. Il semble que le processus d'enregistrement et de certification manque toujours de transparence et reste astreignant et chronophage pour nos exportateurs. L'industrie continue de signaler que les procédures d'évaluation de la conformité donnent lieu à des frais excessifs et, dans bien des cas, à des charges et coûts administratifs inutiles et à des prescriptions redondantes. Cette charge additionnelle dissuade les entreprises d'entrer sur le marché, en particulier celles qui exportent des produits de qualité en petites quantités. La Suisse apprécierait que le Royaume d'Arabie saoudite fasse en sorte que le processus d'enregistrement et de certification ne soit pas plus strict qu'il n'est nécessaire pour donner une assurance suffisante que les produits sont conformes aux prescriptions applicables. Par ailleurs, nous encourageons le Royaume d'Arabie saoudite à fonder les prescriptions en matière de documentation et de certification sur des normes internationales, à mettre en œuvre des lignes directrices claires et transparentes et à veiller à ce que les règles s'appliquent de manière égale et uniforme. La Suisse attend avec intérêt la poursuite de la coopération sur cette question.

2.352. En réponse, la délégation du Royaume d'Arabie saoudite a communiqué la déclaration suivante. L'Arabie saoudite remercie l'Union européenne, le Canada et la Suisse d'avoir soulevé des préoccupations concernant la plate-forme en ligne d'évaluation de la conformité Saber/le programme de la sécurité des produits Saleem et le Règlement technique du CCG sur les jouets pour enfants. Saber est une plate-forme informatique qui vise à améliorer le déroulement des importations en assouplissant le processus/la procédure de conformité préalable à l'arrivée des marchandises. Elle n'est donc pas considérée comme une mesure technique soumise aux règles OTC de l'OMC. De ce fait, il n'y a pas lieu de suivre le processus de notification prévu par l'Accord OTC. Conformément à l'Accord OTC de l'OMC, l'ensemble des règlements techniques mentionnés sur Saber sont notifiés par la SASO à tous les Membres de l'Organisation par l'intermédiaire de la plate-forme e-Ping consacrée aux mesures SPS et aux OTC. En elle-même, Saber n'impose pas de mesures ou prescriptions supplémentaires autres que celles qui sont prévues dans le règlement technique notifié. Saber a contribué à favoriser et intensifier les échanges grâce à une réduction des coûts et des délais de dédouanement, lesquels sont compris entre 1 et 7 jours ouvrables contre 7 à 15 jours ouvrables les années précédentes. En conséquence, le Royaume a progressé de 72 places selon l'indice du commerce transfrontières, ce qui confirme la détermination de la SASO à stimuler la facilitation des échanges. En ce qui concerne le Règlement de la GSO sur les jouets, la deuxième version a été approuvée en 2013 et les États membres du CCG ont entrepris de la mettre en œuvre pour assurer la sécurité des enfants âgés de moins de 14 ans.

2.353. L'Organisation de normalisation du Golfe a accepté de nombreux organismes notifiés du monde entier pour faciliter l'application des prescriptions réglementaires relatives aux jouets pour enfants. Par ailleurs, la plate-forme électronique SABER n'exige pas de certificats de conformité additionnels tant que le certificat de conformité du CCG est valide; le traitement des certificats d'expédition par l'intermédiaire de la plate-forme serait donc rapide et simple. Nous tenons également à souligner que les certificats de conformité du CCG ont une durée de validité de trois ans, en vertu de quoi la procédure de conformité est considérée comme équitable. S'agissant des jouets destinés aux personnes âgées de plus de 14 ans, qui sont exclus du champ d'application du Règlement du CCG, le seul dépôt d'une déclaration de conformité du fournisseur sur SABER est suffisant. La GSO, aux côtés de la SASO et d'autres autorités compétentes du CCG, a tenu plusieurs réunions liminaires (la dernière ayant eu lieu en juin 2022) avec des fabricants, des distributeurs, des exportateurs et des organismes de certification pour discuter de toutes les questions et préoccupations auxquelles était confronté le secteur du jouet. L'ensemble des acteurs européens du secteur du jouet sont invités à prendre part à ces activités pour aborder toute difficulté qu'ils pourraient rencontrer. En conclusion, l'Arabie saoudite reste disposée à collaborer et à dialoguer avec toutes les parties prenantes, et nous attendons avec intérêt de poursuivre la coopération sur ces questions.

#### **2.1.3.39 Colombie – Teneur en sodium des aliments prioritaires, prescriptions en matière de certification, [G/TBT/N/COL/238](#), [G/TBT/N/COL/238/Add.1](#) (ID 609<sup>74</sup>)**

2.354. La délégation du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Tout d'abord, le Costa Rica tient à remercier les autorités colombiennes des efforts qu'elles ont déployés pour fournir des renseignements sur le règlement relatif à l'étiquetage nutritionnel sur la face avant des emballages des aliments à forte teneur en sodium. À ce propos, nous indiquons avoir reçu des

<sup>74</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 609](#).

renseignements sur les raisons et la justification de ce règlement colombien. Le Costa Rica voudrait toutefois saisir la présente occasion pour souligner l'importance qu'il y a à harmoniser les systèmes d'étiquetage des produits alimentaires, notamment d'étiquetage nutritionnel sur la face avant des emballages, en se fondant sur les règlements du Codex (Directives concernant l'étiquetage nutritionnel CXG-2-1985, annexe 2, adoptées en 2021). Nous recommandons en l'occurrence d'utiliser, à titre de référence, les orientations du Codex récemment approuvées à cet égard pour veiller à ce que la réglementation soit compatible avec le consensus international et ne restreigne pas inutilement les échanges.

2.355. La délégation du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Le Guatemala souhaite remercier le Costa Rica d'avoir fait inscrire ce point à l'ordre du jour. Nous réaffirmons être sensibles à l'objectif légitime des autorités colombiennes consistant à protéger la santé des personnes, et aux efforts visant à abaisser la consommation totale de sodium en Colombie afin de faire reculer l'hypertension et d'autres maladies qui y sont associées. En ce qui concerne le dernier rapport du Comité des obstacles techniques au commerce, le Guatemala remercie les autorités colombiennes d'avoir fourni une explication sur cette notification. Il est indiqué que les certificats de conformité de première partie seront acceptés jusqu'à 24 mois après l'accréditation d'un organisme de certification en Colombie, comme le prescrit la réglementation. Étant donné que ce certificat de conformité doit être présenté pour chaque importation, nous aimerions demander à la Colombie quelles mesures devraient être prises dans les cas où l'entreprise de fabrication respecterait systématiquement la réglementation.

2.356. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions le Costa Rica d'avoir fait inscrire cette préoccupation commerciale à l'ordre du jour et demandons qu'il soit pris acte de l'appui du Paraguay. Le Paraguay reconnaît et défend le droit qu'a la République de Colombie de protéger la santé de sa population en limitant la teneur en sodium de certains aliments dans le cadre d'efforts de protection contre les maladies chroniques non transmissibles. Le Paraguay craint cependant que la délivrance de certificats de conformité pour chaque lot soit contraignante et coûteuse pour les importateurs, et plus restrictive que nécessaire pour réaliser l'objectif légitime que la Colombie cherche à atteindre grâce à cette mesure.

2.357. En réponse, la délégation de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. Les autorités colombiennes compétentes ont eu des échanges fructueux qui ont permis de clarifier un certain nombre des questions qui avaient fait naître cette préoccupation commerciale. Nous avons aussi communiqué, par l'intermédiaire du système eAgenda, des renseignements pertinents concernant le raisonnement à l'origine de ce règlement. Nos autorités restent ouvertes au dialogue et nous mettrons à profit les réponses nécessaires pour favoriser le respect du nouveau règlement. Nous avons pris note des nouvelles observations et comptons répondre aux pays dans un court délai. La Colombie accueille avec intérêt les observations formulées par le Costa Rica et les déclarations faites par le Guatemala et le Paraguay; elle répète que la Résolution n° 2013 de 2020 a été établie pour des raisons de santé publique et qu'elle relève d'une stratégie globale dans le cadre de laquelle il est tenu compte de la teneur en sodium des aliments transformés aussi bien que d'autres sources de sodium, telles que le sel ajouté aux mets préparés dans les restaurants, à la maison et dans les établissements. Il s'agit de la Stratégie nationale pour la réduction de la consommation de sodium/sel 2012-2021. Cette stratégie vise à réduire la mortalité due à l'hypertension artérielle et aux maladies cardiovasculaires en réduisant progressivement la consommation de sel d'origine alimentaire jusqu'à ce que le niveau recommandé par l'OMS pour 2021 soit atteint: 5 grammes de sel ou 2 grammes de sodium par personne et par jour.

2.358. S'agissant des préoccupations relatives au rôle technique et fonctionnel du sodium dans la production d'aliments prioritaires, la Colombie souhaite rappeler que cet aspect a été analysé pour les 12 catégories d'aliments à toutes les réunions techniques, avec des représentants de l'industrie, des universités et du gouvernement, et que ces réunions ont abouti à un accord sur le projet de règlement et à la diffusion du texte. Les documents suivants transmis par la Colombie ont été rédigés par le Ministère de la santé et de la protection sociale et viennent étayer les mesures prises dans le cadre de la Résolution n° 2013 de 2020 sur la teneur maximale en sodium des aliments transformés.<sup>75</sup> La Colombie tient à signaler que les autorités concernées ont exprimé leur volonté

<sup>75</sup> Stratégie nationale pour la réduction de la consommation de sodium/sel 2012-2021.

Disponible à l'adresse suivante:

<https://www.minsalud.gov.co/sites/rid/Lists/BibliotecaDigital/RIDE/VS/PP/SNA/Estrategia-reduccion-sal-2012-2021.pdf>.

d'organiser des discussions techniques avec les autorités costariciennes en vue de résoudre les préoccupations soulevées et de garantir le respect du règlement technique sur la teneur maximale en sodium des aliments transformés. Nous réaffirmons donc notre souhait de traiter cette question au niveau bilatéral, de manière à faciliter l'analyse technique par les autorités compétentes des parties. Nous examinerons les observations formulées à cet égard par les délégations afin de répondre aux questions posées et de fournir des renseignements pour favoriser le respect du règlement.

**2.1.3.40 Mexique – Projet de modification de la norme officielle mexicaine NOM-051-SCFI/SSA1-2010: "Spécifications générales pour l'étiquetage des aliments et des boissons non alcooliques préemballés", [G/TBT/N/MEX/178/Add.9](#) (ID 608<sup>76</sup>)**

2.359. La délégation du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica voudrait saisir la présente occasion pour souligner l'importance qu'il y a à harmoniser les systèmes d'étiquetage des produits alimentaires, notamment d'étiquetage nutritionnel sur la face avant des emballages, en se fondant sur les règlements du Codex (Directives concernant l'étiquetage nutritionnel CXG-2-1985, annexe 2, adoptées en 2021). Nous recommandons en l'occurrence d'utiliser, à titre de référence, les orientations du Codex récemment approuvées à cet égard pour veiller à ce que la réglementation soit compatible avec le consensus international et ne restreigne pas inutilement les échanges.

2.360. La délégation du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Nous reconnaissons le droit du Mexique de protéger la santé des personnes et de fournir aux consommateurs des renseignements sur les produits alimentaires qu'ils achètent. Nous remercions le Mexique pour la réponse qu'il a fournie à la dernière réunion et qui a été confirmée dans le compte rendu correspondant, en particulier l'indication selon laquelle il n'y a pas de date d'expiration pour l'utilisation d'une étiquette supplémentaire en tant que mécanisme permanent. Le Guatemala demande si le gouvernement mexicain publiera un règlement technique indiquant cela explicitement, étant donné que l'Accord publié le 1<sup>er</sup> octobre 2020 contient encore des dispositions transitoires à la fin de la publication. La première indique clairement qu'il entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2021 et exclut expressément l'utilisation d'étiquettes supplémentaires sur la face avant des emballages. Nous rappelons que la Norme générale CXS 1-1985 du Codex pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées autorise l'utilisation d'une étiquette supplémentaire qui reflète de manière exhaustive et exacte les renseignements figurant sur l'étiquette originale.

2.361. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions le Costa Rica d'avoir fait inscrire cette préoccupation commerciale à l'ordre du jour et demandons qu'il soit pris acte de l'appui du Paraguay. Le Paraguay approuve l'objectif de protection de la santé publique visé par le Mexique et considère que la fourniture de renseignements nutritionnels aux consommateurs constitue une stratégie appropriée. Toutefois, le Paraguay partage l'inquiétude des autres pays concernant la déclaration obligatoire des sucres ajoutés, qui n'est pas prévue dans les Directives du Codex. Le Paraguay est aussi préoccupé par le fait qu'il n'existe aucune méthode d'analyse permettant de distinguer les sucres totaux des sucres ajoutés, ce qui rendrait l'application difficile, puisque celle-ci dépendrait des renseignements fournis par l'industrie.

2.362. En réponse, la délégation du Mexique a communiqué la déclaration suivante. Comme le Mexique l'a indiqué précédemment, nous savons que l'existence de systèmes internationaux d'étiquetage des denrées alimentaires est désormais prévue par l'annexe 2 des Directives du Codex Alimentarius concernant l'étiquetage nutritionnel (CXG-2-1985), adoptées en 2021. Cependant, lorsque la NOM-051 a été établie, il n'existait pas de normes internationales de référence pouvant servir de base à la mise en place de l'étiquetage sur la face avant des aliments et boissons non alcooliques préemballés. Au Mexique, l'adoption, la modification et/ou l'annulation de règlements techniques sont régies par le processus de normalisation, par les délais et étapes énoncés dans la Loi sur l'infrastructure qualité, ainsi que par la Loi générale sur l'amélioration de la réglementation, qui prévoit la conduite d'une analyse d'impact de la réglementation vis-à-vis des normes officielles

---

Analyse d'impact de la réglementation du projet de résolution fixant la teneur maximale en sodium des aliments prioritaires.

Disponible à l'adresse suivante:

<https://www.minsalud.gov.co/sites/rid/Lists/BibliotecaDigital/RIDE/VS/PP/SNA/analisis-impacto-normativo-sodio.pdf>.

<sup>76</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 608](#).



du pays. Le gouvernement mexicain réaffirme le devoir qui lui incombe de respecter les engagements internationaux établis dans l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et ceux qui découlent des accords de libre-échange auxquels le Mexique est partie, et de s'employer constamment à harmoniser la réglementation technique avec les critères internationaux, en prenant en considération l'objectif légitime de politique publique consistant à protéger la santé de la population en général.

2.363. Le Président a fait observer qu'il ne restait plus beaucoup de temps au Comité.<sup>77</sup> Il a invité les Membres à réaliser des interventions brèves, et a suggéré que les Membres qui avaient téléchargé leurs déclarations sur eAgenda y fassent simplement référence au lieu d'en donner lecture. Le Secrétariat ferait en sorte que le texte intégral de la déclaration soit consigné dans le compte rendu de la réunion même s'il n'avait pas été lu.

2.364. Le Secrétariat a confirmé que cela pourrait être fait.

2.365. La représentante des États-Unis a indiqué qu'ils suivraient la suggestion du Président selon leur gré et au cas par cas, en fonction de l'importance de la PCS considérée. Les États-Unis ont insisté sur le temps considérable qui avait été employé à élaborer et examiner les questions en amont des discussions sur les PCS, et se sont dits préoccupés par l'idée que les PCS ne seraient pas intégralement exposées et qu'il serait seulement fait référence à eAgenda au motif que le temps était limité.

2.366. Le Président a confirmé que la proposition revêtait un caractère volontaire; les Membres restaient bien entendu en droit de donner lecture de la déclaration complète.

2.367. La représentante de la Colombie a également déclaré qu'il serait fait référence à eAgenda à titre facultatif. Elle a souligné qu'il importait de traiter les PCS de façon méticuleuse car dans de nombreux cas, de nouveaux éléments et enjeux étaient soulevés malgré des réponses qui n'évoluaient pas au fil du temps.

2.368. Le représentant du Canada a suggéré que le Président pouvait inviter les Membres à limiter leurs interventions à une certaine durée plutôt qu'à faire simplement référence aux déclarations disponibles sur eAgenda.

2.369. Tout en reconnaissant les contraintes de temps qui s'imposaient au Comité, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay se réservaient le droit d'intervenir dans la mesure nécessaire.

#### **2.1.3.41 Australie – Prescriptions en matière de maturation pour l'alcool importé (ID 636<sup>78</sup>)**

2.370. La délégation du Brésil a transmis la déclaration suivante. Le Brésil continue de suivre de près la proposition de l'Australie tendant à modifier la réglementation actuelle relative aux boissons alcooliques, et nous tenons à remercier l'Australie pour la réponse qu'elle a communiquée à la dernière réunion du Comité et pour sa participation à des discussions bilatérales. Lors de réunions précédentes, nous avons fait part de nos préoccupations au sujet des prescriptions techniques australiennes applicables à la cachaça, prévues par l'Avis n° 2007/19 de l'Administration des douanes australiennes, qui exige que certaines boissons alcooliques soient élevées sous-bois pendant deux ans au moins avant leur sortie de la zone sous contrôle douanier. Cela concerne toutes les boissons relevant des positions tarifaires 2208.20.10, 2208.30.00 et 2208.40.00. Bien que ledit avis ne fasse directement référence qu'au brandy, au rhum et au whisky, il englobe la position tarifaire 2208.40.00 ([r]hum et autres eaux de vie provenant de la distillation, après fermentation, de produits de canne à sucre), dont relève la cachaça en Australie. En accordant le même traitement à la cachaça et au rhum, le gouvernement australien n'autorise pas les importations de la cachaça qui n'est pas élevée sous-bois pendant deux ans au moins. Une telle prescription n'est liée à aucune norme de qualité ou prescription sanitaire pour la cachaça.

<sup>77</sup> Le Président a fait cette intervention au début du dernier jour (le 15 juillet) pour régler une question liée au facteur temps.

<sup>78</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 636](#).

2.371. À la suite d'une consultation publique engagée à la fin de 2019, les Forces frontalières australiennes (ABF) ont étudié plus avant la possibilité de modifier la Loi douanière de 1901 afin d'autoriser l'importation légitime de certains produits alcooliques en Australie tout en maintenant les prescriptions en matière de maturation pour le brandy, le whisky et le rhum. Selon une consultation publique plus récente, le gouvernement australien est en train de définir une approche consistant à maintenir la prescription australienne existante en matière de maturation pour le brandy, le whisky et le rhum importés, mais à dresser une liste de produits exemptés de cette prescription. La liste de produits exemptés proposée comprendrait la cachaça, le pisco et le bourbon. Le Brésil reconnaît les progrès qui marquent la démarche proposée dans le cadre de la dernière consultation publique. Nous sommes favorables à la création d'une liste d'exceptions aux règles établies à l'article 105A de manière à permettre l'importation sur le marché australien de certaines indications culturelles et géographiques (par exemple la cachaça) qui ne sont pas traditionnellement décrites comme du brandy, du whisky ou du rhum. Afin d'éviter toute confusion sur le marché australien ou parmi les consommateurs australiens, nous sommes d'avis qu'aucun des produits de canne à sucre importés en Australie (avec maturation ou non) et n'étant pas spécifiquement du "rhum" ne doit pas être étiqueté ou marqué en tant que "rhum". Nous demandons instamment à l'Australie de fournir des éclaircissements sur les points suivants, qui n'ont pas pu être abordés dans ses déclarations antérieures. L'Australie pourrait-elle préciser si cette nouvelle réglementation instaurera également de nouvelles prescriptions en matière d'étiquetage pour les produits autres que le rhum, le brandy et le whisky? L'Australie pourrait-elle indiquer dans quels délais le texte final sera publié?

2.372. En réponse, la délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. Nous reconnaissons l'intérêt soutenu que porte le Brésil à l'examen par l'Australie des prescriptions en matière de maturation pour l'alcool importé et nous fournissons la mise à jour suivante concernant cette question. L'Australie a achevé l'examen de son cadre législatif relatif à l'importation de certains produits alcooliques non vieillis au titre de l'article 105A de la Loi douanière de 1901. Nous reconnaissons que le processus d'examen a pris plus de temps que prévu du fait de l'incidence de la pandémie de COVID-19 et des complexités législatives liées à cette question. En tenant compte des préoccupations des parties prenantes identifiées dans le cadre de consultations publiques en 2019 et 2020, nous nous employons actuellement en priorité, en collaboration avec le nouveau gouvernement australien, à apporter les modifications nécessaires aux prescriptions en matière de maturation. Le gouvernement australien notifiera au Comité toute modification législative qu'il est proposé d'apporter à l'article 105A de la Loi douanière et toute autre modification des prescriptions en matière d'importation de produits alcooliques, conformément aux obligations qui incombent à l'Australie au titre de l'Accord OTC, une fois qu'il aura finalisé toutes les procédures nécessaires en lien avec les modifications apportées aux prescriptions en matière de maturation.

#### **2.1.3.42 Inde – Règlement de 2011 de la FSSAI sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Normes pour les produits alimentaires et les additifs alimentaires), et mise en œuvre du nouveau certificat vétérinaire pour les produits laitiers (ID 633<sup>79</sup>)**

2.373. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne voudrait rappeler ses déclarations précédentes sur cette question. Bien qu'elle souscrive totalement à l'importance de l'étiquetage de la présence de présure animale, l'Union européenne considère que le nouveau certificat exigeant que les produits laitiers n'aient pas été fabriqués avec de la présure animale est disproportionné et n'est pas conforme aux dispositions de l'Accord OTC. Les certificats vétérinaires visent à répondre à des questions de santé (des personnes ou des animaux) et il n'existe pas de preuves scientifiques démontrant que les fromages fabriqués avec de la présure animale sont nocifs pour la santé ou plus nocifs que ceux fabriqués avec de la présure artificielle/végétale. En conséquence, l'Union européenne demande à l'Inde de modifier les dispositions de ce certificat vétérinaire et d'autoriser l'apposition d'un étiquetage mentionnant clairement la présence de présure animale dans le fromage et ses sous-produits, comme cela était le cas auparavant. Cet étiquetage permettrait aux consommateurs de faire un choix éclairé.

2.374. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. La disposition relative à la présure non animale dans la fabrication du fromage n'est pas nouvellement introduite dans la réglementation de la FSSAI. Cette disposition existe déjà dans le Règlement sur la sécurité et les normes alimentaires (FSSR) notifié en 2011 et dans l'ancien règlement sur la prévention de

---

<sup>79</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 633](#).

la falsification des aliments. Lors d'une récente révision des normes relatives au lait et aux produits laitiers dans le FSSR, ces dispositions ont été conservées et continuent d'être une prescription spécifique. La prescription relative à un certificat vétérinaire a été récemment alignée avec le FSSR concernant l'interdiction de l'utilisation de présure animale. Par conséquent, la FSSAI n'a pas introduit de nouvelle condition.

#### **2.1.3.43 République de Corée – Révision des critères de certification de la sécurité applicables aux produits textiles pour jeunes enfants, [G/TBT/N/KOR/678](#) (ID 652<sup>80</sup>)**

2.375. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaiterait que la République de Corée lui communique les coordonnées d'experts de l'évaluation de la conformité de l'Office coréen des normes et de la technologie (KATS) en vue de progresser dans la résolution de cette question et de permettre que des essais de conformité aux normes coréennes propres aux vêtements pour jeunes enfants soient effectués hors de la Corée par des laboratoires accrédités au niveau international. Les coordonnées de la partie européenne ont été communiquées en mars 2022. Une réunion a eu lieu entre la délégation de l'UE en Corée et le KATS en mai 2022. Au cours de cette réunion, le KATS a semblé suggérer un autre moyen d'avancer et s'est engagé à communiquer de plus amples renseignements, toutefois, à ce jour, aucun renseignement n'a été reçu. C'est pourquoi nous vous saurions gré de contacter le KATS afin que nous recevions ces éléments en temps utile.

2.376. En réponse, la délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée tient à remercier l'UE pour ses préoccupations et ses observations concernant les "Prescriptions relatives aux produits textiles pour jeunes enfants" de la Corée et souhaite saisir cette occasion pour répondre à la demande soulevée par l'UE au Comité OTC. En mai, une réunion informelle avait eu lieu entre les fonctionnaires coréens compétents et la délégation de l'UE en Corée pour discuter en termes techniques de la demande de l'UE de désigner un organisme d'essai ayant la certification KC qui serait chargé des produits textiles coréens pour jeunes enfants dans l'UE et échanger les coordonnées d'experts en la matière. Lors de cette réunion, la demande de l'UE de désigner un organisme d'essai pour les produits textiles pour jeunes enfants dans l'UE en tant qu'organisme d'essai ayant la certification KC pour la Corée a été examinée. Dans la pratique, il existe des limites en vertu des lois coréennes actuelles à la désignation d'un organisme d'essai de l'UE comme organisme d'essai ayant la certification KC de la Corée pour les produits textiles pour jeunes enfants. En outre, lors de la réunion du Comité du commerce des marchandises de l'ALE Corée-UE d'avril 2022, la Corée a demandé à l'UE de désigner en Corée un organisme destiné à servir d'autorité habilitée à délivrer des certificats électroniques pour la certification des pneumatiques pour véhicules automobiles. La Corée est revenue sur ce point en mai à l'occasion de la réunion technique informelle avec la délégation de l'UE en Corée.

2.377. En conclusion, la Corée et l'UE ont toutes deux demandé l'établissement d'un organisme d'essai à l'intérieur du territoire de chacune des parties. Afin de régler cette question de la désignation mutuelle d'un organisme, la Corée a indiqué au cours de la discussion technique, en mai, qu'il serait nécessaire d'examiner l'ARM entre la Corée et l'UE. En accord sur ce point, l'UE a demandé à la Corée de fournir des documents en rapport avec l'ARM. Les discussions sur l'accord de reconnaissance mutuelle (ARM) nécessitent la participation de diverses parties prenantes (fonctionnaires gouvernementaux, experts en matière d'essais et de certification, branche de production concernée, etc.), rendant ainsi nécessaires des consultations continues entre les deux parties. Aussi la Corée estime-t-elle qu'il nous faut disposer d'un mécanisme permettant d'examiner formellement et efficacement les questions relatives aux OTC entre les deux parties. C'est pourquoi la Corée souhaiterait proposer à l'UE de mettre en place un dialogue ou un groupe de travail sur les OTC en s'appuyant sur l'ALE Corée-UE. Selon la Corée, la mise en place d'un tel mécanisme permettrait aux questions relatives aux OTC entre les deux parties d'être examinées/réglées efficacement.

---

<sup>80</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 652](#).

**2.1.3.44 Union européenne – Règlement délégué (UE) n° 2019/945 de la Commission relatif aux systèmes d'aéronefs sans équipage à bord et aux exploitants, issus de pays tiers, de systèmes s'aéronefs sans équipage à bord, [G/TBT/N/EU/628](#) (ID 585<sup>81</sup>)**

2.378. La délégation de la Chine a transmis la déclaration suivante. Conformément à l'Accord OTC, qui dispose que "les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime", il est recommandé que l'UE maintienne la limite de bruit à 83 dBA pour les raisons suivantes: 1. Les prescriptions en matière de limites de bruit sont bien plus élevées que les prescriptions visant à protéger la santé des personnes. Selon la Directive 2003/10/CE de l'UE concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques, les niveaux d'exposition au bruit sur huit heures sont les suivants: valeurs limites d'exposition: LEX,8h = 87 dB(A); valeurs d'exposition supérieures déclenchant l'action: LEX,8h = 85 dB(A); et valeurs d'exposition inférieures déclenchant l'action: LEX,8h = 80 dB(A). À partir de cette formule (fournie en annexe pour le processus de dérivation), nous avons conclu que: 1) À un niveau de puissance acoustique de 81 dBA, pour qu'un drone satisfasse à la prescription arbitraire en matière de niveau d'exposition au bruit sur une période de huit heures, la personne doit seulement se tenir à 0,32 m de celui-ci. 2) À un niveau de puissance acoustique de 83 dBA, un drone peut satisfaire à la prescription arbitraire en matière de niveau d'exposition au bruit lorsque la personne se tient à 0,4 m de celui-ci. 3) En prenant une distance de vol normale de 3 m pour les drones de loisir, la valeur admissible de la puissance acoustique pour les drones peut même être portée à 100 dBA. Les formules dérivées susmentionnées ont également été appliquées à des expositions quotidiennes sans protection au bruit de drones. Dans la pratique, les drones de catégorie C1 et C2 sont principalement contrôlés à distance. La distance entre les personnes et les drones peut être de 7 à 10 km, et à aucun moment une personne ne doit se trouver pendant une longue période à proximité de la source sonore pour utiliser le drone, réduisant ainsi considérablement l'incidence sur la santé des personnes.

2.379. 2. Si la limite de bruit ne cesse d'être réduite, cela entraînera une baisse des performances des drones. Le bruit émis par les drones provient principalement des hélices en rotation. Les prescriptions de la réglementation portant sur les niveaux de puissance acoustique et non sur les niveaux de pression acoustique dans la direction de l'effet (le sol, par exemple), il n'est pas possible d'atteindre les limites en modifiant la direction du rayonnement sonore ou en réduisant le bruit dans une direction particulière, etc. Cela ne peut être accompli qu'en réduisant le poids du drone ou en réduisant sensiblement la vitesse de rotation des hélices. D'une part, la réduction du poids empêcherait les drones de transporter des caméras et cardans plus grands et de plus grande capacité, et d'autre part, la réduction de la vitesse de rotation des hélices entraînera une augmentation de la taille des hélices et du couple, se traduisant par une diminution de l'autonomie et une augmentation du risque de blessure corporelle en raison des hélices dans certains cas. Conformément à l'article 2.2, en vertu duquel il convient de ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce, la Chine suggère que l'UE fixe les limites de puissance acoustique à 83 dBA, cette valeur satisfaisant déjà pleinement aux prescriptions nécessaires pour la protection de la santé des personnes.

2.380. En réponse, la délégation de l'Union européenne a fourni la déclaration suivante. Le projet de règlement délégué de la Commission relatif aux aéronefs sans pilote et aux exploitants d'aéronefs sans pilote de pays tiers a été notifié à l'OMC le 9 janvier 2019 sous la cote [G/TBT/N/EU/628](#). Le Règlement délégué (UE) n° 2019/945 de la Commission relatif aux systèmes d'aéronefs sans équipage à bord et aux exploitants, issus de pays tiers, d'aéronefs sans équipage à bord, et le Règlement d'exécution (UE) n° 2019/947 de la Commission concernant les règles et procédures applicables à l'exploitation d'aéronefs sans équipage à bord ont été publiés en juin 2019. S'agissant de l'exigence concernant le bruit, l'UE souhaiterait appeler l'attention de la délégation chinoise sur le fait que celle-ci s'applique à un nombre limité de produits (UAS de classes C1 et C2). Cette exigence ne vise pas tant à protéger la santé du pilote du drone qu'à réduire la pollution sonore pour les citoyens. Une réponse plus détaillée peut être communiquée après analyse détaillée des observations de la Chine.

---

<sup>81</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 585](#).

#### **2.1.3.45 Émirats arabes unis – Obligation d'apposer la Marque de conformité CCG sur tous les jouets (ID 702<sup>82</sup>)**

2.381. La délégation de l'Inde a transmis la déclaration suivante. L'Inde a soulevé cette PCS aux deux dernières réunions du Comité OTC et attend toujours une réponse des EAU. L'Inde est profondément préoccupée par la prescription des EAU exigeant que tous les jouets pour enfants exportés vers les EAU portent la mention de la Marque de conformité CCG. Celle-ci ne peut être émise que par les organismes habilités par l'Organisation de normalisation du CCG. Cette prescription rend les produits indiens non compétitifs aux EAU car aucun organisme n'est autorisé à délivrer la Marque de conformité CCG en Inde. Pour que leurs produits soient certifiés moyennant la Marque de conformité CCG, les exportateurs indiens doivent envoyer l'ensemble du lot là où il peut être certifié. Cette Marque de conformité doit être obtenue pour chaque jouet conformément à la réglementation existante. Ce processus entraîne des prescriptions procédurales additionnelles; il est également coûteux et rend les produits indiens non compétitifs sur le marché des EAU. De plus, lors de l'évaluation de la conformité, les organismes notifiés habilités à délivrer la Marque de conformité CCG demandent souvent des échantillons physiques de tous les produits d'un groupe, et non uniquement de l'article représentatif. Pourtant, les dernières directives de la GSO précisent que les rapports d'essais ne sont exigés que pour un article représentatif d'un groupe de produits. L'inspection matérielle de tous les articles d'un groupe de produits est astreignante, coûteuse et incompatible avec l'article 5.1.2 de l'Accord OTC. Conformément à cet article, il est exigé des Membres qu'ils n'élaborent, n'adoptent ni n'appliquent de PEC ayant pour objet ou pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Les PEC ne doivent pas être plus strictes ni appliquées de manière plus stricte qu'il n'est nécessaire pour donner au Membre importateur une assurance suffisante de la conformité des produits aux règlements techniques ou aux normes applicables, compte tenu des risques que la non-conformité entraînerait.

2.382. Il est donc demandé aux EAU d'envisager de faire en sorte que l'échantillonnage physique de tous les produits d'un groupe ne soit pas exigé par les organismes notifiés lorsque la Marque de conformité CCG est obtenue pour chaque jouet. Une telle exigence a des effets restrictifs sur le commerce et accroît les coûts et les difficultés. En outre, elle est également incompatible avec l'article 5.1.2 de l'Accord OTC. Nous demandons instamment à la délégation des Émirats arabes unis de travailler de manière constructive sur ce sujet. Nous sommes également disposés à discuter de cette question au niveau bilatéral.

2.383. En réponse, la délégation des Émirats arabes unis n'a pas fait de déclaration pendant la réunion. Une déclaration technique a été distribuée à l'issue de la réunion.<sup>83</sup>

#### **2.1.3.46 Colombie – Bonnes pratiques de fabrication de l'établissement fabricant à l'étranger, [G/TBT/N/COL/242](#) (ID 697<sup>84</sup>)**

2.384. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Je souhaiterais renvoyer à nos déclarations précédentes et à la déclaration téléchargée dans eAgenda. J'aimerais également encourager la Colombie à poursuivre sa coopération fructueuse avec la délégation de l'UE au sujet d'une éventuelle acceptation des certificats de vente libre délivrés dans les États membres de l'UE.

2.385. L'Union européenne remercie la Colombie pour sa réponse de novembre 2020 aux observations écrites de l'Union européenne et pour les discussions bilatérales approfondies qui ont eu lieu. L'Union européenne note que l'article 3 du Décret n° 162 publié le 16 février 2021 mentionne la possibilité de présenter d'autres documents que le certificat de bonnes pratiques de fabrication lors de l'importation en Colombie. Les exportateurs de vins et spiritueux de l'UE se conforment déjà à l'obligation existante de présenter des certificats de vente libre aux fins d'enregistrement sanitaire. Les certificats de vente libre indiquent que le produit est conforme aux prescriptions législatives de l'UE, qui englobent les bonnes pratiques de fabrication. Dès lors, l'Union européenne considère que les certificats de vente libre émis par les États membres de l'UE répondront à la prescription colombienne de présenter un certificat de bonnes pratiques de fabrication lors de l'importation. L'Union européenne souhaiterait donc demander à la Colombie de confirmer cette interprétation. Alors que le délai pour l'entrée en vigueur de ces prescriptions s'approche, l'Union européenne est

<sup>82</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 702](#).

<sup>83</sup> [G/TBT/W/772](#).

<sup>84</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 697](#).



de plus en plus préoccupée par l'incidence négative que cette mesure pourrait avoir sur ses exportations de vins et spiritueux, en particulier celles des PME, si tous ses certificats de vente libre n'étaient pas acceptés. L'Union européenne se tient donc prête à poursuivre les travaux bilatéraux si des éclaircissements additionnels étaient nécessaires.

2.386. En réponse, la délégation de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie remercie l'Union européenne pour les travaux qu'elle mène avec les autorités sanitaires compétentes afin de répondre aux préoccupations soulevées au sujet de l'application du Décret n° 162 de 2021, promulgué par le Ministère de la santé et de la protection sociale. À cet égard, nous souhaitons faire savoir que les autorités pertinentes continuent de travailler de concert avec l'Union européenne, par l'intermédiaire de la section du commerce de l'UE en Colombie, sur des questions relatives à l'application du Décret n° 162 de 2021, pour ce qui est en particulier de l'acceptation des certificats de bonnes pratiques de fabrication, répondant ainsi aux préoccupations soulevées au sujet de l'acceptation des certificats de vente libre (CVL) qui sont délivrés par les autorités compétentes de l'Union européenne. Conformément au règlement promulgué, l'article 22 du Décret n° 1686 de 2012 a été modifié afin d'égaliser les conditions afférentes au certificat de bonnes pratiques de fabrication (BPF) pour les producteurs nationaux et pour les producteurs situés hors du territoire national, et d'établir les quatre (4) possibilités ci-après pour satisfaire aux dispositions du règlement technique: a) Certificat de bonnes pratiques de fabrication (BPF) de l'établissement fabricant et/ou conditionneur, délivré par l'autorité compétente du pays d'origine, par l'organisme de certification agréé ou par un tiers habilité dans le pays d'origine. b) Certificat du système HACCP (analyse des risques et maîtrise des points critiques) ou document attestant l'application de celui-ci, délivré par l'autorité compétente du pays d'origine, par l'organisme de certification agréé ou par un tiers habilité dans le pays d'origine du produit. c) Certificat délivré par l'autorité compétente, par l'organisme de certification agréé ou par un tiers habilité dans le pays d'origine du produit, dans lequel il est constaté que la boisson alcoolique et le producteur satisfont aux règles, processus et procédures de caractère technique ou font l'objet d'un contrôle ou d'une inspection. d) Certificat de bonnes pratiques de fabrication de l'établissement fabricant et/ou conditionneur, délivré par l'Institut national de surveillance des médicaments et des aliments (INVIMA).

2.387. Ainsi, aux fins du respect des prescriptions dans le cas des boissons importées, le décret établit quatre options viables qui n'enfreignent pas les règles du pays d'origine des intéressés, de sorte que ceux-ci pourront évaluer chacune des options indiquées et en choisir une pour se conformer aux dispositions de la réglementation colombienne. Pour ce qui est du certificat de vente libre, l'autorité sanitaire a indiqué que celui-ci pourrait relever des dispositions de l'alinéa C, dès lors qu'il est satisfait aux conditions de celui-ci, à savoir: i) que le certificat est délivré par l'autorité compétente du pays d'origine, par l'organisme de certification agréé ou par un tiers habilité dans le pays d'origine du produit; et ii) qu'il est constaté que la boisson alcoolique et le producteur satisfont aux règles, processus et procédures de caractère technique ou font l'objet d'un contrôle ou d'une inspection. Compte tenu de ce qui précède et des renseignements fournis par l'Union européenne, une analyse technique et juridique des orientations données par le Décret n° 162 de 2021 a été effectuée. Sur la base de cette analyse, des séances de travail avec l'INVIMA seront organisées afin de déterminer les mesures à prendre pour se conformer à la réglementation en vigueur. Nous tenons à réitérer à l'intention de l'Union européenne l'intérêt que nous portons à la poursuite des travaux bilatéraux engagés avec nos autorités sanitaires.

#### **2.1.3.47 Argentine – Obligation de fournir une déclaration assermentée avec la certification par un organisme de certification pour l'exportation de panneaux dérivés du bois, [G/TBT/N/ARG/342/Add.6](#) (ID 696<sup>85</sup>)**

2.388. La délégation de l'Inde a transmis la déclaration suivante. L'Inde a soulevé cette préoccupation aux précédentes réunions du Comité OTC; nous remercions l'Argentine d'avoir pris acte de la PCS et attendons avec intérêt de recevoir une réponse détaillée. L'Argentine a notifié l'obligation de fournir une déclaration assermentée en plus de la certification du produit par un organisme de certification en vue de l'exportation de panneaux dérivés du bois. Nous renvoyons à la déclaration faite à la précédente réunion du Comité OTC et demandons à l'Argentine de résoudre rapidement cette question.

2.389. En réponse, la délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. En vertu de la Décision SCI n° 240/2019, modifiée par la Décision n° 428/2021, le Secrétariat au commerce

<sup>85</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 696](#).



intérieur a approuvé le règlement technique spécifique établissant les prescriptions techniques en matière de qualité et de sécurité auxquelles doivent satisfaire les panneaux de fibres et de particules de bois revêtus et non revêtus commercialisés sur le territoire de la République argentine. Cette mesure visait à résoudre le problème lié à la présence sur le marché de panneaux de mauvaise qualité présentant un risque pour la santé des personnes, en raison notamment d'émissions de formaldéhyde élevées et d'une faible résistance mécanique et à l'abrasion, sans que le consommateur ne soit en mesure de faire la distinction entre ces panneaux et d'autres au moment de l'achat. Le Secrétariat au commerce intérieur a ainsi jugé approprié d'approuver une mesure visant à prévenir les risques pour la santé et à garantir la sécurité des utilisateurs de panneaux de particules et de fibres de bois, en établissant un règlement obligatoire énonçant les prescriptions techniques en matière de qualité et de sécurité auxquelles doivent satisfaire les panneaux en bois commercialisés sur le territoire de la République argentine. Le règlement énonce les exigences essentielles pour garantir la sécurité des personnes et la qualité des produits, en renvoyant aux normes techniques qui fixent, entre autres choses, les limites maximales admissibles de formaldéhyde que les panneaux peuvent émettre ou contenir, dans le but de protéger la santé de la population et les droits des consommateurs.

2.390. S'agissant des procédures d'évaluation de la conformité, nous réitérons ce qui a déjà été dit au sujet de la procédure prévue dans la Décision SCI n° 240/2019, modifiée par la Décision SCI n° 428/2021 de la SCI, qui prévoit trois étapes différentes pour la mise en œuvre de la mesure qui ne se chevauchent pas, l'étape de la déclaration assermentée prenant fin lorsque celle de la certification commence. Les diverses exigences à chaque étape n'entraînent pas de doublons dans les prescriptions mais prévoient une période de transition jusqu'à l'étape de la certification complète. Les opérateurs et le système de qualité ont ainsi le temps de s'y adapter. Enfin, il convient de rappeler que le point d'information de l'Argentine n'a pas eu connaissance de l'observation formulée par l'Inde.

#### **2.1.3.48 Union européenne – Retrait de l'approbation de la substance active alpha cyperméthrine, [G/TBT/N/EU/770](#), [G/TBT/N/EU/908](#) (ID 694<sup>86</sup>)**

2.391. La délégation du Brésil a transmis la déclaration suivante. Le Brésil voudrait faire part de ses préoccupations concernant la notification G/TBT/N/EU/770 relative à la proposition de Règlement d'exécution de la Commission, qui suspend l'approbation de la substance active alpha cyperméthrine. L'alpha cyperméthrine est enregistrée au Brésil comme un insecticide contre des parasites nuisibles qui portent atteinte à diverses cultures, y compris le soja, le coton, le maïs, les agrumes, les pastèques, les arachides et le café, entre autres produits exportés vers l'Union européenne. Si l'enregistrement de cette substance est suspendu et si les limites maximales de résidus (LMR) sont automatiquement réduites, les revenus des agriculteurs brésiliens, en particulier les producteurs d'agrumes, seraient très compromis. Cette substance est essentielle pour lutter contre le verdissement, une maladie qui affecte les vergers d'agrumes du monde entier. Le verdissement a été reconnu par l'Autorité européenne de sécurité des aliments elle-même comme un parasite dont le contrôle est prioritaire, conformément au Règlement délégué de la Commission (UE) 2019/1702. Le secteur brésilien des agrumes joue un rôle important dans la création d'emplois dans les campagnes. L'exportation de jus d'orange vers le marché européen a représenté près de 1 milliard d'USD pendant la campagne de commercialisation 2019/20.

2.392. L'alpha cyperméthrine est aussi un élément important pour la gestion intégrée des parasites, à condition qu'elle puisse être combinée avec d'autres insecticides pour contribuer à prolonger leur vie utile, afin d'assurer un contrôle efficace des parasites et de maintenir la durabilité de la production végétale. Compte tenu de ce qui précède, le Brésil encourage l'UE à adopter pour les produits importés des LMR conformes aux limites fixées par le Codex Alimentarius. Par ailleurs, nous aimerions savoir si l'UE pouvait prolonger l'approbation de la substance active au-delà du 31 octobre afin de réduire au minimum l'incidence sur les producteurs d'agrumes brésiliens. Enfin, s'agissant d'une notification connexe présentée la semaine dernière ([G/TBT/N/EU/908](#)), l'UE a informé de la révision de toutes les limites maximales de résidus existantes pour la clothianidine et le thiamethoxam, en raison (je cite) d'"une préoccupation environnementale de nature mondiale" (fin de citation). Ces deux substances actives revêtent une très grande importance en tant qu'insecticides contre des parasites nuisibles qui portent atteinte à diverses cultures, comme les fèves de soja, le café, le maïs, le tabac, la canne à sucre et les fruits. Nous demandons à l'UE d'envisager de prolonger la période de consultations de 60 jours et de reporter la date proposée

<sup>86</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 694](#).

pour l'adoption de la révision afin que les observations des Membres puissent être prises en compte et que les conséquences négatives pour les producteurs agricoles dans le monde puissent être atténuées.

2.393. La délégation du Paraguay a transmis la déclaration suivante. Nous remercions le Brésil d'avoir fait part de sa préoccupation concernant le retrait de l'approbation de la substance active alpha cyperméthrine par l'Union européenne avant la réduction potentielle de ses limites maximales de résidus (LMR) et demandons que notre soutien soit consigné. Le Paraguay souhaite réitérer l'importance de cette substance dans la lutte contre les parasites qui s'attaquent à des cultures d'une grande valeur économique pour le pays, comme le maïs, le soja, le tournesol et le coton. À cet égard, il demande une fois de plus que, lors de la révision des LMR de cette substance, l'Union européenne prenne en considération les informations sur les pesticides fournies par les institutions spécialisées reconnues par l'OMC, telles que le Codex Alimentarius, et qu'elle reconsidère son approche et fonde ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et une pondération des risques réels, conformément aux normes et principes internationaux pertinents.

2.394. En réponse, la délégation de l'Union européenne a fourni la déclaration suivante. Comme il a été expliqué aux précédentes réunions du Comité OTC, l'approbation de l'alpha cyperméthrine a dû être suspendue car le Règlement d'exécution de la Commission renouvelant son approbation en 2019 conditionnait ce renouvellement à la présentation par le demandeur des informations confirmatives concernant le profil toxicologique de certains métabolites d'ici au 30 octobre 2020. En outre, des informations confirmatives avaient été demandées concernant trois autres points sous des délais différents. Or, en octobre 2020, le demandeur a informé la Commission qu'il ne communiquerait aucune donnée confirmative. En conséquence, étant donné que les informations requises au titre de l'article 6 f) du Règlement (CE) n° 1107/2009<sup>87</sup> sur les produits phytopharmaceutiques n'ont pas été communiquées et que le demandeur a clairement indiqué qu'il ne respecterait pas ses obligations réglementaires, l'approbation de l'alpha cyperméthrine a dû être retirée en application de l'article 21:3 du Règlement en question. En ce qui concerne les LMR, l'Autorité européenne de sécurité des aliments procède actuellement à une révision de l'ensemble du groupe des cyperméthrines. Les limites maximales de résidus du Codex et les tolérances d'importation existantes seront prises en compte dans cette révision. L'Autorité a l'intention de finaliser cet examen au cours du second semestre de 2022. Après quoi, l'UE analysera les résultats et leur donnera suite, le cas échéant. Si une mesure spécifique sur les LMR se révélait nécessaire, elle serait notifiée au Comité SPS de l'OMC. Au cas où le Brésil et d'autres Membres jugeraient nécessaire de maintenir ou de fixer à des niveaux plus élevés ou différents les LMR de l'UE pour l'alpha cyperméthrine sur les cultures concernées, qui étaient fondées sur des utilisations antérieures et désormais obsolètes, ils pourraient souhaiter présenter une demande tendant à ce que des tolérances à l'importation soient fixées conformément à l'article 6 du Règlement (CE) n° 396/2005<sup>88</sup> concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale. L'UE souhaite inviter le Brésil à prendre contact avec les autorités compétentes de la Belgique, l'État Membre rapporteur, et à veiller à ce que les informations nécessaires soient disponibles en temps utile pour l'évaluation par l'État Membre rapporteur et l'Autorité européenne de sécurité des aliments.

#### **2.1.3.49 Indonésie – Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 – Règlement d'application (pour le secteur manufacturier et l'industrie) de la Loi n° 11 de 2020 (Loi sur la création d'emplois) (ID 724<sup>89</sup>)**

2.395. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE renvoie aux déclarations précédentes sur ce sujet ainsi qu'à la déclaration téléchargée dans eAgenda. Il s'agit d'une législation assez complexe qui touche plusieurs secteurs. Nous tenons à remercier la délégation de l'Indonésie pour sa parfaite collaboration. Nous comprenons que certaines

<sup>87</sup> Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil. J.O. L 309 du 24 novembre 2009, page 1.

<sup>88</sup> Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil. J.O. L 70 du 16 mars 2005, page 1.

<sup>89</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 724](#).

améliorations ont été apportées lors de la mise en œuvre et nous espérons donc que nous continuerons dans cette voie.

2.396. L'Union européenne est grandement préoccupée par le Règlement n° 28 de 2021 et les nouvelles prescriptions en matière de certification relative aux normes nationales indonésiennes (SNI). Ce règlement est l'un des règlements d'application de la Loi générale sur la création d'emplois (Loi n° 11 de 2020) adoptée l'année dernière. Le Règlement gouvernemental n° 28/2021 vise à accroître la compétitivité de la branche de production nationale indonésienne et énonce principalement des mesures relatives aux matières premières. Il établit également de nouvelles prescriptions en ce qui concerne les organismes de certification des produits. Nous croyons comprendre que celles-ci affectent en principe tous les produits soumis à la certification SNI, et l'exportation vers l'Indonésie reste très complexe. Certains secteurs semblent être particulièrement concernés.

2.397. En ce qui concerne le secteur des jouets, les articles 38 et 39 engendrent des difficultés considérables. L'article 38 interdit aux organismes de certification des produits d'utiliser des installations d'essai tierces. L'article 39 établit que les organismes de certification des produits doivent être des entités indonésiennes et employer des citoyens indonésiens résidant en Indonésie pour pouvoir évaluer la conformité des produits aux normes nationales indonésiennes. Les organismes de réglementation donnent à présent à cet article une interprétation littérale trop stricte, selon laquelle chaque étape de la certification SNI doit être menée par des nationaux indonésiens résidant en Indonésie, etc. Nous croyons comprendre que cela est exigé à la fois pour le dispositif n° 1 (essais par lot et inspection avant expédition) et le dispositif n° 5 (certification d'usine). Cette nouvelle approche semble être mise en œuvre malgré l'absence de règlement ministériel d'application, normalement exigé dans le processus réglementaire indonésien pour mettre en œuvre un règlement gouvernemental. En termes d'incidence, cela signifie que pour les essais par lot et les inspections avant expédition, les échantillons doivent être prélevés par un employé des organismes de certification/résident indonésien. En raison des restrictions liées à la COVID-19, il était et il continue d'être très difficile pour les organismes de certification des produits d'envoyer du personnel à l'étranger afin de prélever des échantillons de produits ou d'effectuer des audits d'usine. En conséquence, tous les organismes de réglementation ont soit arrêté l'échantillonnage à l'étranger, soit arrêté complètement la certification à l'étranger.

2.398. En outre, même lorsqu'il sera plus facile de voyager à l'étranger, les nouvelles prescriptions entraîneront malgré tout des coûts et des retards importants. L'industrie des pneumatiques est également confrontée à des problèmes majeurs. D'après les renseignements dont nous disposons, l'Indonésie applique un système de certification obligatoire pour certaines pièces détachées (originales et non originales), notamment les pneus, les vitrages de sécurité, les jantes, les batteries primaires et les composants audio et vidéo. Cela suppose l'audit de l'usine dans laquelle les pièces de rechange sont produites (conformément à la norme ISO 9001) ainsi qu'une analyse des produits effectuée par un laboratoire d'essai indonésien. S'ensuivent des contrôles de conformité de la production programmés. Actuellement, le laboratoire d'essai indonésien a suspendu à la fois les audits des usines permettant d'obtenir les nouvelles certifications et les inspections d'évaluation de la conformité. Il en résulte que les produits nécessitant de nouvelles certifications ne peuvent pas être importés en Indonésie et que les produits déjà certifiés seront également interdits en Indonésie lorsque leurs certifications respectives expireront. L'Union européenne souhaiterait comprendre quelles mesures l'Indonésie met en place pour garantir que les pièces de rechange de l'UE puissent être importées sans difficulté en Indonésie.

2.399. En outre, nous aimerions souligner que les produits de l'UE certifiés conformément aux règlements des Nations Unies dans le cadre de l'Accord de 1958 donnent des résultats en matière de sécurité routière et de protection de l'environnement similaires ou supérieurs à ceux des produits certifiés conformément aux règlements indonésiens. Par conséquent, l'Union européenne souhaite inviter l'Indonésie à accepter ses pièces de rechange portant un marquage des Nations Unies ou accompagnées d'un certificat des Nations Unies. Elle aimerait également proposer de prolonger la validité des certificats indonésiens délivrés jusqu'à ce que l'Indonésie puisse rétablir la conformité des activités de production. De plus, le pays est encouragé à envisager d'autoriser l'importation de pièces d'origine de l'UE, étant donné que les pièces d'origine ont déjà prouvé qu'elles étaient performantes sur les véhicules utilisés en Indonésie. L'UE note que l'absence de mise en œuvre des recommandations qui précèdent pourrait exclure du marché indonésien des produits parfaitement sûrs et qui vont au-delà des exigences indonésiennes en matière de sécurité. Enfin, nous voudrions souligner que les nouvelles prescriptions des normes SNI ont également une incidence négative sur

la branche de production des machines de l'UE. Pour conclure, l'UE invite l'Indonésie à notifier à l'OMC le Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 avant de procéder à sa mise en œuvre, et à fournir un délai approprié pour la consultation de la branche de production au sujet des changements radicaux en question. Nous restons disposés à discuter de cette question également dans un cadre bilatéral.

2.400. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis restent gravement préoccupés par le Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 de l'Indonésie – qui est le Règlement d'application (pour le secteur manufacturier et l'industrie) de la Loi n° 11 de 2020 (Loi sur la création d'emplois) (GR28/2021) – en particulier du fait que cette mesure perturbe déjà le commerce entre nos pays. La branche de production des États-Unis signale qu'en l'absence de règlements d'application du Ministère de l'industrie, de nombreux organismes d'évaluation de la conformité ont interrompu la certification des produits étrangers, entraînant l'arrêt des exportations nécessitant des essais SNI pour chaque expédition. Nous comprenons que ces règlements d'application font encore l'objet de procédures internes et nous demandons instamment à l'Indonésie de respecter ses obligations de transparence et de notifier ces règlements au Comité sous forme de projet, avant leur finalisation. Nous invitons vivement l'Indonésie à veiller à ce que tous les organismes nationaux d'évaluation de la conformité continuent de certifier les produits étrangers conformément aux directives existantes. Nous lui demandons de nouveau de justifier la nouvelle prescription selon laquelle les essais d'évaluation de la conformité doivent être effectués par des citoyens indonésiens domiciliés en Indonésie. Comment ces prescriptions sont-elles liées à la capacité de mener des évaluations de la conformité?

2.401. Nous craignons que le fait d'exiger que les inspections sur place et le prélèvement d'échantillons sur des produits soient effectués exclusivement par des ressortissants indonésiens domiciliés en Indonésie n'ait pour effet d'interrompre les importations en Indonésie, ce qui semble déjà être le cas. Pourquoi le pays n'autorise-t-il pas les inspections d'usines à distance, sachant que les restrictions de voyage et les perturbations causées par la pandémie mondiale qui sévit actuellement peuvent empêcher les inspections sur place? L'Indonésie nous a récemment fait remarquer qu'elle acceptera les évaluations de la conformité réalisées à l'étranger uniquement si elles proviennent de laboratoires sélectionnés par le Ministère de l'industrie dans les pays Membres qui ont signé un accord de reconnaissance mutuelle. L'Indonésie peut-elle préciser la nécessité et le contenu des accords de reconnaissance mutuelle proposés? Des indications supplémentaires sur ces prescriptions seront-elles incluses dans les règlements d'application du GR28/2021? Nous demandons de nouveau au pays de clarifier si l'article 38 exige que les organismes d'évaluation de la conformité exploitent également leurs propres laboratoires d'essais pour tous les produits devant être certifiés SNI. Nous encourageons de nouveau l'Indonésie à communiquer immédiatement aux organismes indonésiens d'évaluation de la conformité que la certification des expéditions de produits étrangers peut, et doit, se poursuivre pendant que le Ministère de l'industrie élabore les règlements d'application.

2.402. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada se joint aux autres Membres pour faire part de ses préoccupations concernant le Règlement gouvernemental indonésien n° 28 de 2021 – Règlement d'application (pour le secteur manufacturier et l'industrie) de la Loi n° 11 de 2020, "Loi sur la création d'emplois" – qui a été publié en février 2021 comme faisant partie d'un règlement d'application de la Loi générale sur la création d'emplois. Le Canada comprend que le règlement gouvernemental n° 28/2021 instaure de nouvelles prescriptions en ce qui concerne les organismes de certification de produits et la certification SNI. Plus précisément, l'article 39 e) dispose que "[l]es agences de certification visées par l'article 38 1) sont tenues de (...) faire appel à un personnel compétent de nationalité indonésienne, domicilié en Indonésie, parlant couramment la langue indonésienne, comprenant les règlements et agréé par le Ministre". L'Indonésie pourrait-elle confirmer si cela signifie que chaque étape de la certification SNI doit être menée par des ressortissants indonésiens et que ceux-ci doivent être domiciliés en Indonésie? En outre, l'article 38 4) dispose que "[l]es agences de certification désignées visées au paragraphe 3 a) doivent (...) disposer d'un laboratoire d'essai accrédité selon la norme SNI ISO/IEC 17025 ou d'un laboratoire d'inspection accrédité selon la norme SNI ISO/IEC 17020".

2.403. L'Indonésie pourrait-elle confirmer si cela signifie que le règlement interdit aux organismes de certification des produits d'utiliser des installations d'essai tierces et exige que chaque organisme possède et exploite un laboratoire d'essai pour tous les produits qu'il certifie, dans toutes les branches de production? L'Indonésie pourrait-elle également confirmer si ces prescriptions s'appliquent à tous les produits relevant des normes SNI, soit, d'après ce que nous avons compris,

à plus de 100 produits dans toutes les branches de production? Lors de la dernière réunion du Comité OTC, l'Indonésie a indiqué que les certifications SNI étaient réalisées par le biais de l'inspection d'usines et que des échantillons étaient prélevés sur place par le personnel autorisé. L'Indonésie a également déclaré qu'elle acceptait les résultats d'essais provenant de laboratoires d'essais étrangers lorsque ceux-ci étaient accrédités dans le cadre d'un accord de reconnaissance mutuelle et qu'il existait un accord de réglementation technique entre l'Indonésie et le pays partenaire. Le Canada ne voit pas en quoi l'inspection d'usines et l'échantillonnage de produits à l'étranger sont nécessaires pour garantir la conformité des produits avec les prescriptions de sécurité indonésiennes. Si le but de l'inspection est, en fait, de réaliser des essais de produits, pour quelle raison l'Indonésie n'accepterait-elle pas les laboratoires d'essais étrangers accrédités par l'ILAC sans qu'un accord-cadre de reconnaissance mutuelle ait été mis en place? Les accords de reconnaissance mutuelle proposés par l'Indonésie ne seraient pas une solution pour le Canada car, en premier lieu, nous n'avons pas de prescriptions réglementaires similaires et, en deuxième lieu, ces accords ne répondraient pas à la totalité des préoccupations du Canada dès lors que plusieurs parties prenantes produisent hors du pays, là où le Canada n'est pas en mesure de faciliter les discussions sur les accords de reconnaissance mutuelle.

2.404. Les prescriptions relatives à l'inspection d'usines sur place, à l'inspection par un ressortissant indonésien et à la réalisation d'essais par une personne domiciliée en Indonésie constituent autant d'obstacles inutiles au commerce. De plus, le fait de ne pas fournir de solutions de rechange est incompatible avec les pratiques internationales en matière de sécurité des produits. Le Canada prie l'Indonésie de surseoir à la mise en œuvre de cette mesure, de la notifier au Comité, de prévoir une période d'au moins 60 jours pour que les Membres puissent présenter des observations, et de prendre ces observations en considération avant de finaliser la mesure. Le Canada encourage vivement l'Indonésie à réexaminer l'interprétation du Règlement gouvernemental n° 28/2021 et à faire preuve de plus de souplesse en ce qui concerne la prescription selon laquelle l'échantillonnage des produits, l'audit des usines et les essais doivent être réalisés par des ressortissants indonésiens domiciliés en Indonésie. Le Canada invite également l'Indonésie à accepter les résultats des essais réalisés par les laboratoires d'essais étrangers accrédités par l'ILAC, et à envisager l'élaboration de directives claires pour l'industrie.

2.405. En réponse, la délégation de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie remercie les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne et le Canada de leur intérêt renouvelé pour le Règlement gouvernemental n° 28 de 2021. L'Indonésie souhaite renvoyer à sa dernière déclaration prononcée lors de la réunion du Comité OTC de mars 2022, ainsi qu'aux discussions bilatérales tenues avec les États-Unis et l'Union européenne. Le processus de certification SNI concernant les règlements techniques dans le secteur industriel obéit aux dispositions du règlement ministériel correspondant. Toutes les dispositions relatives à la norme et au système d'évaluation de la conformité s'appliquent de la même manière aux fabricants nationaux et aux fabricants étrangers. L'Indonésie accepte les résultats d'essais de laboratoires d'essais étrangers lorsque ceux-ci sont accrédités dans le cadre d'un accord de reconnaissance mutuelle et qu'il existe un accord de réglementation technique entre l'Indonésie et son pays partenaire.

**2.1.3.50 Inde – Ordonnances de 2020 (contrôle de la qualité) sur les fibres et fils chimiques suivants: fils de polyester filés, fils industriels, fils complètement étirés, fils partiellement orientés, fibres discontinues de polyester et microfibres synthétiques pour utilisation dans les matrices à base de ciment, [G/TBT/N/IND/185](#), [G/TBT/N/IND/188](#), [G/TBT/N/IND/189](#), [G/TBT/N/IND/190](#), [G/TBT/N/IND/192](#), [G/TBT/N/IND/194](#) (ID 717<sup>90</sup>)**

2.406. La délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. S'agissant des six ordonnances de l'Inde en matière de contrôle de la qualité pour les fibres et fils chimiques suivants: fils de polyester filés, fils industriels, fils complètement étirés, fils partiellement orientés, fibres discontinues de polyester et microfibres synthétiques<sup>91</sup>, notifiées à l'OMC en janvier 2021 sous les cotes [G/TBT/N/IND/185](#), [G/TBT/N/IND/188](#), [G/TBT/N/IND/189](#), [G/TBT/N/IND/190](#), [G/TBT/N/IND/192](#) et [G/TBT/N/IND/194](#), la Corée a présenté à trois reprises, en août 2021, en novembre 2021 et en mars 2022, des observations concernant les dates d'entrée en vigueur et la révision du règlement. En réponse, le gouvernement indien a fourni un délai de grâce supplémentaire, en premier lieu jusqu'à avril 2022 et ensuite jusqu'à octobre 2022, résolvant ainsi

<sup>90</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 717](#).

<sup>91</sup> Sans objet en français.

en partie les difficultés des entreprises coréennes. La Corée le remercie chaudement pour ses aimables efforts. Nous respectons les efforts entrepris par l'Inde pour adopter des ordonnances de contrôle de la qualité pour les fibres chimiques dans l'intérêt de la santé et de la sécurité de la population indienne. En outre, les entreprises coréennes font tout leur possible pour se conformer fidèlement à la réglementation indienne. Toutefois, nous aimerions formuler des demandes, car les sociétés coréennes rencontrent toujours des difficultés techniques en lien avec les six ordonnances de contrôle de la qualité.

2.407. Tout d'abord, les règlements notifiés du Bureau indien de normalisation (BIS) sont considérés comme excessifs par rapport aux pratiques internationales. En général, dans les autres pays, les gouvernements ne mettent pas en place des systèmes de certification pour les articles en question.<sup>92</sup> Et dans les systèmes de certification privés (différents des systèmes de certification gouvernementaux), les certificats sont délivrés après que les essais du produit ont été effectués une seule fois, soit par un laboratoire désigné, soit lors d'un audit d'usine sur place. Cependant, dans le cas de l'Inde, non seulement le gouvernement met en place des systèmes de certification obligatoires pour ces articles, mais les règlements exigent que les produits subissent deux essais, à savoir pendant un audit d'usine et par un laboratoire local désigné par le BIS. La prescription d'essais faisant double emploi impose une charge indue à la branche de production concernée. Par conséquent, nous demandons à l'Inde de rationaliser le processus de certification de sorte que les fibres et fils chimiques puissent être certifiés au moyen d'un seul essai réalisé par un organisme désigné par le BIS, évitant ainsi l'essai lors d'un audit d'usine sur place.

2.408. Ensuite, les renseignements sur l'emplacement où doit être apposé le marquage ISI ne sont pas accessibles au public. S'il est exigé d'apposer la marque directement sur le produit, il est difficile en pratique de se conformer au règlement en raison de la nature des fils. Par conséquent, nous demandons à l'Inde de fournir des renseignements sur la méthode d'apposition du marquage. Dans le cas où le marquage doit être apposé sur le produit, nous demandons à l'Inde de mitiger les prescriptions de certification d'une manière raisonnable pour que les fabricants les acceptent, par exemple en reconnaissant les numéros de certification du Bureau indien de normalisation déclarés dans les documents d'expédition comme méthode alternative<sup>93</sup> au marquage ISI apposé sur le produit. Votre réponse à ce sujet serait très appréciée.

2.409. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite apporter son soutien à cette préoccupation commerciale soulevée par la Corée. Selon les mesures proposées, les produits doivent subir deux essais, à savoir des audits locaux et des essais dans des laboratoires désignés, ce qui représente une charge supplémentaire pour les producteurs de l'UE, qui doivent procéder à l'enregistrement, obtenir la garantie bancaire et demander la certification. Le contrôle effectué par le Bureau indien de normalisation (BIS) est considéré comme disproportionné car les produits ne présentent pas de risque pour la santé et la sécurité, et sont soumis à un contrôle détaillé de la qualité dans l'UE avant d'être exportés. En outre, les mesures notifiées s'écartent des normes internationales.

2.410. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les systèmes de certification de produits mis en œuvre par le BIS sont régis par le Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité), notifié par le gouvernement central. Les ordonnances de contrôle de la qualité publiées pour les fils de polyester filés, les fils industriels, les fils complètement étirés, les fils partiellement orientés, les fibres discontinues de polyester requièrent une licence du BIS en vertu du système I dudit règlement, conformément à la norme indienne respective prévue dans les ordonnances de contrôle de la qualité. La prescription relative au marquage ISI sur le produit/emballage est une prescription légale aux termes du règlement précité et s'applique tant aux fabricants étrangers qu'aux fabricants nationaux. En outre, grâce à la marque ISI, seul l'utilisateur final/le consommateur est en mesure de constater que le produit est certifié et conforme à la norme pertinente. Les directives détaillées, y compris les normes indiennes et les manuels de produits relatifs à la certification des fils de polyester filés, des fils industriels, des fils complètement étirés, des fils partiellement orientés, des fibres discontinues de polyester sont disponibles sur le site

---

<sup>92</sup> La Corée (certification KC) et les États-Unis (règlement de la Loi sur l'amélioration de la sécurité des produits de consommation – CPSIA) n'imposent de certification obligatoire que pour les produits textiles pour enfants ou les produits textiles en contact avec la peau comme les vêtements. Les autres articles, tels que les fils, sont gérés au moyen d'une certification volontaire.

<sup>93</sup> Actuellement, les systèmes de certification Oeko-Tex, GRS et autres incluent des copies de leur certificat dans les documents d'expédition ou envoient les copies aux clients séparément.



Web du BIS.<sup>94</sup> Le Système d'inspection et d'essai contenu dans le manuel de chaque produit, disponible sur le site Web du BIS, contient la manière d'apposer le label de conformité des produits respectifs.

#### **2.1.3.51 Japon – Système d'inspection pour les articles de sport et les jouets, et refus d'accepter les rapports d'essais établis par des laboratoires d'essais indiens (ID 747<sup>95</sup>)**

2.411. La délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde a soulevé cette préoccupation à la réunion précédente du Comité OTC. Les détails de la question ont été fournis dans la déclaration correspondante. Nous souhaitons reprendre les questions soulevées lors des précédentes réunions du Comité. Nous demeurons préoccupés par l'application de normes privées allant au-delà des dispositions de l'OMC (OMC-plus), qui semblent excessives et non conformes aux bonnes pratiques réglementaires telles que définies par l'Accord OTC. Nous espérons que le Japon résoudra bientôt cette question et limitera les pratiques commerciales restrictives.

2.412. En réponse, la délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. La norme de sécurité des jouets (norme ST) n'est pas un règlement technique obligatoire. La norme ST a été mise en place en tant que norme volontaire par l'Association japonaise des jouets (JTA) elle-même, ce qui signifie qu'il n'est pas obligatoire pour les jouets qui seront importés et distribués au Japon de se conformer à cette norme. Le Japon a déjà informé l'Inde que cette norme n'était pas un règlement technique, et nous aimerions avoir plus de détails sur les préoccupations de ce pays. En ce qui concerne la Loi sur l'hygiène des produits alimentaires, les normes sont fixées uniquement pour les jouets destinés aux enfants en bas âge, parmi les produits mentionnés par l'Inde. Les stations de quarantaine au Japon vérifient la sécurité des jouets pour enfants en bas âge et fournissent des conseils pour les soumettre à des essais si nécessaire. Ces stations de quarantaine acceptent les certificats d'analyse délivrés par les laboratoires officiels étrangers comme résultats d'essais pour déterminer la conformité aux normes des jouets pour enfants. Le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale tient un registre des laboratoires d'essais auxquels le gouvernement du pays exportateur reconnaît un certain niveau de capacité d'inspection, et les inscrit sur la liste des laboratoires officiels étrangers à la demande du gouvernement du pays exportateur. Comme communiqué précédemment, les laboratoires d'essais de l'Inde sont inscrits sur cette liste, et celle-ci est publiée sur le site Web du Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale.<sup>96</sup> Enfin, le Japon est toujours ouvert aux discussions bilatérales avec l'Inde sur ce sujet.

#### **2.1.3.52 Royaume-Uni – Marquage CE pour l'exportation des articles textiles de maison (ID 740<sup>97</sup>)**

2.413. La délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde a soulevé cette préoccupation à la réunion précédente du Comité OTC. Les détails de la question ont été fournis dans la déclaration correspondante. Nous souhaitons reprendre les questions soulevées lors des précédentes réunions du Comité. Nous poursuivons également nos discussions bilatérales avec le Royaume-Uni et nous accueillerons avec intérêt toute mise à jour concernant cette préoccupation commerciale.

2.414. En réponse, la délégation du Royaume-Uni a communiqué la déclaration suivante. Le Royaume-Uni se félicite de l'intérêt soutenu de l'Inde pour les prescriptions en matière d'équipement de protection individuelle, et pour les prescriptions en matière de certification concernant deux articles textiles (gants de cuisine et maniques). Nous souhaitons attirer l'attention sur notre réponse du 20 juin, soulignant que le Règlement 2016/425 prévoit déjà que les produits qui appartiennent clairement à une même famille et qui ne varient que sur certaines caractéristiques sans que cela se répercute sur la conformité aux prescriptions essentielles de santé et de sécurité du règlement, peuvent raisonnablement être certifiés par le biais d'un certificat commun. Lorsque des modifications mineures sont apportées après la délivrance de la certification originale, il est généralement acceptable que le fabricant demande une modification de la certification originale, plutôt qu'une nouvelle certification complète. Lorsque le produit subit des modifications, toute différence doit être examinée afin de déterminer si elles ont une incidence sur la conformité du produit en question.

<sup>94</sup> [www.bis.gov.in](http://www.bis.gov.in).

<sup>95</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 747](#).

<sup>96</sup>

[https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/kenkou\\_iryuu/shokuhin/yunyu\\_kanshi/index\\_00019.html](https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/kenkou_iryuu/shokuhin/yunyu_kanshi/index_00019.html).

<sup>97</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 740](#).

Parmi les différences qui ont un effet sur la conformité d'un produit, on peut citer, par exemple, le fait qu'un colorant utilisé pour changer la couleur de ce produit soit plus inflammable ou contienne des toxines. Cette modification aurait une incidence sur la conformité du produit en question. Lorsque les modifications ne modifient pas la conformité, il serait possible de rattacher des produits globalement similaires à la certification groupée d'un ou de plusieurs certificats moyennant des essais réduits. Nous faisons aussi remarquer que le règlement, tel qu'il s'applique en Grande-Bretagne, n'a pas été modifié sur le fond par rapport au Règlement (UE) 2016/425 relatif aux équipements de protection individuelle, mais seulement adapté au marché britannique. Par conséquent, les prescriptions essentielles en matière de santé et de sécurité restent inchangées, tout comme les dispositions relatives à l'évaluation de la conformité et au marquage (le marquage UKCA remplaçant toutefois le marquage CE). Les prescriptions essentielles en matière de santé et de sécurité qui doivent être respectées pour la certification sont énoncées à l'annexe II du Règlement 2016/425. Nous restons disponibles pour d'autres discussions bilatérales avec l'Inde afin de présenter notre approche réglementaire.

### **2.1.3.53 Inde – Règles de 2021 et 2022 relatives à la gestion des déchets plastiques (modification) (ID 719<sup>98</sup>)**

2.415. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Le 16 février 2022, le Ministère indien de l'environnement, des forêts et du changement climatique a publié dans le Journal officiel de l'Inde, les Règles de 2022 (modification) relatives à la gestion des déchets plastiques (dénommées ci-après les Règles modifiant la gestion des déchets plastiques), dans lesquelles il était indiqué que la mesure entrerait en vigueur avec effet immédiat. Cependant, l'Inde n'a pas encore notifié cette mesure au Comité OTC de l'OMC. Nous croyons comprendre que ces règles introduisent des lignes directrices en vue d'instituer un cadre pour la responsabilité élargie des producteurs (REP) en matière de gestion des déchets plastiques. Ces lignes directrices fixent, aux fins de la REP, des objectifs en matière de volume, de réutilisation, de recyclage, d'élimination en fin de vie et de contenu recyclé obligatoire (appelés collectivement les objectifs de la REP) pour les producteurs, les importateurs et les propriétaires de marques d'emballages plastiques. L'Inde peut-elle fournir plus de précisions sur la méthode utilisée pour définir les objectifs de la REP? Selon les parties prenantes de la branche de production américaine, il sera difficile, voire impossible, d'atteindre un grand nombre des objectifs de la REP compte tenu des délais alloués. L'Inde a-t-elle réalisé une étude de faisabilité sur les objectifs de la REP et, dans l'affirmative, partagera-t-elle cette étude et toute donnée explicative? Nous comprenons également que les lignes directrices ultérieures publiées par le Ministère indiquent que le règlement est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2022. Bien que nous soutenions l'objectif poursuivi par l'Inde de réduire la pollution causée par les déchets plastiques, nous avons des inquiétudes quant à la mise en œuvre de cette mesure vu l'absence de notification et de contribution officielle des parties prenantes et des Membres de l'OMC. Par exemple, comment l'Inde compte-t-elle faire face à la disponibilité limitée des matériaux recyclés nécessaires pour atteindre ses objectifs obligatoires en matière de contenu recyclé, compte tenu notamment de la pénurie mondiale de matières plastiques recyclées appropriées?

2.416. En outre, nous souhaiterions obtenir davantage d'informations concernant les recycleurs agréés et les systèmes de collecte de produits recyclables existants en Inde. L'Inde a-t-elle effectué une évaluation de la capacité nationale à collecter et à traiter les matériaux de manière à atteindre ses objectifs? Nous n'ignorons pas, par ailleurs, que les parties prenantes des États-Unis ont demandé des précisions sur certains des termes, dispositions et répartitions par catégories qui figurent dans les Règles modifiant la gestion des déchets plastiques, afin de se conformer effectivement à la mesure. Par exemple, les parties prenantes ont relevé la nécessité d'une clarification des points suivants: 1) les obligations de déclaration des secteurs touchés et le processus correspondant administré par le Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique; 2) le calcul des frais liés à la REP, notamment dans les cas où une entreprise n'est pas en mesure de reprendre ou de collecter les emballages de produits vendus au détail; et 3) la manière dont les producteurs, les importateurs et les propriétaires de marques peuvent remplir leurs obligations en matière de REP conformément à la section 8.3 en achetant des certificats REP excédentaires à d'autres producteurs, importateurs et propriétaires de marques de la même catégorie. Il subsiste également une incertitude quant à la manière dont certains emballages sont classés selon les quatre catégories énumérées à la section 5 de la mesure. Par exemple, de quelle catégorie (I, II, III ou IV) relèveraient les emballages blister et les films d'emballage thermorétractables/de transport? La section 17 des Règles modifiant la gestion des déchets

<sup>98</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 719](#).

plastiques semble établir un mécanisme de surveillance et de présentation de rapports au niveau des États pour remplir les obligations établies dans le cadre de la REP. L'Inde peut-elle fournir des informations sur la manière dont les Offices centraux de lutte contre la pollution au niveau des États satisfont à cette prescription? Compte tenu de l'incidence notable de cette mesure sur le commerce, nous renouvelons les demandes que nous avons formulées au point d'information en mai 2022 afin que la mesure soit notifiée au Comité OTC de l'OMC, que la période allouée pour présenter des observations ait une durée minimale de 60 jours, que les observations présentées soient prises en compte avant la finalisation et la mise en œuvre de la mesure et qu'une période de transition raisonnable soit prévue pour que la branche de production se mette en conformité. Ces mesures permettront de poursuivre le dialogue avec les parties prenantes intéressées et donneront à la branche de production le temps d'obtenir des éclaircissements sur les dispositions, les définitions et les classifications afin de se conformer en temps voulu aux obligations énoncées dans les Règles modifiant la gestion des déchets plastiques.

2.417. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les Règles de 2016 relatives à la gestion des déchets plastiques fixent le cadre statutaire pour la gestion des déchets plastiques en Inde. La règle 4 des Règles de 2016 relatives à la gestion des déchets plastiques prescrit une épaisseur minimale pour les sacs et feuilles en plastique utilisés dans les emballages, et la règle 9 impose une responsabilité élargie du producteur aux producteurs, importateurs et titulaires de marques pour une gestion écologiquement rationnelle des emballages en plastique introduits sur le marché avec les produits. La prescription en matière de marquage et d'étiquetage pour les emballages en plastiques prévue dans les Règles de 2021 relatives à la gestion des déchets plastiques n'est pas discriminatoire et ne constitue pas un obstacle au commerce international. Les prescriptions s'appliquent uniformément aux entreprises nationales et internationales. Ce type de prescription en matière de marquage et d'étiquetage a également été mis en place par d'autres pays/groupements régionaux.

**2.1.3.54 Union européenne – Approche fondée sur les dangers pour les produits phytopharmaceutiques et la fixation de limites de tolérance pour les importations,** [G/SPS/N/EU/166](#), [G/SPS/N/EU/166/Add.1](#), [G/SPS/N/EU/263](#), [G/TBT/N/EU/383](#), [G/TBT/N/EU/383/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/384](#), [G/TBT/N/EU/384/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/495](#) (ID 393<sup>99</sup>)

2.418. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie tient à remercier l'UE pour sa réponse aux préoccupations de l'Australie et d'autres Membres soulevées lors de la réunion précédente. Elle souhaite également remercier l'UE d'avoir notifié les LMR de la clothianidine et du thiaméthoxame aux Membres par le biais du document [G/TBT/N/EU/908](#) daté du 6 juillet 2022. L'Australie croit comprendre que l'UE envisage d'abaisser les LMR existantes des pesticides qui ne sont plus approuvés dans sa juridiction en raison de préoccupations environnementales – notamment certains pesticides néonicotinoïdes – à leur valeur par défaut, et de refuser les nouvelles demandes de tolérances à l'importation pour ces produits. En appliquant les normes environnementales de l'UE aux produits agricoles importés, cette mesure vise à soutenir l'ambition de l'UE d'améliorer les objectifs environnementaux à l'échelle mondiale. Cette ambition est louable, mais l'Australie n'est favorable à l'abaissement des LMR à leurs valeurs par défaut que lorsqu'un risque pour la sécurité des consommateurs a été identifié. En tenant compte, lors de l'établissement des LMR, de préoccupations environnementales de nature mondiale, outre les aspects alimentaires pour les consommateurs, on introduit des critères arbitraires qui sont incompatibles avec la pratique internationale actuelle. Cette approche part du principe que l'UE est mieux placée pour lutter contre les incidences environnementales des substances actives dans des pays tiers que les autorités de réglementation des substances chimiques des pays en question.

2.419. En outre, cette approche ne permet pas de reconnaître les efforts que déploient des groupes scientifiques internationaux et des organismes d'élaboration des normes – comme la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides et le Codex Alimentarius – afin de fixer des niveaux sûrs et harmonisés de résidus de pesticides dans les produits agricoles. L'Australie s'est dotée d'un solide cadre réglementaire pour les substances chimiques agricoles et vétérinaires, qui garantit aux agriculteurs australiens un accès sûr aux pesticides dont ils ont besoin pour maintenir leur productivité et leur rentabilité tout en protégeant l'environnement unique de l'Australie. Pour éviter de perturber le commerce, il est impératif que l'UE continue de respecter ses obligations au titre de l'Accord OTC lorsqu'elle fixe des LMR et qu'elle examine les demandes de tolérances à l'importation.

<sup>99</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 393](#).

L'Australie demande une nouvelle fois à l'UE de respecter les conclusions des autorités de réglementation de ses partenaires commerciaux concernant l'impact environnemental des substances chimiques et de limiter son évaluation des demandes de tolérances à l'importation à l'examen des risques alimentaires. S'écarter de cette approche aurait pour effet de perturber gravement le commerce. Nous restons disposés à discuter de notre approche de la réglementation relative aux pesticides avec l'UE et espérons poursuivre un dialogue constructif sur cette question.

2.420. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon se joint aux préoccupations des autres Membres. Il considère que tout plan de l'UE visant à abaisser les LMR des pesticides néonicotinoïdes, la clothianidine et le thiaméthoxame, doit être mis en œuvre d'une manière conforme à l'Accord SPS selon lequel les mesures SPS doivent être adoptées sur la base de principes scientifiques et d'une évaluation appropriée des risques, d'une manière qui ne soit pas plus restrictive pour le commerce que ce qui est exigé pour atteindre un niveau de protection approprié. Le Japon souligne également l'importance de respecter le droit de chaque Membre à établir ses propres réglementations en matière de protection de l'environnement, en fonction des conditions environnementales qui lui sont propres. Par conséquent, dans le cas où la proposition vise à protéger l'environnement, le Japon considère qu'il est important au moins d'harmoniser les mesures avec les normes internationales convenues par les autres Membres. Enfin, le Japon demande à l'UE de notifier les projets de nouveaux règlements à un stade précoce afin que les autres Membres en soient informés. Le Japon demande également à l'UE de laisser aux autres Membres toute latitude pour formuler des observations sur les nouveaux règlements avant leur mise en application.

2.421. La délégation du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Comme lors des précédentes occasions, le Costa Rica réaffirme son soutien à la préoccupation commerciale soulevée par l'Australie, le Brésil, le Canada et le Japon. Le Costa Rica est préoccupé par l'approche fondée sur les dangers que l'Union européenne a adoptée car, dans le cadre des obligations liées au système multilatéral, toutes les exigences techniques doivent être fondées sur la norme internationale de référence pertinente ou sur une évaluation des risques assortie des preuves scientifiques permettant d'étayer la mesure. Le Costa Rica demande une nouvelle fois à l'Union européenne de veiller à ce que la mise en œuvre de sa réglementation soit fondée sur le recours à des évaluations des risques par l'application de critères reposant sur des preuves scientifiques suffisantes, conformément aux engagements établis dans l'Accord OTC.

2.422. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay réitère sa position et renvoie à ses précédentes déclarations en soulignant l'importance d'adopter, en matière de réglementation, une approche scientifique des produits phytosanitaires fondée sur les risques et non pas seulement sur les dangers découlant des propriétés intrinsèques d'une substance chimique. À cet égard, le Paraguay demande de nouveau à l'Union européenne de tenir compte des renseignements relatifs aux pesticides fournis par les agences spécialisées reconnues par l'OMC, telles que le Codex Alimentarius, de revoir son approche et de fonder ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et des pondérations de risque réel, conformément aux normes et principes internationaux, de garantir des tolérances d'importation et, le cas échéant, de prévoir des périodes de transition adéquates. Outre la préoccupation systémique, la délégation du Paraguay s'associe aux commentaires des autres Membres concernant la récente notification [G/TBT/N/EU/908](#) du 6 juillet 2022, qui vise à imposer les normes environnementales européennes aux pays tiers sans tenir compte du principe des responsabilités communes mais différenciées, des différents climats et systèmes de production ainsi que de l'énorme soutien financier que les producteurs européens reçoivent pour se conformer à ces normes. Une telle approche part également du principe que les autres Membres ne sont pas capables de fixer leurs propres normes environnementales.

2.423. Il est surprenant que l'UE présente cette notification alors que, lors de la dernière réunion de ce comité, elle a refusé de discuter des limites maximales de résidus, estimant que les préoccupations à leur sujet et les détails de leur mise en œuvre devaient être examinés par le Comité SPS et non par le Comité OTC. Il est également paradoxal que, pour plusieurs des substances qui sont interdites dans l'UE et pour lesquelles des tolérances d'importation ne seront pas accordées, les États membres de l'UE ont régulièrement délivré et continuent de délivrer des autorisations d'urgence pour continuer à les utiliser, en invoquant l'absence d'alternatives efficaces, malgré les dommages potentiels pour les pollinisateurs soulignés par l'UE elle-même. Nous espérons que l'UE pourra apporter des éclaircissements sur la cohérence entre l'élaboration des politiques et leur mise en œuvre au sein même de l'UE, et ce dès que possible. Uniquement pour l'année 2021 et pour l'année 2022 à ce jour, 10 autorisations d'urgence ont été délivrées pour la clothianidine (Roumanie, République tchèque, Belgique, Finlande, Espagne et Autriche) et 31 pour le thiaméthoxame par près

de la moitié des Membres de l'UE (République tchèque, Espagne, Roumanie, Slovaquie, Lituanie, Finlande, Croatie, France, Autriche, Hongrie, Pologne, Danemark et Allemagne).

2.424. Nous tenons à souligner que, bien que l'EFSA procède à des évaluations des autorisations d'urgence accordées par les États membres de l'UE, comme l'UE le souligne à juste titre dans le document [G/SPS/GEN/2038](#), nous avons constaté que, dans les cas où une autorisation d'urgence est jugée injustifiée, il ne semble y avoir aucune conséquence pour l'État membre. Permettez-moi de vous donner un exemple. En mai 2018, l'EFSA a publié son évaluation de six autorisations d'urgence accordées par la Roumanie pour la clothianidine, le thiaméthoxame et l'imidaclopride pour traiter les cultures de maïs et de tournesol contre les ravageurs *Tanymecus dilaticollis* et *Agriotes spp.* L'EFSA a constaté dans son analyse que trois de ces autorisations d'urgence, dont celle visant à lutter contre *Tanymecus dilaticollis* dans le maïs, n'étaient pas justifiées. Depuis lors, Monsieur le Président, selon la propre base de données de l'UE, la Roumanie a accordé huit autorisations d'urgence pour le thiaméthoxame et quatre autres pour la clothianidine, la plus récente ayant été délivrée le 25 janvier de cette année pour combattre – le croiriez-vous – les mêmes parasites, *Tanymecus dilaticollis* et *Agriotes spp.*, dans les mêmes cultures, à savoir le maïs et le tournesol, ce que l'EFSA avait jugé injustifié. Nous nous demandons comment un État Membre peut continuer à accorder des autorisations d'urgence quatre ans après que l'EFSA a déterminé qu'une autorisation identique n'était pas justifiée. Nous nous demandons également si le problème des pollinisateurs, qui est une préoccupation mondiale, selon l'Union européenne, et qui est la raison pour laquelle celle-ci a indiqué qu'elle n'accorderait pas de tolérances à l'importation, n'est pas une préoccupation en Roumanie, ou comment la Roumanie pourrait être exclue des objectifs mondiaux de l'UE. Nous tenons également à souligner que la Roumanie est un grand exportateur de miel et le principal producteur de miel de l'Union européenne. Du miel produit par les mêmes abeilles que l'interdiction des néonicotinoïdes est censée protéger. Par conséquent, nous réitérons notre requête sur la question de savoir si des autorisations d'urgence continueront à être délivrées pour ces substances pour lesquelles l'UE a déclaré qu'elle n'accorderait pas de tolérances d'importation. En conclusion, permettez-moi d'appeler à une réflexion sur les répercussions de ce type de mesure sur les producteurs européens qui, comme on peut le constater, manifestent contre elle dans différents pays de l'Union européenne et estiment que leurs intérêts ne sont pas servis. Qu'en est-il des producteurs paraguayens qui, dans les conditions du marché, doivent satisfaire aux mêmes prescriptions pour accéder au marché de l'un des principaux importateurs de denrées alimentaires?

2.425. La délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Concernant la PCS n° 393, le Brésil souhaite renvoyer à ses déclarations précédentes. Le Brésil souligne que les règlements relatifs aux perturbateurs endocriniens devraient être fondés sur des principes scientifiques solides et tenir compte de toutes les données disponibles. Des évaluations sérieuses doivent permettre de distinguer les substances chimiques susceptibles de causer des préjudices en raison de leur mode d'action endocrinien de celles qui ne présentent aucune menace pour la santé humaine. Une solide analyse des risques, conforme aux directives du Codex, est importante pour garantir la transparence et la prévisibilité des processus réglementaires concernant les produits phytopharmaceutiques et les LMR. Le Brésil estime que l'approche européenne visant à limiter l'utilisation des pesticides est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre ses objectifs légitimes dans le cadre de l'Accord OTC. Elle ne tient pas compte non plus des analyses de risques dans l'établissement de mesures réglementaires qui peuvent avoir de graves répercussions sur le commerce.

2.426. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite saisir cette occasion pour reprendre à son compte, une fois de plus, les préoccupations soulevées par de nombreux autres Membres au sujet du Règlement de l'Union européenne (UE) fondé sur les dangers pour les substances actives utilisées dans les produits phytopharmaceutiques et pour l'établissement de tolérances à l'importation. Conscient des conditions de culture différentes selon les régions, le Canada n'insiste pas sur une méthode de production plutôt qu'une autre et partage l'objectif de veiller à ce que les pesticides soient utilisés de manière optimale et uniquement en tant que de besoin. Afin de garantir la préservation des végétaux et de produire le moins de déchets possible, les agriculteurs doivent avoir accès à un large éventail de mécanismes efficaces et abordables de préservation des végétaux, y compris des options chimiques et biologiques. Nous disposons d'un cadre réglementaire efficace pour suivre l'utilisation sûre des substances chimiques lorsque c'est nécessaire, y compris des prescriptions claires en matière d'étiquetage. En adoptant des approches intégrées de la gestion des parasites, nous aidons les agriculteurs à procéder à leur propre évaluation de ce dont ils ont besoin en fonction des conditions de culture, de la demande du marché et d'autres facteurs. Des exigences réglementaires strictes, comprenant des évaluations scientifiques et des programmes de surveillance, sont en place pour garantir la santé et la sécurité des consommateurs.



lorsque ceux-ci risquent être affectés par des résidus de pesticides, ainsi que la préservation de l'environnement.

2.427. Nous encourageons l'UE à adopter une approche qui ne limite pas de manière non nécessaire la disponibilité des outils de protection des cultures pour les agriculteurs. Les décisions réglementaires fondées sur des évaluations des dangers et des risques pour toutes les substances actives sont le meilleur moyen de garantir la sécurité des consommateurs le juste équilibre entre la sécurité des agriculteurs tout en soutenant la sécurité alimentaire et la réduction des déchets. Ceci est plus que jamais important à la lumière des perturbations actuelles de la chaîne d'approvisionnement internationale et des préoccupations en matière de sécurité alimentaire résultant de l'invasion russe de l'Ukraine, qui menace les revenus des agriculteurs et le bien-être des populations, en particulier dans les pays en développement et les pays les moins avancés. L'UE a déclaré qu'elle modifierait la manière dont les tolérances à l'importation sont établies dans le contexte de ses objectifs politiques actuels, y compris les critères d'exclusion fondés sur les dangers et d'autres considérations (non spécifiées). Les agriculteurs et exportateurs canadiens ne sont toujours pas convaincus de la faisabilité pratique, de la viabilité commerciale et de la conformité avec les obligations internationales de l'approche proposée par l'UE pour établir des tolérances à l'importation lorsqu'un produit phytopharmaceutique remplit les critères "d'exclusion" fondés sur les dangers. En outre, l'UE a indiqué qu'elle entend tenir compte des facteurs environnementaux dans l'établissement des limites maximales de résidus, ce qui, selon toute vraisemblance, s'appliquera aussi aux tolérances à l'importation. Le Canada souhaiterait avoir des renseignements supplémentaires sur cette approche: qui déterminera les facteurs environnementaux à prendre en considération, et comment seront-ils scientifiquement justifiés dans l'évaluation des risques alimentaires?

2.428. Enfin, le Canada demande de nouveau que l'UE envisage de maintenir les LMR pour les substances qui ne présentent pas de risques alimentaires inacceptables et que les tolérances à l'importation ne soient accordées que sur le seul fondement des risques alimentaires. Nous sommes conscients qu'une évaluation des risques alimentaires dans le cadre du processus de réautorisation sera probablement nécessaire, quels que soient les résultats de l'examen des dangers. Nous espérons que le dialogue avec l'UE se poursuivra sur cette question. Nous invitons également l'UE à faire part de tout renseignement pertinent sur les changements réglementaires ou politiques à venir pour faire en sorte que les obstacles non nécessaires au commerce soient réduits au minimum et que les mesures soient conformes aux obligations commerciales internationales.

2.429. La délégation du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation remercie l'Australie et les autres Membres qui ont demandé l'inscription de cette préoccupation commerciale spécifique à l'ordre du jour du Comité. Le Chili réitère sa position exprimée lors des réunions précédentes sur l'importance d'adopter une approche scientifique et fondée sur les risques pour réglementer les produits phytopharmaceutiques plutôt que de tenir compte uniquement de la dangerosité d'un produit agrochimique.

2.430. La délégation de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie partage une fois de plus la préoccupation manifestée à l'égard de l'approche adoptée par l'UE pour recenser les substances phytopharmaceutiques et en interdire la commercialisation, ainsi qu'à l'égard des annonces visant à réduire les LMR au niveau minimum de détection pour plusieurs substances. Comme nous l'avons indiqué au cours de cette réunion et des précédentes, nous réaffirmons qu'il est nécessaire et important d'utiliser l'analyse des risques comme outil méthodologique pour la prise de décisions reposant sur les trois piliers suivants: évaluation, gestion et communication. L'approche de l'UE rend l'évaluation des risques moins pertinente, car elle place la décision d'acceptation ou d'autorisation d'utilisation des substances dans la perspective du danger, sans tenir compte des conditions d'utilisation et des scénarios de risques qui permettent de prendre des décisions fondées sur des données scientifiques. Compte tenu de ce qui précède, la Colombie estime que la proposition de l'UE doit tenir compte des éléments de preuve scientifiques, des procédés et méthodes de production, des recommandations internationales du Codex Alimentarius et des conditions écologiques et environnementales pertinentes dans les pays susceptibles d'être touchés par la mise en œuvre de la mesure, afin de ne pas créer d'obstacles techniques non nécessaires au commerce.

2.431. À cet égard, nous renvoyons à la récente notification [G/TBT/N/EU/908](#) par laquelle les LMR de la clothianidine et du thiaméthoxame ont été révisées et abaissées, à la suite du précédent non-renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché de ces substances et à l'expiration des délais de grâce. Ce cas est particulièrement préoccupant, non seulement en raison de l'utilisation



répétée de l'approche par les risques pour prendre des décisions sur des substances phytopharmaceutiques, mais aussi du fait de la mise en œuvre de critères liés aux effets de ces substances sur l'environnement pour adopter des réglementations techniques, sans s'appuyer sur des preuves scientifiques concernant les implications pour la santé humaine. Cette règle méconnaît également les normes du Codex sur ces substances et adopte un règlement fondé sur l'avis de l'EFSA, aux termes duquel aucune information provenant de parties prenantes tierces n'est prise en considération. Tout aussi inquiétante est l'application unilatérale des normes environnementales et sanitaires de l'Union européenne aux produits agricoles et agroalimentaires importés, ce qui revient à une application extraterritoriale des normes régissant les méthodes utilisées pour traiter et produire ces produits. Cette application extraterritoriale de mesures visant à protéger la santé des personnes et des animaux, à préserver les végétaux ou à protéger l'environnement, est contraire aux principes du GATT, qui prévoient que les normes ne peuvent être appliquées par un État partie que sur le territoire sur lequel il exerce sa souveraineté ou sa juridiction, et que toute exception visant à justifier des mesures restrictives peut être adoptée pour protéger des objectifs légitimes sur le territoire de l'État imposant la mesure incompatible, mais non pour protéger ses objectifs légitimes sur le territoire d'un autre État.

2.432. La délégation de l'[Uruguay](#) a communiqué la déclaration suivante. Nous nous associons aux observations formulées précédemment par les Membres et rappelons notre préoccupation commerciale et systémique liée à l'utilisation par l'Union européenne d'une approche fondée sur les dangers plutôt que sur des évaluations scientifiques complètes des risques lorsqu'elle prend des décisions en matière de réglementation concernant l'autorisation accordée pour les substances actives utilisées dans les produits phytopharmaceutiques et qu'elle établit des limites de tolérance pour les importations de substances qui relèvent des critères d'exclusion dans le Règlement n° 1107/2009. Nous réaffirmons la nécessité de fonder ces déterminations sur des preuves scientifiques concluantes, recueillies à partir d'une évaluation des risques réels, afin d'éviter que certaines de ces substances actives, qui restent des composantes importantes des systèmes de lutte contre les parasites, soient retirées malgré leur utilisation sans danger. En effet, une approche fondée sur les dangers et non sur les risques réels pourrait avoir une incidence négative et disproportionnée sur la production, tout en ne contribuant pas ou que très peu à la réalisation de l'objectif de protection de la santé publique dont il est question.

2.433. En ce qui concerne les annonces relatives à la prise en compte de l'incidence environnementale lors de l'évaluation des LMR des substances actives qui ne sont plus approuvées sur le territoire de l'Union européenne, nous prenons note de la notification [G/TBT/N/EU/908](#), présentée le 6 juillet, concernant la clothianidine et le thiaméthoxame. Nous souhaitons présenter quelques observations préliminaires et des questions de nature systémique: tout d'abord, nous sommes déconcertés par le fait que cette mesure ait été notifiée au Comité OTC et proposée à la discussion dans le cadre de ce forum, sachant que, depuis la première fois que cette préoccupation commerciale spécifique a été soulevée lors de la réunion de mars 2019 jusqu'à la dernière réunion de mars 2022, soit trois ans plus tard, l'Union européenne a déclaré que, par principe, les préoccupations relatives à l'établissement de LMR pour les pesticides et toute question spécifique liée à leur application sont des sujets à débattre devant le Comité SPS, et non devant le Comité OTC. Nous notons que, comme en témoigne la déclaration prononcée par l'Union européenne dans le cadre de cette même préoccupation commerciale spécifique lors de la réunion du 13 juillet, cette délégation semble avoir changé de position en affirmant que seules les réductions de LMR dues à des préoccupations liées à la santé humaine relèvent de la compétence du Comité SPS et qu'elles doivent être discutées dans ce contexte. L'Union européenne a précisé que certaines mesures spécifiques de réduction des LMR en raison de préoccupations environnementales de nature mondiale (comme c'est le cas des deux substances mentionnées ci-dessus) doivent être notifiées au Comité OTC, et a invité les Membres à discuter de ces questions au sein de ce seul Comité, bien qu'elle semble sous-entendre que le Comité SPS serait également informé de ces notifications.

2.434. Nos premières questions sont les suivantes: l'Union européenne pourrait-elle clarifier ce point et, en particulier, expliquer son changement apparent de position lors de la présente réunion en regard de celle qu'elle a maintenue à tout le moins depuis la réunion de ce comité en mars 2019? Avons-nous raison de croire que l'Union européenne tiendra le Comité au courant de ces modifications réglementaires, même si elle les justifie en termes d'environnement? Dans l'affirmative, par quel biais? Utilisera-t-elle une notification particulière ou d'autres moyens? L'Union européenne envisage-t-elle une réduction des LMR d'autres substances actives au motif qu'il s'agit de "préoccupations environnementales de nature mondiale"? Si tel est le cas, l'Union européenne pourrait-elle fournir une liste des substances à l'étude? L'Union européenne évalue-t-elle

actuellement la possibilité de réduire les LMR des substances actives en fonction d'autres motifs ou objectifs qui ne sont pas non plus prévus par l'Accord SPS? L'Union européenne pourrait-elle préciser quels autres motifs ou objectifs elle considère comme une justification appropriée pour réduire les LMR des substances actives?

2.435. L'Uruguay considère les LMR comme un type de mesure dont l'objectif est de protéger la santé des consommateurs contre les risques posés par l'ingestion, et estime qu'elles entrent donc dans le champ d'application de l'Accord SPS. Par conséquent, ces questions sont prises en charge par les cadres multilatéraux reconnus par cette Organisation, tels que le Codex Alimentarius. Nous avons quelques doutes quant à la base juridique, tant en vertu du droit communautaire que des règles de l'OMC, pour réduire des LMR en raison de "préoccupations environnementales de nature mondiale" ou pour d'autres raisons sans rapport avec la santé des personnes. À titre d'exemple, nous notons la définition des LMR dans l'article 3.2.d) du règlement n° 396/2005 sur les niveaux maximums de résidus de pesticides: "Une concentration maximale du résidu d'un pesticide autorisée dans ou sur des denrées alimentaires ou aliments pour animaux, fixée conformément au présent règlement sur la base des bonnes pratiques agricoles et de l'exposition la plus faible possible permettant de protéger tous les consommateurs vulnérables." L'Uruguay souhaite une fois de plus souligner qu'il est important que les mesures sanitaires et phytosanitaires adoptées ou appliquées par les Membres de l'OMC, y compris l'Union européenne, soient conformes aux objectifs énoncés au paragraphe 1 de l'annexe A de l'Accord SPS et aux autres obligations de fond qui en découlent.

2.436. En ce qui concerne l'objectif visé par ces mesures, l'Uruguay convient de l'importance de la protection de l'environnement et des pollinisateurs. Nous constatons toutefois qu'au niveau multilatéral, il semble y avoir un manque de clarté en ce qui concerne la définition des "préoccupations environnementales de nature mondiale" telles que mentionnées par l'Union européenne, et en ce qui concerne la meilleure façon d'aborder ces questions au niveau international, notamment lorsqu'il s'agit d'aspects liés au commerce international ou de domaines qui relèvent de la juridiction de pays tiers. En conséquence, l'Uruguay réitère sa volonté de coopérer avec d'autres Membres, y compris l'Union européenne, sur des mécanismes qui visent à atteindre ces objectifs en reconnaissant pleinement la capacité des autorités des pays tiers à adopter les mesures qu'elles jugent appropriées ou nécessaires pour assurer un équilibre entre l'objectif de sauvegarde de la production alimentaire et d'autres objectifs légitimes, tels que la protection de l'environnement, la protection de la santé des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux. Comme toujours, l'Uruguay continue de soutenir les travaux multilatéraux entrepris par le Codex Alimentarius en vue de l'élaboration d'une approche harmonisée, fondée sur les risques, pour le traitement des produits phytopharmaceutiques, qui permette de garantir la protection de la santé, tout en facilitant le commerce international des produits alimentaires. Dans l'intervalle, nous appelons une fois de plus l'Union européenne à écouter et à prendre en compte les préoccupations exprimées par un certain nombre de Membres, et à reconsidérer son approche réglementaire en vue d'empêcher la prolifération injustifiée des obstacles au commerce international des produits agricoles et les conséquences sociales et économiques importantes qu'elle peut avoir pour d'autres Membres, en particulier les pays en développement et les pays les moins avancés.

2.437. La délégation de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. L'Équateur soutient et approuve les points et les doutes exprimés dans les déclarations des intervenants précédents. L'Équateur reconnaît l'importance de protéger la santé des personnes et l'environnement; toutefois, nous considérons que les décisions réglementaires prises sur la base de critères fondés sur les dangers sont incompatibles avec les pratiques internationales en matière d'évaluation des risques. L'Équateur invite instamment l'Union européenne (UE) à prendre en considération les données scientifiques émanant des organismes internationaux spécialisés reconnus par l'OMC, comme le Codex Alimentarius, qui dispose de données pertinentes sur les pesticides. L'Équateur demande également à l'UE de tenir compte des recommandations du Comité des obstacles techniques au commerce relatives aux bonnes pratiques réglementaires, notamment en ce qui concerne la réalisation d'une analyse d'impact de la réglementation avant la publication de propositions réglementaires, qui examine tous les impacts sociaux, économiques, environnementaux et sanitaires possibles. Cela permettra de garantir le respect de l'obligation de ne pas être plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime, conformément à l'article 2.2 de l'Accord OTC. Enfin, l'Équateur demande une nouvelle fois à l'UE de veiller à ce que, en cas de manque d'informations scientifiques, l'EFSA ne formule pas de recommandation concernant les LMR, car les décisions relatives aux mesures réglementaires doivent être fondées sur des analyses de risques concluantes qui assurent une réelle protection de la santé et ne constituent pas un obstacle technique au commerce.

2.438. La délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. L'Argentine réitère une fois de plus sa préoccupation concernant ce sujet et insiste sur l'importance de veiller à ce que tous les Membres mettent en œuvre des mesures fondées sur des évaluations des risques, en tenant compte des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organismes de référence internationaux. Parmi ces techniques figurent les principes régissant l'établissement des LMR pour les pesticides, ainsi que les nombreuses analyses de risques que le Codex Alimentarius a conduites au fil des décennies afin de garantir la sécurité en termes de recommandations de LMR pour différentes substances et cultures. L'Argentine se joint aux autres délégations et demande une nouvelle fois à l'Union européenne de veiller à ce que la mise en œuvre de sa réglementation soit fondée sur le recours à des évaluations des risques par l'application de critères reposant sur des preuves scientifiques suffisantes, conformément aux engagements établis dans l'Accord OTC.

2.439. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne remercie les Membres de l'OMC pour leur intérêt à l'égard des travaux en cours dans l'UE afin d'identifier les perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques. L'UE rappelle que les critères scientifiques visant à identifier les perturbateurs endocriniens pour les produits phytopharmaceutiques au sens de la définition de l'OMS sont applicables depuis le 10 novembre 2018 et sont inclus dans le Règlement (UE) n° 2018/605 de la Commission.<sup>100</sup> Le Règlement est complété par une ligne directrice de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), qui fournit plus de détails sur la manière d'interpréter ces critères.<sup>101</sup>

2.440. Nous sommes conscients des préoccupations générales concernant la politique de l'UE en matière de produits phytopharmaceutiques pour ce qui est de la définition des critères scientifiques permettant d'identifier les perturbateurs endocriniens et de la mise en place de tolérances à l'importation pour des substances qui ne sont pas autorisées dans l'UE, en raison du critère dit "d'exclusion" figurant dans le Règlement (CE) n° 1107/2009<sup>102</sup> sur les produits phytopharmaceutiques. Comme expliqué précédemment, l'Union européenne a décidé de suivre les procédures définies dans le Règlement (CE) n° 396/2005 pour la gestion des demandes de tolérances à l'importation concernant les substances actives répondant à ces critères d'exclusion, qui comprennent une évaluation des risques par un État membre de l'UE et un avis scientifique de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'octroi d'une tolérance à l'importation est alors examiné conformément aux principes d'analyse des risques, au cas par cas et compte tenu de tous les éléments pertinents. Au cours de la session thématique sur les approches facilitant les échanges en matière de LMR de pesticides, en marge du Comité SPS du 22 mars 2022, l'UE a fourni un aperçu de la méthode utilisée dans l'Union pour l'évaluation des risques liés aux résidus de pesticides.<sup>103</sup> L'UE répète qu'elle est déterminée à agir en toute transparence et qu'elle tiendra les Membres dûment informés de l'évolution future.

#### **2.1.3.55 Inde – Décret de 2019 sur le contrôle de la qualité des climatiseurs et de leurs parties G/TBT/N/IND/74, G/TBT/N/IND/110 (ID 598<sup>104</sup>)**

2.441. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Lors des quatre-vingt-troisième et quatre-vingt-septième réunions du Comité OTC, la Chine a fait part de ses inquiétudes concernant le Décret relatif au contrôle de qualité des climatiseurs. À la quatre-vingt-septième réunion, l'Inde a déclaré que le Bureau indien de normalisation (BIS) rétablirait l'inspection des usines pour les fabricants étrangers et n'exigerait pas que ses agents soient placés en quarantaine ni soumis à un test RT-PCR à leur arrivée. La Chine estime que les conditions susmentionnées d'inspection des usines pour les fabricants étrangers enfreignent le principe de non-discrimination de l'OMC. De ce fait, elle souhaite soulever les préoccupations suivantes: 1.1 La Chine aimerait demander à l'Inde de fournir des renseignements supplémentaires et de préciser si la politique de prévention des épidémies aux entrées adoptée par le pays Membre où le fabricant étranger est situé constitue une condition préalable à la reprise de l'inspection des

<sup>100</sup> Règlement (UE) 2018/605 de la Commission du 19 avril 2018 modifiant l'annexe II du règlement (CE) n° 1107/2009 en établissant des critères scientifiques pour la détermination des propriétés perturbant le système endocrinien. J.O. L 101 du 20/4/2018, page 33.

<sup>101</sup> <https://doi.org/10.2903/j.efsa.2018.5311>.

<sup>102</sup> Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil. J.O. L 309 du 24/11/2009, page 1.

<sup>103</sup> [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/sps\\_f/thematicsession220322\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/thematicsession220322_f.htm).

<sup>104</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence ID 598.

usines. La Chine suggère que l'Inde, conformément à l'article 5.1.1 de l'Accord OTC, envisage de reprendre l'inspection des usines pour les fabricants étrangers afin de faire en sorte que les fabricants exerçant leur activité en Chine et dans d'autres pays Membres puissent obtenir le même accès que les fabricants indiens. 1.2 La Chine aimerait proposer un nouveau report de la date d'entrée en vigueur du Décret sur le contrôle de la qualité des climatiseurs, en raison de la pandémie. 1.3 Nous estimons, cependant, que l'Inde devrait mettre en place des mesures de substitution pendant la crise sanitaire, telles que l'exemption temporaire des audits d'usines pour une période limitée, ou l'audit virtuel, ou aussi la réalisation d'audits par l'intermédiaire d'agences tierces, afin de résoudre les difficultés de l'inspection physique résultant des restrictions des voyages internationaux.

2.442. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Le Décret sur le contrôle de la qualité n° 41/2015-2020 du 15 décembre 2020 était nécessaire à l'application de normes destinées à réduire les risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux et la préservation des végétaux. Il est également compatible avec l'engagement pris par l'Inde dans le cadre du Protocole de Montréal. En outre, conformément aux règles de 2014 portant modification du Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone (réglementation et contrôle), l'importation de climatiseurs contenant des substances du groupe VI (HCFC) est interdite depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015. Pour l'heure, la mise en œuvre du Décret sur le contrôle de la qualité des climatiseurs a été reportée d'une année et est désormais fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Actuellement, aucune disposition du Règlement du BIS (évaluation de la conformité) de 2018 ne prévoit la réalisation d'audits sous forme virtuelle en tant que solution de remplacement pour les activités d'évaluation de la conformité. Les inspections à l'étranger ont été suspendues en raison des restrictions imposées sur les voyages internationaux. Avec l'assouplissement des restrictions liées à la COVID, le BIS a commencé à effectuer des inspections pour lesquelles il a reçu la confirmation des déplacements des agents entièrement vaccinés. Le BIS a désigné des agents, et les requérants sont invités à verser les frais d'inspection afin que les inspections puissent avoir lieu. Dès réception des frais, celles-ci sont programmées. L'inspection préliminaire de plus de cent demandes a déjà été effectuée. Toutefois, dans certains cas, l'inspection est retardée en raison de problèmes liés à la délivrance du visa. En outre, les laboratoires agréés par le BIS disposent de capacités suffisantes pour réaliser des essais sur les climatiseurs individuels. Le Bureau indien de normalisation, dans le cadre de son programme d'accréditation des laboratoires (LRS), octroie un agrément aux laboratoires afin qu'ils procèdent aux essais des produits conformément aux normes indiennes pertinentes. L'article 12 du Système de reconnaissance des laboratoires du BIS porte sur la reconnaissance des laboratoires étrangers. Le BIS prend toute décision d'accréditation de laboratoires étrangers en tenant compte des ARM (Accords de reconnaissance mutuelle) avec les pays concernés.

#### **2.1.3.56 Union européenne – Prescriptions relatives à l'étiquetage du vin – liste des importateurs pour diverses destinations (ID 659<sup>105</sup>)**

2.443. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reconnaît que l'UE est en droit de prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et la sécurité des personnes, et de veiller à ce que le vin soit étiqueté d'une manière qui n'induisse pas les consommateurs en erreur. L'Australie remercie l'UE pour son implication jusqu'à présent dans ce comité et pour la clarté avec laquelle elle a abordé les prescriptions en matière d'étiquetage du vin. Cette question demeure une préoccupation constante et un obstacle pour l'industrie vinicole australienne, et nous notons que la Commission mixte de gestion de l'Accord entre l'UE et l'Australie sur le commerce du vin constitue également un forum important où nous pouvons discuter davantage de cette question au niveau bilatéral. La poursuite de ce dialogue avec l'UE est bienvenue alors que nous continuons à travailler sur cette question afin de garantir une issue mutuellement satisfaisante.

2.444. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Comme expliqué aux précédentes réunions du Comité OTC, la mention de l'"importateur" est une indication obligatoire pour le vin importé dans l'UE conformément au Règlement (UE) n° 1308/2013<sup>106</sup> portant organisation commune des marchés des produits

<sup>105</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 659](#).

<sup>106</sup> Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, J.O. L 347, 20/12/2013, page 671.

agricoles, et au Règlement délégué (UE) n° 2019/33.<sup>107</sup> L'importateur est une personne physique ou morale ou un groupement de ces personnes établi dans l'UE, qui assume la responsabilité de la mise en circulation des marchandises non-Union au sens de l'article 5, paragraphe 24, du Règlement (UE) n° 952/2013<sup>108</sup> sur le Code des douanes de l'Union. Toute autre indication sur l'étiquette mentionnant l'entité qui a fait venir le vin dans un autre pays tiers avant l'importation dans l'Union ne pourrait être acceptable qu'en tant qu'indication facultative, pour autant qu'elle ne soit pas associée aux mots "importateur" ou "importé par (...)" et n'induisse pas les consommateurs en erreur au sujet de l'exploitant du secteur alimentaire (à savoir la personne prenant la responsabilité de mettre le vin en circulation dans l'UE). L'UE réaffirme qu'il n'est pas possible de recenser les "importateurs" pour des destinations multiples sur la même étiquette de bouteille de vin.

#### **2.1.3.57 Indonésie – Contingents d'importation et prescriptions concernant la certification relative aux normes nationales indonésiennes (ID 728<sup>109</sup>)**

2.445. La délégation de la Chine a formulé la déclaration suivante: 1. Il est suggéré que l'Indonésie notifie à l'OMC les modifications des mesures pertinentes en temps voulu, en ménageant aux autres Membres un délai de 60 jours pour la présentation d'observations et en tenant compte des observations des Membres. 2. Il est proposé d'annuler les restrictions selon lesquelles un auditeur ne peut procéder, à chaque fois, qu'à la vérification d'une seule catégorie de produits par usine, et seules des entités indonésiennes emploient des citoyens indonésiens et des citoyens résidant en Indonésie pour exercer des activités de certification. 3. Il est suggéré que l'Indonésie rétablisse l'inspection à distance ou autorise des organismes tiers d'essai et de certification à effectuer des évaluations. En outre, la Chine souhaite suggérer que l'Indonésie augmente le nombre d'organismes d'accréditation et de laboratoires d'essai SNI en dehors de son territoire.

2.446. En réponse, la délégation de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante: L'Indonésie remercie la Chine de l'intérêt qu'elle porte aux contingents d'importation et aux prescriptions en matière de certification SNI de l'Indonésie. L'Indonésie souhaite se référer à sa dernière déclaration faite à la réunion du Comité OTC de mars 2022 indiquant que tous les processus de certification pour les SNI obligatoires dans le secteur industriel sont effectués conformément aux dispositions énoncées dans le règlement ministériel correspondant. Tous les règlements techniques fondés sur des SNI ont été notifiés au Comité OTC et les Membres disposent d'un délai de 60 jours pour formuler des observations. L'Indonésie accepte les résultats d'essais menés par les laboratoires d'essais étrangers accrédités dans le cadre de l'arrangement de l'ILAC sous réserve de la disponibilité d'accords de réglementation techniques entre l'Indonésie et ses pays partenaires.

#### **2.1.3.58 Inde – Politique d'importation des climatiseurs contenant des fluides frigorigènes (ID 748<sup>110</sup>)**

2.447. La délégation de la Thaïlande a communiqué la déclaration suivante: La Thaïlande remercie l'Inde pour la déclaration qu'elle a faite à la quatre-vingt-sixième réunion du Comité OTC au sujet de notre préoccupation concernant l'interdiction d'importer des climatiseurs contenant les fluides frigorigènes. Toutefois, la Thaïlande aimerait demander à l'Inde 1) de fournir la preuve que la Notification n° 41/2015 du 15 octobre 2020, émise par le Ministère du commerce est conforme aux dispositions du Protocole de Montréal; 2) de préciser les types de frigorigènes dont l'importation est interdite dans le pays; 3) de fournir la preuve que la réglementation interdisant la production et l'utilisation de fluides frigorigènes était appliquée dans le pays avant de s'appliquer à l'importation de fluides frigorigènes d'autres provenances; 4) d'élaborer un plan visant à mettre fin à la production de climatiseurs contenant les fluides frigorigènes interdits dans le pays; et 5) de notifier la mesure au Comité OTC de l'OMC. La Thaïlande remercie par avance l'Inde de tenir compte de ses

<sup>107</sup> Règlement délégué (UE) 2019/33 de la Commission du 17 octobre 2018 complétant le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les demandes de protection des appellations d'origine, des indications géographiques et des mentions traditionnelles dans le secteur vitivinicole, la procédure d'opposition, les restrictions d'utilisation, les modifications du cahier des charges, l'annulation de la protection, l'étiquetage et la présentation, J.O. L 9, 11/01/2019, page 2.

<sup>108</sup> Règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2013 établissant le Code des douanes de l'Union, J.O. L 269, 10/10/2013, page 1.

<sup>109</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 728](#).

<sup>110</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 748](#).

préoccupations et d'appliquer la mesure de façon moins restrictive en respectant les principes de non-discrimination afin d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce.

2.448. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante: L'Inde souhaite remercier la Thaïlande de sa déclaration et de son intérêt pour cette question, ainsi que pour le dialogue bilatéral qui s'est tenu précédemment. La mesure en question était nécessaire à l'application de normes afin de réduire les risques pour la vie et la santé humaines et animales et pour la préservation des végétaux. Il est également compatible avec l'engagement pris par l'Inde dans le cadre du Protocole de Montréal. En outre, conformément aux règles de 2014 portant modification du Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone (réglementation et contrôle), l'importation de climatiseurs contenant des substances du groupe VI (hydrofluorocarbures) est interdite depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

#### **2.1.3.59 République de Corée – Règlement sur le soutien de la production de modules solaires à faibles émissions de carbone (ID 744<sup>111</sup>)**

2.449. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante: 1. La République de Corée n'a pas reconnu le rapport d'analyse du cycle de vie (ACV) présenté par les entreprises chinoises conformément à la norme ISO 14040, alors que le rapport fondé sur la même méthode de calcul a été reconnu par les États membres de l'UE. La Chine espère que la partie coréenne pourra expliquer clairement ses critères d'application concernant l'examen du rapport d'ACV. Avant de formuler/publier les critères d'application de l'examen du rapport d'ACV, les rapports présentés doivent être examinés conformément aux normes ISO et à d'autres normes internationales, et le processus et les exigences de l'examen des rapports doivent être rendus publics. 2. La partie coréenne devrait publier la liste des établissements tiers qualifiés pour la certification, afin que les entreprises puissent en choisir un. 3. Le délai d'examen du rapport doit tenir compte des pratiques des autres Membres, à savoir que l'approbation doit être finalisée dans les 30 jours qui suivent l'acceptation, afin d'améliorer l'efficacité. 4. Trop de données relevant du secret commercial et de renseignements sensibles pour la branche de production sont présentées, ce qui est à la fois non nécessaire et déraisonnable; la partie coréenne devrait fixer raisonnablement le champ des données à communiquer conformément à la pratique internationale.

2.450. En réponse, la délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante: 1. Le processus d'examen du rapport d'ACV et les normes de vérification sont publiés sur le site Web par l'entremise de la réglementation des entreprises et des lignes directrices en matière de vérification connexes de l'Agence coréenne de l'énergie (KEA). Étant donné qu'il n'existe pas de normes ou de lignes directrices internationales pour évaluer les émissions de carbone des modules solaires, les règlements pertinents de l'Agence coréenne de l'énergie servent de base au processus d'examen du rapport. 2. La Corée ne publie pas de liste des établissements tiers qualifiés pour la certification, car cela pourrait limiter la participation d'autres fournisseurs de services de certification ACV et la liberté de choix des entreprises. Il est par ailleurs impossible de comprendre pleinement le statut des fournisseurs de services de certification ACV au niveau mondial ainsi que leur expertise. Par conséquent, seules les personnes ayant de l'expérience dans la mise en œuvre des ACV sont considérées comme des fournisseurs de services qualifiés. De plus, pour assurer l'équité du processus d'évaluation, les fournisseurs de services d'ACV choisis doivent présenter une confirmation de leur indépendance, de leur transparence et de leur conformité. 3. Il n'existe pas de règles ou de règlements concernant la période d'examen du rapport d'ACV. Cependant, le processus d'examen commence dès qu'un rapport est soumis afin de garantir la rapidité du processus. Pour accélérer le processus d'examen, les documents et données demandés doivent être soumis rapidement. Une fois que la Commission de délibération sur les questions douanières et tarifaires accorde son approbation finale, les entreprises recevront leur certification dans un délai d'au moins une semaine. 4. La Corée ne demande que des renseignements essentiels pour évaluer les émissions de gaz à effet de serre, et n'exige aucun document sensible pour le commerce ou l'entreprise. Les informations sur la consommation d'électricité pendant la période de fabrication des modules solaires ainsi que les méthodes de calcul des émissions doivent être soumises car elles sont essentielles pour évaluer les émissions de carbone. Il est donc impossible de garantir la fiabilité d'un rapport et d'évaluer les émissions de gaz à effet de serre sans divulguer ces informations essentielles.

<sup>111</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 744](#).



**2.1.3.60 Union européenne – Règlement (UE) 2022/30 relatif à la protection du réseau, aux sauvegardes pour la protection des données personnelles et de la vie privée et à la protection contre la fraude [G/TBT/N/EU/823](#) (ID 743)<sup>112</sup>**

2.451. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante: Le Règlement n° 2022/30 de l'UE est un règlement-cadre qui ne précise que la gamme des produits visés. Il ne donne pas de description détaillée des normes d'essai ou des procédures d'évaluation de la conformité. Les fabricants ne sont pas en mesure d'évaluer la conformité réglementaire d'un produit et de comprendre précisément l'impact réel sur le produit des normes d'essai et de l'évaluation de la conformité, ce qui influencera largement le plan de conception ultérieur du produit. Étant donné que le Règlement couvre une si grande variété de types de produits, il a des répercussions importantes et complexes. Après la publication de la norme, les fabricants auront besoin d'au moins 12 mois pour reconcevoir (s'il y a lieu), procéder à l'évaluation de la conformité et préparer tous les documents pertinents requis par la réglementation. 1. La Chine propose que l'UE publie dès que possible les normes d'essai et les documents d'orientation relatifs à l'évaluation de la conformité, ou au moins un calendrier de publication, afin que les fabricants puissent effectuer à l'avance l'analyse de la conformité réglementaire des produits et modifier la conception des produits à temps pour répondre aux exigences réglementaires. Par ailleurs, la Chine espère que les entreprises pourront participer au processus législatif.

2.452. 2. Il est recommandé de publier des directives pertinentes dès que possible afin de permettre aux entreprises de se préparer à l'avance à la mise en conformité. Veuillez préciser les types d'équipements conformes aux dispositions du paragraphe 3, points d), e) et f), des directives. Par exemple, s'agissant des casques Bluetooth, des enceintes Bluetooth, des rideaux intelligents, des ampoules intelligentes et d'autres produits qui ne sont pas dotés d'une fonction permettant de se connecter directement à Internet, qui se connectent seulement au moyen de modules Bluetooth ou d'applications mobiles, ce qui relève de la mise en réseau indirecte. Ces appareils doivent-ils satisfaire aux prescriptions énoncées à l'article 3, paragraphe 3, points d), e) et f)? 3. Nous avons noté qu'il existait une liste détaillée des organismes notifiés au titre de la Directive relative aux équipements radioélectriques sur le site Web officiel de l'UE. Dans le cadre de la mise en application des points d), e) et f) de l'article 3 de la Directive, nous suggérons que l'UE réévalue l'Organisme notifié compétent aux fins des nouvelles exigences de la Directive, qu'elle lui délègue les pouvoirs correspondants et qu'elle diffuse les renseignements pertinents dès que possible. En outre, le Règlement prévoit seulement une période de transition de 30 mois et nous vous demandons donc de réaliser une étude de marché plus approfondie afin de garantir les ressources en matière de certification.

2.453. 4. Loi sur la cyberrésilience proposée en septembre 2021. L'UE indique que la Loi sur la cyberrésilience complètera le cadre législatif existant de l'Union, y compris la Directive sur la sécurité des réseaux et de l'information et la Loi sur la cybersécurité. Veuillez préciser le lien entre la Loi sur la cyberrésilience et le Règlement d'exécution (UE) 2020/30. 5. Nous croyons savoir que le système 5G de l'UE compatible avec le Règlement (UE) 2019/881 est en cours de préparation. Or, dans le Règlement d'exécution (UE) 2020/30, les stations de base 5G sont assujetties au paragraphe 3. 3 d) des prescriptions en matière de sécurité du réseau de la Directive sur la sécurité des réseaux et de l'information. Veuillez fournir des précisions sur les règles de sécurité du réseau des stations de base 5G et éviter la duplication et les conflits de résultats de certification.

2.454. En réponse, la délégation de l'Union européenne a fourni la déclaration suivante: Ce Règlement délégué de la Commission a été notifié le 23 juillet 2021, sous la cote [G/TBT/N/EU/823](#), et était assorti d'un délai pour la présentation d'observations de 60 jours. La Chine a communiqué ses observations le 18 septembre 2021, et l'UE y a répondu le 4 novembre 2021. Dans ses observations, la Chine a soulevé plusieurs questions, dont celle consistant à recommander la prolongation de 30 mois de la période de transition. À cet égard, l'UE a indiqué dans sa réponse que la période de transition proposée était le fruit d'un équilibre entre différents intérêts et préoccupations en jeu. D'un côté, l'intérêt général exige de renforcer rapidement le niveau de protection offert par certains équipements radioélectriques placés sur le marché de l'UE. D'un autre côté, les parties prenantes ont besoin de temps pour s'adapter. La Chine a aussi recommandé à l'UE d'envisager la possibilité de classer les produits en fonction des risques qu'ils présentent, ce à quoi l'UE a répondu que la mesure rendait applicables certaines des prescriptions essentielles énoncées au point 3) de l'article 3 de la Directive 2014/53/UE à certaines catégories ou classes d'équipements

<sup>112</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 743](#).

radioélectriques. Le choix des catégories ou classes spécifiques d'équipements radioélectriques devant être couvertes avait été guidé par l'existence de risques particuliers associés à ces types d'équipements. Les organisations européennes de normalisation devront également conduire une analyse des risques pendant le processus d'élaboration des normes concernées. Le Règlement délégué 2022/30 de la Commission a été adopté le 29 octobre 2021.

### **2.1.3.61 Inde – Ordonnance de 2019 sur les modèles et fabricants agréés de modules solaires photovoltaïques (ID 742<sup>113</sup>)**

2.455. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante: 1. L'ordonnance indienne de 2019 FN° 283/54/2018-GRID SOLAR "sur les modèles et fabricants agréés de modules solaires photovoltaïques" établit une distinction entre les fabricants de produits importés et nationaux, et les usines et produits importés subissent un traitement défavorable. Les entreprises étrangères sont défavorisées en ce qui concerne les délais d'examen et de présentation des observations. Elles se trouvent dans une situation de concurrence moins favorable, alors que les fabricants indiens ont des avantages et sont protégés. Ce n'est pas compatible avec le principe du traitement national au titre du GATT et des articles 2.1, 5.1 et 5.2 de l'Accord OTC. La Chine suggère que le Ministère indien des énergies nouvelles et renouvelables (MNRE) et l'Institut national de l'énergie solaire (NISE) ajustent les mesures, et traitent les entreprises indiennes et étrangères sur un pied d'égalité, mais aussi qu'ils publient le processus et les délais de l'audit afin d'améliorer l'efficacité de la certification.

2.456. 2. Dans les documents et le processus de contrôle sur place du NISE, les normes et règles relatives au processus de certification ne sont pas claires, il manque des lignes directrices pour les fabricants, le processus de demande d'audit au titre de l'ordonnance de 2019 ne prévoit aucun mécanisme efficace de présentation d'observations et de communication. C'est contraire au principe de transparence du GATT et de l'article 5.1, 5.2 et 5.6 de l'Accord OTC. Il convient de publier des normes de certification claires ainsi qu'un processus d'audit. 3. Après que les entreprises chinoises ont dû acquitter des frais élevés de contrôle et de demande d'audit au titre de l'ordonnance de 2019, les inspections et audits sur place ont été reportés en raison de la pandémie de COVID-19. Étant donné la persistance de l'épidémie mondiale et les restrictions de voyage à prévoir, il n'est évidemment pas possible de conduire des inspections sur place des fabricants étrangers. Il convient d'envisager des solutions alternatives, par exemple en confiant à un organisme chinois de certification la conduite des inspections sur place, à l'appui de la nécessaire inspection vidéo à distance. En outre, nous demandons à la partie indienne de reporter la mise en œuvre de l'ordonnance de 2019 jusqu'à huit mois après l'achèvement de l'inspection sur place.

2.457. 4. Les redevances exigées pour la certification ALMM sont déraisonnables. À l'heure actuelle, elles sont évaluées et fixées en fonction de la capacité totale de production du fabricant, qui est nettement plus élevée que le contingent réel de la capacité de production pouvant être exporté vers le marché indien. Cette mesure est donc contraire à l'obligation de limiter les redevances prévues au a) de l'article 8.1 du GATT, et de ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce en vertu de l'Accord OTC. Il est recommandé que la partie indienne respecte l'accord et fixe une norme de prix raisonnable. 5. Quant à la nécessité du libellé de l'ordonnance (ordonnance de 2019 sur les modèles et fabricants agréés de modules solaires photovoltaïques, ALMM, prescriptions relatives à l'enregistrement obligatoire), l'obligation d'une certification par le BIS peut *de facto* pleinement remplir l'objectif d'assurer la qualité des modules photovoltaïques, et la liste de certification supplémentaire de l'ALMM n'est pas nécessaire, est astreignante et devient un obstacle au commerce. L'ordonnance ALMM de 2019 restreint le commerce sans pour autant apporter une quelconque contribution à la réalisation d'objectifs légitimes, et elle est contraire à l'article 2.2 de l'Accord OTC. La Chine suggère à l'Inde de retirer l'ordonnance ALMM.

2.458. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante: 1. Le gouvernement indien, en vertu de l'Ordonnance F.N° .283/54/2018-GRID SOLAR de 2019 "sur les modèles et fabricants agréés de modules solaires photovoltaïques", prévoit l'enregistrement des modèles et des fabricants admissibles de cellules et de modules solaires photovoltaïques conformes aux normes BIS et les publie dans une liste appelée "Liste approuvée de modèles et de fabricants de modules solaires photovoltaïques" (liste ALMM). Le processus d'enregistrement et les conditions prescrites sont uniformes indépendamment de la nationalité du fabricant. Autrement dit, aucune distinction n'est faite entre les producteurs nationaux et les producteurs étrangers. Il n'existe pas de dispositions distinctes pour les producteurs nationaux et les producteurs étrangers pour ce qui

<sup>113</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 742](#).

est du réexamen et du délai d'information. Il peut y avoir des retards en ce qui concerne les producteurs étrangers en raison de problèmes logistiques, mais ils ne peuvent pas être considérés comme discriminatoires ou déraisonnables. L'Inde demande à la Chine de fournir plus de détails à cet égard. L'Inde examinera les renseignements et communiquera sa réponse.

2.459. 2. L'Inde a publié l'Ordonnance ALMM, les lignes directrices, les modes de présentation des demandes et les FAQ nécessaires sur son site Web.<sup>114</sup> L'ordonnance et les règlements relatifs aux ALMM sont transparents et exposent clairement le processus et les exigences en matière de documents requis aux fins de l'enregistrement dans la liste ALMM. Toutefois, toute suggestion visant à améliorer encore la norme et le processus de certification est la bienvenue et sera examinée sans *a priori*. 3. Les visites d'inspection à l'étranger sont en suspens en raison des restrictions imposées aux voyages internationaux durant la pandémie de COVID-19 en cours. À mesure que la situation liée à la COVID-19 s'améliore et que les restrictions sont assouplies, le NISE planifiera des inspections. Ni l'ordonnance ni les règlements ALMM ne prévoient l'évaluation à distance ou tout autre mode d'inspection. 4. En vertu de l'ordonnance et des directives ALMM, une redevance forfaitaire a été prescrite pour toutes les entités qui souhaitent s'inscrire dans le cadre du système ALMM. Le règlement stipule ce qui suit:

2.460. L'enregistrement d'un modèle de module/cellule est soumis au paiement d'une redevance de 5 000 Rs par MW de capacité totale de fabrication installée pour les modules photovoltaïques solaires et de 5 000 Rs par MW de capacité totale de fabrication installée pour les cellules photovoltaïques solaires du requérant. Toutefois, afin de faciliter davantage la tâche des petits fabricants, pour les fabricants de modules photovoltaïques ayant une capacité totale de fabrication installée inférieure ou égale à 50 MW, cette redevance est de 2 500 Rs par MW de capacité totale de fabrication installée pour les modules photovoltaïques solaires du requérant. Le terme "modèle", tel que mentionné au point 3.1 ci-dessus, fait référence à des modules/cellules de même puissance nominale. Tous les modules/cellules du requérant approuvés par le BIS et ayant la puissance nominale de sortie sont traités comme un seul modèle. Si la demande porte sur plusieurs modèles, les frais d'enregistrement seront les mêmes que ceux indiqués au point 3.1 ci-dessus pour un modèle et 1% de plus pour chaque modèle supplémentaire. La redevance a été déterminée sur la base de la capacité de production totale installée étant donné que l'ALMM vise le fabricant et la capacité totale et non la production réelle ou le contingent d'exportation. Il est également important de noter que cette redevance et les autres frais encourus sont identiques, quelle que soit la nationalité du producteur – qu'il s'agisse de producteurs indiens ou étrangers. L'article VIII 1. a) du GATT de 1947 dispose ce qui suit: "Toutes les redevances et impositions de quelque nature qu'elles soient, autres que les droits à l'importation et à l'exportation et les taxes qui relèvent de l'article III, perçues par les parties contractantes à l'importation ou à l'exportation ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, seront limitées au coût approximatif des services rendus et ne devront pas constituer une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation ou à l'exportation." Comme il est indiqué plus haut, la redevance relative à l'enregistrement perçue au titre de la réglementation ALMM est proportionnelle aux services fournis et reste la même, quelle que soit la nationalité du producteur. Par conséquent, cette redevance ne peut pas être considérée comme une protection indirecte des produits nationaux ou comme des frais supplémentaires imposés uniquement sur les importations. L'Inde considère donc que la redevance perçue dans le cadre des règles ALMM est compatible avec l'article VIII 1. a) du GATT de 1947 et qu'il est peu probable que cette redevance impose une charge ou des restrictions déraisonnables au commerce international.

2.461. 5. Les prescriptions de certification du BIS concernent le contrôle de la qualité des cellules et modules solaires. L'ordonnance ALMM prévoit l'enregistrement des modèles et des fabricants admissibles de cellules photovoltaïques solaires et de modules conformes aux normes du BIS. Si la certification du BIS a pour but d'assurer le maintien de la qualité du produit en tant que tel, la certification ALMM vise à enregistrer des modèles et des fabricants remplissant les critères nécessaires pour produire les cellules et modules. L'ALMM vise donc à garantir la fiabilité des fabricants des modèles enregistrés. Ainsi, les prescriptions en matière de certification de l'ALMM et du BIS sont des prescriptions raisonnables dans l'intérêt public général, visant à garantir la qualité du produit et assurer la fiabilité du fabricant. L'ALMM couvre cet aspect afin de garantir la protection des intérêts des consommateurs et assurer la sécurité énergétique du pays, ce que ne fait pas le BIS.

---

<sup>114</sup> <https://mnre.gov.in/solar/manufacturersand-quality-control>.

**2.1.3.62 Union européenne – Décision d'exécution (UE) 2017/1357 de la Commission relative à la publication avec restriction de la référence de la norme EN 60335-2-9-2003, modifiée en dernier lieu par A13:2010 (ID 741<sup>115</sup>)**

2.462. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante: À l'heure actuelle, les prescriptions en matière de sécurité applicables aux friteuses à air chaud figurent dans la norme EN 60335-2-9-2003, modifiée en dernier lieu par A13:2010. Toutefois, la Commission européenne a restreint certaines dispositions de la norme EN 60335-2-9-2003, modifiée en dernier lieu par A13:2010, dans sa Décision d'exécution (UE) 2017/1357, qui souligne que la disposition prévoyant une "exemption de l'essai d'élévation de la température de surface pour les surfaces situées à moins de 25 mm du bord du couvercle et de la sortie d'air" n'est pas conforme au paragraphe 1 c) de l'appendice I du paragraphe 1 c) de l'annexe I de la Directive 2014/35/UE. La friteuse à air est un type d'appareil électrodomestique mobile qui repose sur la convection d'air chaud et exige une circulation interne et externe pour chauffer la nourriture, selon un principe fondamentalement différent de celui d'un four conventionnel. De plus, l'Allemagne, l'un des initiateurs de la Décision d'exécution (UE) 2017/1357 de la Commission, sépare également les prescriptions de sécurité applicables à la gamme des friteuses à air dans le manuel d'instructions relatif à la mise en œuvre de la Directive de la Commission électrotechnique européenne (CEE) et exempte les friteuses à air des essais d'élévation de la température de surface pour les surfaces situées à moins de 25 mm du bord du couvercle et de la sortie d'air. Si l'UE ne peut faire de distinction s'agissant des prescriptions relatives aux friteuses à air, la plupart des friteuses à air sur le marché ne pourraient pas satisfaire à ses prescriptions en matière d'accès aux marchés, ce qui signifierait que la norme harmonisée est inexécutable. La Chine suggère que l'UE réévalue la Décision d'exécution (UE) 2017/1357 et exempte les friteuses à air de l'exigence relative aux essais d'élévation de la température de surface pour les surfaces situées à moins de 25 mm de l'ouverture de ventilation. La Chine suggère que l'UE réexamine la classification des produits en fonction du fonctionnement des friteuses à air et qu'elle élabore des prescriptions en matière de sécurité et des normes d'essai qui soient compatibles avec ce fonctionnement. Étant donné que l'UE envisage également d'améliorer la norme EN 60335-2-9-2003 modifiée par A13-2010, la Chine est disposée à avoir des échanges techniques et à coopérer avec l'UE sur les exigences et les normes d'essai relatives à la classification des friteuses à air.

2.463. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante: Nous remercions la délégation de la Chine pour son intérêt concernant la Décision d'exécution (UE) 2017/1357 de la Commission du 19 juillet 2017 relative à la publication avec restriction de la référence de la norme EN 60335-2-9-2003 "Appareils électrodomestiques et analogues – Sécurité – Partie 2-9: Règles particulières pour les grils, grille-pain et appareils de cuisson mobiles analogues", modifiée en dernier lieu par A 13-2010. La Décision d'exécution de la Commission fait suite à l'objection formelle de l'Allemagne, en juin 2014, et à celle de la Norvège en juillet 2014. Dans leurs objections formelles, l'Allemagne et la Norvège ont fait valoir que la section 11 "Échauffements" de la norme contient des dispositions insuffisantes concernant les limites de température applicables aux surfaces non fonctionnelles accessibles. La norme prévoit notamment plusieurs exceptions aux limites de température qui, en fonction de la taille, de la conception ou de la surface concernée de l'appareil, autorisent le fabricant à doubler ou à ne pas appliquer les valeurs limites de température, et exigent tout au plus une note ou une étiquette d'avertissement. À cet égard, la section 7.1 de la norme n'exige l'apposition de cet avertissement que sur la surface présentant la température la plus élevée parmi les parties dépassant les valeurs limites. La couleur utilisée peut différer des couleurs d'avertissement internationales, ce qui risque d'induire les utilisateurs en erreur. En outre, en raison de l'ambiguïté des exigences prévues par la norme, cette dernière peut être interprétée comme permettant de ne pas mesurer les hausses de température de certaines parties d'un produit donné, ce qui peut conduire à méconnaître ou à doubler les valeurs limites de températures prévues par la norme pour l'ensemble du produit.

2.464. En conséquence, le risque de brûlure pour les personnes et les animaux domestiques subsiste et la norme, selon sa forme actuelle, ne devrait pas conférer une présomption de conformité à la directive 2014/35/UE. Après examen de la norme EN 60335-2-9:2003 modifiée en dernier lieu par A13:2010 au sein du groupe de travail "Directive basse tension", réunissant des experts du secteur ainsi que les États membres et les parties prenantes, la Commission européenne, avec la majorité des experts des États membres, a accepté les arguments présentés par l'Allemagne et la Norvège. Il a donc été conclu que la norme ne satisfaisait pas aux objectifs de sécurité énoncés à

<sup>115</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 741](#).

l'annexe I, point 1 c), de la directive 2014/35/UE, en liaison avec le point 2 b) de ladite annexe. Compte tenu des aspects relatifs à la sécurité qui doivent être améliorés et dans l'attente d'une révision en bonne et due forme de la norme, la Décision d'exécution de la Commission prévoit la restriction pertinente dans son annexe 1, à savoir que les parties visées par la restriction ne donnent pas lieu à une présomption de conformité. Depuis la présentation de l'objection formelle et la publication de la norme EN 60335-2-9, assortie de sa restriction, la Commission n'a cessé de s'efforcer, avec les parties prenantes et les organismes européens de normalisation, d'aboutir à une nouvelle version de la norme qui remplirait les objectifs de la directive "Basse tension" 2014/35/UE. L'UE tient à souligner que la norme concernée répond à la définition d'une norme telle qu'elle figure au point 2 de l'annexe 1 de l'Accord OTC, à savoir qu'il s'agit d'un "Document approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des lignes directrices ou des caractéristiques pour des produits ou des procédés et des méthodes de production connexes, dont le respect n'est pas obligatoire". L'UE remercie la délégation de la Chine pour sa volonté d'avoir des échanges techniques. Elle se dit prête à coopérer davantage à cet égard.

### **2.1.3.63 États-Unis – Loi de 2021 sur la sécurité des équipements (ID 737<sup>116</sup>)**

2.465. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante: Conformément à la Loi, la Commission fédérale des communications interdit toute autorisation concernant les équipements de radiocommunication qui présentent un risque pour la sécurité nationale des États-Unis. Sans preuve concrète, les États-Unis restreignent l'autorisation de ces appareils produits par certaines entreprises chinoises, ce qui est contraire aux règles OTC. Par conséquent, la Chine propose que les États-Unis respectent les règles de l'OMC et de l'Accord OTC et traitent tous les produits et les entreprises des Membres de manière égale, assurant un accès aux marchés équitable et non discriminatoire pour tous les Membres.

2.466. En réponse, la délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante: La FCC est chargée de publier les règlements d'application; ces règlements projetés devraient être élaborés et publiés d'ici au 22 novembre 2022 et ils ont déjà été notifiés au Comité OTC de l'OMC. J'aimerais me référer à la PCS n° 714, qui concerne le règlement d'application. Je ne sais pas si nous avons été clairs à ce sujet et nous devrions peut-être combiner ces deux PCS puisqu'elles font référence à la même loi et à sa mesure d'application.

### **2.1.3.64 Afrique du Sud – Règlement relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des vins et des spiritueux destinés à la vente en République sud-africaine, G/TBT/N/ZAF/48/Rev.2/Add.1 (ID 733<sup>117</sup>)**

2.467. La délégation du Mexique a communiqué la déclaration suivante: Comme cela a été mentionné dans la déclaration sur la PCS n° 7<sup>118</sup>, nous croyons comprendre qu'il s'agit d'une préoccupation au sujet de la même mesure qui a été prise en compte à la réunion précédente du Comité et qui figure maintenant dans la PCS n° 80. Malgré cette duplication, afin d'assurer la traçabilité des préoccupations, nous faisons des déclarations au titre des deux points afin qu'ils demeurent distincts. La délégation du Mexique se réfère à la déclaration qu'elle a faite à la réunion précédente du Comité en mars 2022 concernant le règlement relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des vins et des spiritueux destinés à la vente en République sud-africaine, notifié aux Membres du Comité le 20 décembre 2021 dans le document [G/TBT/N/ZAF/48/Rev.2/Add.1](#). Tout d'abord, nous remercions le gouvernement sud-africain d'avoir répondu aux observations envoyées au cours de la période de consultation publique. Tant la branche de production que le gouvernement mexicain ont pris part à ces observations au sujet de ce qui, selon nous, pourrait avoir une incidence sur les exportateurs mexicains de Tequila et de Mezcal, ainsi que sur les exportateurs potentiels de Raicilla et de Bacanora.

2.468. Toutefois, la délégation mexicaine tient à signaler que ces préoccupations demeurent, car la réponse de l'Afrique du Sud aux observations envoyées par le gouvernement mexicain ne répond pas à chacune des remarques formulées dans la Circulaire officielle n° 500/RVL/044/2022 du 11 février 2022. À cet égard, nous faisons appel aux bons offices de la délégation de l'Afrique du Sud pour répondre aux observations suivantes relatives aux préoccupations découlant de l'absence d'inclusion dans le Règlement de définitions claires pour les boissons d'origine mexicaine: nous

<sup>116</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 737](#).

<sup>117</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 733](#).

<sup>118</sup> Afrique du Sud – Règlement relatif à l'étiquetage des boissons alcooliques – Révision.



demandons que, indépendamment de la classe "100% agave", il y ait une classe spécifique claire pour la tequila qui soit conforme à la réglementation mexicaine applicable, compte tenu du fait que la tequila est enregistrée en tant que marque de certification en Afrique du Sud depuis 2004. Afin d'éviter toute confusion chez les consommateurs, nous demandons qu'aucune référence ne soit faite dans la classe "100% agave" à la tequila ou à ses classes ou catégories, même en espagnol.

2.469. Nous soulignons également la demande de définitions uniformes pour les boissons emblématiques du Mexique, comme Mezcal, Bacanora et Raicilla, qui ont leurs propres origines, spécifications physicochimiques et caractéristiques, telles qu'établies dans les normes officielles mexicaines respectives. De plus, et dans le but de donner suite à nos préoccupations en temps opportun, nous aimerions que la délégation de l'Afrique du Sud nous fournisse un point de contact avec lequel nous pourrions assurer un suivi régulier de l'élaboration du règlement. La délégation du Mexique remercie la délégation de l'Afrique du Sud de prêter attention à cette déclaration.

2.470. En réponse, la délégation de l'Afrique du Sud a communiqué la déclaration suivante: L'Afrique du Sud est d'avis que toutes les préoccupations soulevées par le Mexique ont été abordées dans leur communication avec le Mexique, mais il semble que ce ne soit pas l'opinion du Mexique. Nous aimerions nous rappeler la déclaration que nous avons faite dans le cadre de la PCS n° 7<sup>119</sup> visant à encourager le Mexique à collaborer avec nous. Nous sommes disposés à nouer un dialogue constructif afin de résoudre cette préoccupation. Nous avons indiqué que notre point de contact serait la mission permanente de l'Afrique du Sud à Genève.

#### **2.1.3.65 États-Unis – Procédure d'essai applicable aux pompes de circulateur, G/TBT/N/USA/1815 (ID 731<sup>120</sup>)**

2.471. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante: a. La Chine propose que les États-Unis répondent précisément à la question de savoir "si les petites pompes en ligne verticales comprennent ou non les pompes monobloc à aspiration en bout". Lorsqu'une pompe monobloc à aspiration en bout est utilisée verticalement, elle répond également à la définition d'une petite pompe en ligne verticale donnée par le Groupe de travail sur les pompes de circulateur (Circulator Pump Working Group, CPWG). b. De même qu'à la réunion précédente, les États-Unis ont indiqué que les définitions proposées permettraient de couvrir suffisamment la gamme des pompes de circulateur et que les schémas de principe n'apporteraient pas d'avantage supplémentaire. Toutefois, comme aucune distinction n'est faite sur les méthodes de couplage entre les "pompes à accouplement mécanique" et les "pompes monobloc" en Chine et dans d'autres pays Membres, la Chine suggère que les États-Unis ajoutent des schémas de principe appropriés visant à faciliter la compréhension des définitions des "pompes à accouplement mécanique" et des "pompes monobloc", afin d'éviter tout malentendu. c. S'agissant des pompes de circulateur avec régulateur de pression, les États-Unis ont fourni une équation pour le PERCIRC (rendement énergétique de la pompe de circulateur), ils sont priés de fournir des preuves scientifiques pour les attributions de pondération PERCIRC aux pompes de circulateur avec régulateur de pression. d. L'article 40.6.4.4 de la norme 40.6 de l'Hydraulic Institute (HI) auquel les États-Unis font référence, ne traite que brièvement des unités de pompe à moteur ou des pompes complètes. Une "pompe de conception intégrée" est une pompe équipée de tuyaux et d'accessoires dont la pompe individuelle ne peut être séparée facilement. La Chine suggère que les États-Unis apportent des précisions au sujet de la méthode de contrôle de l'efficacité pour ce type de pompe.

2.472. En réponse, la délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante: Les États-Unis remercient la Chine pour les préoccupations soulevées. Ils ont notifié au Comité OTC le projet de règlement du Département de l'énergie dans le document G/TBT/N/USA/1815 et la période prévue pour la présentation des observations a pris fin le 18 février 2022. Ils n'ont reçu aucune observation de la part de la Chine ou d'une quelconque de ses parties prenantes. Les États-Unis tiendront compte de toutes les observations reçues durant la période ménagée pour la présentation d'observations et répondront à chaque observation de fond dans le prochain texte réglementaire qui sera publié au sujet des procédures d'essai applicables aux pompes de circulateur.

<sup>119</sup> Afrique du Sud – Règlement relatif à l'étiquetage des boissons alcooliques – Révision.

<sup>120</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 731](#).



### **2.1.3.66 Mongolie – Projet de Loi sur le contrôle de la circulation des boissons alcooliques et lutte contre l'alcoolisme, [G/TBT/N/MNG/14](#) (ID 730<sup>121</sup>)**

2.473. La délégation du Mexique a communiqué la déclaration suivante: La délégation du Mexique se réfère à la communication qu'elle a présentée à la précédente réunion de ce Comité en mars 2022, concernant le projet de Loi sur le contrôle de la circulation des boissons alcooliques et lutte contre l'alcoolisme, notifié par le gouvernement mongol aux Membres de ce comité le 12 août 2021 dans le document [G/TBT/N/MNG/14](#). Au cours de la réunion de mars 2022, les préoccupations que cette mesure suscite chez les exportateurs mexicains de boissons alcooliques ont été exprimées pour la première fois, et nous réitérons ce qui suit: Nous considérons que l'interdiction de la vente de ces produits par voie électronique limite la capacité de contrôle et de traçabilité des ventes licites de boissons alcooliques. L'interdiction des boissons alcooliques d'une teneur en alcool supérieure à 35% en volume, aura une incidence directe sur les exportations mexicaines de boissons telles que le Mezcal et la Tequila, dont la teneur en alcool est supérieure à cette limite. Les restrictions concernant l'identification de la marque préoccupent également les exportateurs mexicains, dans la mesure où cette identification constitue une pratique internationale destinée à informer le consommateur au sujet de la qualité des produits.

2.474. La délégation de la Mongolie a répondu positivement aux préoccupations susmentionnées lors d'une réunion bilatérale, au cours de laquelle les observations ci-après ont été faites: Le projet de Loi n'a pas encore été adopté et a été modifié à la suite des observations reçues au cours de la période de consultation. Dans la nouvelle version de la Loi, qui reste un projet en discussion, les dispositions suivantes ont été supprimées: des dispositions spécifiques qui entraîneraient une interdiction des ventes en ligne; l'interdiction des boissons alcooliques d'une teneur en alcool supérieure à 35% en volume; et des restrictions liées à l'image de marque. La nouvelle version n'a pas encore été notifiée. Toutefois, des efforts seront déployés pour que cela soit fait six mois avant la mise en œuvre de la Loi. À cet égard, la délégation du Mexique est reconnaissante de l'attention bienveillante accordée à ses préoccupations et demande à la délégation de la Mongolie de fournir et de notifier la nouvelle version finale de la mesure dès qu'elle sera disponible, afin qu'elle puisse être examinée par les Membres. La délégation serait également reconnaissante envers la Mongolie si elle pouvait indiquer la date potentielle d'adoption de cette nouvelle version.

2.475. La délégation de la Mongolie n'était pas présente dans la salle.

2.476. La délégation du Mexique a déclaré que la Mongolie avait pris contact avec elle pour lui faire savoir que cette journée serait sa fête nationale et qu'elle ne pourrait pas participer. C'est pour cette raison que nous avons inclus dans notre déclaration les réponses obtenues lors de notre réunion bilatérale, en espérant que la Mongolie nous remettra une version révisée de la mesure la prochaine fois.

### **2.1.3.67 Union européenne – Projet de Règlement de la Commission établissant des exigences en matière d'écoconception pour les dispositifs d'affichage électronique, conformément à la Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil, modifiant le Règlement (CE) n° 1275/2008 de la Commission et abrogeant le Règlement (CE) 642/2009 de la Commission (et ses annexes) [G/TBT/N/EU/609](#), [G/TBT/N/EU/610](#) (ID 575<sup>122</sup>)**

2.477. La délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante: La Corée se félicite de l'occasion qui lui est donnée de donner son avis sur le "Règlement (UE) 2019/2021 de la Commission du 1<sup>er</sup> octobre 2019 fixant des exigences d'écoconception pour les dispositifs d'affichage électroniques". Le gouvernement coréen respecte les efforts déployés par le Parlement européen et le Conseil en vue d'informer les consommateurs et protéger l'environnement en réduisant la consommation d'énergie des dispositifs d'affichage électronique. De plus, les entreprises coréennes s'efforcent de se conformer à la réglementation de l'UE. Toutefois, en ce qui concerne les prescriptions du volet 2 du Règlement relatif aux dispositifs d'affichage électronique, dont l'entrée en vigueur est prévue en mars 2023, une association coréenne de l'industrie électronique a envoyé un exposé de position à l'UE en avril, qui explicitait les préoccupations des filières concernées en Corée. En dépit de ce fait, l'UE a répondu qu'elle n'envisageait aucune révision des exigences du volet 2. Le gouvernement coréen a donc officiellement soumis ses observations concernant les

<sup>121</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référencer [ID 730](#).

<sup>122</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référencer [ID 575](#).

difficultés et les demandes de la filière au point d'information OMC de l'UE sur les OTC le 30 juin 2022. Premièrement, le champ d'application réglementaire des exigences du volet 2 englobera les écrans électroniques dotés de niveaux de résolution supérieurs à UHD-4k et les écrans Micro-LED. Les fabricants coréens ont fourni des efforts visant à améliorer la technologie afin de réduire la consommation d'énergie de la gamme des écrans micro-LED et à résolution supérieure à UHD-4k. Malgré ces efforts, il apparaît que les fabricants aient besoin de plus de temps pour améliorer la technologie et réduire sensiblement la consommation d'énergie afin de répondre aux exigences du volet 2.

2.478. S'agissant des produits d'affichage dotés de la technologie 8K, il suffit de constater que tous les modèles des fabricants actuellement actifs sur le territoire de l'UE ne satisfont pas aux exigences du volet 2. Nous craignons que, si le Règlement devait s'appliquer comme prévu, aucun des dispositifs d'affichage à micro-LED et au niveau de résolution supérieur à UHD-4k susmentionnés ne pourrait être commercialisé sur les marchés de l'UE, ce qui limiterait le choix de produits des consommateurs européens et entraverait le développement technologique des industries connexes. S'il existe un produit parmi les écrans 8K commercialisés dans l'UE qui, à notre insu, satisfait aux exigences du volet 2, nous aimerions demander à l'UE de fournir un tel exemple. Deuxièmement, nous considérons qu'il n'est pas raisonnable d'appliquer la même limite d'indice d'efficacité énergétique (IEE) aux dispositifs d'affichage dont les niveaux de résolution sont supérieurs à UHD-4k, qu'à ceux dont la résolution est égale à UHD-4k ou plus faible. En général, les dispositifs d'affichage dont les niveaux de résolution sont supérieurs à UHD-4k consomment plus d'énergie car ils nécessitent un éclairage au moins quatre fois plus puissant que les autres. De ce fait, l'application de la même prescription IEE est excessivement contraignante pour les fabricants de dispositifs d'affichage dont les niveaux de résolution sont supérieurs à UHD-4k. Tout comme l'UE applique déjà des limites d'IEE différentes aux "dispositifs d'affichage électroniques d'une résolution inférieure ou égale à UHD-4k" par rapport aux dispositifs d'affichage HD à résolution plus faible, nous demandons à l'UE d'appliquer des limites d'IEE différentes et plus élevées en ce qui concerne "les dispositifs d'affichage électroniques d'une résolution supérieure à UHD-4k et à micro-LED". En conclusion, l'exigence actuelle du volet 2 a fixé des limites irréalistes basées sur des hypothèses futures, plutôt que des limites réalisables qui reflètent le niveau réel du développement technologique actuel. Étant donné que l'article 8 stipule que le règlement doit être révisé à la lumière des progrès technologiques, la Corée demande à l'UE de prendre le temps nécessaire pour revoir en profondeur les limites prévues en matière d'IEE sur la base des données relatives à la consommation d'énergie réelle des dispositifs d'affichage électronique présents sur le marché européen, et de reporter l'application des exigences du volet 2 aux dispositifs d'affichage dont la résolution est supérieure à UHD-4k et aux dispositifs d'affichage à micro-LED jusqu'à ce que des limites raisonnables en matière d'IEE aient été redéfinies.

2.479. En réponse, la délégation de l'Union européenne a fourni la déclaration suivante: Cette mesure a été notifiée à l'OMC le 9 octobre 2018 et il a été ménagé une période de 60 jours pour la présentation d'observations. Les exigences en matière d'efficacité énergétique des dispositifs d'affichage électronique sont connues depuis 2019 et sont applicables depuis mars 2021, à l'exception des dispositifs d'affichage dotés de résolutions très élevées qui bénéficient d'une exemption temporaire spécifique jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2023. Une révision de ce règlement adopté ne figure pas parmi les priorités reprises dans le plan de travail sur l'écoconception et sur l'étiquetage énergétique adopté le 30 mars 2022, compte tenu de la situation et de la crise énergétique aiguë en Europe. Nous encourageons donc les fabricants à tirer parti des différentes flexibilités déjà prévues par le règlement. Il s'agit notamment des indemnités relatives au réglage automatique de la luminosité ou de règles spécifiques et avantageuses relatives à la mesure de la consommation des écrans conçus pour être utilisés avec des sources d'alimentation externes standardisées.

## 2.2 Échange de données d'expérience

### 2.2.1 Transparence

#### 2.2.1.1 Rapport du modérateur sur la séance thématique consacrée à la transparence

2.480. Le modérateur<sup>123</sup> de la séance thématique sur la transparence, tenue le 12 juillet 2022 et ayant trait aux produits visés et à la coordination nationale, a présenté son rapport. Le rapport complet figure dans le document [G/TBT/GEN/330](#).

#### 2.2.1.2 Proposition des États-Unis concernant les notifications au titre de l'article 15.2

2.481. La représentante des États-Unis a présenté la proposition des États-Unis concernant un nouveau modèle pour les notifications au titre de l'article 15.2 figurant dans le document [JOB/TBT/466](#). L'une des recommandations du neuvième examen triennal consistait à modifier les modes de présentation des notifications afin de mieux identifier les mesures relevant de l'article 15.2, qui étaient nouvelles ou actualisées. Les Membres présentaient déjà de telles modifications, à titre volontaire, en utilisant le modèle de notification pour les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité, mais sans disposer d'indication claire. Parfois, elles étaient étiquetées comme "autres", parfois comme "règlement technique". Les États-Unis ont donc proposé d'ajouter une case à cocher dans le format de notification pour rendre compte plus précisément de ces mesures.

2.482. Afin d'augmenter le nombre de mises à jour au titre de l'article 15.2, de leur donner une certaine structure et une certaine cohérence et de mieux tenir compte des possibilités de publier des avis et présenter des observations en lien avec la mise en œuvre et l'administration de l'Accord, les États-Unis proposent que le Secrétariat révise le Mode de présentation et les directives pour les nouvelles notifications (de projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité).<sup>124</sup> Toute mesure administrative, législative ou réglementaire nouvelle, révisée ou mise à jour, y compris les lois et réglementations sur l'infrastructure nationale de contrôle de la qualité<sup>(125)</sup>, prise par un Membre en vue de s'acquitter de ses obligations au titre de l'Accord OTC de l'OMC ou de renforcer sa capacité à le faire, pourrait être notifiée en étant clairement liée à l'article 15.2. Au point 3 du modèle de notification, une case à cocher relative à l'article 15.2 devrait être ajoutée. Toute autre information figurant normalement dans la nouvelle notification pourrait toujours être incluse, et la Recommandation sur l'utilisation cohérente des modes de présentation des notifications [G/TBT/35/Rev.1](#) pourrait aussi être appliquée. Le Système ePing de présentation des notifications OTC pourrait être modifié pour permettre aux Membres de notifier les mesures relevant directement de l'article 15.2 et faciliter aussi la distribution des notifications concernant les mesures qui contribuent à la mise en œuvre de cet article.

2.483. Le fait de cocher la case article 15.2 pourrait aussi obliger le Membre à présenter une révision ou un supplément relatif à sa notification au moyen d'un document de la série [G/TBT/2](#) lorsque la mesure a été finalisée. La notification portant la cote [G/TBT/2](#) pourrait contenir un tableau de renseignements dans lequel le Membre pourrait inclure le nom de la mesure, joindre une copie de la mesure définitive et indiquer la date de publication ou d'approbation, la date d'entrée en vigueur et l'endroit (un lien) où elle peut être consultée en ligne. Les Membres avaient présenté leurs notifications au titre de l'article 15.2 au moyen d'un document de la série [G/TBT/2](#) dès leur adoption de l'Accord OTC, mais nombre d'entre elles n'avaient pas été mises à jour. Le nouveau processus faciliterait aussi les mises à jour de ces déclarations initiales.

2.484. Le représentant de la Chine a exprimé l'appréciation de sa délégation pour la proposition américaine visant à renforcer la transparence et a fait part de quelques observations préliminaires. Premièrement, la Chine estime que l'infrastructure qualité est un élément important couvert par l'Accord OTC et qu'il est très important de veiller en permanence à la qualité des notifications pertinentes. Par conséquent, la Chine a suggéré que le Secrétariat organise un événement spécifique dans ce domaine. Deuxièmement, les notifications au titre de l'article 15.2 et celles relatives aux règlements techniques et aux procédures d'évaluation de la conformité sont soumises à des

<sup>123</sup> M. Jia Jie Loh (Singapour).

<sup>124</sup> [G/TBT/1/Rev.14](#), page 66.

<sup>125</sup> Cela inclurait les lois et réglementations nouvelles ou actualisées portant sur les normes, l'évaluation de la conformité, l'accréditation et la métrologie.

obligations différentes. Il a demandé si l'ajout d'une option pour les mesures liées à l'article 15.2 dans le format de notification existant signifierait qu'elles seraient également soumises à des obligations telles que celles liées au délai pour la présentation des observations et à la période de transition. Troisièmement, il a suggéré que les États-Unis fournissent des exemples pour illustrer la proposition afin de permettre aux Membres de mieux la comprendre.

2.485. La représentante des États-Unis a répondu que ces mesures au titre de l'article 15.2 ne seraient pas soumises aux mêmes obligations qu'un règlement technique ou une procédure d'évaluation de la conformité. Des Membres, tels que le Brésil, notifiaient déjà volontairement des projets de lois sur l'infrastructure qualité liés aux procédures d'évaluation de la conformité, aux normes, à la métrologie et à l'accréditation. Certains d'entre eux avaient prévu des délais pour la présentation d'observations et fournissaient des textes complets, ce qui permettait aux autres Membres de faire part de leurs réactions. En outre, les États-Unis avaient notifié la Circulaire n° A119 du Bureau de la gestion et du budget et les lignes directrices fédérales sur les principes d'évaluation de la conformité, avec la possibilité de formuler des observations, en utilisant le modèle de notification ordinaire couramment utilisé. L'idée était de mieux suivre la notification de ces mesures, qui étaient liées à la mise en œuvre de l'Accord en vertu de l'article 15.2.

2.486. La représentante de l'Union européenne a remercié les États-Unis pour la proposition ainsi que pour les éclaircissements fournis. L'UE examinait toujours la proposition en interne et reviendrait avec des observations le cas échéant.

2.487. La représentante de la Colombie a fait savoir que sa délégation étudiait encore la proposition. La proposition constituait une très bonne initiative en vue d'accroître la transparence et de mieux suivre les informations pertinentes. Elle a demandé des éclaircissements sur le rapport entre la nouvelle case à cocher pour l'article 15.2 dans le format de notification ordinaire et la référence à la série [G/TBT/2](#).

2.488. La représentante des États-Unis a répondu que de nombreux Membres avaient publié leurs communications concernant la mise en œuvre indiquant comment ils allaient appliquer et assurer le fonctionnement de l'Accord lorsqu'ils ont accédé à l'OMC. Par exemple, la déclaration des États-Unis datait de 1996 et n'avait pas été mise à jour depuis. Toutefois, d'autres Membres, dont la Colombie, avaient fourni des mises à jour au moyen de la série [G/TBT/2](#). Bien qu'il s'agisse d'une démarche volontaire, il était très utile de fournir des informations concernant les nouvelles mesures qui contribuaient à rendre opérationnel l'Accord OTC. Par exemple, il était vraiment nécessaire de fournir des mises à jour sur les lois sous-jacentes à l'évaluation de la conformité, qui étaient des éléments clés de l'infrastructure qualité nationale. Ces mises à jour seraient notifiées dans les documents de la série [G/TBT/2](#).

2.489. Le Secrétariat a expliqué que le moyen le plus rapide d'accéder aux déclarations des Membres au titre de l'article 15.2, y compris les mises à jour fournies, était d'aller dans la section Faits et chiffres – Profils des Membres d'ePing. S'agissant de la cote du document, toutes les déclarations relatives à l'article 15.2 figuraient dans la série [G/TBT/2](#). La toute première notification au titre de l'article 15.2 avait été reçue de la République tchèque en 1995 et distribuée sous la cote [G/TBT/2](#). Depuis lors, les notifications d'autres Membres avaient été distribuées sous forme d'addenda à cette première notification. Les discussions en cours pourraient aussi conduire à une révision de ce système de suivi.

2.490. Le représentant de l'Australie a dit que la proposition présentait un intérêt et aiderait les Membres à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 15.2 de l'Accord OTC. Sa délégation étudiait encore la proposition, qui était conforme aux discussions et recommandations antérieures dans le cadre du neuvième examen triennal. L'Australie a jugé particulièrement intéressante la suggestion visant à ajuster la notification existante en ajoutant une case à cocher pour l'article 15.2 et à utiliser les fonctions de présentation de notification ePing pour permettre aux Membres de notifier les mesures en rapport avec l'article 15.2.

2.491. Le représentant du Canada a déclaré que la proposition était une contribution très utile en termes d'amélioration de la transparence, étant donné qu'elle concernait l'obligation des Membres d'informer le Comité des mesures prises pour assurer la mise en œuvre et l'administration de l'Accord OTC. Dans le cadre des travaux du Comité découlant des recommandations du neuvième examen triennal sur la transparence et comme l'avait mentionné le Canada lors des précédentes

réunions du Groupe de travail sur la transparence, le Canada travaillait à l'élaboration d'une proposition visant à améliorer le modèle de notification et les lignes directrices connexes actuels. L'objectif était d'améliorer les informations fournies par les Membres sur les mesures notifiées. Le Canada attendait avec intérêt la prochaine réunion du Groupe de travail sur la transparence afin de pouvoir présenter et discuter de sa proposition avec d'autres Membres.

2.492. La représentante du Mexique a remercié les États-Unis pour les éclaircissements fournis et a dit que sa délégation était encore en train d'examiner la proposition. En guise d'observation préliminaire, la délégation de son pays croyait comprendre que l'objectif était d'avoir un meilleur système de suivi aux fins de la mise en œuvre de l'Accord et que l'ajout d'une case dans le modèle de notification ordinaire n'impliquerait aucune modification des obligations au titre des deux types de notifications. Elle a également remercié le Secrétariat pour les éclaircissements apportés quant à la meilleure façon d'accéder aux déclarations des Membres sur ePing, ce qui devrait permettre aux Membres d'examiner plus facilement ce qui avait déjà été communiqué et d'identifier les éventuelles mises à jour à effectuer. La proposition était compatible avec les recommandations formulées dans le cadre de l'examen triennal et le Mexique attendait également avec intérêt la contribution du Canada aux notifications ordinaires.

2.493. Le représentant de l'Afrique du Sud a remercié les États-Unis pour leur proposition et pour les éclaircissements utiles fournis en réponse aux questions. L'Afrique du Sud étudiait la proposition et soumettrait tout autre point à clarifier aux États-Unis, pour une discussion plus approfondie lors des prochaines réunions ou de celles du Groupe de travail sur la transparence.

2.494. La représentante du Royaume-Uni a remercié la délégation américaine pour cette bonne proposition et a déclaré que sa délégation reviendrait avec d'autres observations.

2.495. Le représentant du Brésil a remercié les États-Unis pour leur proposition et a rappelé que le Brésil avait effectivement notifié des mises à jour de sa déclaration initiale au titre de l'article 15.2 et qu'il pouvait encore fournir d'autres renseignements actualisés après un examen plus approfondi. Il avait été très utile et constructif que les États-Unis aient déposé la proposition afin que les Membres puissent réfléchir et fournir des mises à jour supplémentaires concernant les pratiques et les infrastructures nationales, en vue de renforcer et de mettre en œuvre l'Accord OTC.

2.496. Le Comité a pris note.

#### **2.2.1.2.2 Renseignements actualisés sur le Groupe de travail sur la transparence**

2.497. Le Président a rappelé que les réunions de ce groupe de travail nouvellement établi étaient ouvertes à toutes les délégations et se tenaient en mode hybride. Sa première réunion s'était tenue le 6 avril, à la suite de quoi le Président avait distribué une communication le 12 avril 2022, avec un bref résumé de la réunion et indiquant que les produits visés par les notifications et les modes de présentation avaient été identifiés comme étant deux domaines prioritaires à examiner plus avant. Une deuxième réunion, initialement prévue pour le 31 mai, avait été reportée en raison de la préparation intensive de la CM12. Il a proposé que la prochaine session du Groupe de travail se tienne le 13 octobre. Il a également encouragé les délégations à prendre contact avec lui ou avec le Secrétariat si elles avaient des questions ou souhaitaient faire des suggestions concernant les travaux du nouveau groupe de travail.

#### **2.2.1.3 Renseignements actualisés du Secrétariat sur la plate-forme ePing SPS et OTC.**

2.498. Le Secrétariat a rappelé que la nouvelle version de la plate-forme ePing avait été officiellement lancée le mercredi 13 juillet, avec la participation de hauts fonctionnaires des agences partenaires d'ePing, à savoir l'ITC, le DESA de l'ONU et l'OMC. La représentante du Secrétariat a remercié les délégations pour leurs interventions et observations positives lors de l'événement de lancement, à propos duquel un document séparé serait distribué. Une forte demande pour des activités de formation et de sensibilisation en lien avec ePing était toujours présente, ainsi qu'il était nettement ressorti de la session thématique sur la transparence tenue plus tôt dans la semaine. Par conséquent, le Secrétariat organiserait une séance d'information sur ePing en marge de la réunion du Comité de novembre, au cours de laquelle les Membres pourraient également faire part de leurs expériences en matière d'intégration ePing dans leurs mécanismes nationaux de sensibilisation. Dans le même temps, les délégations qui souhaitent organiser des activités d'assistance technique

et de sensibilisation sur ePing au niveau national ont été invitées à présenter leurs demandes par le biais du processus de l'IFCT. Une nouvelle application ePing était disponible sur les smartphones (Android et Apple) et pouvait, pour le moment, être utilisée pour recevoir des alertes et parcourir les notifications. Cette première version de base avait été mise au point principalement pour aider le secteur privé à obtenir des mises à jour clés. Les Membres ont été encouragés à installer et à fournir des observations sur l'application, qui a été développée avec des contributions significatives des partenaires d'ePing, l'ITC et le DESA. Elle a également exprimé la gratitude et l'admiration du Secrétariat pour sa collègue Lotte Drieghe, qui avait fait partie du projet ePing depuis sa création et qui quitterait le Secrétariat à la fin de juillet. Le Comité a applaudi Mme Lotte Drieghe.

2.499. Le Président a remercié les trois agences partenaires pour leur collaboration fructueuse et a encouragé toutes les délégations à tirer pleinement parti d'ePing pour mettre en œuvre le cadre de transparence en matière OTC et en tirer parti.

2.500. Le représentant du Chili a informé le Comité que son pays était en train de soumettre une demande d'assistance technique pour une formation sur la nouvelle plate-forme ePing, qui devrait éventuellement avoir lieu au début de 2023.

2.501. La représentante du Mexique a remercié le Secrétariat pour l'excellente activité d'assistance technique menée la semaine précédente à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux et du secteur privé mexicains. Elle a encouragé les autres délégations à suivre cette formation pour tirer pleinement parti des services d'ePing.

## 2.2.2 Procédures d'évaluation de la conformité

2.502. Le Président a rappelé que lors du huitième examen triennal de l'Accord OTC, le Comité était convenu d'élaborer des lignes directrices pour aider les organismes de réglementation à choisir et à concevoir des procédures d'évaluation de la conformité. Lors du neuvième examen triennal, le Comité a pris note des progrès réalisés jusqu'à maintenant et est convenu de finaliser ce travail. Depuis la dernière réunion du Comité en mars, le Comité avait tenu deux réunions informelles, les 27 avril et 29 juin. À la réunion du 27 avril, les Membres avaient formulé des observations sur le document concernant le recueil d'éléments distribué sous la cote [JOB/TBT/438](#). Après cette réunion, un aide-mémoire avait été distribué par le Secrétariat le 30 mai, dans le document [JOB/TBT/465](#). Sur cette base, un recueil d'éléments révisé a été distribué sous la cote [JOB/TBT/438/Rev.1](#) le 14 juin. Lors de la réunion du 29 juin, les Membres ont déclaré que le recueil d'éléments révisé constituait une bonne base pour la poursuite des travaux du Comité et ont fourni quelques observations initiales sur ce dernier. Le Président a donné la parole aux participants.

2.503. La représentante des États-Unis a indiqué que les observations ([JOB/TBT/469](#)) venaient d'être présentées par écrit et l'intervenante s'est référée aux points soulevés oralement à la réunion du 29 juin.

2.504. Le représentant de l'Australie a appelé l'attention des délégations sur leurs observations écrites figurant dans le document [JOB/TBT/470](#). La communication résumait les observations déjà transmises verbalement aux Membres lors de la réunion informelle du 29 juin. L'Australie a pris acte des observations des autres Membres et les a remerciés de leurs contributions. L'Australie a également demandé au Secrétariat des conseils et des orientations quant aux prochaines étapes.

2.505. De même, le représentant du Brésil a fait référence aux observations formulées dans le document [JOB/TBT/471](#), qui reprenait ce qui avait été dit oralement lors des discussions informelles. Il a été souligné que la politique et la pratique nationales du Brésil étaient globalement conformes au Recueil d'éléments révisé et, par conséquent, bien que le Brésil n'ait pas, à ce stade, présenté des points plus spécifiques, le Brésil a confirmé que la révision actuelle du recueil d'éléments constituait une bonne base de travail.

2.506. Le représentant de la Chine a fait observer que les observations de sa délégation ([JOB/TBT/473](#)) comprenaient quelques suggestions spécifiques et quelques questions. La Chine souhaitait maintenir la communication avec tous les Membres en vue d'établir une bonne orientation pour les procédures d'évaluation de la conformité, visant à aider les organismes de réglementation à concevoir ou à sélectionner les procédures d'évaluation de la conformité. La Chine était ouverte à toute observation sur ses suggestions et observations, ou à toute réponse à ses questions.



2.507. Le représentant de l'Inde a suggéré que la discussion reste ouverte pendant un certain temps encore afin que le Comité puisse obtenir davantage de points de vue, en particulier sur les communications les plus récentes. Les observations de l'Inde ont ensuite été distribuées sous la cote [JOB/TBT/477](#).

2.508. Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est félicité des efforts actuellement déployés en vue de l'élaboration de lignes directrices pratiques destinées à aider les organismes de réglementation dans le choix et la conception des procédures d'évaluation de la conformité au sein du Comité OTC de l'OMC. La Nouvelle-Zélande a souligné que ses dispositions en matière d'évaluation de la conformité étaient étroitement alignées sur celles de l'Australie et qu'elles les recoupaient dans de nombreux cas. Celles-ci incluaient, sans s'y limiter: i) des normes et une architecture de conformité communes, illustrées par le Système commun d'accréditation Australie-Nouvelle-Zélande (JAS-ANZ) et l'Office des normes alimentaires pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande (FSANZ); ii) les instruments législatifs facilitant l'évaluation de la conformité, y compris l'Accord transtasmanien de reconnaissance mutuelle (TTMRA), qui permettait aux produits approuvés sur un marché d'être commercialisés sur l'autre; iii) une approche commune de l'évaluation de la conformité, découlant d'intersections plus larges dans la conception institutionnelle et la politique réglementaire. La Nouvelle-Zélande a souhaité faire part de l'approche de l'Australie sur cette base, ainsi que dans le contenu de fond de leurs communications à ce jour. La Nouvelle-Zélande a souligné, en particulier, l'accent mis sur l'intégration des technologies et des solutions numériques dans les procédures d'évaluation de la conformité – un axe partagé par l'Union européenne, entre autres – qui comporte un potentiel important d'amélioration de la transparence, fondée sur des données probantes, et de l'efficacité des procédures d'évaluation de la conformité sur le plan administratif. Nous concluons en réaffirmant le soutien de la Nouvelle-Zélande à cet important travail, en nous réjouissant à la perspective de pouvoir formuler d'autres observations et de finaliser le document.

2.509. Le représentant du Taipei chinois a demandé à l'Australie, s'agissant du paragraphe 3.7 de la sous-section sur la "Traçabilité dans les chaînes d'approvisionnement", de fournir des précisions sur les liens entre l'évaluation des risques et la traçabilité dans les chaînes d'approvisionnement. Étant donné qu'il peut y avoir plusieurs sources d'approvisionnement des intrants dans le processus de production, ces intrants peuvent changer au fil du temps. La mise en œuvre d'un système de traçabilité des produits pourrait représenter une charge importante pour les MPME. La complexité et les coûts associés à la traçabilité dans les chaînes d'approvisionnement, leur incidence sur les MPME et l'efficacité avec laquelle la sécurité des produits est renforcée devraient être pris en compte pour choisir et concevoir des procédures d'évaluation de la conformité. S'agissant du paragraphe 3.10, au titre de la sous-section "Systèmes fondés sur les risques: échantillonnage et essais", le Taipei chinois a suggéré de remplacer "fabricants" par "opérateurs économiques", ce qui couvrirait toutes les parties prenantes telles que les fabricants, les importateurs, les distributeurs, les vendeurs, etc. qui jouent différents rôles pour assurer la sécurité des produits dans le système de surveillance du marché. S'agissant du paragraphe 3.12 de la sous-section "Autorités", il a été proposé d'ajouter "les importateurs et/ou les autres opérateurs économiques responsables" après "producteurs" à l'alinéa iii) étant donné que ceux-ci étaient chargés de mettre le produit sur le marché. Les observations du Taipei chinois ont ensuite été distribuées sous la cote [JOB/TBT/482](#).

2.510. La représentante de l'Union européenne s'est félicité des efforts continus déployés par le Secrétariat pour tenir compte des nombreuses observations formulées par les Membres; ce n'était parfois pas une tâche aisée. L'Union européenne a fourni des observations écrites sur la version précédente du document ([JOB/TBT/438](#)) ainsi que des observations orales le 29 juin. (Les observations écrites ont ensuite été consignées dans le document [JOB/TBT/455](#).) D'une manière générale, l'UE était d'avis que le document constituait une base solide pour faire avancer les discussions. Un point particulièrement important était que les lignes directrices devaient être pratiques et non contraignantes mais néanmoins utiles pour les organismes de réglementation; l'UE souhaitait donc conserver le terme "approprié et proportionné". Il a été rappelé que ce libellé avait déjà été convenu lors des huitième et neuvième examens triennaux de sorte qu'il s'agissait d'une question de cohérence; il était important de ne pas faire un pas en arrière. L'UE entendait engager un dialogue constructif avec tous les Membres et a demandé au Président une indication quant au calendrier.

2.511. Le représentant du Royaume-Uni a remercié le Secrétariat pour son travail et a appelé l'attention du Comité sur les observations qu'il avait formulées dans le document [JOB/TBT/475](#).

2.512. Le représentant des Philippines a attiré l'attention du Comité sur ses observations figurant dans le document [G/JOB/TBT/474](#).

2.513. Le représentant de la Malaisie a noté que les observations de son pays figuraient dans le document [JOB/TBT/472](#). La Malaisie était d'avis que le document constituait une bonne base de travail sur un sujet important; il était pratique, facile à comprendre, avait un déroulé clair et n'était pas trop technique. Trois observations essentielles figuraient dans leur communication.

2.514. La représentante de l'Afrique du Sud a remercié le Secrétariat pour son bon travail. L'une des questions concerne l'expression "appropriées et proportionnées", qui avait été supprimée dans le recueil d'éléments révisé. L'Afrique du Sud souhaitait comprendre les raisons de cette suppression. L'Afrique du Sud croyait comprendre que les Membres avaient formulé des observations au sujet de ces termes: certains étaient en faveur, d'autres contre. Par ailleurs, l'expression "volontaires et obligatoires" visant les procédures d'évaluation de la conformité ont été introduits, ce qui méritait des éclaircissements. Une autre question concernait la référence aux "meilleures pratiques" au paragraphe. 2.1. Comment déterminer si une approche constitue ou non une meilleure pratique? Quels sont les critères? Le point le plus important pour l'Afrique du Sud était de comprendre pourquoi, au paragraphe 3.6, il y avait une référence au "risque modéré" avec une référence à l'annexe 1, alors que, dans l'annexe 1, il n'y avait aucune explication (elle contenait une discussion sur les types de procédures d'évaluation de la conformité). Par ailleurs, au paragraphe 3.6, l'Afrique du Sud avait formulé des observations sur la mention "répond aux besoins des PME" – la manière dont cela serait pleinement mis en œuvre n'était pas claire. L'Afrique du Sud formulerait également des observations sur le paragraphe 3.22 relatif aux "certificats de vente libre". Leurs observations seraient communiquées par écrit. (Les observations ont ensuite été distribuées sous la cote [JOB/TBT/481](#).)

2.515. Le Président a remercié tous les Membres pour leurs précieuses observations et leur participation. Pour ce qui était des étapes suivantes:

- a. premièrement, étant donné que certains Membres avaient besoin de plus de temps pour préparer des observations écrites, il a proposé de repousser la date limite jusqu'au 15 août. Les Membres qui souhaitaient présenter des observations écrites sur le recueil d'éléments révisé portant la cote [JOB/TBT/438/Rev.1](#) pouvaient le faire d'ici à cette date;
- b. deuxièmement, il a demandé au Secrétariat de préparer un aide-mémoire qui intégrerait toutes les observations formulées concernant le recueil d'éléments pour le 15 août. Cet aide-mémoire serait distribué d'ici à la fin août;
- c. troisièmement, il a indiqué qu'il pourrait tenir des consultations avec certains Membres pour discuter de certains aspects du document révisé; et, sur la base de ces observations et consultations, il demanderait au Secrétariat de préparer, après la pause estivale, une nouvelle version révisée des Lignes directrices; et,
- d. enfin, il a indiqué qu'il avait l'intention de tenir une réunion informelle le 13 octobre pour poursuivre ces travaux.

### **2.2.3 Coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation (MPME)**

2.516. La modératrice<sup>126</sup> de la séance thématique sur la coopération dans le domaine de la réglementation (MPME), qui s'est tenue le 12 juillet 2022, a présenté son rapport. Son rapport complet figure dans le document [G/TBT/GEN/331](#).

2.517. Le représentant du Canada a rappelé que la proposition visant à tenir des séances thématiques à l'intention des MPME avait été présentée par le Canada dans le cadre du neuvième examen triennal. Le Canada a remercié le Secrétariat d'avoir organisé la séance et Mme Lizano (Costa Rica), d'avoir animé la discussion – ainsi que tous les intervenants pour leurs précieux conseils sur la manière dont les Membres pouvaient aider les MPME à s'y retrouver dans les diverses

---

<sup>126</sup> Mme Ana Laura Lizano (Costa Rica).

exigences liées aux règlements techniques, aux normes et aux procédures d'évaluation de la conformité.

2.518. Le représentant de l'Afrique du Sud a noté que de nombreux renseignements importants avaient été communiqués lors de la séance et dans le rapport de la modératrice. Un point supplémentaire que l'Afrique du Sud souhaitait souligner était le fait qu'il n'existait pas de définition universelle s'agissant des MPME. Ce terme était parfois défini en fonction d'objectifs spécifiques, parfois en fonction de secteurs. Il était donc possible que les délégations ne parlent pas des mêmes entreprises en ce qui concerne l'emploi, le nombre d'employés ou les recettes qu'elles génèrent – simplement – parce que la définition pourrait être différente d'un pays à l'autre.

## 2.2.4 COVID-19

### 2.2.4.1 Renseignements actualisés communiqués par le Secrétariat

2.519. Le Président a rappelé le mandat du Comité OTC<sup>127</sup> concernant la COVID-19 et que le Président avait demandé au Secrétariat de préparer une note d'information sur les travaux du Comité menés depuis le début de la pandémie jusqu'à ce jour.

2.520. Le Secrétariat a présenté le document d'information intitulé "Aperçu des discussions sur la COVID-19 au Comité OTC" figurant dans le document [JOB/TBT/458](#). L'exposé du Secrétariat a été distribué séparément sous la cote [RD/TBT/367](#).

2.521. Le représentant du Brésil a constaté que l'exposé était clair et donnait une bonne idée des mesures que les Membres avaient prises dans le cadre de l'Accord OTC pendant la pandémie.

### 2.2.4.2 Résultats de la CM12 liés à la COVID-19

2.522. Le Président a appelé l'attention des Membres sur l'un des documents finaux pour la CM12 qui était en rapport avec la COVID-19. La "Déclaration ministérielle sur la réponse de l'OMC à la pandémie de COVID-19 et la préparation aux pandémies futures", contenue dans le document [WT/MIN\(22\)/31](#), a donné une impulsion importante au Comité sur la question de la COVID-19; il a attiré l'attention des délégations sur les paragraphes 24 et 25 de ce document, qui se lisent comme suit:

*24. Les organes de l'OMC compétents (y compris le Comité TBT), dans leurs domaines de compétence et sur la base des propositions avancées par les Membres, continueront ou commenceront de travailler dès que possible pour analyser les enseignements tirés et les difficultés rencontrées pendant la pandémie de COVID-19. Un bilan des travaux entrepris par les organes de l'OMC au titre de la présente déclaration sera fait chaque année au Conseil général jusqu'à la fin de 2024 sur la base des rapports des organes compétents concernés.*

*25. Les domaines de discussion et d'attention particulière incluront, sans s'y limiter, les sujets énoncés au paragraphe 23 et d'autres sujets mentionnés par les Membres qui reflètent la diversité de leurs expériences pendant la pandémie de COVID-19.*

2.523. Le Président a relevé que l'un des sujets d'intérêt mentionnés dans le document au paragraphe 23 était la "coopération en matière de réglementation" et que le paragraphe 11 portait sur la coopération en matière de réglementation en détail:

*11. Afin d'accélérer l'accès aux vaccins, aux traitements, aux outils de diagnostic et aux autres produits médicaux essentiels liés à la COVID-19, pendant la pandémie de COVID-19 et les pandémies futures, nous encourageons la coopération en matière de réglementation, selon qu'il sera approprié, et le partage de renseignements réglementaires sur une base volontaire.*

---

<sup>127</sup> [G/TBT/46](#), paragraphe 8.4.

2.524. En outre, le paragraphe 20 présentait certains domaines d'intérêt additionnels pour le Comité:

*20. Prenant en considération les politiques et expériences des Membres en matière de santé publique dans le contexte de la pandémie de COVID-19, nous reconnaissons qu'il est pertinent d'approfondir la coopération dans le cadre du mandat de l'OMC et de ses règles pour stimuler la reprise et les flux commerciaux après la pandémie, y compris en ce qui concerne les exigences et les résultats en matière de tests, la reconnaissance des certificats de vaccination et l'interopérabilité et la reconnaissance mutuelle des applications numériques concernant la santé, tout en continuant de protéger la santé publique et de garantir la confidentialité et la protection des données personnelles.*

2.525. À cet égard, le Président a demandé aux Membres de donner leur avis sur deux aspects. Premièrement, sur le fond, le Comité avait été chargé de poursuivre ses travaux pour analyser les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 et les difficultés rencontrées pendant celle-ci. À cet égard, le Président a noté que le Comité était déjà convenu d'examiner et de compiler les meilleures pratiques dans le contexte du neuvième examen triennal. En effet, le Comité avait travaillé sur ce sujet, en échangeant et en discutant des données d'expérience, comme résumé dans l'exposé présenté précédemment par le Secrétariat. Le Secrétariat avait également dressé la liste de certaines pratiques tirées de la discussion et données d'expérience échangées par les Membres, qui pourraient être utiles pour faire avancer ces travaux. Ainsi, le Comité avait déjà une longueur d'avance – et c'était l'occasion d'apporter une contribution significative à la réponse de l'OMC à la pandémie de COVID-19 et la préparation aux pandémies futures.

2.526. Deuxièmement, s'agissant du processus, le Président était d'avis que la CM12 avait renforcé l'importance de cette partie de nos travaux. Le Comité avait été prié de faire rapport chaque année au Conseil général des avancées, jusqu'à la fin de 2024. Le Président a donc suggéré que le Comité s'efforce de poursuivre sa tâche aux fins de l'examen et de la compilation des meilleures pratiques afin qu'il soit en mesure d'obtenir des résultats sur ces travaux d'ici à 2024. En effet, les normes et les aspects réglementaires pourraient constituer une contribution importante de la réponse de l'OMC à la pandémie de COVID-19, et de la préparation de l'Organisation aux futures pandémies. Pour les rapports annuels, le Président a suggéré que le Comité demande au Secrétariat de préparer un projet pour la réunion de novembre sur la base des mises à jour factuelles que le Comité recevait déjà régulièrement de la part du Secrétariat.

## 2.2.5 Autres questions

2.527. La représentante de la Colombie a rappelé l'intérêt de sa délégation pour la séance thématique sur la question du développement de la réglementation au sein de la Commission du Codex Alimentarius. La Colombie a suggéré d'échanger des données d'expérience nationales sur la façon dont les différents Membres ont participé aux divers comités du Codex et sur les différents défis qu'ils ont rencontrés en matière d'élaboration de la réglementation. Plus généralement, il était important d'être informé de l'état d'avancement du programme de réglementation au sein du Codex, des priorités et des principes/éléments principaux en cours d'élaboration pour l'avenir. Dans la mesure du possible, la Colombie a invité les Membres intéressés à identifier les questions en cours d'élaboration dans le cadre du Codex qui étaient directement liées au Comité OTC.

2.528. La représentante des États-Unis a fait part de son intérêt pour les sujets soulevés par la Colombie et s'est dite heureuse de travailler avec la délégation de ce pays à la planification de la séance.

## 3 ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

3.1. La représentante des États-Unis a attiré l'attention du Comité sur des renseignements actualisés figurant dans le document [G/TBT/GEN/329](#).

3.2. Le Secrétariat a annoncé qu'il lançait une nouvelle initiative de renforcement des capacités: Le Programme des champions de la transparence. Il vise à intensifier la mise en œuvre du cadre de transparence en matière OTC et à en tirer parti, et à encourager les "champions" de la transparence. Les participants bénéficieront d'un programme de six mois, comprenant des modules en présentiel et virtuels, ainsi qu'un soutien continu de la part du Secrétariat, des mentors et de leurs pairs. Le

premier programme pilote ciblerait les fonctionnaires des pays africains et commencerait par un atelier en présentiel à Genève du 10 au 14 octobre 2022. L'expérience acquise dans le cadre de ce projet pilote viserait à guider le Secrétariat dans le déploiement du programme dans d'autres régions.

## 4 OBSERVATEURS

### 4.1 Renseignements actualisés communiqués par les observateurs

4.1. L'ARSO ([G/TBT/GEN/332](#)), le BIPM (<https://www.bipm.org/fr/liaison-partners/wto-tbt>), le Codex ([G/TBT/GEN/333](#)), l'ONUDI ([G/TBT/GEN/334](#)), et l'ISO ([G/TBT/GEN/335](#)) ont communiqué des renseignements actualisés.

### 4.2 Demandes en attente

4.2. Le Président a fait observer qu'une liste actualisée des observateurs, y compris les demandes en attente, figurait dans le document [G/TBT/GEN/2/Rev.17](#). En outre, il a noté que le document [RD/TBT/1/Rev.9](#) présentait une compilation actualisée des communications originales reçues par l'OMC de la part des différents organismes qui avaient demandé le statut d'observateur au Comité OTC et dont les demandes étaient toujours en attente. S'agissant des demandes en attente, le Président a indiqué qu'il ne disposait d'aucune information lui permettant de penser que la situation avait changé par rapport à la position du Comité lors de la dernière réunion. Il a donc proposé que le Comité revienne sur cette question lorsque les Membres auraient eu le temps de se consulter davantage entre eux.

4.3. La représentante de la Türkiye a réitéré le soutien de sa délégation à la demande de statut d'observateur au Comité OTC présentée par l'Institut de normalisation et de métrologie pour les pays islamiques (INMPI). La demande de l'INMPI au Comité OTC remontait à 2017. Depuis cette date, l'INMPI avait continuellement fait part de son intérêt. Durant cette période, la Türkiye avait régulièrement appuyé sa demande auprès du Comité. Jusqu'à présent, aucun progrès n'avait été accompli – et aucune mesure concrète n'avait été prise. Par ailleurs, il semblait y avoir un manque de reconnaissance de cette institution, ainsi que de ses activités, particulièrement compte tenu de son importance. L'INMPI, était une institution affiliée à l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et, sur ses 43 membres, 33 étaient également Membres de l'OMC, tandis que 8 étaient des observateurs. L'INMPI visait à développer des infrastructures de qualité en assurant l'uniformité des activités de normalisation, d'évaluation de la conformité, d'accréditation et de métrologie, en éliminant de ce fait les obstacles techniques entravant les échanges entre ses membres. En outre, l'INMPI était également très actif dans le domaine de la certification halal, une question dont la Türkiye a fait observer qu'elle était de plus en plus souvent inscrite à l'ordre du jour du Comité OTC. L'INMPI œuvrait à l'adoption d'une norme halal unique et à la mise en place d'un système de certification fiable au niveau des pays de l'OCI. Dans cette optique l'INMPI avait déjà publié des normes halal et établi des lignes directrices en matière d'accréditation et de certification halal. La Türkiye estimait que les compétences de l'INMPI étaient susceptibles de contribuer à la facilitation des échanges de produits halal. À cet égard, la Türkiye a prévu de proposer l'organisation d'un événement parallèle afin de présenter la mission et les fonctions de l'INMPI lors du prochain Comité OTC, en novembre.

4.4. Le Président a dit que les Membres devaient travailler ensemble pour essayer de résoudre la question. En tant que Président, il demeurait disponible et était prêt à rencontrer les Membres intéressés pour faciliter les discussions si cela était utile. Il a encouragé les Membres à poursuivre les consultations entre eux afin que le Comité puisse avoir un débat constructif et résoudre la question.

4.5. La représentante des États-Unis a déclaré que sa délégation s'opposait toujours à ce que l'INMPI obtienne le statut d'observateur auprès du Comité OTC.

## 5 AUTRES QUESTIONS

5.1. Le Secrétariat a rappelé qu'il organisait le 14 octobre un Symposium OTC sur la réduction des goulets d'étranglement réglementaires dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Pour en savoir plus, le programme est disponible ici.<sup>128</sup>

## 6 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

6.1. Le Président a rappelé que la prochaine réunion du Comité OTC devait se tenir les 16 et 18 novembre 2022. La réunion ordinaire serait précédée de séances thématiques le 15 novembre, axées sur les bonnes pratiques réglementaires et sur les normes (élaboration de normes dans le cadre du Codex). Une communication de suivi contenant plus de dates et de renseignements a ensuite été distribuée sous la cote ICN/TBT/13.

---

---

<sup>128</sup> [https://www.wto.org/french/news\\_f/events\\_f/gscforumoct2022\\_f.htm](https://www.wto.org/french/news_f/events_f/gscforumoct2022_f.htm).